

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

21 NOVEMBRE 1972

BUDGET DES VOIES ET MOYENS

et Budget des Recettes Extraordinaires
pour l'année budgétaire 1973.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE

pour l'année budgétaire 1973.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DU BUDGET (1)

PAR M. DESMARETS.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Van Acker.

1° MM. les membres de la Commission des Finances :

A. — Membres : MM. Bertrand (Alfred), Chabert, d'Alcantara, Dequae, Desmarests, De Vidts, Michel, Parisis. — MM. Boeykens, Dehoussé, Deruelles, Detiège, Mangelschots, Remacle (Marcel), Sco-kaert. — MM. Damseaux, De Clercq (Willy), Defraigne, Waltniel. — MM. Defosset, Gol. — MM. Geerinck, Van der Elst.

B. — Suppléants : MM. Duerinck, Peeters, Plasman, Vandamme (Fernand). — MM. Gondry, Tibbaut, Vanijlen, Van Daele. — MM. Grootjans, Poswick. — M. Persoons. — M. Olaerts.

2° MM. les Présidents des Commissions permanentes :

MM. Van Acker, Président.

Dequae, 1^{er} Vice-Président.

Jeunehomme, 2^e Vice-Président.

M^{me} Copée-Gerbinet, MM. Charpentier, Verroken, Vice-Présidents.

MM. Anciaux, Bertrand (Pierre), Bode, Bonnel, Castel, M^{me} Craeybeckx-Orij, MM. Cudeli, De Paepe, Detiège, Lefebvre, Otte, Radoux, Saint-Remy.

Voir :

4-I (1972-1973) :

- N° 1 : Budget.
- Nos 2 et 3 : Amendements.

4-II (1972-1973) :

- N° 1 : Budget.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

21 NOVEMBER 1972

RIJKSMIDDELENBEGROTING

en Begroting van de Buitengewone Ontvangsten
voor het begrotingsjaar 1973.

RIJKSSCHULDBEGROTING

voor het begrotingsjaar 1973.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DESMARETS.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Van Acker.

1° de heren leden van de Commissie voor de Financien :

A. — Leden : de heren Bertrand (Alfred), Chabert, d'Alcantara, Dequae, Desmarests, De Vidts, Michel, Parisis. — de heren Boeykens, Dehoussé, Deruelles, Detiège, Mangelschots, Remacle (Marcel), Sco-kaert. — de heren Damseaux, De Clercq (Willy), Defraigne, Waltniel. — de heren Defosset, Gol. — de heren Geerinck, Van der Elst.

B. — Plaatsvervangers : de heren Duerinck, Peeters, Plasman, Vandamme (Fernand). — de heren Gondry, Tibbaut, Vanijlen, Van Daele. — de heren Grootjans, Poswick. — de heer Persoons. — de heer Olaerts.

2° de heren Voorzitters van de vaste commissies :

De heren Van Acker, Voorzitter.

Dequae, 1^{ste} Ondervoorzitter.

Jeunehomme, 2^{de} Ondervoorzitter.

Mevr. Copée-Gerbinet, de heren Charpentier, Verroken, Ondervoorzitters.

De heren Anciaux, Bertrand (Pierre), Bode, Bonnel, Castel; Mevr. Craeybeckx-Orij, de heren Cudeli, De Paepe, Detiège, Lefebvre, Otte, Radoux, Saint-Remy.

Zie :

4-I (1972-1973) :

- N° 1 : Begroting.
- N°s 2 en 3 : Amendementen.

4-II (1972-1973) :

- N° 1 : Begroting.

SOMMAIRE.

	Pages
Introduction du rapporteur	2
I. — Exposé du Ministre des Finances	8
II. — Exposé du Secrétaire d'Etat au Budget	17
III. — Discussion générale	22
Quelques considérations d'ordre général	22
1. Exécution du budget de 1972	23
2. Caractéristiques du budget pour 1973	28
A. — Evaluation des recettes	28
B. — Evaluation des dépenses	43
C. — Aspects de la politique budgétaire	52
1. Politique économique	52
a) Politique conjoncturelle	52
b) Investissements publics	55
c) Politique régionale	57
d) Politique sectorielle	65
2. Politique sociale	65
a) Introduction	65
b) Emploi	65
c) Santé publique	75
d) Logement	76
3. Enseignement, recherche scientifique et culture	80
4. Politique étrangère	83
a) Coopération au développement	83
b) Relations européennes	88
c) Commerce extérieur	91
5. Travaux publics	98
6. Environnement	102
7. Agglomérations	103
8. Inbel — Office de Promotion Industrielle	103
D. — Problèmes monétaires — holdings	105
E. — Simplification des formalités fiscales	111
F. — Technique budgétaire	113
IV. — Votes	115
Annexes	119
I. — Décentralisation des services publics	119
II. — Financement de la sécurité sociale	127
III. — Répartition géographique du chômage	129
IV. — Valeur de la production charbonnière	132

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION DU RAPPORTEUR.

La discussion du Budget des Voies et Moyens constitue l'acte le plus important que le Parlement doit effectuer, chaque année, en matière financière. C'est l'occasion pour les Chambres non seulement d'examiner l'ensemble de la politique financière du pays mais aussi les grandes lignes de la politique générale.

Ce débat a été rendu plus aisé cette année parce que le Gouvernement a déposé en temps utile le budget des Voies et Moyens, ce qui a permis à la Commission du Budget d'étaler largement ses travaux.

Un certain nombre de budgets de départements a été déposé suffisamment tôt également pour en permettre l'adoption rapide. Il devrait ainsi être possible de mettre fin à la pratique regrettable du vote tardif des budgets par le Parlement, alors que l'année est largement consommée, ce qui rend dérisoire le nécessaire contrôle parlementaire.

* * *

INHOUD.

	Blz.
Inleiding van de verslaggever	2
I. — Uiteenzetting van de Minister van Financiën	8
II. — Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Begroting	17
III. — Algemene bespreking	22
Enkele overwegingen van algemene aard	22
1. Uitvoering van de begroting van 1972	23
2. Kenmerken van de begroting voor 1973	28
A. — Raming van de ontvangsten	28
B. — Raming van de uitgaven	43
C. — Aspecten van het begrotingsbeleid	52
1. Economisch beleid	52
a) Conjunctuurbeleid	52
b) Overheidsinvesteringen	55
c) Regionaal beleid	57
d) Sectorieel beleid	65
2. Sociaal beleid	65
a) Inleiding	65
b) Tewerkstelling	65
c) Volksgezondheid	75
d) Huisvesting	76
3. Onderwijs wetenschappelijk onderzoek en cultuur	80
4. Buitenlands beleid	83
a) Ontwikkelingssamenwerking	83
b) Europese betrekkingen	88
c) Buitenlandse handel	91
5. Openbare werken	98
6. Leefmilieu	102
7. Agglomeraties	103
8. Inbel — Dienst voor Nijverheidsbevordering	103
D. — Monetair problemen — holdings	105
E. — Vereenvoudiging van de belastingformaliteiten	111
F. — Begrotingstechniek	113
IV. — Stemmingen	115
Bijlagen	119
I. — Decentralisatie van de openbare diensten	119
II. — Financiering van de sociale zekerheid	127
III. — Geografische spreiding van de werkloosheid	129
IV. — Waarde van de steenkolenproductie	132

DAMES EN HEREN,

INLEIDING VAN DE VERSLAGGEVER.

De bespreking van de Rijksmiddelenbegroting is de voorname opdracht op financieel gebied die het Parlement elk jaar opnieuw uit te voeren krijgt. Zij biedt de Kamers de gelegenheid om niet alleen het gezamenlijke financiële beleid van het land, maar ook de hoofdlijnen van het algemeen beleid te bespreken.

De bespreking werd dit jaar vergemakkelijkt daar de Regering de Rijksmiddelenbegroting tijdig heeft ingediend, zodat de Commissie voor de Begroting haar werkzaamheden beter kon spreiden.

Ook werden een aantal ministeriële begrotingen tijdig genoeg ingediend om spoedig te kunnen worden aangenomen. Op die wijze kan wel een einde worden gemaakt aan de betreurenswaardige praktijk van goedkeuring van begrotingen wanneer het dienstjaar al goeddeels achter de rug is, wat een aanfluiting van de onontbeerlijke parlementaire controle is.

* * *

Les exposés introductifs du Ministre des Finances et du Ministre Secrétaire d'Etat au Budget ainsi que les discussions auxquelles participèrent tous les membres de la commission ont permis de dégager les grandes lignes de la politique budgétaire de l'Etat ainsi que les préoccupations majeures du moment. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, les membres de la commission ont posé une série de questions qui sont reprises dans ce rapport. Leur convergence, qu'il nous plaît de souligner ici, et la nécessité pour les autres membres du Parlement ainsi que pour l'opinion publique de se faire une idée globale des problèmes soulevés nous ont amené à essayer de présenter ici, avec le maximum d'objectivité qui sied au rapporteur des travaux de commissions une synthèse qui, nous l'espérons, sera de nature à ramener le débat à ses lignes essentielles en permettant ainsi à la Chambre de prendre ses options en connaissance de cause.

I. — Caractéristiques du budget de 1973.

Les caractéristiques essentielles du budget de 1973 se définissent le mieux quand on le compare à celui de 1972.

Ce dernier fut présenté en période de crise économique. Il visait à promouvoir la relance de l'économie. Il se présentait en déficit.

Le budget de 1973 se situe dans un tout autre contexte. C'est la reprise économique qui fleurit mais avec ses revers : la hausse des prix et les menaces d'inflation. Le budget vise dès lors à la stabilité de l'économie et est, en conséquence, présenté en équilibre.

Même si les membres de la commission ont divergé d'avis sur l'acuité de la récession économique de l'hiver 1971-1972, sur l'importance du déficit de 1972 et sur la réalité de l'équilibre de 1973, chacun reconnaît que la situation économique profondément modifiée imposait un changement d'attitude.

La commission s'est plus particulièrement inquiétée des risques de hausses de prix et de menaces d'inflation contenus dans le développement de la situation actuelle.

Il est certain que ces risques et ces menaces sont réels. Ils ne sont pas propres à notre pays mais gangrèment la prospérité de tout le monde occidental.

Ce n'est pas une raison pour ne pas agir au niveau belge. C'est un motif supplémentaire pour réclamer une action européenne. La conférence de Luxembourg les 30 et 31 octobre n'a été qu'un pas fort timide dans cette direction. Il faut certes aller plus loin dans cette voie, comme dans cette autre, plus large encore, qui doit permettre de trouver une solution mondiale à nos difficultés monétaires provenant essentiellement de la crise du dollar. Au lendemain des élections américaines, allemandes et hollandaises, il faudra agir si l'on veut juguler l'inflation dans le monde.

Progression des dépenses budgétaires.

La commission s'est beaucoup inquiétée de la progression des dépenses budgétaires.

Celle-ci est de 10,4 % pour le budget ordinaire de 1973. Les méthodes de comparaison ont fait l'objet de critiques de la part de certains membres.

Het inleidende betoog van de Minister van Financiën en van de Minister-Staatssecretaris voor de Begroting, alsook de bespreking waaraan alle commissieleden hebben deelgenomen, hebben de hoofdlijnen aangegeven van het begrotingsbeleid van de Staat evenals van de belangrijkste huidige punten van zorg. Door de commissieleden, zowel van de meerderheid als van de oppositie, werden een reeks vragen gesteld die in dit verslag zijn opgenomen. Omwille van de samenhang van die vragen — waarop wij hier de nadruk leggen — en ook om de andere leden van het Parlement en de openbare opinie een algemeen overzicht van de opgeworpen problemen te kunnen geven, hebben wij gepoogd in dit verslag — met het maximum aan objectiviteit die de rapporteur van de commissiewerkzaamheden moet hebben — een synthese te brengen die, zo hopen wij althans, de bespreking tot haar hoofdlijnen zal terugbrengen zodat de Kamer met kennis van zaken zal kunnen beslissen.

I. — Kenmerken van de begroting voor 1973.

De hoofdkenmerken van de begroting 1973 komen beter tot uiting wanneer ze vergeleken worden met die van de begroting voor 1972.

Deze laatste werd ingediend tijdens een crisisperiode. Zij streefde een economische opleving na en ze vertoonde een tekort.

De begroting voor 1973 wordt in heel andere omstandigheden ingediend. De economische opleving wordt in haar geheel belemmerd door de prijsstijgingen en het gevaar voor inflatie. De begroting streeft er dan ook naar de economie te stabiliseren zodat zij in evenwicht wordt ingediend.

Ook al hebben de commissieleden over de omvang van de economische teruggang tijdens de winter 1971-1972, over de grootte van het begrotingstekort in 1972 en over de reële kansen van een evenwicht voor 1973 een uiteenlopende mening, toch is iedereen het erover eens dat de grondig gewijzigde economische toestand een nieuwe gedragslijn vergde.

De commissie is bijzonder verontrust over de dreigende prijsstijging en het gevaar voor inflatie die de ontwikkeling van de huidige toestand kenmerken.

Het staat vast dat deze risico's en deze bedreiging reëel zijn. Zij zijn niet eigen aan ons land alleen, maar zij vreten de welvaart aan in de gehele Westerse wereld.

Zulks is echter geen reden om in ons land bij de pakken te blijven zitten. De Conferentie van Luxemburg van 30 en 31 oktober laatstleden was slechts een schuchtere stap in die richting. Op deze weg, en ook op die andere nog bredere weg, dient zeker verder gegaan te worden indien men op het wereldvlak een oplossing wil vinden voor onze monetair moeilijkheden, die in de eerste plaats aan de dollar-crisis te wijten zijn. Als de verkiezingen in Amerika, Duitsland en Nederland achter de rug zijn, moet opgetreden worden, wil men de inflatie in de wereld aan banden leggen.

Stijging van de begrotingsuitgaven.

De commissie heeft zich veel zorgen gemaakt over de aangroei van de begrotingsuitgaven.

Deze bedraagt voor 1973, 10,4 % voor de gewone begroting. De voor de vergelijkingen gebruikte methodes werden echter door sommige leden bekritiseerd.

Mais même dans l'hypothèse retenue le montant des dépenses est supérieur à celui du P. N. B. (9,2 %).

Cette disparité critiquée par la C. E. E., pose incontestablement de sérieux problèmes. Elle manifeste la difficulté qu'ont les gouvernements à endiguer l'augmentation considérable des dépenses publiques, face à une opinion qui réclame constamment des interventions publiques supplémentaires. A long terme, elle entraîne l'endettement supplémentaire de l'Etat obligé, en conséquence, sous peine de faillite, de recourir sans cesse à des ressources nouvelles. Plus fondamentalement, elle pose le problème pour la majorité comme pour l'opposition, des options de base et des priorités dans l'action publique.

Elle postule aussi la recherche d'une efficacité accrue des services publics par la chasse aux gaspillages et l'adoption de méthodes modernes de gestion; faute de quoi, ce sera toujours par l'inflation que les Etats recherchent la solution à leurs problèmes financiers. Il convient de souligner que l'inflation signifie l'appauvrissement relatif de chacun et plus particulièrement des plus défavorisés et des plus faibles.

Chacun sera donc d'accord pour réclamer plus de discipline et de rigueur de la part de l'Etat dans sa gestion budgétaire et plus de civisme et plus de sens de l'intérêt général de la part des groupes de citoyens dans l'expression de leurs revendications.

II. — Les recettes — Budget des Voies et Moyens.

Le budget des Voies et Moyens est essentiellement le budget des recettes. Les Ministres, dans leurs introductions et les membres de la commission dans leur discussion y ont consacré de longs développements. L'évolution des recettes est caractérisée de la manière suivante :

1. l'expansion du P. N. B., le jeu de la progressivité des impôts et l'augmentation conjoncturelle produisent à eux seuls une hausse certaine des recettes.

2. S'y ajoutent l'augmentation des droits d'accises sur l'essence (4,5 milliards) et des adaptations à l'impôt direct (2,6 milliards).

3. Pour le reste, le Gouvernement escompte des suppléments de recettes (4,7 milliards) provenant de la lutte contre la fraude.

Des membres ont souligné que le total des recettes prévues (406,8 milliards) est en augmentation de 72 % par rapport à l'année 1968.

Ces chiffres impressionnants montrent l'importance croissante des recettes fiscales dans l'affectation des revenus généraux du pays et des citoyens.

La fiscalité accrue touche tout le monde. L'augmentation générale des revenus et les résultats de la politique sociale suivie augmentent le nombre de citoyens à revenus moyens que frappe de plus en plus une fiscalité qui cherche dans ces catégories les ressources supplémentaires. L'augmentation et la diffusion de la consommation rendent les impôts indirects de plus en plus ressentis par toutes les couches de la population.

La répartition à peu près égale des impôts directs et indirects rend cette perception plus juste qu'autrefois. Cependant

Maar zelfs het vooropgesteld bedrag van de uitgaven ligt hoger dan dat van het B. N. P. (9,2 %).

Deze dispariteit, welke door de E. E. G. wordt bekritiseerd, stelt onbetwistbaar ernstige problemen. Zij is een bewijs van de moeilijkheden die de regeringen ondervinden om de aanhoudende stijgingen van de overheidsuitgaven tegen te gaan tegenover een publieke opinie die steeds maar meer overheidssteun eist. Op langere termijn brengt zij mede dat de Staat steeds dieper in de schulden geraakt, zodat hij, op gevaar af van failliet te gaan, steeds maar naar nieuwe ontvangsten moet zoeken. In de grond doet die dispariteit, zowel voor de meerderheid als voor de oppositie, de vraag rijzen welke fundamentele maatregelen moeten worden genomen en aan welke kwesties 's lands bewindsliden de voorrang moeten geven.

Zij impliceert tevens het zoeken naar de middelen om de overheidsdiensten doelmatiger te maken, door de verspillingen op te sporen en door modernere beheersmethoden aan te wenden; zoniet zullen de Staten de oplossing voor hun financiële problemen steeds in de inflatie moeten gaan zoeken. Men bedenke dat inflatie neerkomt op de relatieve verarming van iedereen en meer bepaald van de minst bedeelden en van de zwaksten.

Iedereen zal het er dan ook over eens zijn dat van de Staat moet worden geëist dat hij meer discipline en meer beslistheid aan de dag legt in zijn begrotingsbeheer en dat de belangenroepen, bij het stellen van hun eisen, meer burgerzin en zin voor het algemeen welzijn aan de dag moeten leggen.

II. — De ontvangsten — Rijksmiddelenbegroting.

De Rijksmiddelenbegroting is hoofdzakelijk de begroting van de ontvangsten. Daarover is breedvoerig uitgeweid door de Ministers in hun inleidend betoog en door de leden van de commissie tijdens de bespreking. De ontwikkeling van de ontvangsten kan als volgt worden gekenmerkt :

1. Alleen reeds door de stijging van het B. N. P., de invloed van de progressiviteit van de belastingen en de opleving van de conjunctuur nemen de ontvangsten ongetwijfeld toe.

2. Daaraan moeten worden toegevoegd de verhoging van de accijnzen op de benzine (4,5 miljard) en de aanpassingen aan de directe belastingen (2,6 miljard).

3. Voor het overige verwacht de Regering dat de bestrijding van de belastingontduiking bijkomende ontvangsten zal verschaffen (4,7 miljard).

Sommige leden wijzen erop dat het totaal van de geraamde ontvangsten (406,8 miljard) 72 % hoger ligt dan in 1968.

Die indrukwekkende cijfers bewijzen hoe belangrijk het aandeel van de belastingontvangsten is in de besteding van de algemene inkomsten van het land en van zijn ingezetenen.

De toegenomen belastingdruk wordt door iedereen aanvoeld. De algemene stijging van de inkomsten en het gevoerde sociaal beleid brengen met zich dat het aantal inwoners met middelgrote inkomsten toeneemt. Dezen worden steeds meer getroffen door de fiscus die in hun categorie bijkomende ontvangsten tracht te verkrijgen. De stijging en de spreiding van het verbruik hebben tot gevolg dat alle lagen van de bevolking steeds meer indirecte belastingen moeten dragen.

Door de nagenoeg gelijke verdeling tussen de directe en de indirecte belastingen wordt de inning ervan billijker

le problème est plus complexe qu'il ne paraît. Rares sont les citoyens qui échappent à l'impôt direct ou indirect. Quant à la charge globale, elle s'accroît sans cesse et c'est inévitable si l'on veut rencontrer les besoins collectifs croissants de notre époque.

Mais l'ampleur accrue de la charge fiscale et la recherche d'une répartition équitable postulent l'établissement de règles qu'on ne peut perpétuellement transgresser, faute d'aboutir à des charges intolérables et à des inégalités flagrantes dont sera victime une fraction toujours plus importante de citoyens.

La démocratie exige en tout cas la fixation de plafonds de fiscalité tolérables pour l'exercice de l'initiative individuelle dans chaque catégorie sociale.

En contrepartie, les citoyens doivent eux-mêmes concourir à l'exercice de cette modération de la part de pouvoirs publics par une collaboration individuelle de chacun à une juste perception des impôts.

Si la perfection est irréalisable en fait, aucun régime fiscal ne résiste à une fraude endémique dont les proportions seraient exagérées.

Les pouvoirs publics se doivent alors de réagir, sans oublier cependant la règle de l'efficacité dans les dépenses rappelées ci-avant.

Ce sont des considérations de ce genre qui étaient sous-jacentes à ce sujet au début de la discussion en commission.

On trouvera plus loin les questions particulières, surtout en matière de T. V. A. et d'incitants aux investissements, posées en commission.

III. — Les dépenses de l'Etat.

Parmi les nombreuses questions posées, il nous a semblé utile de rassembler, en tête du rapport celles où les membres de la majorité comme ceux de l'opposition ont unanimement souligné quelques aspects fondamentaux et quelquefois relativement nouveaux de nos problèmes budgétaires.

1. *Produit ou Bonheur national brut ?*

Si les membres de la commission ont enregistré avec satisfaction les prévisions optimistes de la C. E. E. et du Gouvernement en matière d'évolution du P. N. B., certains d'entre eux ont voulu, à juste titre, reprendre en commission le débat fondamental soulevé devant l'opinion publique mondiale au sujet de la pertinence d'une recherche à tout prix d'une croissance économique et technique accélérée.

C'est poser en termes budgétaires, le problème des priorités; ou en d'autres termes, celui de savoir si nos choix antérieurs (car il y a eu choix) se justifient toujours autant et doivent simplement être maintenus en y attribuant chaque année un peu plus de moyens.

La commission n'a pas pu répondre elle-même à ses propres questions. Il serait souhaitable que la Chambre y consacre une partie de ses débats, car il y va de l'avenir même de notre société. Nos priorités sont-elles toujours les mêmes qu'autrefois ? La qualité de la vie ne doit-elle pas prédominer sur la recherche constante d'un accroissement quantitatif ? Dans l'affirmative, quelles sont nos options nouvelles ? Comment les traduire concrètement au niveau de la politique budgétaire de l'Etat et de chacun de ses départements ?

dan vroeger. Doch het probleem is ingewikkelder dan het er uitziet. Er zijn maar weinig inwoners die aan de directe of indirecte belastingen ontkomen. De totale last neemt steeds toe; dat is onvermijdelijk als men de toenemende collectieve behoeften van deze tijd wil bevredigen.

Maar de toenemende belastingdruk en het streven naar een billijke verdeling vergen dat er regels worden opgesteld die niet voortdurend mogen worden overschreden, zo niet ontstaan ondraaglijke lasten en flagrante ongelijkheden waarvan steeds meer inwoners het slachtoffer worden.

In een democratisch bestel is het in elk geval noodzakelijk dat er een grens wordt bepaald tot waar de belastingheffing mag gaan, op gevaar af ondraaglijk te worden voor het individueel initiatief in elke categorie.

Als tegenprestatie moeten de inwoners zelf de matiging van de overheid op dat gebied mogelijk maken door, ieder voor zich, bij te dragen tot een juiste inning van de belastingen.

Een volmaakte regeling is wellicht onmogelijk, maar geen belastingstelsel is bestand tegen een voortdurende en abnormaal grote ontduiking.

Het is de plicht van de overheid op te treden zonder evenwel de regel van de doelmatigheid bij de besteding van hogerbedoelde uitgaven uit het oog te verliezen.

Van die overwegingen werd in dit verband uitgegaan bij de aanvang van de bespreking in de commissie.

Verder in dit verslag worden de bijzondere vragen behandeld die in de commissie werden gesteld, vooral in verband met de B. T. W. en het stimuleren van de investeringen.

III. — De staatsuitgaven.

Van de talrijke vragen die werden gesteld, leek het ons nuttig in het begin van dit verslag diegene te groeperen waarbij zowel de leden van de meerderheid als van de oppositie sommige fundamentele — in enkele gevallen zelfs relatief nieuwe — aspecten van onze begrotingsproblemen in het licht stelden.

1. *Bruto nationaal produkt of bruto nationaal geluk ?*

De leden van de commissie hebben met genoegen kennis genomen van de optimistische vooruitzichten van de E. E. G. en de Regering inzake ontwikkeling van het B. N. P. Sommigen onder hen wensten evenwel terecht in de commissie het debat weder te openen over de vraag die de wereldopinie bezighoudt, namelijk of het wel gewenst is te allen prijze een versnelde economische en technische groei na te streven.

Aldus wordt het probleem van de prioriteiten in budgettaire termen gesteld; met andere woorden, de vraag rijst of de keuze die wij vroeger hebben gedaan nog altijd evenzeer gerechtvaardigd is en of die zonder meer dient te worden aangehouden door daartoe ieder jaar wat meer middelen te bestemmen.

De commissie heeft op haar eigen vragen zelf niet kunnen antwoorden. Het is wenselijk dat de Kamer daaraan een gedeelte van haar debatten wijdt, want de toekomst zelf van onze maatschappij staat op het spel. Zijn onze prioriteiten nog dezelfde als vroeger ? Moet het leefmilieu niet de overhand hebben op het gedurige streven naar een kwantitatieve aangroei ? Zo ja, welke nieuwe maatregelen moeten wij dan treffen ? Hoe kan zulks concreet worden uitgedrukt op het vlak van het begrotingsbeleid van het Rijk en van ieder departement ?

Un tel débat fondamental serait évidemment facilité si le plan était débattu plus largement, plus profondément et en temps utile au sein du Parlement.

Peut-être aussi la présentation dès 1974 du budget sous forme de budget unique permettra-t-elle une meilleure approche du problème en faisant de la gestion par objectifs, la préoccupation première en matière budgétaire.

2. L'aide aux pays en voie de développement.

Le Gouvernement belge s'était engagé sur le plan international il y a plusieurs années à affecter 0,7 % du PNB en 1975, à l'aide aux pays en voie de développement.

Pour 1973, l'aide publique au développement est de 9,1 milliards, soit une augmentation de 604 millions par rapport à 1972 ou 7,1 %. Elle atteindrait à ce moment 0,59 %.

Le Gouvernement était tout d'abord disposé à réaliser dès 1973 l'objectif de 0,7 % pour autant que le Parlement consente à lui en donner les moyens.

Il proposait l'instauration pour près de 2 milliards d'un prélèvement de 2,5 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus supérieurs à 150 000 F.

Ces vues ont été vivement critiquées par certains membres qui ont fait remarquer que la hausse du budget de l'aide (+ 2,5 %) était en dessous de la moyenne de l'ensemble du budget (10,4 %). De plus, ce n'est pas rendre l'aide aux pays en voie de développement populaire que de la lier à un impôt nouveau. Selon eux, il s'avère donc nécessaire que le Gouvernement prenne ses responsabilités et trouve dans son budget les moyens d'accroître éventuellement l'aide au Tiers Monde.

A la suite de ces observations, le Gouvernement a décidé d'inscrire au budget extraordinaire de la coopération au développement la somme nécessaire pour atteindre dès 1973, 0,61 % du P. N. B.

Il engagera effectivement les crédits extraordinaires pendant l'année 1973 si entretemps le Parlement a voté la loi annoncée dans l'exposé général fournissant pour 1974 et 1975 les ressources ordinaires permettant d'atteindre l'objectif de 0,70 % du P. N. B. en 1975.

Les observations de la Commission relatives à cette prise de position, figurent au point IV, votes du présent rapport.

3. Aspects européens de la politique budgétaire.

Le caractère international de notre vie économique et financière ne peut plus être nié.

Nos Etats nationaux sont-ils encore vraiment maîtres de leurs monnaies respectives alors que les mouvements internationaux de capitaux prennent une ampleur chaque jour croissante ? L'inflation peut-elle encore être jugulée sur le plan d'un seul Etat alors que les échanges internationaux se multiplient ?

Ces deux exemples, parmi d'autres, nous inclinent à réclamer des politiques européennes, sinon mondiale, dans de nombreux domaines. Celui de la politique budgétaire et financière n'y échappe pas.

Aussi de nombreux membres de la commission ont-ils réclamé une série de mesures sur le plan international. Parmi ces dernières, il convient de citer :

— les problèmes monétaires au niveau européen et plus largement au niveau du Fonds monétaire international;

Een dergelijk fundamenteel debat zou natuurlijk worden vergemakkelijkt als het Parlement daaraan ten gepaste tijde een uitvoeriger en diepgaander debat zou wijden.

Wordt de begroting vanaf 1974 in de vorm van een eenheidsbegroting ingediend, dan wordt het misschien mogelijk het vraagstuk beter te benaderen, door als voornaamste budgettair doel het beheer per object voorop te stellen.

2. Steun aan ontwikkelingslanden.

Op internationaal vlak heeft de Belgische Regering zich verscheidene jaren geleden ertoe verbonden om in 1975 0,7 % van het PNB aan ontwikkelingshulp te besteden.

Voor 1973 bedraagt de openbare ontwikkelingshulp 9,1 miljard, dit is 604 miljoen of 7,1 % meer dan in 1972. Op dit ogenblik zou zij 0,59 % bedragen.

Aanvankelijk wilde de Regering vanaf 1973 het streefcijfer 0,7 % bereiken, voor zover het Parlement ertoe bereid was haar hiertoe de middelen te verstrekken.

Zij stelde voor dat op de belasting op de inkomens van meer dan 150 000 F 2,5 opcentiemen worden geheven, waardoor een bedrag van ca. 2 miljard vrijkomt.

Op die zienswijze wordt heftig kritiek uitgebracht door een aantal leden die opmerken dat de begroting voor ontwikkelingshulp (+ 2,5 %) minder stijgt dan het gemiddelde van de totale begroting (10,4 %). De steun aan de ontwikkelingslanden wordt al evenmin populair indien zij met nieuwe belastingen gepaard gaat. Volgens hen is het dus duidelijk dat de Regering haar verantwoordelijkheid moet opnemen en in haar begroting de middelen moet vinden om haar steun aan de Derde Wereld eventueel te vermeerderen.

Ingevolge die opmerkingen gaat de Regering de verbintenis aan op de buitengewone begroting van ontwikkelings-samenwerking de nodige bedragen uit te trekken, zodat die kredieten vanaf 1973 0,61 % van het B. N. P. zullen bereiken.

Zij zal de buitengewone kredieten tijdens het jaar 1973 metterdaad vastleggen, indien het Parlement inmiddels de in de algemene toelichting aangekondigde wet heeft goedgekeurd waardoor de gewone middelen voor 1974 en 1975 beschikbaar zullen worden, zodat het voor 1975 gestelde doel, nl. 0,70 % van het B. N. P., kon worden bereikt.

De opmerkingen van de commissie in verband met het door de Regering ingenomen standpunt, komen voor onder punt IV, stemmingen, van dit verslag.

3. Europese aspecten van het begrotingsbeleid.

Het kan niet geloofwaardig worden dat ons economisch en financieel leven internationaal georiënteerd is.

Zijn onze Staten hun respectieve munten nog echt meester, nu de internationale kapitaalbewegingen met de dag aanzienlijker worden ? Is één enkele Staat nog bij machte de inflatie te beteugelen, wanneer men vaststelt dat de internationale handel steeds uitbreiding neemt ?

Die twee voorbeelden zetten ons er toe aan om op velerlei gebied een Europees beleid of zelfs een beleid op wereld-schaal te eisen. Dit geldt evenzeer voor ons budgettair en financieel beleid.

Talrijke commissieleden hebben dan ook een aantal maatregelen op internationaal vlak geëist, waaronder te vermelden vallen :

— de monetaire vraagstukken op Europees vlak en — ruimer gezien — op het niveau van het Internationaal Monetair Fonds;

— l'exécution des décisions de la conférence au Sommet de Paris en octobre, où a été mis en place l'embryon d'une politique monétaire européenne;

— la lutte contre l'inflation au sujet de laquelle la conférence européenne de Luxembourg de fin octobre 1972 n'a enregistré que des résultats décevants;

— la nécessité de rassembler, dans les documents budgétaires belges, toutes les interventions de l'Etat dans ce domaine de manière à s'en faire une idée plus précise.

D'autres questions plus particulières ont été traitées dont on trouvera le détail dans le rapport.

L'essentiel, pour le moment, nous paraît être, d'une part, la coordination de la politique monétaire en vue d'en arriver à la création d'une monnaie européenne et, d'autre part, la mise en concordance de politiques visant à lutter contre l'inflation qui gangrène l'économie européenne.

Les deux choses nous paraissent liées. La proximité des élections dans de nombreux pays (et non des moindres) n'a pas permis l'adoption de mesures concrètes qui sont indubitablement souvent difficiles et peu populaires.

C'est hélas autant de temps perdu. On ne pourra y échapper cependant si l'on veut éviter de se trouver dans quelques mois dans des situations encore plus difficiles.

Tout en continuant à plaider pour des actions européennes en ce sens, la Belgique se doit de prendre de son propre chef dès à présent, les mesures qui s'imposent.

Dans une période aussi grosse d'inflation que la présente, une stricte rigueur budgétaire s'impose en tout cas.

4. Aspects régionaux de la politique budgétaire.

A l'heure de la régionalisation, il était normal que l'accent soit mis sur cet aspect de notre politique budgétaire.

Outre les questions plus particulières relevées plus loin, divers membres ont interrogé le Gouvernement sur l'augmentation des crédits régionaux par rapport à celle de l'ensemble des dépenses, sur les possibilités de transfert des crédits non utilisés pour les investissements privés vers d'autres postes du budget, sur la répartition des fonds entre les trois régions, sur le Fonds de solidarité créé en 1972, sur les dotations culturelles, etc.

Tout cela témoigne à suffisance de l'intérêt justifié porté à ces questions. Le maintien de l'unité de la politique économique globale et d'une solidarité nationale est loin de constituer un obstacle à la nécessité de la mise en œuvre d'une politique économique régionale soucieuse de rencontrer les besoins propres, dynamiquement conçus, de chaque région, tant sur le plan économique que dans le domaine de l'autonomie culturelle.

Au-delà des querelles de mots sur l'unitarisme et le fédéralisme, c'est sans doute dans la poursuite d'une politique concrète de régionalisation que le pays trouvera son nouvel équilibre.

5. Politique économique et sociale dans la conjoncture actuelle.

Le budget de 1972 se situant dans une conjoncture économique défavorablement influencée par la politique monétaire mondiale, un plan de relance fut appliqué par le

— de uitvoering van de beslissingen van de Europese topontmoeting te Parijs in oktober, waar een Europees monetair beleid is geboren;

— de strijd tegen de inflatie, waaraan de Europese conferentie van eind oktober 1972 te Luxemburg was gewijd en waarvan de resultaten ontgoochelend waren;

— de noodzakelijkheid om in de Belgische begrotingsbescheiden alle Staatsbemoedingen op dat terrein te verzamelen, wil men zich hiervan een juist beeld kunnen vormen.

Nog andere, meer speciale kwesties, die in detail in dit verslag zijn opgenomen, werden behandeld.

Wat ons voor het ogenblik van essentieel belang lijkt, is enerzijds de coördinatie van het monetaire beleid om tot de oprichting van een Europese munt te komen en anderzijds het harmoniseren van de verschillende soorten beleid die erop gericht zijn de strijd aan te binden tegen de inflatie die onze Europese economie aanvreest.

Wij menen dat die beide zaken met elkaar in verband staan. Het feit dat in talrijke landen (en niet de kleinste) verkiezingen op handen zijn heeft het niet mogelijk gemaakt om concrete maatregelen te nemen die zeker moeilijk en weinig populair zouden zijn.

Aldus wordt jammer genoeg weer eens tijd verloren. Er is nochtans niet aan te ontkomen, wil men niet over enkele maanden voor nog grotere moeilijkheden komen te staan.

België dient van nu af aan op eigen initiatief de nodige maatregelen te nemen, terwijl het verder blijft ijveren voor dergelijke acties op Europees niveau.

In elk geval moet in deze tijd van erge inflatie sterk de hand worden gehouden aan de budgettaire orthodoxie.

4. Het begrotingsbeleid en de gewesten.

Nu wij aan de regionalisering toe zijn, is het normaal dat de nadruk wordt gelegd op dit aspect van ons begrotingsbeleid.

Behalve over de meer speciale kwesties waarover verder sprake is, hebben enkele leden de Regering ondervraagd over de verhoging van de gewestelijke kredieten t.o.v. die van de gezamenlijke uitgaven, de mogelijkheden inzake overheveling van de voor de particuliere investeringen niet gebruikte kredieten naar andere begrotingsposten, de verdeling van de fondsen over de drie gewesten, het in 1972 opgerichte Solidariteitsfonds, de culturele dotaties enz.

Uit dit alles blijkt voldoende hoe die vraagstukken terecht de aandacht gaande houden. Het volgen van een uniform algemeen economisch beleid en de instandhouding van een nationale solidariteit doen geenszins afbreuk aan het feit dat een gewestelijk economisch beleid moet worden gevoerd waarbij rekening wordt gehouden met de specifieke en dynamisch opgevatte behoeften van ieder gewest zowel op economisch gebied als op dat van de culturele autonomie.

Over unitarisme en federalisme kan getwist worden. Maar het land zal wellicht een nieuw evenwicht vinden dank zij een verdere concrete uitbouw van de regionalisering.

5. Het economisch en sociaal beleid in de huidige conjunctuur.

De begroting voor 1972 stond in het teken van een economische conjunctuur die ongunstig werd beïnvloed door de internationale monetaire toestand. De Regering heeft een

Gouvernement. La situation actuelle est totalement différente de ce qu'elle était il y a un an : la reprise s'est manifestée avec ses corollaires, la hausse des prix et le régime d'inflation.

Que devient le plan de relance ? Le Gouvernement assure qu'il serait respecté.

Le chômage persiste et s'accroît même dans certaines régions. Des secteurs ne sont pas encore sortis de leurs difficultés.

Cependant la hausse des prix se poursuit, les taux d'intérêt remontent, l'inflation menace.

Il est dès lors nécessaire d'agir pour endiguer à tout le moins la hausse inévitable des prix. Une concertation entre le Gouvernement et les partenaires sociaux s'impose de toute urgence pour convenir ensemble des moyens à employer pour juguler l'inflation.

La modération dans les revendications de tous les groupes s'impose momentanément si l'on veut sauvegarder le pouvoir d'achat de chacun. Ce n'est guère facile à obtenir on s'en doute.

Le budget de l'Etat n'échappe pas à l'augmentation constante des dépenses à caractère social. Le Gouvernement souligne à juste titre que les dépenses sociales, d'enseignement et de culture atteindront en 1973 le total impressionnant de 189 milliards.

Et pourtant qui oserait prétendre que tout est fait dans ce domaine ? Au contraire, les besoins justifiés de différentes catégories sociales sont immenses.

Le chemin est donc étroit pour rencontrer à la fois les aspirations de tous et la nécessité d'une certaine rigueur budgétaire. La pratique de la démocratie sociale est ardue.

C'est pourtant à la recherche d'un juste équilibre entre ces deux préoccupations contradictoires qu'il faut s'atteler.

C'est poser le problème fondamental en politique de l'établissement des priorités essentielles et des délais pour atteindre certains objectifs.

L'accent doit sans doute varier également suivant les époques. Dans la conjoncture actuelle, le souci du maintien de la stabilité doit prédominer.

C'est la caractéristique essentielle que le Gouvernement a voulu donner à ce budget de 1973. C'est également le problème fondamental qui devrait être débattu à la Chambre lors de la discussion en séance publique.

* * *

Dans son exposé introductif, le Secrétaire d'Etat au Budget a traité des dotations culturelles. Par souci de simplification, cet exposé n'est pas repris dans le présent document. Il figurera, avec la discussion qui a eu lieu à ce sujet, au rapport qui sera fait au nom de la Commission des Finances sur le budget des Dotations culturelles.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES FINANCES.

1. La politique budgétaire pour 1973 dans le cadre de l'évolution économique.

Comme c'était le cas pour les années précédentes, le budget pour 1973 est fortement marqué par le climat conjoncturel dans lequel on s'attend à ce qu'il soit exécuté. Cet aspect conjoncturel du budget de l'Etat revêt une importance essentielle. En effet, s'il doit réaliser les nombreux autres objectifs politiques qui ont une incidence financière sur le

plan inzake opleving ten uitvoer gelegd. De huidige toestand verschilt volledig van die welke wij één jaar geleden kenden : wij kregen een opleving samen met de uitvalscijfers ervan, de prijsstijgingen en het gevaar voor inflatie.

Wat gewordt er van het plan voor opleving ? De Regering deelt mede dat het verder zal worden uitgevoerd.

Er heerst nog steeds werkloosheid en deze neemt in sommige streken zelfs toe. Bepaalde sectoren zijn nog niet door hun moeilijkheden heen.

Niettemin blijven de prijzen stijgen, gaat de rentevoet opnieuw de hoogte in en dreigt de inflatie.

Er dient dan ook te worden opgetreden om de onvermijdelijke stijging van de prijzen te bedwingen. Overleg tussen de Regering en de sociale partners is dan ook dringend geboden om samen te bepalen welke middelen moeten worden aangewend om de inflatie een halt toe te roepen.

Wil men ieders koopkracht vrijwaren, dan dienen alle groepen hun eisen te matigen. Dat doel is wellicht niet zo gemakkelijk te verwezenlijken.

De Rijksbegroting ontkomt niet aan de bestendige stijging van de sociale uitgaven. De Regering wijst er terecht op dat de uitgaven voor onderwijs en cultuur en voor de sociale sector in 1973 zullen oplopen tot het indrukwekkende bedrag van 189 miljard.

En toch, wie zou durven beweren dat op dit gebied het maximum werd bereikt ? Integendeel, verscheidene sociale categorieën kunnen nog heel wat rechtmatige eisen stellen.

Het is een zeer moeilijke opdracht om terzelfder tijd rekening te houden met ieders eisen en zich te houden aan een zekere onontbeerlijke budgettaire orthodoxie. Het is moeilijk de sociale democratie in feiten om te zetten.

Wij dienen ons nochtans erop toe te leggen een juist evenwicht te vinden tussen die twee tegenstrijdige doelstellingen.

Daarmee staan wij voor de politiek fundamentele vraag welke essentiële punten voorrang hebben op andere en binnen welke termijnen bepaalde doeleinden moeten worden bereikt.

Het accent moet ongetwijfeld ook wisselen naar gelang van de periodes. In de huidige conjunctuur moet zeker in de eerste plaats naar verdere stabiliteit worden gestreefd.

Dit is het hoofdkenmerk dat de Regering heeft willen geven aan de begroting voor 1973. Het is dan ook het fundamentele probleem dat in de Kamer in openbare vergadering moet worden besproken.

* * *

De Staatssecretaris voor Begroting had in zijn inleidend betoog aandacht besteed aan de culturele dotaties. Om de zaken te vereenvoudigen werd deze uiteenzetting niet in onderhavig document opgenomen maar zal zij, samen met de bespreking die aan dit onderwerp werd besteed, opgenomen worden in het verslag dat namens de Commissie voor de Financien zal worden uitgebracht over de begroting der culturele dotaties.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIEN.

1. De begrotingspolitiek voor 1973 in het raam van de economische ontwikkeling.

De begroting voor 1973, draagt, evenals die van voorgaande jaren, in sterke mate de stempel van het verwachte conjunctuur-economisch klimaat waarin zij zal worden uitgevoerd. Dit conjunctureel aspect van de rijksbegroting is van essentieel belang. Immers, hoewel de Regering de talrijke andere politieke objectieven, welke in 's lands begro-

budget de la nation ainsi que les objectifs relatifs aux structures économiques inscrits dans ce même budget, le Gouvernement a en outre la responsabilité de fournir, à court terme, par son budget, une contribution très importante à la sauvegarde ou au rétablissement de l'équilibre économique général. Celui-ci est caractérisé par un niveau élevé d'emploi et une utilisation optimale des facteurs de production en général, une forte expansion, une stabilité raisonnable des prix ainsi que l'équilibre dans les relations avec l'étranger.

Les ressources qui peuvent être mises en œuvre pour atteindre ce dernier objectif varient évidemment en fonction du climat conjoncturel escompté et de l'influence qui, dans ce climat, doit émaner du budget afin d'atteindre les objectifs à court terme énumérés ci-dessus.

Le budget pour 1972 a été élaboré et exécuté dans le souci de soutenir puissamment l'activité économique. Dans ce but, le Gouvernement avait établi un vaste programme de relance, dont, du point de vue strictement budgétaire, il convient de souligner surtout les points suivants :

- l'acceptation d'un déficit au budget ordinaire;
- un programme additionnel de travaux publics;
- un accroissement de la dette plus important que celui auquel notre pays est accoutumé;
- l'impact, en 1972, des allègements fiscaux accordés précédemment, tels que l'indexation des barèmes de l'impôt des personnes physiques, la détaxation complète des exportations, l'application d'une nouvelle tranche de la détaxation des investissements, la restitution de 9 milliards de taxes de transmission comprises dans les stocks existant au 1^{er} janvier 1971.

Cette politique de stimulation a porté ses fruits; l'accroissement du P. N. B. atteindra en volume les 3,8 % escomptés, alors qu'à défaut de cette politique il n'était permis d'espérer que 3 %.

Ce but a pu être atteint sans que soient dépassés les objectifs budgétaires initiaux consciemment acceptés. Toutes les prévisions pessimistes formulées à l'époque se sont révélées sans fondement.

- loin d'être surestimées, les recettes de l'Etat enregistreront vraisemblablement une plus-value de 6 milliards par rapport aux estimations initiales;
- les crédits supplémentaires afférents au budget ordinaire de 1972 atteindront le montant exceptionnellement faible de 4,2 milliards, soit à peine plus de 1 % des crédits initiaux;
- le déficit du budget ordinaire, délibérément accepté dès le début, ne sera pas dépassé;
- l'accroissement net de la dette restera également dans les limites initialement prévues;
- le déficit de trésorerie sera entièrement financé par le produit des emprunts consolidés.

Le budget pour 1973 a été élaboré sur des bases tout aussi solides et réalistes. Toutefois, l'aspect conjoncturel du nouveau budget sera tout différent qu'en 1972. Alors qu'en 1972 il s'agissait surtout de stimuler une conjoncture affaiblie, en 1973 la politique budgétaire sera plutôt axée sur la stabilité, c'est-à-dire une évolution des prix aussi stable que possible avec un taux d'expansion élevé de l'activité économique.

ting hun financiële weerslag vinden, alsmede de structuur-economische objectieven van diezelfde begroting moet verwezenlijken, draagt zij eveneens de verantwoordelijkheid om via haar begroting, op kortere termijn, een zeer belangrijke bijdrage te leveren tot het behoud of het herstel van een algemeen economisch evenwicht. Dit laatste wordt gekenmerkt door een hoge graad van tewerkstelling en een optimaal gebruik van de productiefactoren in het algemeen, een sterke expansie, een redelijke prijsstabiliteit alsmede het evenwicht in de betrekkingen met het buitenland.

De middelen, die voor het bereiken van laatstgenoemd oogmerk kunnen worden ingezet, variëren uiteraard in functie van het verwachte conjunctureel klimaat en van de invloed die in dit klimaat van de begroting dient uit te gaan teneinde de hierboven opgesomde objectieven op korte termijn te verwezenlijken.

De begroting van 1972 werd uitgewerkt en uitgevoerd met de bekommernis om de economische activiteit krachtig te ondersteunen. Met het oog hierop had de Regering een uitgebreid relanceprogramma opgesteld, waarbij op strikt budgettair niveau vooral dienen te worden onderstreept :

- het aanvaarden van een tekort op de gewone begroting;
- een bijkomend programma van openbare werken;
- een sterkere toename van de schuld dan voor ons land gebruikelijk was;
- de terugslag in 1972 van vroeger genomen fiscale verlichtingen, waaronder de indexering van de belasting-schalen van de personenbelasting, de volledige detaxatie van de export, een nieuwe stap in de richting van de detaxatie van de investeringen, de restitutie van 9 miljard overdracht-taksen, omvat in de per 1 januari 1971 bestaande voorraden.

Deze stimulerende politiek heeft haar vruchten afgeworpen; de stijging van het B. N. P. zal de beoogde 3,8 % bereiken, terwijl bij afwezigheid van dit beleid slechts een groei-voet van 3 % kon worden verwacht.

Dit doel kon worden bereikt zonder dat de aanvankelijk en bewust aanvaarde budgettaire offers werden overschreden. Alle destijds geformuleerde pessimistische vooruitzichten zijn ongegrond gebleken :

- veeleer dan overschat te zijn, mag van de rijksmiddelen een meerwaarde van 6 miljard t.a.v. de oorspronkelijke ramingen worden verwacht;
- de bijkredieten betreffende de gewone begroting 1972, zullen het uitzonderlijke laag bedrag van 4,2 miljard bedragen, dit is nauwelijks meer dan 1 % van de oorspronkelijke kredieten;
- het oorspronkelijk en bewust aanvaarde tekort op de gewone begroting zal niet worden overschreden;
- de netto-stijging van de schuld zal eveneens binnen de perken van het aanvankelijke vooruitzicht blijven;
- het schatkisttekort zal volledig uit de opbrengst van geconsolideerde leningen worden gefinancierd.

De begroting voor 1973 werd op even stevige en realistische grondslagen uitgewerkt. Het conjuncturele aspect van de nieuwe begroting zal evenwel helemaal verschillend zijn dan in 1972. Terwijl het er in 1972 in de eerste plaats om ging een verslappende conjunctuur te stimuleren, zal het begrotingsbeleid in 1973 eerder op stabiliteit gericht zijn, d.w.z. een zo stabiel mogelijk prijsverkoop bij een sterk expanderende economische activiteit.

En effet, la conjoncture économique internationale se caractérise actuellement par un renforcement de la croissance. C'est notamment grâce aux mesures de relance que la conjoncture belge, elle aussi, participe pleinement à ce revirement conjoncturel. L'Exposé général contient, au chapitre I^{er}, une analyse assez détaillée de la situation et des perspectives conjoncturelles.

L'indice brut de la production industrielle, sans la construction, qui enregistrait encore au premier trimestre de 1971 un taux d'expansion de 5,4 % sur base d'un an, n'accusait plus pour le dernier trimestre de cette même année qu'un accroissement de 1,6 %. Pour les deux premiers trimestres de l'année 1972, ce taux de croissance est passé à quelque 6 %. En ce qui concerne l'emploi, alors que depuis le milieu de 1971 le nombre de chômeurs complets contrôlés dépassait toujours davantage celui des mois correspondants de l'année précédente, on assiste actuellement à une stabilisation dans ce domaine et le nombre d'emplois vacants est à nouveau en augmentation.

Ce n'est pas seulement à l'incidence positive de notre politique intérieure de relance mais surtout à l'évolution de la demande extérieure qu'il faut attribuer ce revirement conjoncturel. Si, au cours du dernier trimestre de 1971, les exportations n'ont augmenté que de 6,4 % par rapport au trimestre correspondant de 1970, pour les huit premiers mois de 1972 leur rythme d'expansion est passé à 12 %.

La consommation privée a également évolué favorablement et il y a une reprise dans le bâtiment grâce aux mesures stimulantes du Gouvernement. Seuls les investissements productifs des entreprises témoignent d'une certaine faiblesse. Toutefois, il s'agit là vraisemblablement d'une situation transitoire qui tient à l'importance des investissements réalisés au cours des années précédentes et au fait que la propension à investir ne suit qu'avec plusieurs mois de retard la reprise de la demande. En outre, il est prévisible qu'une forte impulsion continuera à émaner de la consommation privée au cours des prochains mois, ce qui stimulera la propension à investir. Enfin, le franchissement, au 1^{er} janvier 1973, d'une nouvelle étape vers la détaxation totale des investissements et la restitution aux entreprises d'une seconde tranche de 9 milliards d'anciennes taxes comprises dans les stocks existants au 1^{er} janvier 1971 ne manqueront pas de favoriser une nouvelle vague d'investissements.

En résumé, les perspectives conjoncturelles sont favorables. Les instituts nationaux et étrangers de recherches conjoncturelles, ainsi que les organismes internationaux s'attendent à une accentuation de la croissance économique et aussi — et ceci est extrêmement important pour un pays exportateur comme la Belgique — à une reprise du commerce mondial. L'élaboration, au mois de décembre 1971, de nouvelles structures pour les rapports de change entre les monnaies des principaux pays industrialisés et le fait que seront vraisemblablement engagées des discussions actives en vue d'une réforme fondamentale du système monétaire international renforcent encore l'optimisme quant à l'évolution du commerce mondial.

Chacun sait combien notre activité économique est influencée par l'évolution conjoncturelle des pays du Marché Commun. Or, la Commission des Communautés européennes prévoit pour 1973 une croissance, en termes réels, du P. N. B. de l'ensemble de la zone C. E. E. de 5 % contre 3,5 % seulement au cours des deux années précédentes.

Dans ce contexte conjoncturel et sur base de nos propres indicateurs conjoncturels, la croissance du P. N. B. en termes réels a été estimée, pour 1973, à 4,5 % comparativement à un taux probable de 3,8 % en 1972.

C'est en tenant compte de toutes ces considérations que dans la confection de son nouveau budget le Gouvernement

Inderdaad, de internationale economische conjunctuur wordt thans gekenmerkt door een versterking van de groei. Mede dank zij de maatregelen tot aanwakking, deelt ook de belgische conjunctuur volledig in deze gunstige kentering. De Algemene Toelichting geeft in hoofdstuk I een vrij uitgebreide analyse van de conjuncturele toestand en vooruitzichten.

Het bruto indexcijfer van de industriële productie, zonder de woningbouw dat in het eerste trimester van 1971 nog een groeivoet op jaarbasis kende van 5,4 %, wees voor het laatste trimester van datzelfde jaar op een toeneming van slechts 1,6 %. Voor de eerste twee trimesters van het jaar 1972, bereikte die groeivoet ca 6 %. Inzake tewerkstelling, waarbij het aantal volledige gecontroleerde werklozen sedert medio 1971 in groeiende mate dit van de overeenstemmende maanden van het voorgaande jaar overtrof, is er thans een stabilisatie ingetreden en neemt het aantal vacante betrekkingen opnieuw toe.

Naast de positieve terugslag van onze interne relancepolitiek, moet de oorsprong van deze conjuncturele kentering vooral gezocht worden in de evolutie van de buitenlandse vraag. In het laatste trimester van 1971 steeg de uitvoer met slechts 6,4 % t.o.v. het overeenstemmend kwartaal van 1970; over de eerste acht maanden van 1972, liep het expansieritme op tot 12 %.

De particuliere consumptie kent eveneens een bevredigend verloop en de woningbouw herleeft onder het impuls van de stimulerende regeringsmaatregelen. Alleen de productieve investeringen van de ondernemingen blijven eerder zwak. Doch vermoedelijk betreft het hier een overgangstoestand rekening houdend enerzijds met de forse investeringen die tijdens de voorafgaande jaren werden gerealiseerd en anderzijds met het feit dat de neiging tot investeren slechts met meerdere maanden vertraging volgt op de herleving van de vraag. Bovendien mag van de particuliere consumptie in de komende maanden verder een sterke impuls verwacht worden, waardoor de investeringsneiging zal worden aangewakkerd. Tenslotte zullen enerzijds een nieuwe stap, per 1 januari 1973, naar de totale detaxatie van de investeringen en anderzijds de restitutie aan de ondernemingen van een tweede schijf van 9 miljard van oude taksen, begrepen in de per 1 januari 1971 bestaande stocks, een nieuwe golf van investeringen doen ontstaan.

Kortom, de conjuncturele perspectieven zijn gunstig. Nationaal en buitenlandse conjunctuurinstituten alsmede de internationale organismen verwachten een versterking van de economische groei alsmede — en dit is voor een exportland als België uitermate belangrijk — een heropleving van de wereldhandel. De uitbouw, in december 1971, van nieuwe structuren voor de wisselverhoudingen tussen de munten der belangrijkste geïndustrialiseerde landen en het vermoedelijk op gang komen van actieve besprekingen met het oog op een grondige hervorming van het internationaal monetair stelsel, geven aan deze gunstige visie op de evolutie van de wereldhandel vastere grond.

Iedereen weet hoe sterk onze economische activiteit mede bepaald wordt door de conjuncturele evolutie van onze E. E. G.-partners. Welnu, de Commissie der Europese Gemeenschappen verwacht voor 1973 een groei, in reële termen, van het B. N. P. van de gezamenlijke E. E. G.-zone met 5 % tegen slechts 3,5 % in de twee voorafgaande jaren.

In dit conjunctureel verband en op grond van onze eigen conjunctuurindicatoren, wordt voor 1973 voor ons land een groeivoet van het B. N. P. in reële termen met 4,5 % verwacht tegenover vermoedelijk 3,8 % in 1972.

Het is op grond van al deze overwegingen dat de Regering, bij het opmaken van haar nieuwe begroting, afgezien heeft

a renoncé à d'autres mesures de stimulation. Dorénavant, l'attention sera davantage centrée sur la stabilité des prix. Presque tous les pays ont eu, ces dernières années, à faire face à une hausse des prix persistante et assez forte qui s'est maintenue lorsque la demande a faibli. Notre pays n'a pas échappé à cette évolution, même si, comparée à celle qui prévaut chez nos partenaires de la C. E. E., la hausse des prix y est restée plus faible, ainsi que le confirment d'ailleurs le bon comportement de nos exportations, l'état de la balance des paiements et la forte position du franc belge sur le marché des changes.

Pour réaliser cette stabilisation des prix seront mis en œuvre, outre la politique budgétaire, tous les autres instruments de politique économique, plus particulièrement la politique monétaire et celle du crédit. Cette politique de stabilisation s'inscrit parfaitement dans la logique de l'action commune contre le danger d'inflation, actuellement élaborée au niveau de la Communauté européenne.

Les grandes lignes de force du budget de 1973 peuvent être résumées comme suit :

- ralentissement du rythme d'accroissement des dépenses, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire;
- retour à l'équilibre du budget ordinaire et à un solde d'épargne positif, conformément aux directives du troisième plan (1971-1975); ceci a été possible grâce à l'accroissement moins important des dépenses, d'une part, et à un meilleur rendement fiscal, d'autre part; à cet égard l'accent a surtout été mis sur une meilleure perception des impôts existants et sur la lutte contre la fraude;
- une réduction du déficit global de trésorerie et, par conséquent, un accroissement moindre de la dette nette.

Ces caractéristiques essentielles de la politique budgétaire en 1973 s'inscrivent entièrement dans la ligne des recommandations adressées à notre pays dans le deuxième Rapport annuel du Conseil des Communautés européennes relatif à la situation économique de la Communauté.

En ce qui concerne le rôle structurel des finances publiques et tout spécialement les investissements publics, il y a lieu de noter que le ralentissement du rythme d'accroissement des engagements prévu pour 1973 ne met nullement en cause les orientations du troisième plan. En effet, ces orientations représentent des normes de croissance structurales qui doivent être adaptées conformément à la conjoncture du moment. En 1972, ces normes structurales ont été fortement dépassées dans le cadre de la politique de relance. En 1973, le programme annuel est, pour des considérations conjoncturelles, fixé en deçà de ces normes. Même après le ralentissement de 1973, les prévisions du Plan, considérées globalement, seront dépassées.

2. Les Voies et Moyens.

Les Voies et Moyens de 1973 s'élèvent selon les estimations à 406,8 milliards. Cette évaluation a été établie, compte tenu, d'une part, de l'évolution des recettes de l'année 1972, lesquelles constituent la base de départ pour les recettes de l'année 1973 et, d'autre part, de la croissance économique escomptée en 1973 ainsi que de certaines décisions nouvelles.

Au terme des neuf premiers mois de l'année, les recettes fiscales de 1972 accusent une plus-value budgétaire de 4,6 milliards. Compte tenu de cette évolution, les recettes fiscales pour l'année entière ont été réestimées à 357,1 milliards (les prévisions initiales étant de 350,6 milliards), soit une plus-value budgétaire de 6,5 milliards. En revanche, les prévisions de recettes non fiscales ont été ramenées à 9,5 milliards, les

van verdere stimuleringsmaatregelen. Voortaan zal de aandacht meer gericht zijn op de prijsstabiliteit. Praktisch alle landen hadden de laatste jaren te kampen met een vrij sterke en aanhoudende prijsstijging, ook nadat het vraagelement uit het inflatieverschijnsel was verdwenen. Ons land ontsnapt niet aan deze evolutie, ook al blijft de prijsstijging in vergelijking met onze E. E. G.-partners, eerder aan de lage kant, Zulks wordt trouwens bevestigd door de gunstige evolutie van onze export, de stand van de betalingsbalans en de sterke positie van de Belgische frank op de wisselmarkt.

Voor het verwezenlijken van deze prijsstabiliteit zullen naast de begrotingspolitiek ook alle andere instrumenten van het economisch beleid worden ingezet, meer in het bijzonder de monetaire en kredietpolitiek. Deze stabilisatiepolitiek sluit volledig aan bij de gemeenschappelijke actie tegen het gevaar van inflatie, welke op het vlak van de Europese Gemeenschap thans wordt uitgewerkt.

De essentiële krachtlijnen van de begroting voor 1973 kunnen als volgt worden samengevat :

- afremming van het stijgingsritme van de uitgaven, zowel voor de gewone als de buitengewone;
- terugkeer tot het evenwicht op de gewone begroting en tot een positief spaarsaldo overeenkomstig de richtlijnen van het derde Plan (1971-1975); dit was mogelijk enerzijds door de minder sterke toeneming van de uitgaven en anderzijds door een beter fiscaal rendement, waarbij de nadruk vooral ligt op een betere inning der bestaande belastingen en de strijd tegen het belastingbedrog;
- een afnemning van het globaal schatkisttekort en derhalve een geringere toeneming van de netto-schuld.

Deze essentiële karakteristieken van het begrotingsbeleid in 1973 liggen volledig in de lijn van de aanbevelingen welke voor ons land voorkomen in het tweede Jaarlijks Verslag van de Raad der Europese Gemeenschappen over de economische toestand van de Gemeenschap.

Wat het structurele aspect van de overheidsfinanciën betreft en dan meer speciaal de overheidsinvesteringen, zij genoteerd dat de afremming in 1973 van het groeiritme der vastleggingen geenszins de oriëntaties van het Derde Plan in het gedrang brengt. Deze oriëntaties betekenen immers structurele groeinormen welke overeenkomstig de heersende conjunctuur dienen te worden aangepast. In 1972 werden deze structurele normen in het raam van de relancepolitiek aanzienlijk overschreden. In 1973 zal het jaarprogramma, eveneens uit conjuncturele overwegingen, beneden deze normen blijven. Ook na deze afremming in 1973 zullen de vooruitzichten van het Plan, globaal gezien, overschreden worden.

2. De Rijksmiddelen.

De Rijksmiddelen voor 1973 werden geraamd op 406,8 miljard. Bij die raming werd rekening gehouden enerzijds met de evolutie van de ontvangsten van het jaar 1972, die de uitgangsbasis vormen voor de ontvangsten van het jaar 1973, en anderzijds, met de in 1973 verwachte economische groei alsmede met sommige nieuwe beslissingen.

De belastingontvangsten van 1972 bereikten na de eerste negen maanden van het jaar een meerwaarde van 4,6 miljard. Voor het hele jaar 1972 werden de fiscale ontvangsten herhaald op 357,1 miljard tegen een oorspronkelijke raming van 350,6 miljard, dit is een meerwaarde van 6,5 miljard. Daarentegen werd de raming van de niet-fiscale ontvangsten verminderd tot 9,5 miljard tegenover een oor-

prévisions initiales étant de 10 milliards. Au total, les recettes ordinaires probables de 1972 ont été réestimées à 366,6 milliards (les prévisions initiales étant de 360,6 milliards), soit une plus-value budgétaire de 6 milliards. Ces résultats probables sont à l'honneur du Gouvernement et démontrent en même temps que le budget des Voies et Moyens pour 1972 n'était pas surévalué. Or, les estimations de 1973 ont été effectuées dans le même souci de réalisme.

Les perspectives économiques pour 1973 permettent d'espérer une expansion supérieure à celle qui était attendue pour 1972. Cette évolution se traduira, en matière de P. N. B., par une croissance de 9,2 % en valeur contre 8,7 % en 1972; cette croissance constitue la base essentielle du budget des Voies et Moyens pour 1973.

Quant à l'évaluation des recettes fiscales, il y a lieu de signaler que depuis 1971, date d'entrée en vigueur de la T. V. A., deux méthodes différentes sont appliquées. Les recettes fiscales autres que la T. V. A. font l'objet d'une estimation basée sur le taux de croissance du P. N. B. en tenant compte des caractéristiques propres à ces recettes. En l'absence d'une série statistique suffisamment longue une telle méthode n'est pas appliquée pour la T. V. A. Aussi, le rendement de cette taxe est calculé sur base de l'analyse des comptes nationaux prolongés par les budgets économiques. L'expérience acquise en la matière depuis l'entrée en vigueur de la T. V. A. montre d'ailleurs qu'il s'agit d'une méthode très valable pour l'estimation des taxes qui s'appliquent aux différentes composantes de la demande.

L'estimation des Voies et Moyens de 1973 se présente dès lors comme suit :

(en milliards)

1. Recettes fiscales autres que la T. V. A. :

a) La base de départ est constituée par les recettes fiscales probables de 1972 qui, après réintégration des recettes fiscales affectées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (soit 4,3 milliards) et des droits de douane affectés à la C. E. E. (soit 3,8 milliards) s'élèvent à 248,7

b) Compte tenu d'une expansion du P. N. B. de 9,2 % en valeur et du jeu de la progressivité, l'augmentation conjoncturelle des recettes fiscales autres que la T. V. A. est estimée à + 30,0

Par ailleurs, le produit de ces recettes sera influencé, en 1973, par l'incidence complémentaire de mesures prises en 1972, à savoir :

— d'une part, un supplément de recettes de 1,2 milliard résultant de l'instauration d'un décime additionnel à l'impôt des sociétés (0,7 milliard) et de la majoration du prix des cigarettes (0,5 milliard);

— d'autre part, une diminution de recettes de 0,9 milliard résultant de l'aménagement de l'impôt des personnes physiques. Il en résultera donc par solde un supplément de recettes de + 0,3

Enfin, les mesures qui seront prises en vue d'assurer une plus exacte perception de l'impôt procureront un supplément de recettes estimé à + 1,7

spronkelijke raming van 10 miljard. Globaal werden de vermoedelijke gewone ontvangsten van 1972 herhaald op 366,6 miljard, tegenover een oorspronkelijke raming van 360,6 miljard, dit is een begrotingsmeerwaarde van 6 miljard. Deze vermoedelijke resultaten strekken de Regering tot eer en leveren terzelfdertijd het bewijs dat de Rijksmiddelen van 1972 niet overschat waren. De ramingen voor 1973 werden met dezelfde zin voor realisme opgesteld.

De economische vooruitzichten voor 1973 laten toe rekening te houden met een grotere expansie dan die verwacht voor 1972. Inzake het B. N. P. zal die evolutie tot uiting komen in een groei met 9,2 % in waarde tegen 8,7 % in 1972; deze groei vormt de essentiële basis voor de Rijksmiddelen voor 1973.

Wat de raming van de fiscale ontvangsten betreft zij erop gewezen dat sinds 1971, datum van de invoering van de B. T. W., twee verschillende methoden worden gevolgd. De fiscale ontvangsten, andere dan de B. T. W., worden geraamd uitgaande van de groei van het B. N. P. en rekening houdend met de eigen karakteristieken van deze ontvangsten. Bij ontstentenis van een voldoende lange statistische reeks kan een dergelijke methode evenwel niet gebruikt worden voor de B. T. W. Derhalve wordt de opbrengst van deze belasting berekend op grond van de ontleding van de nationale rekeningen, aangevuld met de economische begrotingen. De sinds de invoering van de B. T. W. opgedane ervaring toont trouwens dat zulks een gepaste methode is voor de raming van de taksen die worden toegepast op de verschillende bestanddelen van de vraag.

De raming van de Rijksmiddelen van 1973 ziet er derhalve als volgt uit :

(in miljarden)

1. Fiscale ontvangsten andere dan de B. T. W. :

a) De uitgangsbasis wordt gevormd door de vermoedelijke fiscale ontvangsten van 1972 die, na reïntegratie van de fiscale ontvangsten bestemd voor het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie, (dit is 4,3 miljard) en van de douanerechten bestemd voor de E. E. G. (dit is 3,8 miljard) het niveau bereiken van 248,7

b) Rekening houdend met een groei van het B. N. P. in waarde van 9,2 % en met de invloed van de progressiviteit, wordt de conjuncturele toename van de fiscale ontvangsten andere dan de B. T. W., geraamd op + 30,0

Voorts zal de opbrengst van die ontvangsten in 1973 worden beïnvloed door de bijkomende weerslag van in 1972 genomen maatregelen, te weten :

— enerzijds, bijkomende ontvangsten van 1,2 miljard als gevolg van de invoering van een opdecim op de vennootschapsbelasting (0,7 miljard) en van de verhoging van de prijs van de sigaretten (0,5 miljard);

— anderzijds, een vermindering van de ontvangsten met 0,9 miljard als gevolg van de aanpassing van de personenbelasting. Daaruit zal per saldo een supplement van ontvangsten voortvloeien van + 0,3

Tenslotte zullen de maatregelen genomen met het oog op een juistere belastingheffing, bijkomende ontvangsten verschaffen die worden geraamd op + 1,7

Les recettes fiscales autres que la T. V. A. s'élèveront donc à 280,7

c) De ce montant, il y a toutefois lieu de soustraire les recettes douanières qui, en 1973, seront affectées à la C. E. E., soit 5,4 milliards, et la perte de recettes résultant de l'entrée des pays candidats dans la C. E. E., soit 0,4 milliard - 5,8

d) En revanche, il y a lieu d'ajouter l'incidence en 1973 :

— des dispositions légales nouvelles qui sont envisagées en vue d'aménager le système de taxation des plus-values, le régime fiscal de certaines sociétés et les charges déductibles du revenu professionnel, soit au total 2,6 milliards;

— de la majoration des amendes de condamnation, soit 0,5 milliard, ce qui donne donc un total de recettes supplémentaires de + 3,1

Au total, les recettes fiscales autres que la T. V. A. s'élèveront donc à 278,0

2. T. V. A., droits de timbre et taxes y assimilées.

Le rendement de la taxe sur la valeur ajoutée, des droits de timbre et taxes y assimilées est évalué comme suit :

— rendement en régime T. V. A. proprement dit 110,8
— taxation dégressive des biens d'investissement + 7,8
— droits de timbre et taxes y assimilées + 5,9
124,5

De surcroît, le produit de ces recettes sera influencé :

— par l'incidence en 1973 de mesures prises en 1972 et qui sont relatives à la taxation au taux de 14 % au lieu de 6 % des boissons, soit 1,5 milliard;

— par les mesures en vue d'assurer une meilleure perception de l'impôt, soit 3,0 milliards.

Au total, le rendement de la T. V. A., des droits de timbre et taxes y assimilées est estimé à 129,0

Les recettes fiscales totales pour 1973 s'élèveront donc à 407,0

Les recettes non fiscales pour 1973 ont été estimées à 10,9

Les recettes ordinaires pour 1973 s'élèvent donc à 417,9

Sur ce montant, il a toutefois été décidé de prélever une somme de 6,0 milliards au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale et un montant de 5,1 milliards en faveur du Fonds des Routes, ce dernier montant correspondant au produit escompté de la taxe de circulation en 1973 - 11,1

Après déduction de ces affectations, les recettes ordinaires portées au budget des Voies et Moyens s'élèvent à 406,8

De fiscale ontvangsten andere dan de B. T. W. zullen dus het niveau bereiken van 280,7

c) Van dat bedrag dienen evenwel te worden afgetrokken de douanerechten die in 1973 zullen worden toegewezen aan de E. E. G., namelijk 5,4 miljard, en het verlies aan ontvangsten als gevolg van de toetreding van kandidaat-landen tot de E. E. G. dit is 0,4 miljard - 5,8

d) Daarentegen moet erbij worden gevoegd, de weerslag in 1973:

— van nieuwe wetsbepalingen die worden overwogen tot aanpassing van het aanslagstelsel voor de meerwaarden van het fiscaal regime voor sommige vennootschappen en van de lasten aftrekbaar van het bedrijfsinkomen, hetzij te zamen 2,6 miljard;

— van de verhoging van de gerechtelijke boeten, dit is 0,5 miljard, hetzij dus een totaal van bijkomende ontvangsten van + 3,1

In het totaal zullen de fiscale ontvangsten andere dan de B. T. W. dus het niveau bereiken van 278,0

2. B. T. W., zegelrechten en ermee gelijkgestelde taksen.

De opbrengst van de belasting over de toegevoegde waarde, de zegelrechten en ermee gelijkgestelde taksen wordt als volgt geraamd :

— opbrengst in zuiver B. T. W.-stelsel 110,8
— degressieve belasting van investeringsgoederen + 7,8
— zegelrechten en ermee gelijkgestelde taksen + 5,9
124,5

Voorts zal de opbrengst van die ontvangsten worden beïnvloed :

— door de weerslag in 1973 van in 1972 genomen maatregelen die betrekking hebben op de heffing tegen de aanslagvoet van 14 % in plaats van 6 % op dranken, dit is 1,5 miljard;

— door de maatregelen voor een betere belastingheffing, dit is 3,0 miljard.

In het totaal wordt het rendement van de B. T. W., zegelrechten en ermee gelijkgestelde taksen geraamd op 129,0

De totale fiscale ontvangsten van 1973 zullen dus het niveau bereiken van 407,0

De niet-fiscale ontvangsten worden geraamd op 10,9

De gewone ontvangsten van 1973 belopen dus 417,9

Er werd evenwel beslist op dat bedrag een som van 6,0 miljard vooraf te nemen ten voordele van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie en een bedrag van 5,1 miljard ten gunste van het Wegenfonds; dat laatste bedrag stemt overeen met de verwachte opbrengst van de verkeersbelasting in 1973 - 11,1

Na aftrek van die toewijzigingen, belopen de gewone ontvangsten op de Rijksmiddelenbegroting 406,8

En plus du produit de la taxe de circulation affectée au Fonds des Routes, il a été également décidé d'affecter à ce Fonds un montant de 4,6 milliards à prélever sur le produit des droits d'accises à percevoir en 1973 sur les huiles minérales. De ce fait, le Fonds des Routes pourra disposer de 9,7 milliards. Cette somme est destinée à couvrir les charges d'entretien du réseau routier et les charges financières des emprunts émis antérieurement par le Fonds des Routes.

Compte tenu des modifications de la législation, les recettes fiscales peuvent, par grandes catégories d'impôts, être estimées comme suit :

Le produit des *contributions directes* est estimé à 203,0 milliards après prélèvement d'un montant de 3,7 milliards au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, soit un accroissement de 24,9 milliards par rapport aux recettes probables de 1972, dont 4,1 milliards sont imputables à des mesures déjà prises en 1972 ou qui seront prises en 1973, le solde, soit 20,8 milliards, correspondant à l'expansion de la masse imposable.

Les *droits de douane* sont évalués à 3,4 milliards, la recette probable étant de 4,4 milliards, c'est-à-dire une diminution de 1,0 milliard résultant des différentes mesures auxquelles il a été fait allusion.

Le rendement des *droits d'accises* — non compris le produit de la majoration de l'accise sur les carburants — est estimé à 45,9 milliards, soit un accroissement de 2,5 milliards par rapport aux recettes escomptées pour 1972. Cet accroissement résulte, à concurrence de 0,5 milliard, de l'incidence sur le produit des accises de la majoration du prix des cigarettes intervenue le 1^{er} septembre et, à raison de 2,0 milliards, de l'augmentation escomptée de la consommation des produits soumis à l'accise.

Le produit de la *T. V. A.*, des *droits de timbre et taxes y assimilées* est estimé à 127,3 milliards après affectation de 1,7 milliard au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, la recette probable étant de 116,5 milliards en 1972, c'est-à-dire un accroissement de 10,8 milliards. Cet accroissement résulte essentiellement de l'expansion escomptée de la masse imposable. Toutefois, les recettes pour 1973 subissent une double perte provenant, d'une part, de la réduction de la taxation des biens d'investissement (— 3,5 milliards) et, d'autre part, de la disparition de l'effet unique, en 1973, du paiement en décembre 1972 de la *T. V. A.* due sur les opérations de ce mois. Cette perte est partiellement compensée par le rendement escompté d'une meilleure perception de l'impôt (3 milliards) et par le produit de l'adaptation, également en vue d'une meilleure perception, du régime de certaines boissons (1,5 milliard). Comme en 1972, la restitution des anciennes taxes comprises dans les stocks existant au 31 décembre 1970 pourra s'effectuer par la déduction à concurrence d'un douzième dans les déclarations des assujettis rentrées au cours du premier mois de chaque trimestre. La perte découlant de cette mesure sera, comme en 1972, couverte par un crédit budgétaire inscrit aux dépenses extraordinaires du budget du Ministère des Finances, dans le but d'ajuster le montant des recettes de la *T. V. A.* à celui des droits constatés.

Les *droits perçus par l'Enregistrement* passent de 14,7 milliards à 16,3 milliards, après affectation de 0,6 milliards au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, soit un accroissement de 1,6 milliard, dont 0,5 milliard à provenir de la majoration des amendes, le solde, soit 1,1 milliard, traduisant l'expansion de la masse imposable,

Buiten de opbrengst van de voor het Wegenfonds bestemde verkeersbelasting, werd eveneens beslist aan dit Fonds een bedrag van 4,6 miljard toe te wijzen, dat dient voorafgenomen te worden op de opbrengst van de in 1973 op minerale olie te heffen accijnzen. Hierdoor zal het Wegenfonds over 9,7 miljard kunnen beschikken. Die som is bestemd om de onderhoudslasten van het wegnet en de financiële lasten van de door het Wegenfonds vroeger uitgegeven leningen te dekken.

Rekening houdend met de wijzigingen in de wetgeving, kunnen de fiscale ontvangsten per grote categorieën van belastingen, als volgt worden geraamd :

De opbrengst van de *directe belastingen* wordt op 203,0 miljard geraamd, na voorafneming van een bedrag van 3,7 miljard ten bate van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie; dit is een toename met 24,9 miljard in vergelijking met de vermoedelijke ontvangsten van 1972, waarvan 4,1 miljard toe te schrijven zijn aan maatregelen die reeds werden getroffen in 1972 of die in 1973 zullen worden getroffen; het saldo, namelijk 20,8 miljard stemt overeen met de expansie van de belastbare massa.

De *douanerechten* worden op 3,4 miljard geraamd tegen een vermoedelijke ontvangst van 4,4 miljard, dit is een vermindering met 1,0 miljard die voortvloeit uit de zopas vermelde maatregelen.

Het rendement van de *accijnzen*, de opbrengst van de verhoging van het accijns op de brandstoffen niet inbegrepen, wordt op 45,9 miljard geraamd, dit is een toename met 2,5 miljard vergeleken met de voor 1972 verwachte ontvangsten. Die toename vloeit voor 0,5 miljard voort uit de terugslag op de opbrengst van de accijnzen, van de verhoging van de prijs van de sigaretten op 1 september en naar rato van 2,0 miljard uit de verwachte verhoging van het verbruik van de aan het accijns onderworpen producten.

De opbrengst van de *B. T. W.*, *zegelrechten en ermede gelijkgestelde taksen* wordt geraamd op 127,3 miljard, na voorafneming van 1,7 miljard ten bate van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie, tegenover een vermoedelijke ontvangst van 116,5 miljard in 1972, dit is een toename met 10,8 miljard. Deze toename vloeit essentieel voort uit de verwachte expansie van de belastbare massa. De ontvangsten van 1973 ondergaan evenwel een dubbel verlies, enerzijds, door de verlaging van de taxatie van de investeringsgoederen (— 3,5 miljard) en, anderzijds, door het verdwijnen in 1973 van het enig effect van de betaling in december van de *B. T. W.* verschuldigd op de verrichtingen van deze maand. Dit verlies wordt gedeeltelijk gecompenseerd door de verwachte opbrengst van een betere inning van de belasting (3 miljard) en door de opbrengst van de aanpassing, eveneens met het oog op een betere inning, van het regime van zekere dranken (1,5 miljard). Zoals in 1972 zal de terugave van de oude taksen die in de op 31 december 1970 bestaande voorraden zijn vervat, kunnen geschieden, door de aftrek tot beloop van een twaalfde, in de in de loop van de eerste maand van elk kwartaal binnengestuurde aangiften van de belastingplichtigen. Het verlies dat uit die maatregel voortvloeit, zal zoals in 1972 gedekt worden door een begrotingskrediet dat uitgetrokken wordt op de buitengewone uitgaven van de Begroting van het Ministerie van Financiën, met het doel het bedrag van de *B. T. W.*-ontvangsten aan te passen aan dat van de vastgestelde rechten.

De door de Registratie geïnde rechten stijgen van 14,7 miljard tot 16,3 miljard, na toewijzing van 0,6 miljard ten voordele van het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie; dit is een toename met 1,6 miljard waarvan 0,5 miljard zal voortkomen van de verhoging van de geldboeten. Het saldo, dit is 1,1 miljard, geeft de ex-

dont 0,8 milliard au titre des droits d'enregistrement et 0,2 milliard au titre des droits de succession.

Quant aux *recettes non fiscales*, leur rendement est estimé à 10,9 milliards, soit un accroissement de 1,4 milliard par rapport aux recettes probables de 1972. Cet accroissement est surtout imputable à l'augmentation récente de la redevance radio-télévision ainsi qu'à l'indexation et à une plus exacte perception de celle-ci.

Il ressort clairement de cette analyse que, nonobstant d'importantes pertes de recettes (transfert de droits de douane à la C. E. E., réduction du tarif extérieur commun, incidence complémentaire de la récente indexation des barèmes fiscaux de l'impôt des personnes physiques, détaxation des investissements, perte de l'effet unique du paiement en décembre de la T. V. A. due sur les opérations de ce mois), le Gouvernement a réussi, moyennant de légères adaptations fiscales, à présenter un budget ordinaire en équilibre. Outre la plus-value découlant de l'expansion de la masse imposable, la progression des recettes est surtout due à une meilleure perception des impôts existants, tant des impôts directs que de la T. V. A. Le Gouvernement considère qu'il est de son devoir d'assurer une plus exacte perception de l'impôt par la lutte contre la fraude fiscale non seulement dans la perspective d'un meilleur rendement, mais parce que la fraude fiscale constitue une discrimination intolérable entre contribuables et qu'elle provoque une concurrence déloyale. Certains n'ont même pas hésité à se servir du mécanisme de la T. V. A. à des fins lucratives personnelles, en encaissant la taxe sans la transférer à l'Etat. En agissant de la sorte, ils ont l'occasion d'échapper à l'impôt sur le revenu et de bénéficier, de surcroît, de divers avantages sociaux auxquels ils ne pourraient normalement prétendre.

Dès lors, un certain nombre de mesures ont été prises en vue de combattre plus efficacement ce fléau social. Le Gouvernement est conscient de ce que le renforcement des moyens de contrôle comporte des inconvénients. Il le regrette d'autant plus que ceux qui établissent consciencieusement leur déclaration sont victimes des contribuables malhonnêtes. Il s'agit pour le Gouvernement d'une tâche très ingrate, qu'il exécute à contre-cœur. Chacun devra comprendre que les contrôles renforcés n'ont pas été dictés par une initiative propre au Gouvernement, mais qu'ils sont au contraire provoqués par les abus excessifs, connus de chacun, de certains contribuables, qui de plus n'observent bien souvent pas la discrétion voulue et n'ont même pas l'élémentaire pudeur de dissimuler leurs pratiques.

3. Le contexte financier de l'exécution du budget.

L'examen de cet aspect ne peut être abordé sans tenir compte du contexte international qui contribue à déterminer notre situation interne et notre politique. Notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur est étroitement liée à l'intégration de plus en plus poussée de nos économies en général — qu'elle se réalise formellement au sein de la C. E. E. ou spontanément sur une plus grande échelle au sein du monde occidental — au développement des marchés financiers et monétaires internationaux, aux mouvements internationaux de fonds, motivés par des disparités de rendement ou par l'anticipation de modifications possibles des parités monétaires, et à l'internationalisation croissante des activités de nos propres institutions bancaires. Ce dernier aspect peut être illustré entre autres par l'importance de la part qu'occupent les avoirs et les engagements en devises des banques vis-à-vis des correspondants étrangers dans l'ensemble des actifs bancaires. Cette part est

pansie van de belastbare massa weer waarvan 0,8 miljard uit hoofde van de registratierechten en 0,2 miljard uit hoofde van de successierechten.

Het rendement van de *niet-fiscale ontvangsten* wordt op 10,9 miljard geraamd, dit is een toename met 1,4 miljard in vergelijking met de vermoedelijke ontvangsten van 1972. Die toename is vooral toe te schrijven aan de recente verhoging van het kijk- en luistergeld, alsmede aan de indexering en aan een juiste inning ervan.

Uit deze analyse blijkt duidelijk dat de Regering niettegenstaande belangrijke belastingdervingen (afdraging van douanerechten aan de E. E. G., vermindering van het gemeenschappelijke douanetarief, nasleep van de recente indexatie van de belastingsschalen van de personenbelasting, detaxatie van de investeringen, verlies van het enig effect van de betaling in december van de B. T. W. verschuldigd op de verrichtingen van deze maand), erin geslaagd is met geringe fiscale aanpassingen de gewone begroting in evenwicht te brengen. Behalve de meeroopbrengst voortspruitend uit de toeneming van de belastbare massa, is het hogere rendement hoofdzakelijk te wijten aan een betere inning van de bestaande belastingen zowel inzake directe belastingen als B. T. W. De betere inning van de bestaande belasting, de strijd tegen het belastingbedrog is voor de Regering een plicht, ook afgezien van het hoger rendement omdat de belastingfraude een onduldbare discriminatie betekent onder de belastingplichtigen en de oneerlijke concurrentie in de hand werkt. Sommigen hebben immers niet gearzeld om het B. T. W.-stelsel om te vormen tot een persoonlijk winstgevend zaakje, waarbij ze wel deze belasting innen maar ze niet afdragen aan de Staat, wat hen dan meteen nog de kans geeft te ontkomen aan de inkomstenbelasting en daarbij nog te genieten van allerlei sociale voordelen welke kennelijk niet voor hen zijn bestemd.

Er werden dan ook maatregelen getroffen met het oog op een meer efficiënte bestrijding van deze sociale kwaal. De Regering is er zich van bewust dat aan deze verder toegespitste controlemiddelen onaangename kanten verbonden zijn. Ze betreurt zulks, te meer daar zij die gewetensvol hun aangiften opstellen het slachtoffer zijn van de oneerlijke belastingplichtigen. Het gaat hier voor de Regering om een uiterst ondankbare taak waartoe ze eerder met tegezin is overgegaan. Iedereen moet hierbij evenwel bedenken dat de verscherpte controlemaatregelen niet ontspruiten aan een eigen initiatief van de Regering maar dat ze integendeel worden uitgelokt door de verregaande en door iedereen gekende misbruiken van sommige belastingplichtigen die vaak niet eens de discretie en het elementaire schaamtegevoel hebben om hun praktijken verborgen te houden.

3. De uitvoering van de begroting in haar financiële context.

Het onderzoek van dit aspect kan niet geschieden zonder rekening te houden met de internationale context die meer en meer onze binnenlandse toestand en politiek mede bepaalt. Deze internationale afhankelijkheidspositie houdt nauw verband met de voortschrijdende economische integratie in het algemeen — of deze nu tot stand komt, meer formeel, in het raam van de Europese Gemeenschap, of, meer spontaan, op een nog veel ruimer vlak binnen de westerse wereld —, met de ontwikkeling van internationale geld- en kapitaalmarkten, met de internationale geld- en kapitaalbewegingen gemotiveerd door rentever verschillen of anticipaties op mogelijke pariteitswijzigingen en met de toenemende internationale activiteit van onze eigen bankinstellingen. Dit laatste aspect laat zich o.m. meten aan de belangrijkheid, t.a.v. de gezamenlijke bankactiva, van de tegoeden en verbintenissen der banken op en tegenover hun buitenlandse correspon-

passée de 17,2 % en 1967 à 25,1 % en 1971 pour les avoirs en devises et de 10,9 % à 18,1 % pour les engagements.

Comme des mouvements sauvages et incontrôlables de capitaux internationaux peuvent perturber la politique monétaire et du crédit et entamer, voire annihiler son efficacité, notre pays, comme la plupart des autres pays, a été ou sera amené à mettre en place, conformément d'ailleurs aux décisions communautaires, les instruments nécessaires pour régulariser ces flux financiers internationaux.

Dans ces conditions, il est clair que la politique financière des différents pays devra être de plus en plus étroitement coordonnée. Si cette exigence vaut en premier lieu dans le cadre de la Communauté européenne, elle deviendra d'autant plus urgente au fur et à mesure de la réalisation progressive de l'objectif d'une union économique et monétaire.

Sur un plan plus large, il est indéniable que la Belgique, où le commerce extérieur joue un rôle important, a intérêt à ce que soit réalisé un système monétaire international où les parités sont fixes et les taux de change stables. Sur le plan mondial, cet objectif ne peut être acquis que si les pays membres du F. M. I. adoptent des politiques compatibles et cohérentes. L'absence d'une telle coordination a été la cause principale des difficultés monétaires de ces dernières années. Afin d'éviter qu'elles ne se reproduisent, le Gouvernement marque son adhésion à une politique financière commune à l'échelle de l'Europe des Six. De plus, les positions que la Belgique a prises au sein du F. M. I. tiennent compte des intérêts légitimes de différents groupes de pays membres et tendent à réaliser une réforme du système monétaire international visant une coopération plus étroite entre les pays et une intégration plus poussée des économies nationales.

Sans doute notre pays, même après l'accord de Washington du 18 décembre 1971, n'a-t-il pas été préservé à certains moments de l'afflux de fonds étrangers. Mais les effets de ces mouvements ont pu être neutralisés par des sorties de capitaux tant publics que privés et par une stérilisation de liquidités bancaires à concurrence de 10 milliards. Si la balance des paiements courants de l'U. E. B. L. reste largement créditrice, en partie sous l'impact des *leads and lags*, la balance totale des paiements tend plutôt vers l'équilibre.

Dans le contexte des perturbations monétaires internationales, la solidité du franc belge a été amplement démontrée par son appréciation sur le marché des changes à l'égard des principales devises. Cette appréciation peut recéler certains inconvénients, mais elle témoigne de la capacité concurrentielle de notre économie et de la confiance dans notre gestion financière.

L'aisance qui a prévalu sur les marchés de fonds en 1971 a persisté en 1972 et a permis de rencontrer les besoins tant du secteur privé que du secteur public. En fait, face à la faiblesse des investissements productifs des entreprises, l'Etat, dont les appels de fonds ont été fort importants, a pris le relais d'autres secteurs de l'économie sans que cela donne lieu à une augmentation des taux d'intérêt. Le rendement moyen à l'émission des emprunts du secteur public a été ramené de 8,50 % en janvier 1971 à 7,25 % un an plus tard, à 6,90 % en juin 1972 et à 6,80 % en septembre dernier. Notre pays échappe ainsi au mouvement haussier des taux d'intérêt qui caractérise la plupart des places étrangères. Cette situation devrait favoriser la propension à investir des entreprises; la S. N. C. I. vient d'alléger récemment ses conditions à l'octroi de crédits.

La couverture aisée des besoins financiers de l'Etat a été favorisée par la forte progression des actifs financiers des entreprises et des particuliers.

ten; aldus gemeten stegen deze tegoeden in deviezen van 17,2 % in 1967 tot 25,1 % in 1971 terwijl de verbintenissen in diezelfde periode toenamen van 10,9 % tot 18,1 %.

Omdat wilde en ongecontroleerde internationale geld- en kapitaalbewegingen uiteraard het nationaal geld- en kredietbeleid kunnen ontwrichten en er de doeltreffendheid van aantasten of vernietigen, heeft of zal ons land evenals de meeste andere landen, en dit overeenkomstig de Europees-communautaire beslissingen, de vereiste beleidsinstrumenten moeten tot stand brengen om deze internationale geld- en kapitaalstromen te beheersen.

In deze omstandigheden is het duidelijk dat het financieel beleid van de verschillende landen meer en meer zal dienen te worden gecoördineerd. Dit geldt in de eerste plaats binnen de Europese Gemeenschap en deze vereiste zal des te dringender worden naarmate we verder gaan in de richting van de vooropgezette economische en monetaire unie.

Op een nog ruimer internationaal vlak, is het evident dat België, waar de buitenlandse handel een zeer grote rol speelt, belang heeft bij een stelsel van vaste pariteiten en stabiele wisselkoersen. Op wereldvlak kunnen deze slechts in stand worden gehouden indien de leden van het I. M. F. een onderling verenigbaar beleid voeren. Het ontbreken van een dergelijke coördinatie was de hoofdoorzaak van de monetaire moeilijkheden der laatste jaren. Om zulks in de toekomst te voorkomen, heeft de Regering ingestemd met een terzake gemeenschappelijk Europees financieel beleid. Voorts houden de stellingen die België aankleeft in de schoot van het I. M. F. rekening met de rechtmatige belangen van verschillende groepen van lidstaten en sturen zij aan op een hervorming van het internationaal monetair stelsel, dat nauwere samenwerking en verdere toenadering en integratie van de nationale economieën beoogt.

Ongetwijfeld bleef ons land ook na het akkoord van Washington van 18 december 1971 op sommige ogenblikken niet gespaard van het toevloeden van buitenlands kapitaal. Maar de gevolgen van die bewegingen konden worden geneutraliseerd door de uitvoer van zowel overheids- als privé-kapitalen en door het steriliseren van bankliquiditeiten tot beloop van 10 miljard. Indien de balans van de lopende verrichtingen van de B. L. E. U. ruim positief blijft, gedeeltelijk onder invloed van de « *leads and lags* », neigt de totale betalingsbalans eerder naar het evenwicht.

In de context van de internationale monetaire verwikkelingen, werd de stevigheid van de Belgische frank duidelijk aangetoond door zijn waardering op de wisselmarkt in vergelijking met de voornaamste deviezen. Die waardering mag dan bepaalde schaduwzijden vertonen, zij getuigt alleszins van de concurrentievaardigheid van onze economie en van het vertrouwen in ons financieel beleid.

De ruimte op de financiële markten in 1971 bleef in 1972 voortduren en heeft het mogelijk gemaakt in de behoeften zowel van de privé-sector als van de openbare sector te voorzien. Tegenover de beperkte productieve investeringen van de ondernemingen heeft de Staat, die een aanzienlijk beroep op de kapitaalmarkt deed, in feite de taak van de andere sectoren van de economie overgenomen, zonder dat zulks gepaard ging met een stijging van de rentevoeten. De gemiddelde opbrengst bij de uitgifte van leningen van de overheidsector werd van 8,50 % in januari 1971 verminderd tot 7,25 % een jaar later, tot 6,90 % in juni 1972 en tot 6,80 % in september jongstleden. Ons land ontsnapt op die manier aan de haussebeweging van de rentevoeten die karakteristiek is voor de meeste buitenlandse markten. Die toestand zou de investeringsneiging van de ondernemingen moeten bevorderen; zopas nog werden de kredietvoorwaarden door de N. M. K. N. verlicht.

De vlotte dekking van de financiële behoeften van de Staat werd in de hand gewerkt door de sterke toeneming van de financiële activa van ondernemingen en particulieren.

Parmi ces actifs, ceux qui ont trait à la formation des dépôts d'épargne auprès des intermédiaires financiers ont augmenté de 8,8 % au cours des sept premiers mois de l'année, contre 7,4 % pendant la même période de 1971.

Pendant les neuf premiers mois, les pouvoirs publics dans leur ensemble ont émis sur le marché intérieur des emprunts à long terme pour un montant de 121 milliards. La souscription au dernier emprunt de l'Etat a dû être limitée à 40 milliards.

Si le découvert budgétaire global joue, par son volume, un rôle important dans l'économie du pays, les modalités de financement du découvert ont également une influence considérable. Grâce à la situation très détendue des marchés de fonds, le Trésor public a pu non seulement couvrir son impasse de trésorerie en faisant appel au crédit intérieur, mais il a affecté une part importante des liquidités recueillies au remboursement de la dette extérieure, poursuivant ainsi une politique inaugurée depuis 1970 et contribuant largement à la régulation des flux financiers internationaux.

La dette publique extérieure totale a été ramenée de 65,7 milliards à la fin de 1969 à 54,5 milliards à la fin de 1970, à 25,9 milliards à la fin de 1971 et à 14,4 milliards à la fin du mois d'août 1972, ce qui ne représente plus que 2,1 % de la dette publique totale, contre 11 % à la fin de 1969. Cette politique a permis d'améliorer considérablement la structure de la dette publique.

Au cours des neuf premiers mois, la dette publique a augmenté de 58,7 milliards. Compte tenu d'un léger déficit des opérations courantes, cet accroissement a servi au financement des dépenses extraordinaires, en forte expansion.

Quant à la progression de la dette publique, celle-ci ne dépassera pas, au cours de l'année entière, le montant prévu initialement, soit environ 70 milliards; de plus, cette augmentation sera uniquement constituée par le produit d'emprunts consolidés intérieurs.

Pour l'année 1973, les besoins en financement des dépenses d'investissement s'avéreront un peu plus importants qu'en 1972, nonobstant un freinage du rythme des engagements en 1973. Ceci s'explique par le fait que les décaissements relatifs aux engagements d'une année déterminée grèvent surtout le budget de l'année suivante. Néanmoins, grâce au rétablissement de l'équilibre en ce qui concerne le budget ordinaire, l'augmentation nette de la dette en 1973 peut être estimée à un niveau quelque peu inférieur à celui de 1972.

II. EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET.

Bien que le budget pour 1972 et le feuillet d'ajustement pour 1971 n'aient pu être examinés qu'au début de cette année en raison des événements politiques, le Gouvernement a tenu sa promesse de présenter à temps le budget pour 1973.

Outre l'Exposé général, le budget des Voies et Moyens et le budget de la Dette publique, toute une série de budgets ont déjà été présentés et ceux qui ne l'ont pas encore été suivront à très bref délai.

Le vœu légitime des Chambres de voir présenter en temps utile les divers budgets est ainsi exaucé dans une mesure satisfaisante. Ce résultat n'a toutefois pas été obtenu sans difficultés.

La rapidité avec laquelle on a examiné le budget pour 1972 et élaboré le budget pour 1973 ainsi que le feuillet d'ajustement pour 1972 a nécessité un effort particulier de la part des services administratifs.

* * *

Onder die activa stegen die met betrekking tot de vorming van spaardeposito's bij de financiële instellingen tijdens de eerste zeven maanden van het jaar met 8,8 % tegen 7,4 % tijdens de overeenstemmende periode van 1971.

Tijdens de eerste negen maanden hebben de openbare besturen samen op de binnenlandse markt langlopende leningen uitgegeven voor een bedrag van 121 miljard. De inschrijving op de laatste Staatslening moest tot 40 miljard worden beperkt.

Zo het totale begrotingstekort, omwille van zijn omvang, een belangrijke rol speelt in de economie van het land, dan hebben de financieringsmodaliteiten van het tekort eveneens een aanzienlijke invloed. Dank zij de zeer ontspannen toestand op de financiële markten, heeft de openbare Schatkist niet alleen haar schatkisttekort volledig kunnen dekken door een beroep te doen op het binnenlands krediet, maar heeft zij ook een belangrijk gedeelte van de opgenomen liquiditeiten kunnen besteden aan de terugbetaling van de buitenlandse schuld. Aldus wordt een sinds 1970 gevoerd beleid voortgezet en wordt in ruime mate bijgedragen tot de regularisatie van de internationale financiële stromen.

De totale buitenlandse overheidsschuld die einde 1969 een bedrag van 65,7 miljard bereikte, werd einde 1970 tot 54,5 miljard, einde 1971 tot 25,9 miljard en einde augustus 1972 tot 14,4 miljard verminderd wat nog slechts 2,1 % is van de totale overheidsschuld tegen 11 % einde 1969. Mede dankt zij dit beleid kon de structuur van de overheidsschuld ten gronde worden verbeterd.

Tijdens de eerste negen maanden van dit jaar steeg de overheidsschuld met 58,7 miljard; deze stijging heeft, afgezien van een gering tekort op de lopende verrichtingen, gediend voor de financiering van de sterk toenemende buitengewone uitgaven.

Wat de stijging van de rijksschuld betreft, zal voor het gehele jaar het oorspronkelijk vooropgezette bedrag n.l. ca 70 miljard vermoedelijk niet worden overschreden. Ze zal bovendien volledig uit de opbrengst van binnenlandse geconsolideerde leningen bestaan.

Voor het jaar 1973, zullen de financieringsbehoeften op het stuk van de investeringsuitgaven, enigszins groter zijn dan in 1972, niettegenstaande het vastleggingsritme in 1973 werd geremd. Zulks is te wijten aan het feit dat betalingen op de vastleggingen van een bepaald jaar, hoofdzakelijk het volgende jaar belasten. Niettemin mag, dank zij de terugkeer tot het evenwicht op het stuk van de gewone begroting, de globale toename van de netto-schuld in 1973 enigszins lager geraamd worden dan in 1972.

II. — UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR BEGROTING.

Niettegenstaande de begroting van 1972 en het bijblad van 1971 door de politieke gebeurtenissen slechts begin van dit jaar konden worden behandeld is de Regering haar belofte nagekomen om de begroting voor 1973 tijdig in te dienen.

Buiten de algemene toelichting, de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting, werden reeds een hele reeks van begrotingen ingediend en de nog ontbrekende zullen binnen een zeer korte tijdsperiode volgen.

Aldus wordt aan de rechtmatige verzoeking van de Kamers met betrekking tot het tijdig indienen der diverse begrotingen op bevredigende wijze voldaan. Dit resultaat werd echter niet zonder moeilijkheden bekomen.

De spoed waarmee de begroting van 1972 werd onderzocht en de begroting voor 1973 en het bijblad van 1972 werden voorbereid heeft van de administratie een bijzondere inspanning geleverd.

* * *

Les budgets pour 1972 et 1973, discutés à très peu d'intervalle, pourront cependant présenter de nettes divergences, étant donné que, d'un point de vue économique, ils concernent des périodes très différentes du cycle économique.

L'exécution du budget pour 1972.

Bien que nous ayons encore à faire face à deux mois et demi de l'exercice en cours, le résultat du budget pour 1972 peut, d'ores et déjà, être prévu avec une certitude suffisante. Il est de tradition et il est d'ailleurs logique que, lors de l'examen du budget pour un exercice ultérieur, on se penche très attentivement sur l'état d'exécution du budget pour l'exercice en cours, du moins en ce qui concerne les dépenses ordinaires.

* * *

Le budget ordinaire pour 1972 a été présenté avec une impasse conjoncturelle de 6,1 milliards, et ce à un niveau de 366,7 milliards pour les dépenses et de 360,6 milliards pour les recettes.

Le budget des dépenses adopté finalement atteignait 367,5 milliards, par suite de l'adoption de quelques amendements de moindre importance. Ainsi qu'il a été annoncé lors de sa présentation, le budget pour 1972 est exécuté sans accroissement de l'impasse conjoncturelle, contrairement à certaines prévisions pessimistes.

Le feuillet d'ajustement pour 1972, qui sera présenté sous peu, prévoit 4,2 milliards de crédits supplémentaires pour l'année en cours, c'est-à-dire 1,2 % à peine du budget initial, et 3,5 milliards pour les exercices antérieurs, soit 7,7 milliards au total.

Compte tenu, d'une part, de la plus-value probable des recettes fiscales et, d'autre part, des annulations ainsi que des transferts de crédits (+ 4 milliards) on peut affirmer que le budget adopté initialement pour 1972 sera respecté.

Exprimé en pourcentage, le feuillet global (année en cours et exercices antérieurs) s'élève à 2 %, ce qui est conforme à l'accroissement observé l'année passée (1,85 %).

Le détail de ce feuillet sera donné dans le projet que le Gouvernement présentera au Sénat.

Il suffit ici d'en souligner les postes principaux.

Le feuillet d'ajustement pour 1972 contient donc des crédits supplémentaires nets d'un montant de 4,2 milliards, soit le solde entre les crédits supplémentaires et les diminutions (respectivement 10,7 milliards et 6,5 milliards).

Les diminutions nettes portent principalement sur :

- le budget de la Dette publique, pour 2,5 milliards sur la base d'une réévaluation à la lumière des derniers éléments connus;
- les crédits d'heures, pour 425 millions en raison du fait que la réglementation légale en la matière n'est pas prête;
- le budget de la Gendarmerie, pour 295 millions;
- le budget de l'Agriculture, pour 150 millions.

Les augmentations nettes portent principalement sur :

- l'Intérieur, pour 108 millions;
- la Défense nationale, pour 160 millions;
- les Affaires économiques, pour 1 969 millions (subventions aux charbonnages);
- les Communications, pour 1 379 millions (dont 600 millions destinés aux transports urbains, 300 millions aux chemins de fer vicinaux et 248 millions à la S. N. C. B.);

De begrotingen van 1972 en voor 1973 die zeer kort na elkaar besproken worden, zullen nochtans duidelijk van elkaar afwijken daar ze, economisch gezien, betrekking hebben op erg verschillende periodes in de economische cyclus.

De uitvoering van de begroting van 1972.

Alhoewel we nog twee en een halve maand van het lopende jaar voor de boeg hebben, kan nu reeds met voldoende zekerheid het resultaat van de begroting van 1972 worden vooropgesteld. Het is traditie en het is trouwens logisch dat bij de behandeling van de begroting voor een volgend jaar de stand van zaken betreffende de uitvoering van deze van het lopende jaar onder de loep wordt genomen, althans wat betreft de gewone uitgaven.

* * *

De gewone begroting van 1972 werd ingediend met een conjunctureel deficit van 6,1 miljard en dit op een niveau van 366,7 miljard voor de uitgaven en 360,6 miljard voor de ontvangsten.

De uiteindelijk goedgekeurde uitgavenbegroting bedroeg 367,5 miljard ingevolge de aanneming van enkele minder belangrijke amendementen. De begroting van 1972 wordt, zoals bij de indiening ervan werd aangekondigd, uitgevoerd zonder verhoging van het conjunctureel deficit, dit in tegenstelling met bepaalde pessimistische voorspellingen.

Het aanpassingsblad voor 1972 dat binnenkort zal worden ingediend, voorziet in 4,2 miljard bijkredieten voor het lopende jaar, dit is amper 1,2 % van de initiale begroting en 3,5 miljard voor de vorige dienstjaren; dit is samen 7,7 miljard.

Rekening houdende met de vermoedelijke fiscale meerontvangsten enerzijds en met de annuleringen en overdrachten van kredieten (+ 4 miljard) anderzijds, kan men vooropstellen dat de aanvankelijk goedgekeurde begroting van 1972 zal worden geëerbiedigd.

Procentueel bedraagt het globale bijblad (lopend jaar en vorige dienstjaren) 2 %, wat in de lijn ligt van de tijdens het vorige jaar waargenomen stijging (1,85 %).

Het detail van dit bijblad zal gegeven worden in het ontwerp dat de Regering bij de Senaat zal indienen.

Het volstaat hier te wijzen op de belangrijkste posten.

Het bijblad voor 1972 omvat dus netto-bijkredieten voor 4,2 miljard, dit wil zeggen het saldo tussen de bijkredieten en de verminderingen (respectievelijk 10,7 miljard en 6,5 miljard).

De nettoverminderingen hebben vooral betrekking op :

- de Rijksschuld begroting, voor 2,5 miljard ingevolge een herschatting op basis van de laatst gekende gegevens;
- de kredieten, voor 425 miljoen wegens het niet tijdig klaarkomen der wettelijke regeling;
- de begroting van de Rijkswacht, met 295 miljoen;
- landbouw, met 150 miljoen.

De netto-vermeerderingen betreffen vooral :

- Binnenlandse Zaken, met 108 miljoen;
- Landsverdediging, met 160 miljoen;
- Economische Zaken, met 1 969 miljoen (subsidies aan de steenkoolmijnen);
- Verkeerswezen, met 1 379 miljoen (waarvan o.m. 600 miljoen voor het stedelijk vervoer, 300 miljoen voor de buurtspoorwegen, 248 miljoen voor de N. M. B. S.);

- les Travaux publics, pour 325 millions;
- l'Emploi et le Travail, pour 718 millions (chômage);
- l'Education nationale, pour 2 300 millions;
- la Culture, secteur commun, pour 210 millions;
- la Santé publique, pour 136 millions.

En ce qui concerne les exercices antérieurs (au total 3,5 milliards), les postes principaux sont :

- l'Education nationale, pour 1,8 milliard (arriérés de traitements);
- la Prévoyance sociale, pour 564 millions (Fonds des maladies professionnelles et Pensions des ouvriers mineurs);
- la Dette publique, pour 273 millions;
- les Travaux publics, pour 206 millions (principalement des péages);
- les Pensions, pour 169 millions (invalidité des ouvriers mineurs);
- la Coopération au Développement, pour 133 millions.

Le budget ordinaire pour 1973.

Le contexte économique dans lequel ce budget doit être considéré a été exposé par le Ministre des Finances.

Il paraît cependant opportun de souligner une fois encore que le secteur public suit la tendance qui peut être observée dans notre économie, c'est-à-dire que celle-ci devient de plus en plus une « économie de services ».

De plus en plus de services sont également exigés du secteur public, si bien que l'intervention de l'Etat dans la redistribution du P. N. B. ne cesse de s'accroître.

Le fait que le prix des services dépend principalement des coûts salariaux explique pour une grande part la tendance à la hausse des budgets.

Le budget pour 1973 a, plus encore que celui des années précédentes, les caractéristiques d'un budget structural.

Le budget ordinaire pour 1973 est présenté en équilibre à un niveau de 406,7 milliards de recettes et de 406,8 milliards de dépenses. Comparativement au budget initial pour 1972 (367,5 milliards), l'augmentation est donc de 10,4 %.

Il y a lieu de remarquer à cet égard que 5 milliards des revenus fiscaux sont, au départ, affectés au Fonds des Routes (ils sont destinés, avec les 4,5 milliards de revenus nouveaux, à alimenter ce Fonds); 6 milliards sont en outre réservés au Fonds d'Expansion économique).

Dans la comparaison des chiffres de 1972 avec ceux de 1973, il faut tenir compte du fait qu'en 1972, pour faire face à l'incidence de la programmation sociale, on a eu recours, pour plusieurs raisons, à un crédit provisionnel de 14,5 milliards inscrit au budget des Finances.

Ce n'est plus le cas pour 1973. Le crédit afférent se répartit entre les divers départements. En effet, les raisons qui justifiaient la provision en 1972 ne sont plus valables en 1973.

Aussi est-il tenu compte de la répartition probable du crédit provisionnel (pour la programmation sociale et l'exécution de la déclaration gouvernementale), afin d'obtenir une comparaison exacte.

Il n'est pas exclu que dans le total il y ait de petites différences qui sont dues au fait que les chiffres ont été arrondis.

Comme il a été dit, le budget pour 1973 révèle un accroissement de 39,2 milliards par rapport au budget initial pour 1972.

Cette augmentation globale se répartit essentiellement comme suit :

- Openbare Werken, met 325 miljoen;
- Tewerkstelling en Arbeid, met 718 miljoen (werkloosheid);
- Nationale Opvoeding, met 2 300 miljoen;
- Cultuur, gemeenschappelijke sector, met 210 miljoen;
- Volksgezondheid, met 136 miljoen.

Wat de vorige dienstjaren betreft (totaal 3,5 miljard) zijn de voornaamste posten :

- Nationale Opvoeding, met 1,8 miljard (achterstallige wedden);
- Sociale Voorzorg, met 564 miljoen (Fonds voor beroepsziekten en Pensioenen der mijnwerkers);
- Rijksschuld met 273 miljoen;
- Openbare Werken, met 206 miljoen (vooral tolgelden);
- Pensioenen, met 169 miljoen (invaliditeit mijnwerkers);
- Ontwikkelingssamenwerking, met 133 miljoen.

De gewone begroting voor 1973.

De economische context waarin deze begroting dient te worden gezien, werd toegelicht door de Minister van Financiën.

Het komt evenwel gepast voor er nogmaals op te wijzen dat de overheidssector de tendens volgt die kan waargenomen worden in onze economie, nl. dat deze meer en meer een « diensteneconomie » wordt.

Ook van de overheid worden meer en meer diensten gevraagd, zodat de tussenkomst van het Rijk bij de herverdeling van het B. N. P. steeds groter wordt.

Het feit dat de prijs der diensten voornamelijk afhangt van de loonkosten, verklaart grotendeels de stijgende tendens der begrotingen.

Meer nog dan die der vorige jaren, draagt de begroting voor 1973 de kenmerken van een structurele begroting.

De gewone begroting voor 1973 wordt in evenwicht ingediend op een niveau van 406,7 miljard voor de uitgaven en 406,8 miljard voor de ontvangsten. Zij stijgt met 10,4 % ten opzichte van de initiale begroting van 1972 (367,5 miljard).

Hierbij zij opgemerkt dat vooraf van de fiscale ontvangsten 5 miljard geaffecteerd worden aan het Wegenfonds (om samen met de 4,5 miljard nieuwe inkomsten dit Fonds te stijven); verder wordt 6 miljard gereserveerd voor het Fonds voor Economische Expansie.

Bij de vergelijking van de cijfers van 1972 met die voor 1973, dient rekening te worden gehouden met het feit dat in 1972, om diverse redenen, de weerslag van de sociale programmatie werd opgevangen bij middel van een provisioneel krediet dat werd uitgetrokken op de begroting van Financiën (14,5 miljard).

Zulks is niet het geval voor 1973. Het desbetreffende krediet wordt over de verschillende departementen gespreid. De redenen die de provisie rechtvaardigden in 1972, gelden immers niet meer in 1973.

Er wordt dan ook rekening gehouden met de vermoedelijke verdeling van het provisioneel krediet (voor sociale programmatie en de uitvoering der regeringsverklaring) om tot een juiste vergelijking te komen.

Kleine verschillen in het totaal, te wijten aan afrondingen, zijn niet uitgesloten.

Zoals reeds gezegd stijgt de begroting voor 1973 ten opzichte van de oorspronkelijke begroting van 1972 met 39,2 miljard.

Deze globale verhoging kan als volgt worden uitgesplitst :

— Dans le cadre de la politique économique (+ 5,9 milliards, soit 13,1 %) :

1° Affaires économiques	+ 12,6 %
2° Agriculture	+ 9,4 %
3° Classes moyennes	+ 15,2 %
(nous retrouvons une grande partie de cette augmentation dans le secteur des allocations familiales pour travailleurs indépendants).	
4° Communications	+ 17,4 %
(cet accroissement est surtout dû à l'augmentation des subventions aux sociétés de transports urbains et à la société des chemins de fer vicinaux ainsi qu'à l'augmentation de l'intervention de l'Etat dans les charges de la S. N. C. B., et ce surtout à la suite des charges accrues en matière de dépenses de personnel).	
5° P. T. T.	+ 17 %
(imputable surtout à l'augmentation du déficit de l'exploitation de la Régie des Postes et de l'Office des Chèques postaux, cette augmentation étant elle-même la conséquence de l'accroissement des dépenses de personnel).	
6° Travaux publics	- 6,3 %
(cette diminution doit être attribuée principalement au transfert des travaux d'entretien au Fonds des Routes).	

— Dans le secteur social (+ 11,8 milliards, soit 12,6 %) :

1° Prévoyance sociale	+ 10,9 %
2° Emploi et Travail	+ 35,6 %
(ce pourcentage élevé est surtout dû à l'augmentation du nombre présumé de chômeurs, à l'accroissement des interventions de l'Office national de l'Emploi et à la majoration de 20 % des dépenses en matière de formation professionnelle).	
3° Santé publique et Famille	+ 13,7 %
4° Pensions	+ 10,2 %
5° Logement	+ 43,9 %
(cette forte augmentation est surtout la conséquence de l'intensification de l'effort en vue de couvrir la différence des taux d'intérêt dont bénéficient les sociétés nationales; il s'agit donc incontestablement, en l'occurrence, d'une mesure en faveur de la construction de logements sociaux).	

— Dans le secteur culturel (+ 12 milliards, soit 14,9 %) :

1° Education nationale	+ 16,36 %
(ici l'augmentation sera affectée principalement aux dépenses de personnel, lesquelles constituent 80 % du budget).	
2° La Culture proprement dite	+ 14,3 %
(les dépenses de personnel sont, ici également, déterminantes).	

— Dans le secteur de la Défense nationale et de la Gendarmerie (+ 1,6 milliard, soit 5,4 %) :

1° Défense nationale	+ 6,0 %
2° Gendarmerie	+ 1,8 %

— Dans le domaine des relations avec les pouvoirs locaux (+ 4 milliards, soit + 16,1 %).

— Le budget de la Dette publique diminue de 1,1 milliard, montant qui représente le solde entre les crédits transférés au Fonds des Routes et l'augmentation normale de ce budget.

— In het kader van het economische beleid (+ 5,9 miljard of 13,1 %) :

1° Economische Zaken	+ 12,6 %
2° Landbouw	+ 9,4 %
3° Middenstand	+ 15,2 %
(deze verhoging is in grote mate terug te vinden in de sector van de gezinsvergoedingen der zelfstandigen).	
4° Verkeerswezen	+ 17,4 %
(deze verhoging is vooral toe te schrijven aan de aangroei van de toelagen aan de maatschappij voor stedelijk vervoer en aan de maatschappij voor buurtspoorwegen en de verhoging van de rijksrustenkomst voor de N. M. B. S. en dit vooral ten gevolge van de stijging der personeelskosten).	
5° P. T. T.	+ 17,0 %
(vooral te wijten aan de verhoging van exploitatietekort van de Regie der Posterijen en van het Bestuur der Postchecks dat op zijn beurt voortvloeit uit de stijging van de personeelskosten).	
6° Openbare Werken	- 6,3 %
(deze vermindering is in hoofdzaak te wijten aan de overheveling van onderhoudsuitgaven naar het Wegenfonds).	

— Voor de sociale sector (+ 11,8 miljard of 12,6 %) :

1° Sociale Voorzorg	+ 10,9 %
2° Tewerkstelling en Arbeid	+ 35,6 %
(dit hoge percentage is vooral toe te schrijven aan de verhoging van het vermoedelijk aantal werklozen, de verhoging van de tussenkomsten van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en de verhoging met 20 % van de uitgaven voor beroepsvorming).	
3° Volksgezondheid en Gezin	+ 13,7 %
4° Pensioenen	+ 10,2 %
5° Huisvesting	+ 43,9 %
(deze sterke stijging is vooral te wijten aan de verhoogde inspanning tot dekking van het interestverschil waarvan de nationale maatschappijen genieten; het gaat hier dus ongetwijfeld om een maatregel ten voordele van de sociale woningbouw).	

— Voor de culturele sector (+ 12 miljard of 14,9 %) :

1° Nationale Opvoeding	+ 16,36 %
(de verhoging gaat hier vooral naar de personeelsuitgaven die 80 % van deze begroting vormen).	
2° De eigenlijke cultuur	+ 14,3 %
(ook hier wegen de personeelskosten sterk door).	

— Voor de sector Landsverdediging en Rijkswacht (+ 1,6 miljard of 5,4 %) :

1° Landsverdediging	+ 6,0 %
2° Rijkswacht	+ 1,8 %

— Op het vlak van de betrekkingen met de lokale machten (+ 4 miljard of + 16,1 %).

— De Rijksschuldbegroting vermindert met 1,1 miljard, zijnde het saldo tussen de kredieten die werden overgeheveld naar het Wegenfonds en de normale groei van dit budget.

— Les autres budgets, enfin, augmentent dans l'ensemble de 4,3 milliards :

Dotations		+ 9,0 %
Premier Ministre		— 2,5 %
Justice		+ 10,4 %
Affaires étrangères		+ 9,7 %
Coopération au Développement		+ 2,5 %

En ce qui concerne ce dernier budget, le Gouvernement laisse au Parlement l'initiative d'accroître l'effort consenti, à la condition que cet accroissement s'accompagne de la création de ressources nouvelles.

Finances (y compris une provision pour indexation de 2 milliards) + 6,1 %

Il résulte de ce qui précède que le Gouvernement s'est — une fois encore — vivement préoccupé d'apporter des améliorations dans le secteur social, sans pour autant vouloir laisser dans l'ombre les autres secteurs; la preuve la plus convaincante en est bien le budget des Classes moyennes, lequel s'accroît de 15,2 %.

Le programme d'investissements pour 1973.

Sur le plan des engagements, les chiffres initiaux pour l'exercice 1972 avaient été fixés à 57,5 milliards, pour le secteur budgétaire, et à 19,4 milliards, pour le secteur débudgétisé. Ces chiffres ont été ajustés (principalement dans le feuillet d'ajustements, mais, en ce qui concerne les Travaux publics, en majeure partie dans le document budgétaire proprement dit) et portés à 68 milliards pour le secteur budgétaire et à 22,8 milliards pour le secteur débudgétisé.

Cette adaptation est presque exclusivement due aux nouveaux crédits rendus nécessaires par le plan de relance annoncé dans l'Exposé général de 1972. Ce plan de relance prévoit des possibilités d'aménagement supplémentaires pour un montant total de 12,6 milliards, se répartissant comme suit (secteurs budgétaire et débudgétisé) :

Travaux publics		6 640 millions
Santé publique et Famille		1 390 millions
Communications		1 335 millions
Agriculture		207 millions
Défense nationale et Gendarmerie		373 millions
Culture		55 millions
Programme relatif au logement (y compris 300 millions pour des travaux d'infrastructure)		2.600 millions
		12 600 millions

Il convient de comparer les chiffres ajustés de 1972, soit 68 milliards pour le secteur budgétaire et 22,8 milliards pour le secteur débudgétisé, aux chiffres correspondants pour l'exercice 1973, soit 65,2 milliards, d'une part, et 21 milliards d'autre part.

Il va de soi que le plafond atteint par le taux d'accroissement en 1972 en raison de la conjoncture ne pouvait être maintenu en 1973.

— De overige begrotingen stijgen tenslotte gezamenlijk met 4,3 miljard :

Dotatiën		+ 9,0 %
Eerste Minister		— 2,5 %
Justitie		+ 10,4 %
Buitenlandse Zaken		+ 9,7 %
Ontwikkelingssamenwerking		+ 2,5 %

De Regering laat hier aan het Parlement het initiatief om de inspanning op dit stuk te verhogen, op voorwaarde dat zulks zou gepaard gaan met het creëren van nieuwe middelen.

Financiën (met inbegrip van een indexprovisie van 2 miljard) + 6,1 %

Uit wat voorafgaat blijkt dat de Regering eens te meer sterk bekommerd is geweest met de verbeteringen in de sociale sector, zonder nochtans de andere sectoren in de schaduw te willen stellen. Het beste bewijs hiervan wordt geleverd door de begroting van Middenstand, die met 15,2 % stijgt.

Het investeringsprogramma voor 1973.

Op het vlak van de vastleggingen, werden de initiale cijfers voor 1972 vastgesteld op 57,5 miljard voor de budgettaire sector en op 19,4 miljard voor de gedebudgettiseerde sector. Deze cijfers worden aangepast (in hoofdzaak in het bijblad, maar voor Openbare Werken grotendeels in het eigenlijk begrotingsdocument) en gebracht op 68 miljard voor de budgettaire sector en 22,8 miljard voor de extra-budgettaire sector.

Deze aanpassing is bijna uitsluitend te wijten aan de toevoeging der kredieten die nodig zijn voor het in de algemene toelichting van 1972 aangekondigde relanceplan waarin voor een totaal bedrag van 12,6 miljard aan bijkomende vastleggingsmogelijkheden werd voorzien, verdeeld als volgt (budgettaire en gedebudgettiseerde sector samen) :

Openbare Werken		6 640 miljoen
Volksgesondheid en Gezin		1 390 miljoen
Verkeerswezen		1 335 miljoen
Landbouw		207 miljoen
Landsverdediging en Rijkswacht		373 miljoen
Cultuur		55 miljoen
Programma huisvesting (inbegrepen 300 miljoen voor de infrastructuur)		2 600 miljoen
		12 600 miljoen

De aangepaste cijfers voor 1972, zijnde 68 miljard voor de budgettaire sector en 22,8 miljard voor de gedebudgettiseerde sector, dienen te worden vergeleken met de overeenkomstige cijfers voor 1973, te weten 65,2 miljard eensdeels en 21 miljard anderdeels.

Het spreekt vanzelf dat de conjuncturele piek van 1972, qua groeipercentage, geenszins kon hernomen worden in 1973.

Les chiffres reproduits ci-dessus démontrent toutefois que le Gouvernement est conscient de la nécessité de créer une infrastructure adéquate et répondant autant que possible aux objectifs du Plan 1971-1975.

Les dépenses financières (y compris le financement du remboursement de la taxe de transmission sur les stocks au 31 décembre 1970) sont en légère augmentation, passant de 23,5 milliards à 23,8 milliards.

A l'exception des mesures prévues par le plan de relance annoncé par la déclaration gouvernementale, le budget extraordinaire de 1972 n'exigera donc pratiquement pas d'engagements supplémentaires.

La répartition du montant global des crédits d'engagement pour 1973 entre les deux secteurs et entre les différents départements s'est opérée pratiquement dans les mêmes proportions qu'en 1972.

En ce qui concerne la répartition au sein des Travaux publics, il est à noter que, pour la construction de routes, l'accent sera mis plutôt sur les routes ordinaires que sur les autoroutes.

Pour ce qui est des paiements, les possibilités de paiement demandées pour 1973 en ce qui concerne le secteur budgétaire s'élèvent au total à 64,3 milliards, pour les investissements proprement dits, et à 22,6 milliards pour les dépenses financières, soit donc en tout à 86,9 milliards de paiements.

Ces crédits de paiement permettent incontestablement de mesurer l'incidence des engagements supplémentaires consentis dans le cadre du plan de relance économique pour 1972.

Les dépenses financières englobent, ici aussi, la deuxième tranche de 9 milliards du remboursement des taxes comprises dans les stocks au 31 décembre 1970.

Le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Les possibilités d'engagement actuellement existantes dépassant de loin les besoins éventuels, il n'a pas été prévu, pour 1973, de nouveaux plafonds d'engagement.

Pour ce qui est des paiements, des recettes d'un montant de 6 milliards sont affectées directement au Fonds. Elles seront principalement destinées à couvrir les charges résultant de décisions prises antérieurement.

III. — DISCUSSION GENERALE.

Quelques considérations d'ordre général.

Plusieurs membres ont évoqué les conclusions du rapport établi, à l'initiative du « Club de Rome » par le « System Dynamics Group », du « Massachusetts Institute of Technology » (M. I. T.) de même que la position prise par M. Mansholt concernant les problèmes traités dans ce rapport. Ces membres constatent que les opinions de M. Mansholt sont souvent contestées mais qu'on entend peu de critiques sur les conclusions du rapport du « Club de Rome ».

Ces problèmes nous intéressent au plus haut degré; par ailleurs le public est déjà sensibilisé au moins pour certains d'entre eux.

Nochtans bewijzen deze cijfers dat de Regering zich bewust is van de noodzaak om een degelijke infrastructuur tot stand te brengen, die zo dicht mogelijk aanleunt bij de objectieven van het plan 1971-1975.

De financiële uitgaven (inbegrepen de financiering van de terugbetaling van de overdrachttaks van de stocks per 31 december 1970) stijgen lichtjes van 23,5 miljard tot 23,8 miljard.

Buiten de maatregelen van het in de regeringsverklaring aangekondigde relanceplan zullen er dus voor de buitengewone begroting van 1972 praktisch geen bijkomende vastleggingen worden aangevraagd.

De verdeling van het globale bedrag van de vastleggingskredieten voor 1973 tussen de twee sectoren, gebeurt voor de verschillende departementen praktisch volgens dezelfde orde van grootte als in 1972.

Wat de verdeling in de schoot van Openbare Werken betreft, kan aangestipt worden dat inzake wegenbouw het accent meer gelegd wordt op de gewone wegen in plaats van op de autowegen.

Op het vlak van de betalingen worden voor 1973 wat de budgettaire sector betreft, betalingsmogelijkheden gevraagd voor een totaal bedrag van 64,3 miljard voor de eigenlijke investeringen en 22,6 miljard voor de financiële uitgaven, dit is samen 86,9 miljard aan betalingen.

De betalingskredieten vertonen beslist de weerslag van de bijkomende vastleggingen die gedaan werden in het kader van het relanceplan van 1972.

Ook hier omvatten de financiële uitgaven de tweede tranche van 9 miljard der terugbetaling van de in de stocks per 31 december 1970 vervatte taksen.

Het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.

Daar de bestaande vastleggingsmogelijkheden veruit de eventuele behoeften overtreffen, werden voor 1973 in geen nieuwe vastleggingsplafonds voorzien.

Wat de betalingen betreft, worden 6 miljard ontvangsten rechtstreeks toegewezen aan het fonds. Deze moeten in hoofdzaak aangewend worden om de last van vroeger genomen beslissingen te dekken.

III. — ALGEMENE BESPREKING.

Enkele overwegingen van algemene aard.

Verscheidene leden hebben het over de conclusies van het rapport dat op initiatief van de « Club van Rome » opgesteld werd door de « System Dynamics Group » van het « Massachusetts Institute of Technology » (M. I. T.) evenals over het standpunt van de heer Mansholt ten aanzien van de in dat rapport behandelde problemen. Zij stellen vast dat de opvattingen van de heer Mansholt vaak betwist worden, maar dat de conclusies van het rapport van de « Club van Rome » slechts tot weinig kritiek aanleiding geven.

Bedoelde problemen interesseren ons uitermate : ook het publiek heeft reeds aandacht voor sommige van die kwesties.

Il appartient au Gouvernement d'entamer une étude en profondeur sur ces problèmes, sur les buts de notre société, sur sa politique de demain. La population a le droit d'être sérieusement éclairée et il appartient au Gouvernement d'assurer cette information. L'urgence de celle-ci apparaît d'autant plus clairement si on songe à la manifestation récente provoquée par la politique gouvernementale en matière de tenderie qui, bien qu'accessoire, a néanmoins mobilisé 20 000 personnes. Le Gouvernement est-il conscient de ce qui pourrait se passer demain si une population insuffisamment informée s'agit au sujet de l'un ou l'autre des problèmes essentiels à l'existence de l'homme, traités dans le rapport du « Club de Rome ».

Un débat général sur ces questions devrait avoir lieu au Parlement, à l'initiative du Gouvernement.

Le Secrétaire d'Etat au budget a fait observer qu'en application des dispositions de la déclaration gouvernementale, un comité ministériel de l'environnement a été constitué le 22 mars 1972 et différents groupes de travail s'occupent du problème de l'environnement qui constitue un des points importants des préoccupations exprimées par les membres.

Ce comité a déjà pris un certain nombre de dispositions pratiques : création de groupes de travail, pollution des eaux, pollution industrielle et radio-active, autres formes de pollution (bruit, automobiles, chauffage, chauffage domestique, immondices), environnement et groupes d'impulsion et de coordination; création au Sénat et à la Chambre d'une commission de l'environnement.

Les conclusions du rapport du « Club de Rome » font, en ce moment, l'objet de multiples études et prises de position, qui méritent la plus grande attention.

Dans cet esprit, la Belgique, par la voix de son Premier Ministre, a proposé à la conférence au Sommet européen de Paris, le 19 octobre 1972, la création d'une sorte de « Club de Rome » qui serait rattaché à des organes de la Communauté et qui serait chargé de l'étude du devenir de l'Europe afin de permettre à la Communauté de mieux comprendre les défis, les contraintes, mais aussi les potentialités avec lesquelles la société européenne sera confrontée dans les quinze à vingt années à venir.

On sait que le problème de la « croissance zéro », fait l'objet de sérieuses contestations aussi bien de la part tant d'économistes que de sociologues.

Il va de soi que le Gouvernement est tout disposé à fournir au Parlement toute information utile dont il dispose sur des questions précises qui pourraient être posées sur les différents aspects du problème.

1. Exécution du budget de 1972.

Le Gouvernement n'a pas la moindre raison d'être fier de sa politique financière et budgétaire. En effet, le budget de 1972 se soldera par un déficit de 6,1 milliards, malgré les plus-values fiscales supérieures à 6 milliards que le Gouvernement escompte.

Le déficit réel n'est d'ailleurs pas de 6 milliards, mais bien d'environ 36 milliards, comme l'opposition l'a proclamé dès le début.

En effet, au déficit reconnu de 6 milliards, il faut ajouter le total des taxes de transmission (9 milliards) comprises

Het is de taak van de Regering een grondige studie te wijden aan deze problemen, aan de doelstellingen van onze maatschappij en aan het beleid van morgen. De bevolking heeft recht op ernstige voorlichting en het is de taak van de Regering deze te verstrekken. De voorlichting is des te dringender indien men denkt aan de meest recente reacties welke het regeringsbeleid inzake vogelvangst uitgelokt hebben; weliswaar ging het hier om een toekomstige aangelegenheid, maar die toch 20 000 personen gemobiliseerd heeft. Is de Regering er zich van bewust wat er zou kunnen gebeuren indien een onvoldoend voorgelichte bevolking in beroering mocht komen in verband met een of ander van de problemen die in het rapport van de « Club van Rome » behandeld worden en die van essentieel belang zijn voor het bestaan van de mens?

De Regering zou het initiatief moeten nemen om in het Parlement aan deze problemen een debat te wijden.

De Staatssecretaris voor de Begroting wijst erop dat ter uitvoering van de bepalingen van de regeringsverklaring op 22 maart 1972 een ministerieel comité voor het leefmilieu werd opgericht, terwijl ook verschillende werkgroepen zich buigen over het probleem van het leefmilieu dat een van de voornaamste punten van zorg is van de leden.

Dit comité heeft reeds een aantal praktische schikkingen getroffen, namelijk de oprichting van werkgroepen met het oog op de studie van de waterverontreiniging, de industriële en radioactieve verontreiniging, andere vormen van verontreiniging (lawaai, voertuigen, verwarming, huisverwarming, huisvuil), het leefmilieu en de actie- en coördinatiegroep; oprichting in de Senaat en in de Kamer van een commissie voor het leefmilieu.

De talrijke studies over de besluiten van het verslag van de « Club van Rome » en de diverse standpunten die daarover worden ingenomen, verdienen de grootste aandacht.

In die geest heeft België, bij monde van zijn Eerste Minister, aan de Europese Topconferentie te Parijs op 10 oktober 1972 de oprichting voorgesteld van een soort « Club van Rome » welke aan de instellingen van de Gemeenschap zou worden toegevoegd en belast worden met de studie van de toekomst in Europa, opdat de Gemeenschap een beter inzicht kan krijgen in de uitdagingen, de invloeden, maar ook in de mogelijkheden waarmee Europa in de komende vijftien à twintig jaar geconfronteerd zal worden.

Men weet dat het probleem van de indijking van de groei ernstig wordt omstreden, zowel door economen als door sociologen.

De Regering is vanzelfsprekend geheel bereid om al de informatie waarover zij beschikt te verstrekken op de vragen die in het Parlement over de verschillende aspecten van het probleem mochten worden gesteld.

1. Uitvoering van de begroting van 1972.

De Regering heeft geen redenen om hoog op te lopen met haar financiële en begrotingspolitiek. Inderdaad de begroting 1972 zal afgesloten worden met een tekort van 6,1 miljard, ondanks de meer dan 6 miljard fiscale meerwaarden die de Regering verwacht.

Het werkelijk deficit bedraagt trouwens niet 6 miljard, maar wel ca. 36 miljard, zoals door de oppositie van meer af aan werd aangekondigd.

Inderdaad, bij het toegevoegd deficit van 6 miljard dienen te worden gevoegd de door lening terugbetaalde overdracht-

dans les stocks qui a été remboursé par l'emprunt et qui, bien qu'il s'agisse de dépenses, figure au budget extraordinaire; l'anticipation du 13^e mois de T. V. A. (4 milliards), et enfin les artifices de la « débudgétisation » devenus classiques et l'inscription de 17 milliards de dépenses ordinaires au budget extraordinaire.

Après déduction des 6 milliards de plus-values fiscales, il reste donc un déficit supplémentaire de 30 milliards.

Ces critiques ont amené le Secrétaire d'Etat au Budget à faire observer que le déficit cité de 6,1 milliard est un déficit conjoncturel. Le résorber dans le courant de l'année par des plus-values fiscales ne correspond pas aux principes qui sont à la base de pareille technique budgétaire et lui ôterait d'ailleurs son incidence conjoncturelle.

En outre, il faut souligner que des crédits supplémentaires sont toujours nécessaires, bien qu'en 1972 ceux-ci aient à nouveau été maintenus dans les limites très raisonnables (2,1 %). Il est évident que les recettes supplémentaires sont affectées à la couverture des dépenses supplémentaires.

En ce qui concerne le remboursement des stocks, il n'y a pas lieu de répéter l'argumentation détaillée qui a été donnée lors de la discussion du budget des Voies et Moyens pour 1972. En effet, il s'agit en l'occurrence d'une opération exceptionnelle et unique (bien qu'étalée sur 3 ans), qu'il est tout à fait justifié d'effectuer par le budget extraordinaire.

La prise en charge de l'entretien des routes par le Fonds des Routes résulte de l'accord de gouvernement.

Il est normal que le Gouvernement respecte ses engagements.

En ce qui concerne les 17 milliards de dépenses qui pourraient trouver place au budget ordinaire, il s'agit apparemment du montant figurant au total dans un tableau paru dans le rapport de M. Deruelles sur le budget des Voies et Moyens pour 1972 (Doc. n° 4-I/4 de 1971/72, p. 23).

Il s'agit, en fait, d'une règle traditionnelle qui a d'ailleurs été respectée également par le Ministre qui avait le Budget dans ses attributions en 1967. A l'époque, on est même allé plus loin, puisque des dépenses d'investissements ont été transférées à la section spéciale.

Il convient de noter en outre que, par exemple, des investissements militaires pour 7,4 milliards figurent au tableau précité. Selon l'orthodoxie budgétaire, ces chiffres relèvent cependant des dépenses extraordinaires, comme c'est d'ailleurs le cas pour les crédits affectés au fonds de renouvellement des Chemins de Fer.

Ce qui précède affaiblit, dans une large mesure, les critiques précitées. Le Gouvernement a d'ailleurs l'intention d'éliminer les imperfections des propositions budgétaires en appliquant le système du budget unique à partir de l'année budgétaire 1974 (procédure débutant en 1973).

Les affirmations selon lesquelles le budget extraordinaire présenterait un déficit de quelque 30 milliards ne correspondent nullement à la réalité. C'est ce qui a d'ailleurs déjà été déclaré lors de la discussion du budget précédent.

Le tableau mis à jour des dépenses ordinaires transférées au budget extraordinaire se présente comme suit :

taksen begrepen in de stocks (9 miljard) die op de buitengewone begroting voorkomen, hoewel het om gewone uitgaven gaat, de anticipatie voor de 13^e maand B. T. W. (4 miljard) en tenslotte de klassiek geworden kunstgrepen in verband met de debudgettisering en inschrijving van 17 miljard gewone uitgaven op de buitengewone begroting.

Na aftrek van de 6 miljard fiscale meerwaarden blijft er dus een bijkomend deficit van 30 miljard.

Naar aanleiding van deze kritiek, heeft de Staatssecretaris voor Begroting doen opmerken dat het geciteerde deficit van 6,1 miljard een conjunctureel deficit is. Het strookt niet met de principes die aan een dergelijke begrotingstechniek ten grondslag liggen, indien men dit deficit in de loop van het jaar opsloopt bij middel van fiscale meerwaarden. Trouwens, indien men aldus tewerkgaat, zou men de conjuncturele repercucie ervan wegnemen.

Voorts dient onderstreept te worden dat er steeds bij kredieten noodzakelijk zijn alhoewel die in 1972 opnieuw binnen zeer redelijke perken werden gehouden (2,1 %). Vanzelfsprekend worden de meerontvangsten ook aangewend ter bestrijding van de meeruitgaven.

Wat de terugbetaling van de stocks betreft heeft het weinig zin nogmaals de uitgebreide argumentatie aan te halen die bij de behandeling van de Rijksmiddelenbegroting van 1972 werd gegeven. Het gaat hier inderdaad om een buitengewone en unieke (alhoewel over 3 jaar gespreide) operatie, waarvan het volledig verantwoord is ze op de buitengewone begroting uit te voeren.

Het ten laste nemen van het onderhoud van wegen door het Wegenfonds volgt uit het regeerakkoord.

Het is normaal dat de Regering haar verbintenissen nakomt.

Inzake de 17 miljard uitgaven die hun plaats zouden kunnen vinden op de gewone begroting, wordt blijkbaar het bedrag bedoeld dat als totaal voorkomt in een tabel die is verschenen in het rapport van de heer Deruelles over de Rijksmiddelenbegroting van 1972 (Stuk 4-I/4 van 1971/72, blz. 23).

Het gaat hier om een traditionele regel die ook door de Minister, die in 1967 de begroting in zijn bevoegdheid had in acht werd genomen. Men ging toen zelfs verder, vermits investeringsuitgaven naar de afzonderlijke sectie werden overgeheveld.

Voorts zij opgemerkt dat in voornoemde tabel b.v. militaire investeringen voor 7,4 miljard zijn opgenomen. Volgens de budgettaire orthodoxie behoren deze evenwel bij de buitengewone uitgaven zoals dit trouwens ook geldt voor de aan het hernieuwingsfonds van de Spoorwegen toegekende kredieten.

Het voorgaande ontzenuwt in hoge mate de hierboven gemaakte kritiek. De Regering is trouwens zinnens de onvolmaaktheden in de budgettaire voorstelling weg te werken door vanaf het begrotingsjaar 1974 (procedure die aanvangt begin 1973), het systeem van een eenheidsbegroting toe te passen.

De bewering volgens welke de gewone begroting een deficit van circa 30 miljard zou vertonen, strookt geenszins met de werkelijkheid. Zulks werd trouwens reeds verklaard bij de bespreking van de vorige begroting.

De bijgewerkte tabel met de gewone uitgaven die naar de buitengewone begroting zijn overgedragen, ziet er als volgt uit :

	1971 Engagements réalisés — ten uitvoer gelegde vastlegingen	1972 ajustés — aangepast	1973	
Chapitre I, § 1. Achats de biens non durables et de services :				Hoofdstuk I, § 1. Aankoop van niet duurzame goederen en diensten :
— Défense nationale	2 403	2 560	2 984	— Landsverdediging.
— Affaires économiques	14	21	20	— Economische Zaken.
— Travaux publics	85	41	99	— Openbare Werken.
Chapitre I, § 2. Réparation et entretien de routes, canaux, etc...				Hoofdstuk I, § 2. Herstelling en onderhoud van wegen, kanalen enz.
— Travaux publics	1 359	1 566 (a)	495 (b)	— Openbare Werken.
Chapitre II. Transferts de revenus extraordinaires				Hoofdstuk II. Buitengewone inkomstenoverdrachten.
— Communications (Sabena) ...	1 599	1 048	900	— Verkeerswezen (Sabena).
— Travaux publics	44	51	35 (c)	— Openbare Werken.
Chapitre III. Transferts de capitaux				Hoofdstuk III. Kapitaalsoverdrachten.
— Coopération au développement	—	—	393	— Ontwikkelingssamenwerking.
Chapitre VI. Divers				Hoofdstuk VI. Diversen.
— Premier Ministre	—	—	60	— Eerste Minister.
— Travaux publics	45	50	50	— Openbare Werken.
	5 509	5 337	5 036	
Autres postes.				Andere posten.
Investissements militaires	8 713	8 653	6 906	Militaire investeringen.
S. N. C. B. (compensation des charges)	3 800	5 176	5 000	N. M. B. S. (compensatie van de lasten).
	18 022	19 166	16 942	

(a) non compris 646 millions au Fonds des routes.

(b) non compris 2 706 millions au Fonds des routes, dont 1 056 millions sur ressources avec affectation spéciale.

(c) compris dans le budget des Dotations culturelles.

Question :

La politique de 1973 ne différera pas sensiblement de celle de 1972. L'action conjoncturelle sera tout au plus moins stimulante.

Le déficit conjoncturel de 1972, sera dépassé, car les 7 comptes de la classification économique annoncent un déficit de 7 milliards.

Comment se fait-il que les recettes supplémentaires n'ont pas servi à résorber le déficit initial ?

Réponse :

La politique conjoncturelle du Gouvernement en 1973 tend à avoir un effet moins stimulant. En effet, tous les indices de l'évolution de la situation économique montrent que la reprise économique est un fait. Dans ces conditions, il importe d'obtenir un équilibre budgétaire en 1973.

Lorsqu'on cite un déficit de 7,3 milliards sur les opérations courantes de la classification économique, pour conclure à un déficit supérieur à celui prévu au budget ordi-

(a) een bedrag van 646 miljoen voor het Wegenfonds niet inbegrepen.

(b) een bedrag van 2 706 miljoen voor het Wegenfonds, waarvan 1 056 miljoen op ontvangsten met speciale bestemming, niet inbegrepen.

(c) inbegrepen in de begroting van de Culturele Dotaties.

Vraag :

Het beleid voor 1973 zal niet aanzienlijk verschillen van dat in 1972. Op zijn hoogst zal de conjuncturele actie minder stimulerend zijn.

Het conjunctuurtekort in 1972 zal worden overschreden want de zeven rekeningen van de economische classificering voorspellen een tekort van 7 miljard.

Hoe komt het dat de aanvullende ontvangsten het aanvankelijk tekort niet hebben helpen aanzuiveren ?

Antwoord :

De Regering wil in 1973 een minder stimulerend conjunctuurbeleid voeren. Alles in de ontwikkeling van de economische toestand wijst er immers op dat de economische opleving een feit is. Het was dan ook wenselijk om in 1973 naar een begrotingsevenwicht te streven.

Wanneer men gewaagt van een tekort van 7,3 miljard op de lopende verrichtingen van de economische classificatie en tot het besluit komt dat het tekort hoger ligt dan het-

naire (6,4 milliards), on ne peut perdre de vue que ces données ne sont pas directement comparables.

En premier lieu, il convient de remarquer que la classification économique couvre un terrain plus large que celui du budget administratif par l'inclusion des opérations d'organismes paraétatiques et de fonds et des opérations extrabudgétaires. Le total des dépenses courantes atteint ainsi 371,8 milliards dans le regroupement économique alors que les dépenses ordinaires s'élèvent à 367,1 milliards (à l'époque de la rédaction du regroupement économique). Mais ces deux montants ne sont pas encore comparables, car de nombreux transferts ont lieu entre le budget ordinaire et le compte « capital ». Le solde de ces opérations fait apparaître que, à concurrence de 9,2 milliards, il y a un glissement du budget ordinaire vers le compte « capital » du regroupement économique. En ne tenant pas compte des fonds et institutions autonomes, on obtiendrait un solde d'épargne positif de 2,8 milliards (9,2 — 6,4).

En cours d'exécution du budget, le Gouvernement est confronté à certaines dépenses imprévues auxquelles il ne peut se soustraire. Les recettes supplémentaires serviront à couvrir ces dépenses supplémentaires. D'après le projet de feuillet, les crédits supplémentaires, y compris ceux pour les années antérieures, s'élèveraient à 7,7 milliards, soit 2,1 % du budget adopté (en 1969, 2,7 %, en 1970, 2,4 % et en 1971, 2,9 %).

Question :

A la page 43 de l'exposé général, le Gouvernement précise que les engagements effectivement réalisés ont atteint en 1971, 19 milliards pour le secteur débudgétisé. Quel a été le programme du secteur débudgétisé tant en 1971 qu'en 1972.

Réponse :

Le programme du secteur débudgétisé se présente comme suit :

(En millions de francs.)

	1971 engagements enregistrés	1972 programme y compris le programme conjuncturel
A. Travaux publics.		
1) Intercommunales d'autoroutes :		
E 3	2 320	3 200
E 5	3 472	3 200
E 39	1 500	1 000
E 9 - E 40	2 870,5	3 200
Bruxelles	1 700,4	1 775
Charleroi	428,1	1 500
Flandre occidentale	111,1	1 225
	12 402,1	15 100
2) Autres programmes :		
Canal Albert	2 061	2 250
Canal Bruxelles-Rupel	616,4	500
Financement par le Crédit Communal de travaux subsidés	2 188	2 085
	17 267,5	19 935

geen voor de gewone begroting voorzien werd (6,4 miljard), mag men niet uit het oog verliezen dat de desbetreffende gegevens niet rechtstreeks vergelijkbaar zijn.

In de eerste plaats zij opgemerkt dat de economische classificatie een uitgebreider gebied bestrijkt dan de overheidsbegroting door het opnemen van de verrichtingen van instellingen van openbaar nut en van fondsen en van verrichtingen buiten begroting. De gezamenlijke lopende uitgaven in de economische hergroepering bereikten aldus 371,8 miljard terwijl de gewone uitgaven 367,1 miljard bedragen (op het tijdstip waarop de economische hergroepering plaatsvond). Maar beide bedragen zijn zelfs dan nog niet vergelijkbaar, want talrijke transferts geschieden tussen de gewone begroting en de « kapitaalrekening ». Het saldo van deze verrichtingen laat uitschijnen dat ten belope van 9,2 miljard een verschuiving van de gewone begroting naar de kapitaalrekening van de economische hergroepering plaatsgrijpt. Mocht geen rekening worden gehouden met de fondsen en met de autonome instellingen, dan zou een positief spaarsaldo worden verkregen van 2,8 miljard (9,2 — 6,4).

Tijdens de uitvoering van de begroting dient de Regering geregeld aan sommige onvoorziene en onvermijdelijke bijkomende uitgaven het hoofd te bieden. De bijkomende ontvangsten maken zulks mogelijk. Volgens het ontwerp van bijblad zouden de bijkredieten (vorige jaren inbegrepen) 7,7 miljard bedragen, d.i. 2,1 % van de aangenomen begroting (in 1969, 2,7 % in 1970, 2,4 % en in 1971, 2,9 %).

Vraag :

Op blz. 43 van de Algemene Toelichting preciseert de Regering dat de werkelijk uitgevoerde vastleggingen in 1971, 19 miljard bereiken voor de gedebudgettiseerde sector. Wat was het programma van de gedebudgettiseerde sector in 1970 en in 1971 ?

Antwoord :

Het programma van de gedebudgettiseerde sector is het volgende :

(In miljoen frank.)

	1971 aangegane verbintenissen	1972 programma met inbegrip van het conjuncturele programma
A. Openbare Werken.		
1) Intercommunale autowegen :		
E 3	2 320	3 200
E 5	3 472	3 200
E 39	1 500	1 000
E 9 - E 40	2 870,5	3 200
Brussel	1 700,4	1 775
Charleroi	428,1	1 500
West-Vlaanderen	111,1	1 225
	12 402,1	15 100
2) Andere programma's :		
Albertkanaal	2 061	2 250
Kanaal Brussel-Rupel	616,4	500
Financiering van gesubsidi- eerde werken door het Gemeentekrediet	2 188	2 085
	17 267,5	19 935

B. Santé publique.

Financement par le Crédit Communal de travaux subsideés	1 813	2 856
	<u>19 080,5</u>	<u>22 791</u>

Question :

Il est réjouissant de constater que les crédits supplémentaires pour 1972 se sont limités à 4,2 milliards, malgré les difficultés rencontrées lors de l'élaboration du budget de 1972.

Toutefois, de ces crédits supplémentaires, 2,3 milliards, donc plus de la moitié, sont destinés à l'Education nationale. Sur les 3,5 milliards de crédits supplémentaires sollicités pour les exercices antérieurs, 1,8 milliard, soit plus de la moitié, est également destiné à l'Education nationale. Cette constatation n'est pas une critique à l'égard des Ministres actuels de l'Education nationale.

A l'avenir il faudrait cependant maintenir ces dépenses dans les limites des crédits prévus.

Il conviendrait d'établir, pour les dix dernières années, un tableau montrant quelle est, exprimée en chiffres absolus et en pourcentage, la quote-part des crédits supplémentaires destinés à l'Education nationale et ce, aussi bien pour l'exercice en cours que pour les exercices précédents.

Réponse :

Education nationale.

B. Volksgezondheid.

Financiering van gesubsidieerde werken door het Gemeentekrediet	1 813	2 856
	<u>19 080,5</u>	<u>22 791</u>

Vraag :

Het is verheugend dat voor 1972 de bijkredieten tot 4,2 miljard werden beperkt, hoewel de begroting van 1972 in moeilijke omstandigheden moest worden opgesteld.

Van deze bijkredieten zijn echter 2,3 miljard, dus meer dan de helft, bestemd voor Nationale Opvoeding. Van de 3,5 miljard bijkredieten die worden aangevraagd voor de vorige dienstjaren is eveneens meer dan de helft, met name 1,8 miljard, bestemd voor Nationale Opvoeding. Deze constatering houdt geen kritiek in t.o.v. de huidige Ministers van Nationale Opvoeding.

Voor de toekomst zouden deze uitgaven binnen de perken van de uitgetrokken kredieten moeten worden gehouden.

Voor de tien laatste jaren zou een tabel moeten worden opgesteld met opgave van het aandeel van de bijkredieten (in absolute cijfers en in percentage) voor Nationale Opvoeding en dit zowel voor het lopende jaar als voor de vorige dienstjaren.

Antwoord :

Nationale opvoeding.

Année Jaar	Total par feuilleton (année en cours) Totaal bijblad (lopend jaar)	Education nationale Ajustements (année en cours) Nationale Opvoeding Aanpassingen (lopend jaar)	%	Total par feuilleton (exercices antérieurs) Totaal bijblad (vorige jaren)	Education nationale (exercices antérieurs) Nationale Opvoeding (vorige jaren)	%
1963	1 899,4	1 537,2	80,9	1 126,7	434,6	38,5
1964	6 270,1	772,3	12,3	975,6	447,4	45,8
1965	20 975,7	4 127,2	19,6	2 857,6	1 188,1	41,5
1966	4 226,8	1 858,0	43,9	1 555,5	363,1	23,3
1967	3 985,1	988,8	24,8	2 698,3	307,6	11,3
1968	5 872,8	855,8	14,5	3 122,4	389,0	12,4
1969	4 501,0	582,8	12,9	2 655,3	626,6	19,8
1970	4 589,7	1 613,2	35,1	2 359,3	1 300,8	55,1
1971	2 650,2	3 005,0	13,3 (1)	3 064,6	1 504,7	49,0
1972	4 215,4	2 337,5	55,4	3 504,3	1 823,7	52,0
(1) Feuilleton 1971 (global) :		+ 9 152,3 — 6 502,1 + 2 650,2		(1) Bijblad 1971 (globaal) :		+ 9 152,3 — 6 502,1 + 2 650,2
Dont :				Waarin :		
Feuilleton Education Nationale 1971 :		+ 3 195,1 — 190,1 + 3 005,0		Bijblad Nationale Opvoeding 1971 :		+ 3 195,1 — 190,1 + 3 005,0
Feuilleton 1971 sans Education Nationale :		+ 5 957,2 — 6 312,0 — 354,8		Bijblad 1971 zonder Nationale Opvoeding :		+ 5 957,2 — 6 312,0 — 354,8

2. Caractéristiques du budget pour 1973.

A. — *Evaluation des recettes.**Question :*

Le budget pour 1973 est présenté en équilibre, alors qu'une politique de « deficit spending » a été menée en 1972. Cette méthode est entièrement conforme à une politique anticyclique, étant donné que les indices de redressement économique sont assez nombreux, si bien qu'il ne faut pas augmenter les dépenses publiques en vue de stimuler la relance.

1. Le Gouvernement peut-il toutefois donner la garantie que l'équilibre sera effectivement réalisé en 1973, compte tenu du fait qu'il faut trouver des recettes supplémentaires dans une lutte plus efficace contre la fraude fiscale et par certains ajustements de l'assiette des impôts directs ?

2. La lutte contre la fraude doit produire 4,7 milliards. Quelles mesures seront prises pour assurer la perception de ce montant ?

3. L'ajustement des impôts directs devrait produire 2,6 milliards de recettes supplémentaires. Quelles mesures seront prises sur ce plan ?

4. Il est étonnant que cette dernière mesure soit annoncée par l'Exposé général de 1973, alors qu'aucun projet de loi n'a encore été présenté en la matière. C'est de la même manière qu'a été annoncée au début de l'année 1972, dans l'Exposé général de 1972, le 13^e versement en matière de T. V. A. sans qu'un arrêté royal ait été pris à ce sujet.

Réponse :

1. Il n'y a pas la moindre raison de douter de l'équilibre du budget pour 1973. Les prévisions de recettes et de dépenses ont été établies dans le même esprit que les années précédentes. Or, si l'on passe en revue les résultats des exercices budgétaires clôturés, on constate que les budgets ordinaires se soldent, dans certains cas, par un léger déficit, dans d'autres, par un léger boni. Pour les deux dernières années, le boni s'est élevé respectivement à 4,6 et à 3,2 milliards.

Sans doute faut-il s'attendre, en 1973 comme au cours des années précédentes, à un feuillet de crédits supplémentaires. Par ailleurs, il ne faut pas exclure a priori la réalisation de plus-values fiscales, qui compenseront tout ou partie des crédits supplémentaires.

Les chiffres ci-dessous montrent d'ailleurs que des plus-values fiscales ont généralement été réalisées dans le passé.

*Comparaison entre les prévisions et les réalisations
en matière de recettes fiscales (en milliards).*

	Réalisations	Prévisions	Différence
1961	112,4	101,9	+ 10,5
1962	124,4	123,0	+ 1,4
1963	132,6	130,7	+ 1,9
1964	148,7	139,0	+ 9,7
1965	165,3	154,8	+ 10,5

2. Kenmerken van de begroting voor 1973.

A. — *Raming van de ontvangsten.**Vraag :*

De begroting voor 1973 wordt in evenwicht ingediend, nadat in 1972 een politiek van « deficit spending » werd gevoerd. Zulks is volledig conform een anti-cyclische politiek, aangezien voldoende tekenen wijzen op een economische opleving zodat er ter stimulering geen hogere overheidsbestedingen nodig zijn.

1. Kan de Regering evenwel waarborgen dat het evenwicht voor 1973 werkelijk zal worden bereikt, rekening houdend met het feit dat bijkomende ontvangsten moeten gevonden worden door een doelmatiger bestrijding van de belastingontduiking en door bepaalde aanpassingen van de aanslagbasis van de directe belastingen ?

2. De bestrijding van de fraude moet 4,7 miljard opleveren. Welke maatregelen zullen getroffen worden om de inning van dit bedrag te verzekeren ?

3. De aanpassing van de directe belastingen zou daarentegen 2,6 miljard bijkomende ontvangsten opleveren. Welke maatregelen zullen op dit vlak worden genomen ?

4. Het baart verwondering dat deze laatste maatregel aangekondigd wordt in de Algemene Toelichting 1973 terwijl er daartoe nog geen wetsontwerp in die zin werd ingediend. Op een gelijkaardige wijze werd, begin 1972, in de Algemene Toelichting 1972, de invoering medegedeeld van een 13^{de} betaling inzake B. T. W. zonder dat terzake een koninklijk besluit werd getroffen.

Antwoord :

1. Er bestaat geen enkele reden om het evenwicht van de gewone begroting voor 1973 in twijfel te trekken. De ramingen van ontvangsten en uitgaven geschieden in dezelfde geest als in de voorgaande jaren. Welnu, uit het overzicht van de resultaten van de afgesloten begrotingsjaren blijkt dat de gewone begrotingen nu eens met een licht deficit dan weer met een licht boni werden afgesloten. Voor de twee laatste jaren bedroeg het boni respectievelijk 4,6 en 3,2 miljard.

Ongetwijfeld moet in 1973 evenals in de voorafgaande jaren met de bijkredieten worden rekening gehouden. Het is evenwel niet a priori uitgesloten dat aan de andere kant fiscale meerwaarden kunnen verwezenlijkt worden welk de bijkredieten geheel of gedeeltelijk zullen compenseren.

Onderstaande cijfers tonen trouwens aan dat in het verleden gewoonlijk fiscale meerwaarden werden verwezenlijkt :

*Vergelijking tussen vooruitzichten
en verwezenlijkingen inzake fiscale ontvangsten
(in miljarden)*

	Verwezenlijkingen	Vooruitzichten	Vershil
1961	112,4	101,9	+ 10,5
1962	124,4	123,0	+ 1,4
1963	132,6	130,7	+ 1,9
1964	148,7	139,0	+ 9,7
1965	165,3	154,8	+ 10,5

	Réalisations	Prévisions	Différence		Verwezen- lijkingen	Vooruit- zichten	Vershil
1966	179,4	175,7	+ 3,7	1966	179,4	175,7	+ 3,7
1967	210,3	208,7	+ 1,6	1967	210,3	208,7	+ 1,6
1968	226,8	227,9	- 1,1	1968	226,8	227,9	- 1,1
1969	253,5	251,6	+ 1,9	1969	253,5	251,6	+ 1,9
1970	283,4	275,2	+ 8,2	1970	283,4	275,2	+ 8,2
1971	316,8	310,9	+ 5,9	1971	316,8	310,9	+ 5,9
1972	357,1 (1)	350,6	+ 6,5 (1)	1972	357,1 (1)	350,6	+ 6,5 (1)

2. En vue de réaliser une perception plus judicieuse de l'impôt, le Gouvernement a pris, par les arrêtés royaux des 27 juillet et 11 août 1972 (*Moniteur belge* du 19 août 1972), un certain nombre de mesures qui ne sortiront leur plein effet qu'en 1973.

Ces mesures peuvent se résumer comme suit :

1^o A partir du 1^{er} décembre 1972, les hôteliers et les restaurateurs devront délivrer à tous leurs clients une « quittance fiscale » numérotée pour la fourniture de logement et pour la fourniture de repas et de boissons servies pour ceux-ci. Les livrets de quittance devront être commandés chez un imprimeur agréé par le Ministre des Finances.

2. A partir du 1^{er} décembre 1972, des « quittances fiscales » similaires devront également être délivrées pour le lavage de voitures par des entreprises de « car-wash ».

3^o Depuis le 1^{er} octobre 1972, les entreprises telles que les garages effectuant l'entretien ou la réparation de véhicules automobiles doivent tenir un registre dans lequel les véhicules ainsi que le numéro de leur plaque minéralogique sont inscrits à leur entrée dans l'atelier.

4^o A partir du 1^{er} décembre 1972, le contrôle des transports par route sera élargi aux transports de meubles, d'engrais et d'aliments du bétail. Ce contrôle est déjà en vigueur, à partir du 1^{er} juillet 1971, pour les viandes et les conserves de viandes, les farines de céréales, les ouvrages en cuir, les produits textiles et les chaussures. Dans ces secteurs, il a déjà donné de bons résultats.

5^o A partir du début de l'année 1973, un nouveau registre devra être tenu dans les abattoirs; cette mesure s'accompagnera de l'obligation d'apposer des étiquettes numérotées sur les animaux abattus et d'installer une balance pour déterminer le poids à l'abattage.

Ces mesures ont pour objet de réaliser un enregistrement plus exact du chiffre des entreprises en cause. Elles amélioreront la perception tant de la T. V. A. que des impôts sur les revenus, d'autant plus que les trois grandes Administrations (celles des Douanes, des Contributions directes et de la T. V. A.) ont projeté de coopérer étroitement pour le contrôle des mesures nouvelles.

D'autre part, les Administrations de la T. V. A. et des Contributions directes ont élaboré un programme de contrôle commun, dont la mise en application a débuté le 1^{er} juillet 1972. Il permet de réaliser des gains de temps importants et, partant, d'effectuer des contrôles plus nombreux et meilleurs.

Compte tenu de toutes ces initiatives la plus-value de 4,7 milliards attendue peut être considérée comme correspondant à une estimation modérée et pleinement justifiée.

(1) Résultats probables.

2. Met het oog op een meer verantwoorde belastingheffing heeft de Regering bij de koninklijke besluiten van 27 juli en 11 augustus 1972 (*Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1972) een aantal maatregelen getroffen die eerst in 1973 hun volle uitwerking zullen hebben.

Deze maatregelen kunnen als volgt worden samengevat :

1^o Vanaf 1 december 1972 moeten de hotel- en restauranthouders aan alle klanten een genummerde « fiscale kwitantie » uitreiken voor het verstrekken van logies en voor het verschaffen van maaltijden en van de daarbij geserveerde dranken. De kwitantieboekjes moeten worden besteld in een door de Minister van Financiën erkende drukkerij.

2^o Gelijkaardige « fiscale kwitanties » moeten, eveneens vanaf 1 december 1972, worden uitgereikt voor het wassen van auto's in « car-wash » ondernemingen.

3^o In ondernemingen zoals garages, die autovoertuigen onderhouden of herstellen, moet sinds 1 oktober 1972 een register worden gehouden waarin de voertuigen met hun nummerplaat worden opgetekend bij het binnenkomen in de werkplaats.

4^o Vanaf 1 december 1972 wordt de controle op het wegvervoer uitgebreid tot het transport van meubelen, meststoffen en veevoeder. Die controle geldt reeds sinds 1 juli 1971 voor vlees en vleesconserven, meel van granen, lederwaren, textielprodukten en schoeisel. Ze heeft in deze sectoren goede resultaten opgeleverd.

5^o Vanaf begin 1973 moet in de slachthuizen een nieuw register worden gehouden, dat gecombineerd wordt met het aanbrengen van genummerde etiketten op de geslachte dieren en met de installatie van een weegtoestel voor het bepalen van het slachtgewicht.

Met deze maatregelen wordt een juistere boeking van de omzet van de betrokken ondernemingen beoogd. Zulks verbetert zowel de heffing van de B. T. W. als van de inkomstenbelasting, des te meer daar de drie grote Administraties (Douane, Directe belastingen, B. T. W.) voor de controle van de nieuwe maatregelen een intense samenwerking hebben gepland.

Verder is tussen de Administraties van de B. T. W. en van de Directe Belastingen een gemeenschappelijk controleprogramma uitgewerkt, waarvan de uitvoering sinds 1 juli 1972 een aanvang heeft genomen. Op die manier wordt een belangrijke tijdswinst geboekt, wat uiteraard meer en betere controles mogelijk maakt.

Gelet op al deze initiatieven moet de verwachte meerprijs van 4,7 miljard worden gezien als een matige en ten volle verantwoorde schatting.

(1) Vermoedelijke resultaten.

3. Les dispositions légales nouvelles envisagées par le Gouvernement concernent :

1^o *les plus-values réalisées sur des participations et des valeurs en portefeuille* qui depuis plus de cinq ans ont été incorporées, avant leur réalisation, au patrimoine de l'entreprise ou ont été utilisées pour l'exercice d'une activité professionnelle autonome. Dorénavant ces plus-values ne seraient plus taxées séparément à un tarif réduit que pour la partie dépassant les moins-values qui étaient antérieurement déduites des bénéfices ou profits imposables (en d'autres termes, les moins-values latentes qui étaient « détachées » pour la période imposable au cours de laquelle elles étaient enregistrées seraient « retaxées » conformément au régime de droit commun pour autant que — et au moment où — il apparaîtrait qu'elles ne correspondent pas à des pertes réelles);

2^o *les plus-values sur les immeubles réalisées* par des contribuables (personnes physiques et sociétés) dont l'activité professionnelle consiste dans l'achat ou la construction et la vente ou la location d'immeubles, c'est-à-dire par des « agents immobiliers ». Dorénavant une distinction serait opérée selon que ces plus-values sont afférentes à des immeubles acquis pour être utilisés dans l'exercice de l'activité professionnelle comme une source de rapport périodique, ou à des immeubles acquis en vue de la revente et faisant donc partie du stock. Les plus-values afférentes à ces immeubles (pour autant qu'elles ne soient pas immunisées) ne seraient plus taxées à un tarif réduit, mais seraient considérées comme des bénéfices ou profits des entreprises en tant que telles;

3^o *les sociétés qui, actuellement, sont assujetties à l'impôt des sociétés sur une base réduite ou à un tarif réduit*, parce que leur capital est constitué exclusivement (ou quasi exclusivement) de souscriptions des pouvoirs publics (État et/ou pouvoirs subordonnés) ou parce que leur activité se situe dans le secteur du crédit professionnel, agricole ou artisanal ou dans celui du logement. Les régimes dérogeant au droit commun dont bénéficient ces sociétés seraient abrogés ou adaptés dans la mesure où cette adaptation est jugée souhaitable ou opportune;

4^o *les dépenses ou charges professionnelles* dont l'accord politique de gouvernement prévoit le rejet si elles ne sont pas appuyées par des pièces justificatives ou si elles dépassent certaines normes. Les critères prévus pour la déduction de ces dépenses ou charges seraient donc renforcés en ce qui concerne, d'une part, la justification par des pièces régulières (sans toutefois toucher à l'application des forfaits légaux actuellement prévus ou de certains forfaits relatifs aux petits frais qu'il est difficile, sinon impossible, d'appuyer par des pièces justificatives) et, d'autre part, la nature des dépenses ou des charges qu'entraîne l'exercice de la profession.

4. En ce qui concerne plus particulièrement les mesures précitées, qui, ensemble, doivent produire 2,6 milliards de recettes, il est évident que l'adoption du budget des Voies et Moyens par le Parlement n'affecte en rien la liberté totale que celui-ci a d'apprécier la portée du projet de loi destiné à donner une forme concrète à ces mesures.

Il semble souhaitable aussi de rappeler la nature exacte du « 13^e versement T. V. A. ».

La T. V. A. est payée par le consommateur exclusivement, à mesure qu'il effectue des achats de biens ou utilise des services. Elle est versée par les entreprises à l'État vingt jours après l'expiration du mois auquel elle se rapporte. Il en

3. De nieuwe, door de Regering voorgenomen wetsbepalingen betreffen :

1^o *de meerwaarden verwezenlijkt op participaties en waarden in portefeuille* die sedert meer dan vijf jaar vóór de verwezenlijking in het vermogen van de onderneming werden opgenomen of werden gebruikt bij de uitoefening van een zelfstandige bedrijfsactiviteit. Die meerwaarden zouden voortaan nog slechts afzonderlijk tegen een verlaagd tarief worden belast voor het gedeelte dat hoger is dan de waardeverminderingen die vroeger van de belastbare winst of baten werden afgetrokken (met andere woorden, de latente waardeverminderingen die werden « ontlast » voor het belastbaar tijdperk waarin zij werden geboekt zouden worden « herbelast » volgens het gemeenrechtelijk stelsel in zover — en op het ogenblik dat — zou blijken dat zij niet met echte verliezen overeenstemden);

2^o *de meerwaarden op onroerende goederen verwezenlijkt* door belastingplichtigen (natuurlijke personen en vennootschappen) wier bedrijfsactiviteit bestaat in het aankopen of bouwen en het verkopen of verhuren van onroerende goederen, d.w.z. door « verhandelars van onroerende goederen ». Voortaan zou een onderscheid worden gemaakt naargelang die meerwaarden betrekking hebben op onroerende goederen die werden verkregen om te worden gebruikt bij de uitoefening van de bedrijfsactiviteit als middel om periodiek vruchten af te werpen of op onroerende goederen die werden verkregen met het oog op wederverkoop en dus thuisnemen bij de goederenvoorraad. De meerwaarden met betrekking tot deze onroerende goederen zouden (voor zover zij niet zijn vrijgesteld) niet meer afzonderlijk tegen een verlaagd tarief worden belast, maar zij zouden worden behandeld als winst of baten van de onderneming als zodanig;

3^o *de vennootschappen die thans aan de vennootschapsbelasting zijn onderworpen op een verminderde grondslag of tegen een verlaagd tarief* omdat hun kapitaal uitsluitend (of ongeveer uitsluitend) is gevormd door inschrijvingen door openbare machten (Staat en/of ondergeschikte machten) of omdat hun activiteit ligt in de sector van het beroeps-, landbouw- of ambachtskrediet of in de huisvestingssector. De van het gemeen recht afwijkende stelsels, waarvan die vennootschappen genieten, zouden worden opgeheven of aangepast voor zover zulks wenselijk of gepast wordt geacht;

4^o *De bedrijfsuitgaven of -lasten*, die volgens het politiek regeerakkoord niet meer in aanmerking zouden worden genomen wanneer zij niet met bewijsstukken worden gestaafd of wanneer zij bepaalde normen overtreffen. De vereisten gesteld om die uitgaven of lasten af te trekken zouden dus worden verstrekt met betrekking tot, enerzijds, de verantwoording door regelmatige bewijsstukken (zonder evenwel afbreuk te doen aan de toepassing van de thans gestelde wettelijke forfaits of van bepaalde forfaits inzake kleine onkosten die moeilijk, zoniet onmogelijk, met bewijsstukken kunnen worden gestaafd) en, anderzijds, de aard van de uitgaven of lasten die het uitoefenen van het beroep met zich brengen.

4. Wat meer speciaal de hierboven vermelde maatregelen betreft, welke samen 2,6 miljard ontvangsten moeten opbrengen, is het evident dat de goedkeuring van de Rijks-middelenbegroting door het Parlement geenszins afbreuk doet aan diens volledige vrijheid van appreciatie en m.b.t. de draagwijdte van het wetsontwerp dat aan de betrokken maatregelen gestalte zal geven.

Ook komt het wenselijk voor andermaal de juiste aard van de zogenaamde « 13^{de} B. T. W.-betaling » te preciseren.

De B. T. W. wordt uitsluitend door de consument betaald naarmate van zijn aankopen van goederen en diensten. Zij wordt door de ondernemingen aan de Staat gestort twintig dagen na het verstrijken van de maand waarop

résulte que le produit mensuel total de la T. V. A. reste dans la trésorerie des entreprises pendant une période variant entre 20 jours au moins et 50 jours au plus.

Ce n'est qu'au mois de décembre qu'une exception est faite à cette règle, en ce sens que la T. V. A. afférente aux opérations effectuées pendant ce mois, doit être versée à l'Etat avant la fin de l'année. Ce que l'on appelle le « 13^e versement de la T. V. A. » ne correspond donc, en fait, à rien d'autre qu'à un raccourcissement du délai de paiement, qui, vu globalement, n'a pas ou guère d'influence sur la trésorerie propre des entreprises.

Le principe de cette réduction du délai a été inscrit à l'article 50 du Code de la T. V. A. par la loi du 26 mars 1971. A cet égard, ce principe n'a donné lieu au Parlement à aucune critique valable.

D'autre part, le Gouvernement a décidé récemment de rétrécir sensiblement le champ d'application de cette disposition. La diminution du délai de versement de la T. V. A. afférente aux opérations effectuées au mois de décembre ne sera plus, en effet, applicable qu'aux entreprises qui effectuent chaque mois des déclarations de T. V. A., c'est-à-dire, en majeure partie, aux entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 5 millions. Elles sont quelque 50 000.

En revanche, aucune obligation n'est imposée à cet égard aux :

- quelque 380 000 petites entreprises qui effectuent une déclaration de T. V. A. par trimestre (chiffre d'affaires inférieur à 5 millions);
- quelque 35 000 commerces de détail qui relèvent du gime forfaitaire applicable aux exploitants agricoles.
- quelque 155 000 agriculteurs qui ont opté pour le régime forfaitaire, applicable aux exploitants agricoles.

Cette solution est réellement la seule qui permette de concilier dans une mesure suffisante les impératifs du budget des Voies et Moyens et les intérêts des entreprises en général et des petites et moyennes entreprises en particulier.

Question :

Dans l'Exposé général, le Gouvernement a déclaré que le budget ordinaire pour 1973 est en équilibre sans qu'il faille avoir recours à de nouveaux impôts. Cette présentation des choses n'est pas conforme à la réalité.

Tout d'abord, il est inexact de parler d'un budget en équilibre. En effet, abstraction faite de certains éléments qui permettent de douter du résultat du budget pour 1972, et qui sont d'ailleurs toujours valables en ce qui concerne le budget pour 1973, il y a lieu de souligner surtout les deux facteurs suivants :

	(en milliards)
— de nouvelles débudgétisations ont été opérées à charge du Fonds des Routes : il s'agit notamment de l'entretien du réseau routier ainsi que des charges financières des emprunts conclus par le Fonds des Routes	9,7
— comme en 1972, le remboursement de la taxe de transmission comprise dans les stocks existant au 1 ^{er} janvier 1971 est financé par le canal du budget extraordinaire	9,0

ze betrekking heeft. Daardoor blijft de totale maandelijkse B. T. W.-opbrengst in de thesaurie van het bedrijfsleven gedurende een periode die varieert van 20 dagen minimum tot 50 dagen maximum.

Alleen in december wordt op die regel een uitzondering gemaakt, in die zin dat de B. T. W. op de verrichtingen van die maand aan de Staat moet betaald worden vóór het einde van het jaar. Wat men aldus een « 13^{de} B. T. W.-maand » noemt, is dus in feite niets anders dan een verkorting van de betaaltermijn, die weinig of geen invloed uitoefent op de eigen thesauriemiddelen van het bedrijfsleven.

Het beginsel van deze termijnverkortung is in artikel 50 van het B. T. W.-wetboek ingeschreven sinds de wet van 26 maart 1971. In het Parlement, heeft dit beginsel, geen noemenswaardige kritiek veroorzaakt.

Overigens heeft de Regering onlangs beslist de werkingsleer van de genoemde bepaling gevoelig in te krimpen. De verkorting van de betaaltermijn voor de B. T. W. op de verrichtingen van december zal immers alleen gevegd worden van de ondernemingen die maandelijks B. T. W.-aangiften doen, dit zijn voor het overgrote deel de ondernemingen waarvan de jaaromzet meer dan 5 miljoen bedraagt. Zij zijn ongeveer 50 000 in aantal.

Daarentegen wordt ter zake helemaal geen verplichting opgelegd aan :

- ± 380 000 kleine ondernemingen die een driemaandelijkse B. T. W.-aangifte doen (jaaromzet van minder dan 5 miljoen).
- ± 35 000 kleinhandelzaken die het stelsel van de egalisatiebelasting toepassen;
- ± 155 000 landbouwers die gekozen hebben voor de forfaitaire landbouwregeling.

Deze oplossing is werkelijk de enige die de belangen van de Rijksmiddelenbegroting in voldoende mate kan verzoenen met die van het bedrijfsleven in het algemeen en van de kleine en middelgrote ondernemingen in het bijzonder.

Vraag :

In de Algemene Toelichting verklaart de Regering dat de gewone begroting 1973 in evenwicht is zonder dat een beroep moet gedaan worden op nieuwe belastingen. Een dergelijke voorstelling strookt niet met de werkelijkheid.

In de eerste plaats is het onjuist te spreken van een begroting in evenwicht. Immers, afgezien van sommige elementen welke de geloofwaardigheid van het resultaat van de begroting 1972 in het gedrang brengen en welke trouwens ook voor de begroting van 1973 gelden, moeten vooral volgende twee factoren worden onderstreept :

	In miljarden
— er werden nieuwe debudgetteringen doorgevoerd ten laste van het Wegenfonds; het betreft hier nl. het onderhoud van het wegennet alsmede de financiële lasten van de door het Wegenfonds aangegane leningen	9,7
— evenals in 1972 wordt de teruggave van de overdrachttaks, begrepen in de per 1 januari 1971 bestaande stocks, gefinancierd via de buitengewone begroting	9,0

En deuxième lieu, il est inexact de prétendre qu'il n'y a pas d'aggravation fiscale. Le Gouvernement a, en effet, instauré de nouveaux impôts ou alourdi la charge fiscale, notamment :

— en augmentant les droits d'accise sur les carburants pour véhicules automobiles	4,6
— en augmentant les impôts directs par diverses adaptations à apporter à la législation existante	2,6
— en augmentant les amendes judiciaires ...	0,5
— en négligeant l'impact supplémentaire, en 1973, de diverses mesures prises en 1972, notamment la majoration de la T. V. A. sur certaines boissons	1,8
soit au total	9,5

Réponse :

Pour étayer l'affirmation selon laquelle l'équilibre du budget pour 1973 ne correspond pas à la réalité, deux arguments ont été avancés : d'une part, les nouvelles débudgétisations à charge du Fonds des Routes et, d'autre part, le financement, par le budget extraordinaire, du remboursement de la taxe de transmission comprise dans les stocks existant au 1^{er} janvier 1971.

En ce qui concerne le premier argument, il est exact, en effet, que certaines dépenses ont été transférées au Fonds des Routes. Toutefois, un montant équivalent de recettes, en l'occurrence 9,7 milliards, a simultanément été distrait du budget des Voies et Moyens et mis à la disposition du Fonds des Routes : il s'agit du produit de la taxe de circulation (5,1 milliards) et d'un prélèvement (4,6 milliards) sur le produit des droits d'accise sur les huiles minérales. Cette double opération n'a donc pas d'influence sur le solde du budget ordinaire, d'une part, tandis que, d'autre part, le Fonds des Routes perçoit pour ces charges nouvelles un montant de recettes équivalent.

En ce qui concerne le financement, par le budget extraordinaire, du remboursement de la taxe de transmission comprise dans les stocks existant à l'entrée en vigueur du régime de la T. V. A., il convient de souligner que sous le régime précédent, c'est-à-dire celui de la taxe de transmission, les entreprises préfinançaient en fait cette taxe par le mécanisme des timbres fiscaux ou des modalités équivalentes. Le régime de la T. V. A. a supprimé ce système de préfinancement : la T. V. A. due n'est perçue qu'après coup par le Trésor. Évalué d'après le montant de la taxe de transmission comprise dans les stocks existant au 1^{er} janvier 1971, le préfinancement en faveur du Trésor s'élevait, sous le régime de cette taxe, à 27 milliards. Ce montant est remboursé, à partir de l'année 1972, en 12 trimestrialités successives. Répartir l'impact budgétaire de cette moins-value de recettes sur un certain nombre d'années constitue une solution raisonnable. Celle-ci est réalisée en finançant la dépense par l'emprunt : la juste répartition dans le temps s'opère par les amortissements annuels de cet emprunt, lesquels sont inscrits aux dépenses ordinaires.

En ce qui concerne les arguments qui ont été invoqués à l'époque pour mettre en doute l'impasse de 6 milliards du budget pour 1972, et qui resteraient valables pour l'appréciation de l'équilibre du budget pour 1973, il est renvoyé à la réfutation qui en a été faite lors de la discussion du budget des Voies et Moyens pour 1972. Cette réfutation est d'ailleurs rappelée dans la réponse à une autre question.

In de tweede plaats is het onjuist te verklaren dat geen belastingverzwaringen werden doorgevoerd. De Regering heeft wel degelijk nieuwe belastingen of belastingverzwaringen doorgevoerd en met name :

— de verhoging van de accijns op de brandstoffen voor motorrijtuigen	4,6
— de verzwaring van de directe belastingen in-gevolge diverse door te voeren aanpassingen aan de bestaande wetgeving	2,6
— de verhoging van de boeten wegens veroordelingen	0,5
— de supplementaire weerslag in 1973 van diverse in 1972 genomen maatregelen, waaronder de verhoging van de B. T. W. op sommige dranken .	1,8
hetzij in totaal circa	9,5

Antwoord :

Om de bewering te staven dat het evenwicht van de begroting 1973 niet met de werkelijkheid strookt worden twee argumenten aangevoerd : enerzijds de nieuwe debudgetteringen ten laste van het Wegenfonds en anderzijds de financiering via de buitengewone begroting van de teruggave van de overdrachtaks begrepen in de per 1 januari 1971 bestaande stocks.

Wat het eerste argument betreft, is het inderdaad juist dat zekere uitgaven werden overgedragen naar het Wegenfonds. Evenwel werden tegelijkertijd voor een gelijkwaardig bedrag nl. 9,7 miljard, ontvangsten uit de rijksmiddelenbegroting gelicht en ter beschikking gesteld van het Wegenfonds; het betreft hier de opbrengst van de verkeersbelasting (5,1 miljard) en een voorafnemings (4,6 miljard) op de opbrengst van de accijnsrechten op minerale olie. Deze dubbele operatie blijft derhalve zonder invloed op het saldo van de gewone begroting, terwijl het Wegenfonds voor zijn nieuwe lasten een gelijkwaardig bedrag aan inkomsten ontvangt.

Wat de financiering betreft via de buitengewone begroting van de teruggave van de overdrachtaks begrepen in de stocks die bestonden bij het van kracht worden van het stelsel van de B. T. W., moet onderstreept worden dat in het vorig stelsel, nl. dit van de overdrachtaks, de ondernemingen via het mechanisme van de fiscale zegels of gelijkwaardige modaliteiten, deze belasting in feite voorfinancierden. Het stelsel van de B. T. W. heeft deze regeling van voorafgaande financiering afgeschaft : de B. T. W. wordt slechts achteraf afgedragen aan de Schatkist. De voorfinanciering ten bate van de Schatkist onder het stelsel van de overdrachtaks, gemeten aan het bedrag van deze belasting dat vervat was in de per 1 januari 1971 bestaande stocks, bedroeg 27 miljard. Vanaf 1972, worden deze terugbetaald in 12 achtereenvolgende trimestrialiteiten. Het is een redelijke oplossing dat de budgétaire weerslag van deze inkomstenderving gespreid wordt over een aantal jaren. Dit doel wordt bereikt door deze uitgaven uit leningen te financieren; via de jaarlijkse aflossingen van deze leningen, welke onder de gewone uitgaven worden opgenomen, wordt deze rechtmatige spreiding in de tijd verwezenlijkt.

Wat nu de elementen betreft welke destijds werden aangevoerd om het tekort van 6 miljard op de begroting van 1972 in twijfel te trekken en welke tevens zouden geldig blijven voor de appreciatie van het evenwicht van de begroting voor 1973, wordt verwezen naar de weerlegging welke hiervan werd gegeven bij de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting 1972. In het antwoord op een andere vraag wordt deze weerlegging trouwens in herinnering gebracht.

En ce qui concerne les nouveaux impôts ou l'aggravation de la charge fiscale en 1973, il y a lieu de préciser que le Gouvernement a consenti également d'importantes pertes de recettes fiscales :

	En milliards
— nouvelle étape, au 1 ^{er} janvier 1973, vers la détaxation complète des investissements, avec la conséquence que le produit de la T. V. A. en la matière tombera de 11 milliards en 1972 à 7,8 milliards en 1973	— 3,2
— l'instauration du paiement, au mois de décembre, de la T. V. A. due sur les opérations de ce mois a pour effet que le Trésor percevra en 1972 une recette unique de 4,3 milliards environ; cet effet n'existera plus en 1973	— 4,3
— l'adaptation du régime de l'impôt des personnes physiques (loi du 20 juillet 1971) aura en 1973 une incidence supplémentaire de 900 millions environ	— 0,9
— les droits d'entrée à céder à la Commission des Communautés européennes sont estimés à 5,4 milliards en 1973, contre 3,8 milliards en 1972	— 1,6
— une première diminution, de 20 % au 1 ^{er} avril 1973, des droits d'entrée sur les marchandises en provenance des nouveaux pays membres de la C. E. E. réduira de 400 millions le produit des droits de douane	— 0,4

Il y a lieu de préciser que le budget de Voies et Moyens ne bénéficie pas de la majoration des droits d'accise sur les carburants pour véhicules automobiles, puisqu'un montant de 4,6 milliards sera prélevé sur les droits d'accise sur les huiles minérales pour être mis à la disposition du Fonds des Routes.

Enfin, il est inexact d'affirmer que le Ministre des Finances aurait déclaré qu'il n'y aurait aucune aggravation de la charge fiscale en 1973. Le Ministre des Finances a simplement déclaré dans son exposé introductif que, malgré d'importantes moins-values fiscales, le Gouvernement a réussi à maintenir le budget ordinaire en équilibre, au prix de faibles adaptations fiscales et, par ailleurs, qu'outre la plus-value provenant de l'accroissement de la masse imposable, le rendement accru découle principalement d'une meilleure perception des impôts existants. L'incidence budgétaire des nouvelles dispositions figure d'ailleurs au chapitre II du budget des Voies et Moyens pour 1973 (page 154 et suivantes), qui donne une description circonstanciée de l'estimation des recettes fiscales pour cette année budgétaire.

Question :

Aux pages 154 et 155 de l'Exposé général figure un aperçu de l'estimation globale des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1973. Parmi les divers postes pris en considération figure un montant de 30 milliards, représentant les augmentations des recettes pouvant être escomptées en 1973 à la suite de l'expansion normale de la masse imposable, à l'exception de celle se rapportant à la T. V. A. Le Ministre des Finances pourrait-il communiquer sur quelle base a été calculée cette estimation de 30 milliards ?

Réponse :

La croissance des recettes fiscales est calculée en deux phases :

M.b.t. de nieuwe belastingen of de belastingverzwaring in 1973 moet worden gepreciseerd dat de Regering ook aanzienlijke belastingdervingen heeft aanvaard :

	In miljarden
— een nieuwe stap, per 1 januari 1973, naar de volledige detaxatie van de investeringen met als gevolg dat de opbrengst van de B. T. W. terzake terugvalt van 11 miljard in 1972 op 7,8 miljard in 1973	— 3,2
— door de invoering van de betaling in december van de B. T. W. verschuldigd op de verrichtingen van deze maand, heeft de Schatkist in 1972 een eenmalige ontvangst gekend van ca 4,3 miljard; in 1973 vervalt dit effect	— 4,3
— de aanpassing van het stelsel van de personenbelasting (wet van 20 juli 1971) zal in 1973 een supplementaire terugslag hebben van ca 900 miljoen	— 0,9
— de aan de Commissie der Europese Gemeenschappen af te dragen invoerrechten worden voor 1973 geraamd op 5,4 miljard tegen 3,8 miljard in 1972	— 1,6
— een eerste vermindering, van 20 % per 1 april 1973, van de invoerrechten op goederen geïmporteerd uit de nieuwe E. E. G.-Leden zal de opbrengst der douanerechten verminderen met 400 miljoen	— 0,4

Ook dient gepreciseerd te worden dat de verhoging van het accijnsrecht op de brandstoffen voor motorrijtuigen niet ten goede komt van de rijksmiddelenbegroting vermits een bedrag van 4,6 miljard zal voorafgenomen worden van de accijnsrechten op minerale olie en ter beschikking worden gesteld van het Wegenfonds.

Tenslotte is het onjuist dat de Minister van Financiën zou verklaard hebben dat in 1973 geen belastingverzwaringen zullen worden doorgevoerd. Wel heeft de Minister van Financiën in zijn inleidende uiteenzetting verklaard dat de Regering, niettegenstaande belangrijke belastingdervingen, erin geslaagd is met geringe fiskale aanpassingen de gewone begroting in evenwicht te brengen en verder, dat behalve de meeropbrengst voortspruitend uit de toeneming van de belastbare massa, het hogere rendement hoofdzakelijk voortkomt van een betere inning van de bestaande belastingen. De budgettaire terugslag van de nieuwe beschikkingen staan trouwens vermeld in hoofdstuk II van de Rijksmiddelenbegroting 1973 (blz. 154 en volgende) waarin een omstandige beschrijving gegeven wordt van de belastingontvangsten voor dit begrotingsjaar.

Vraag :

Op blz. 154 en 155 van de Algemene Toelichting, wordt een overzicht gegeven van de globale raming van de rijksmiddelen van het begrotingsjaar 1973. Onder de verschillende posten welke daarbij in aanmerking worden genomen, komt een bedrag voor van 30 miljard, zijnde de meerontvangsten welke in 1973 mogen verwacht worden ingevolge de normale groei van de belastbare massa, met uitzondering van deze die betrekking heeft op de B. T. W. Zou de Minister van Financiën kunnen mededelen op welke basis deze raming van 30 miljard wordt berekend.

Antwoord :

De stijging van de fiscale ontvangsten wordt berekend in twee fazen :

— la T. V. A. seule dont l'évolution est déterminée par l'expansion attendue des composantes de la demande finale frappées par cette taxe;

— les autres recettes fiscales.

Pour ces dernières, l'augmentation due à l'expansion de la masse imposable, c'est-à-dire de l'activité économique, a été évaluée à 30 milliards.

Cette donnée est obtenue selon les modalités de calcul suivantes :

(en milliards)

— recettes de 1972 autres que la T. V. A. ...	240,6	
à ajouter :		
— recettes affectées au F. E. E. R. R. (autres que la T. V. A.) ...	+ 4,3	
— droits de douane affectés à la C. E. E. ...	+ 3,8	+ 8,1
		248,7

Pour l'année 1973, la croissance attendue du P. N. B. en valeur a été estimée à 9,2 %.

Sur base de l'évolution des recettes au cours des dernières années, il a été constaté qu'elles augmentent plus rapidement que le P. N. B. sous l'influence de la progressivité de l'impôt. Compte tenu de ces deux facteurs, soit une augmentation du P. N. B. de 9,2 % et l'incidence de la progressivité estimée à 1,3, il a été admis que les recettes autres que la T. V. A. augmenteraient en 1973 de $9,2 \times 1,3 = 12,0$ %.

Ce taux appliqué au montant de 248,7 milliards conduit à une augmentation des recettes de 30 milliards.

Il y a lieu de noter que cette méthode de calcul est identique à celle appliquée pour l'année 1972 et qu'elle s'est avérée correcte et même prudente puisque les recettes des neuf premiers mois de 1972 dégagent une plus-value non négligeable par rapport aux prévisions.

Question :

Dans l'estimation des voies et moyens pour l'année budgétaire 1972, est reprise une recette de 3 milliards à provenir de l'accélération des opérations de recouvrement en matière d'impôts directs. Dans l'estimation des voies et moyens pour l'année budgétaire 1973, il a apparemment été tenu compte du fait que les anticipations de recettes opérées en 1972 auront un effet analogue en 1973 également. Est-il logique de continuer à tenir compte, en 1973 aussi, de l'incidence de ces anticipations dans l'établissement de l'estimation des voies et moyens ?

Réponse :

Les mesures prises en 1972 et qui ont permis l'accélération du recouvrement des impôts directs subsisteront à l'avenir, sinon l'année budgétaire 1973 subirait l'effet négatif de l'accélération des recouvrements opérée en 1972. Toutefois, l'estimation des recettes pour 1973 ne tient pas compte des nouvelles recettes perçues de ce chef : en l'occurrence, l'esti-

— de B. T. W. spécialement, waarvan de evolutie bepaald wordt door de verwachte groei van de elementen die de eindvraag bepalen en waarop deze taks geheven wordt;

— de andere fiscale ontvangsten.

Voor deze laatste werd de stijging die te wijten is aan de groei van de belastbare massa, d.w.z. de economische activiteit, op 30 miljard geraamd.

Dit bedrag werd bekomen op grond van de volgende berekeningen :

(in miljarden F)

— ontvangsten over 1972 buiten de B. T. W.-ontvangsten ...	240,6	
— hierbij dienen te worden gevoegd :		
— ontvangsten welke bestemd zijn voor het F. E. E. R. R. buiten de B. T. W.-ontvangsten ...	+ 4,3	
— douanerechten welke bestemd zijn voor de E. E. G. ...	+ 3,8	+ 8,1
		248,7

Voor het jaar 1973 wordt de verwachte stijging van het B. N. P. op 9,2 % geraamd.

Steunend op de evolutie van de ontvangsten in de loop van de laatste jaren is vastgesteld dat deze ontvangsten, ingevolge de progressiviteit van de belasting, sneller stijgen dan het B. N. P. Rekening houdend met deze twee factoren, d.i. de stijging van het B. N. P. met 9,2 % en de invloed van de progressiviteit van de belasting die op 1,3 geraamd wordt, neemt men aan dat de ontvangsten buiten de B. T. W.-ontvangsten in 1973 zullen stijgen met $9,2 \times 1,3 = 12,0$ %.

Wanneer men dit percentage toepast op het bedrag van 248,7 miljard volgt hieruit een stijging van de ontvangsten met 30 miljard.

Er zij opgemerkt dat deze berekeningswijze dezelfde is als die welke voor het jaar 1972 werd toegepast en correct en zelfs voorzichtig gebleken is aangezien de ontvangsten over de negen eerste maanden van het jaar 1972 de ramingen in een niet onaanzienlijke mate overtreffen.

Vraag :

Bij de raming van de rijksmiddelen van het begrotingsjaar 1972, werd een ontvangst in aanmerking genomen van 3 miljard die moest voortspuiten uit de versnelling van de inningsverrichtingen inzake directe belastingen. Bij de raming van de rijksmiddelen voor het begrotingsjaar 1973 werd blijkbaar rekening gehouden met het feit dat de in 1972 doorgevoerde anticipaties van ontvangsten ook in 1973 een gelijkaardig effect zullen sorteren. Is het logisch dat men ook in 1973 verder met de weerslag van deze anticipaties rekening houdt bij de opstelling van de raming der rijksmiddelen ?

Antwoord :

De in 1972 getroffen schikkingen die de versnelling van de inning van de directe belastingen hebben mogelijk gemaakt, zullen in de toekomst blijven voortbestaan; zoniet zou het begrotingsjaar 1973 de negatieve weerslag onderkennen van de in 1972 doorgevoerde versnelling van de inningen. Evenwel werd bij de raming van de ontvangsten

mation pour 1973 implique simplement un *statu quo* par rapport à 1972.

Question :

A la page 159 de l'Exposé général, des précisions sont fournies au sujet de l'évaluation du rendement de la T. V. A. en 1973. En se fondant sur un rendement en régime de croisière (compte tenu de l'évolution des crédits d'impôt) et en y ajoutant le rendement des droits de timbre maintenus ainsi que celui de la taxation dégressive des biens d'investissement, on arrive à un montant de 124,5 milliards.

Le Ministre des Finances pourrait-il fournir les renseignements nécessaires permettant de comparer ce chiffre au montant retenu de ce chef pour 1972 d'après l'Exposé général pour 1972 ? Quel est le mode de calcul du rendement dans un régime de croisière de la T. V. A. ?

L'évaluation du rendement de la T. V. A. en 1973, ainsi qu'en 1972, a-t-elle tenu compte d'une anticipation de 5 milliards environ à réaliser en décembre ? Les recettes de la T. V. A. en 1973 ont-elles été calculées sur base d'un rendement de 11 mois ou d'un rendement de 12 mois ? Le Ministre des Finances pourrait-il préciser enfin ce qui a été décidé exactement au sujet du paiement du 13^e mois en décembre 1972 ?

Réponse :

Sur base des résultats actuellement connus, les recettes de la T. V. A., droits de timbre et taxes y assimilées seront, au niveau du total, pratiquement réalisées conformément aux prévisions retenues dans le budget des Voies et Moyens pour 1972, soit 116,5 milliards.

Toutefois, les estimations ont été quelque peu adaptées au niveau des différentes catégories de recettes en raison de légères modifications apportées aux hypothèses conjoncturelles de base, des amendements apportés au projet initial concernant la déductibilité pour l'achat et l'entretien de voitures par les assujettis et de l'application plus tardive que prévue de ces nouvelles dispositions, ainsi que du relèvement du taux de T. V. A. sur les boissons consommées à domicile et du rendement supplémentaire dérivé du relèvement de certains droits d'accises.

Les prévisions revues pour l'année en cours figurent en regard de celles retenues pour 1973 dans le tableau ci-dessous.

	(milliards de F)	
	1972	1973
Rendement en régime de croisière (compte tenu de l'évolution des crédits d'impôt)	96,7	110,8
Taxation dégressive des biens d'investissement	11,0	7,8
Droits de timbre maintenus	5,4	5,9
Sous-total	113,1	124,5
Incidence du relèvement du taux de T. V. A. sur les boissons consommées à domicile	0,5	1,5
Meilleure perception de l'impôt	2,0	3,0
Versement complémentaire de décembre	4,3	—

pour 1973 geen rekening gehouden met nieuwe ontvangsten uit dien hoofde; terzake impliceert de raming voor 1973 eenvoudig een statu-quo t.a.v. 1972.

Vraag :

Op blz. 159 van de Algemene Toelichting, worden inlichtingen verstrekt omtrent de raming van de opbrengst van de B. T. W. in 1973. Uitgaande van een opbrengst in een zuiver B. T. W.-stelsel (rekening houdend met de evolutie van de belastingkredieten) en mits toevoeging van de opbrengst van de behouden zegelrechten en van de opbrengst van de degressieve aanslag van de investeringsgoederen, wordt een bedrag van 124,5 miljard vooropgezet.

Zou de Minister van Financiën de vereiste gegevens willen verstrekken welke het mogelijk maken dit cijfer te vergelijken met het bedrag dat, volgens de Algemene Toelichting van 1972, uit dien hoofde voor 1972 werd weehouden ? Op welke wijze wordt het rendement in een zuiver B. T. W.-stelsel berekend ?

Werd er bij de raming van de B. T. W.-ontvangsten voor 1973, evenals in 1972, rekening gehouden met een in december te realiseren anticipatie van ca 5 miljard ? Werden de B. T. W.-ontvangsten voor 1973 berekend op grond van het rendement gedurende 11 maanden dan wel van 12 maanden ? Zou de Minister van Financiën ten slotte de beslissing willen meedelen die genomen werd inzake de betaling van een 13^{de} maand in december 1972 ?

Antwoord :

Op grond van de thans beschikbare gegevens zal de opbrengst van de B. T. W., zegelrechten en daarmee gelijkgestelde taken in totaal vrijwel overeenstemmen met het in de Rijksmiddelenbegroting voor 1972 geraamde bedrag van 116,5 miljard.

De ramingen werden evenwel enigszins aangepast voor de verschillende categorieën van ontvangsten, omdat de fundamentele conjuncturele hypothesen lichtjes gewijzigd werden, omdat het oorspronkelijke ontwerp inzake aftrekbaarheid voor de aankoop en het onderhoud van personenwagens door de belastingplichtingen wijzigingen heeft ondergaan, omdat die nieuwe bepalingen later in werking zijn getreden dan was gepland en, ten slotte, omdat het B. T. W.-tarief op de thuis verbruikte dranken verhoogd werd en de opbrengst van de accijnzen eveneens gestegen is ingevolge de verhoging van sommige accijnsrechten.

In de onderstaande tabel komen de ramingen voor het lopende jaar voor naast die voor 1973.

	(miljarden F)	
	1972	1973
Opbrengst van een zuiver B. T. W.-stelsel (rekening houdend met de ontwikkeling van de belastingkredieten)	96,7	110,8
Degressieve aanslag van de investeringsgoederen	11,0	7,8
Behouden zegelrechten	5,4	5,9
Subtotaal	113,1	124,5
Terugslag van de verhoging van het B. T. W.-tarief op de thuis verbruikte dranken	0,5	1,5
Betere inning van de belasting	2,0	3,0
Bijkomende storting in december	4,3	—

	(milliards de F)	
	1972	1973
Remboursement des taxes contenues dans les stocks au 31 décembre 1970 ...	p.m.	p.m.
Solde des opérations afférant à l'ancien régime de la taxe de transmission ...	- 0,7	—
Total des recettes T. V. A. et autres taxes y assimilées ...	119,2	129,0
Affectation au F. E. E. R. R. ...	2,7	1,7
Recettes des Voies et Moyens ...	116,5	127,3

Le rendement prévisionnel de la T. V. A. pour 1973 (régime de croisière et taxation dégressive des biens d'investissement) a été calculé selon la méthode macro-économique utilisée pour les deux années précédentes. L'assiette de la taxe, par composante de la demande finale et par taux de T. V. A., a été élaborée au départ des résultats de la comptabilité nationale de 1970. Le rendement obtenu au départ de cette assiette a été extrapolé à 1973 par composante en fonction de l'évolution économique en 1971 et des prévisions pour 1972 et 1973 contenues dans le budget économique.

Le calcul du rendement de la taxe sur les investissements des entreprises assujetties tient compte de la dégressivité du taux d'une année à l'autre.

Le rendement de la T. V. A. tel qu'il ressort des prévisions établies pour 1973, comporte 12 mois de recettes. Ceci implique que tout comme en 1972, un versement complémentaire sera effectué en décembre, le produit de celui-ci devant compenser la perte de recettes subie en janvier.

Le Gouvernement a décidé que le versement complémentaire prévu dans l'exposé général de 1972 en vertu de la loi du 26 mars 1971 ne serait réclamé qu'aux assujettis soumis au régime de la déclaration mensuelle. Sont également dispensés de cette obligation, les petits détaillants soumis au régime de la taxe d'égalisation, représentant environ 35 000 assujettis, les entreprises déposant des déclarations trimestrielles, soit 380 000 assujettis, et environ 155 000 agriculteurs qui ont opté pour le régime forfaitaire. Environ 50 000 assujettis restent ainsi concernés. Ceux-ci auront à effectuer au plus tard pour le 20 décembre, outre le versement normal afférent aux opérations de novembre, un versement complémentaire d'un montant égal, mais sur lequel pourra être imputé la déduction, prévue en janvier, de la taxe de transmission contenue dans les stocks, à concurrence d'un douzième. La situation des assujettis mensuels sera régularisée en janvier.

Question :

L'évaluation des voies et moyens pour 1973, telle qu'elle figure dans l'Exposé général, fait état de l'incidence complémentaire en 1973 des mesures prises en 1972, notamment :

- 0,3 milliard pour les impôts autres que la T. V. A.;
- 1,5 milliard pour la T. V. A.

Le Ministre des Finances voudrait-il préciser de quelles mesures il s'agit et indiquer leur incidence budgétaire en 1973 et exercices antérieurs ?

	(miljarden F)	
	1972	1973
Terugbetaling van de taks die op 31 december 1970 de voorraden bezwaart ...	p.m.	p.m.
Saldo van de verrichtingen in verband met het vroegere stelsel van de overdracht-taks ...	- 0,7	—
Totale ontvangsten aan B. T. W. en andere daarmee gelijkgestelde taksen ...	119,2	129,0
Toewijzing aan het F. E. E. R. R. ...	2,7	1,7
Ontvangsten voor de Rijksmiddelen ...	116,5	127,3

De voor 1973 geschatte opbrengst van de B. T. W. (zilver B. T. W.-stelsel en degressieve aanslag van de investeringsgoederen) werd berekend met de macro-economische methode die ook voor de twee vorige jaren gebruikt is. De grondslag van de belasting per onderdeel van de uiteindelijke vraag en per B. T. W.-tarief werd vastgesteld aan de hand van de uitslagen van de nationale boekhouding voor 1970. De op grond daarvan verkregen uitslag werd geëxtrapoleerd voor 1973, per onderdeel en rekening houdend met de ontwikkeling van het bedrijfsleven in 1971 en met de ramingen voor 1972 en 1973, zoals die voorkomen in het economisch budget.

Bij de berekening van de opbrengst van de belasting op de investeringen van de belastingplichtige ondernemingen is rekening gehouden met de degressiviteit van het tarief van het ene tot het andere jaar.

De opbrengst van de B. T. W., zoals die is geraamd voor 1973, bestrijkt de ontvangsten over 12 maanden. Dit betekent dat er, zoals in 1972, een bijkomende storting moet worden verricht in december; de opbrengst van die storting moet de geringere ontvangsten van januari compenseren.

De Regering heeft beslist dat de krachtens de wet van 26 maart 1971 verschuldigde bijkomende storting waarvan sprake is in de Algemene Toelichting, voor 1972 slechts zal worden geëist van de belastingplichtigen die onder de regeling van de maandelijks aangifte vallen. Van die verplichting zijn eveneens vrijgesteld de kleinhandelaars die onder het stelsel van de egalisatiebelasting vallen en ongeveer 35 000 in getal zijn, de bedrijven die driemaandelijks aangiften doen (380 000 belastingplichtigen) en ongeveer 155 000 landbouwers die het forfaitaire stelsel gekozen hebben. Dan blijven er nog een 50 000 belastingplichtigen over. Deze moeten uiterlijk op 20 december, naast de gewone storting voor de verrichtingen van de maand november, een bijkomende storting van een zelfde bedrag doen, onder aftrek evenwel van één twaalfde van het bedrag van de overdrachtstaks op de goederen in voorraad. Die aftrek was oorspronkelijk voor januari gepland. De toestand van de belastingplichtigen die een maandelijks aangifte doen, zal in januari worden geregulariseerd.

Vraag :

Bij de raming van de rijksmiddelen voor 1973, zoals deze voorkomt in de Algemene Toelichting wordt gewag gemaakt van de bijkomende weerslag in 1973 van in 1972 genomen maatregelen en met name :

- 0,3 miljard voor de belastingen andere dan de B. T. W.;
- 1,5 miljard voor de B. T. W.

Zou de Minister van Financiën de bedoelde maatregelen willen preciseren en de budgettaire incidentie ervan in 1973 en voordien willen mededelen.

Réponse :

L'incidence complémentaire en 1973 de mesures prises en 1972 concerne trois types d'impôt : les contributions directes, les droits d'accises et la T. V. A.

En ce qui concerne les contributions directes et les droits d'accises, il s'agit des mesures ci-après :

	milliards	milliards
— instauration d'un décime additionnel à l'impôt des sociétés en vertu de la loi du 1 juin 1972 :		
incidence en 1972	+ 2,1	
incidence en 1973		+ 0,7
— aménagement de l'impôt des personnes physiques en vertu de la loi du 20 juillet 1971 :		
incidence en 1972	— 3,6	
incidence en 1973		— 0,9
— majoration du prix des cigarettes :		
incidence en 1973 (droits d'accises).		+ 0,5
soit au total pour l'année 1973		+ 0,3

Quant à la T. V. A., il s'agit de la taxation au taux de 14 % au lieu de 6 % des boissons consommées à domicile en vertu de l'arrêté royal du 11 août 1972

incidence en 1972	0,5 milliard
incidence en 1973	1,5 milliard

Question :

Dans l'Exposé général pour 1973, il est fait, à plusieurs reprises allusion à une recette de 4,6 milliards devant résulter du relèvement du droit d'accise sur les carburants des véhicules à moteur.

Le Ministre des Finances, aurait-il l'obligeance de renseigner sous quelle rubrique a été inscrite cette recette ?

Réponse :

L'Exposé général de 1973 fait état d'un prélèvement sur les recettes fiscales de 1973 de 9,7 milliards en faveur du Fonds des Routes.

Ce prélèvement peut être décomposé comme suit :

— taxe de circulation routière	5,1 milliards
— droits d'accise sur les huiles minérales	4,6 milliards
Total	9,7 milliards

Comme il s'agit de recettes affectées, au même titre que celles destinées au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (6 milliards), elles ne figurent pas dans le budget des Voies et Moyens.

Les ressources affectées au Fonds des Routes correspondent aux dépenses de ce Fonds qui ont été distraites de l'ensemble des dépenses budgétaires.

Les recettes sont comptabilisées à un fonds budgétaire qui alimentera le Fonds des Routes.

Antwoord :

De bijkomende weerslag in 1973 van in 1972 genomen maatregelen houdt verband met drie soorten van belastingen : de directe belastingen, de accijnzen en de B. T. W.

Wat betreft de directe belastingen en de accijnzen, gaat het om de volgende maatregelen :

	miljard	miljard
— invoering van een opdecim op de vennootschapsbelasting krachtens de wet van 1 juni 1972 :		
weerslag in 1972	+ 2,1	
weerslag in 1973		+ 0,7
— aanpassing van de personenbelasting krachtens de wet van 20 juli 1972 :		
weerslag in 1972	— 3,6	
weerslag in 1973		— 0,9
— verhoging van de prijs van de sigaretten :		
weerslag in 1973 (accijnzen).		+ 0,5
of in totaal voor het jaar 1973		+ 0,3

Inzake de B. T. W. gaat het om de heffing van het tarief 14 % in plaats van 6 % op de thuis verbruikte dranken, zulks krachtens het koninklijk besluit van 11 augustus 1972.

weerslag in 1972	0,5 miljard
weerslag in 1973	1,5 miljard

Vraag :

In de Algemene Toelichting van 1973 wordt op verschillende plaatsen gewag gemaakt van een opbrengst van 4,6 miljard welke moet voortspruiten uit de verhoging van de accijns op de brandstoffen voor motorrijtuigen.

Zou de Minister van Financiën willen medelen waar deze ontvangst werd ondergebracht ?

Antwoord :

In de Algemene Toelichting voor 1973 wordt gewag gemaakt van een heffing van 9,7 miljard op de fiscale ontvangsten voor 1973, ten behoeve van het Wegenfonds.

Die heffing kan aldus worden onderverdeeld :

— verkeersbelasting	5,1 miljard
— accijnzen op minerale olie	4,6 miljard
Totaal	9,7 miljard

Aangezien het hier ontvangsten betreft die op dezelfde wijze worden aangewend als die welke het Fonds voor economische expansie en regionale reconversie moeten stijven (6 miljard), komen zij niet voor op de Rijksmiddelenbegroting.

De voor het Wegenfonds bestemde inkomsten stemmen overeen met de uitgaven van dat Fonds die van het totale bedrag van de begrotingsuitgaven zijn afgetrokken.

De ontvangsten worden geboekt op een begrotingsfonds dat het Wegenfonds zal stijven.

Question :

Quel est le montant représenté par les détaxations des investissements et des exportations accordées depuis l'instauration de la T. V. A. ?

Ces deux composantes du P. N. B. qui augmentent plus rapidement que la consommation privée, tombant sous l'application de la T. V. A., il faut sans doute s'attendre à ce que l'augmentation du produit de la T. V. A. soit inférieure au rythme de croissance du P. N. B.

Sans doute, cette évolution est-elle de nature à créer un problème de recettes pour le Trésor.

Etant donné que ce problème se pose dans tous les pays où a été instaurée la T. V. A., il serait utile de savoir si ce problème a déjà été examiné au niveau de la C. E. E. et quelles ont été les solutions envisagées.

Réponse :

— Detaxation des biens d'investissement et des exportations :

a) La T. V. A. s'applique durant une période transitoire s'étendant de 1971 à fin 1974 de façon dégressive aux investissements des entreprises assujetties selon les modalités prévues à l'article 100 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

En 1971, la taxe grevant l'acquisition des biens d'investissement par les assujettis n'était déductible que dans la mesure où son taux excédait 10 %, ou 12 % en ce qui concerne les véhicules automobiles et leurs remorques.

Ces dispositions ont permis de réduire d'environ 4 milliards la charge fiscale grevant les investissements des entreprises concernées par rapport à celle qu'aurait engendré le maintien de l'ancien régime.

La déductibilité de la taxe dans la mesure où son taux excède 7,5 % en 1972 (9 % pour les véhicules automobiles et leurs remorques) a entraîné un allègement supplémentaire pour les assujettis et une perte à due concurrence pour le Trésor de l'ordre de 4 milliards également. Pour 1973, la nouvelle étape dans la voie de la détaxation intégrale, qui sera effectivement réalisée à partir du 1^{er} janvier 1975, occasionnera une perte de recettes fiscales de l'ordre de 3,5 milliards.

b) La taxe de transmission incorporée dans les exportations était estimée à environ 9,0 milliards en 1970. La détaxation a été opérée en deux étapes. Il a en effet été prévu que les exportations supporteraient une taxe spéciale et provisoire devant rapporter 4,5 milliards en 1971. Les réalisations ont toutefois été inférieures aux prévisions en raison essentiellement des dispositions prises en cours d'année en vue de favoriser les exportations dans le cadre de la politique de soutien conjoncturel. Depuis le 1^{er} janvier 1972, les exportations sont intégralement détaxées.

— Evolution structurelle des recettes de la T. V. A. :

Il convient de faire remarquer au préalable que l'élasticité moyenne de la taxe de transmission par rapport au P. N. B. constatée ces dernières années est inférieure à l'unité, soit 0,9.

Si le P. N. B. s'accroît en moyenne plus rapidement que la consommation privée, il ressort des premiers résultats de recherches théoriques portant sur une période de 10 ans que l'élasticité de la T. V. A. frappant la consommation des ménages par rapport à cette composante est supérieure à l'unité. Ceci s'explique par le fait que certaines catégories de dépenses telles celles relatives aux voitures, aux appareils électro-ménagers, aux postes de radio, aux appareils photo-

Vraag :

Welk bedrag vertegenwoordigen de detaxaties voor de investeringen en de uitvoer die sedert het invoeren van de B. T. W. werden toegekend ?

Aangezien deze twee componenten van het B. N. P. sneller stijgen dan het privé verbruik, waarop de B. T. W. van toepassing is, moet men wellicht een lagere progressie van de opbrengst van de B. T. W. dan het groeiritme van het B. N. P. verwachten.

Uit deze ontwikkeling kan wellicht een probleem van inkomsten ontstaan voor de Schatkist.

Aangezien dit probleem zich stelt in alle landen waar de B. T. W. is ingevoerd, ware het nuttig te vernemen of dit probleem op E. E. G.-vlak reeds werd onderzocht en welke oplossingen worden overwogen.

Antwoord :

— Detaxatie van de investeringsgoederen en van de uitvoer :

a) Gedurende een overgangperiode gaande van 1971 tot eind 1974 wordt de B. T. W. degressief toegepast op de beleggingen van de belastingplichtige ondernemingen overeenkomstig artikel 100 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

In 1971 kwam de belasting op de verwerving van investeringsgoederen door de belastingplichtigen slechts voor aftrek in aanmerking in zoverre het percentage 10 % of 12 % te boven ging voor motorrijtuigen en aanhangwagens.

Dank zij die bepalingen was het mogelijk de belastingdruk op de beleggingen van de betrokken ondernemingen met ongeveer 4 miljard te verminderen ten opzichte van die welke het gevolg zou geweest zijn van het behoud van de oude regeling.

De aftrekbaarheid van de belasting in 1972, voor zover het percentage 7,5 % te boven gaat (9 % voor de motorrijtuigen en aanhangwagens), heeft voor de belastingplichtigen een bijkomende ontlasting meegebracht en voor de Schatkist een gelijkwaardig verlies van eveneens 4 miljard. In 1973 zal de nieuwe etappe op de weg van de volledige detaxatie — die een feit zal zijn vanaf 1 januari 1975 — een vermindering van de ontvangsten ten bedrage van zowat 3,5 miljard ten gevolge hebben.

b) De in de uitvoer opgenomen overdrachtsbelasting werd in 1970 op ongeveer 9 miljard geraamd. De detaxatie gebeurde in twee etappes. Er werd immers bepaald dat op de uitvoer een bijzondere en voorlopige belasting zou worden geheven die in 1971 4,5 miljard moest opbrengen. De opbrengst lag nochtans lager dan de ramingen, vooral ingevolge de bepalingen die in de loop van het jaar werden uitgevaardigd om de uitvoer in het kader van het conjunctuurbeleid aan te moedigen. Sedert 1 januari 1972 is de uitvoer volledig gedetaxeerd.

— Structurele ontwikkeling van de B. T. W.-inkomsten :

Vooraf dient te worden opgemerkt dat de gemiddelde elasticiteit van de overdrachtstaxe ten opzichte van het B. N. P., die de jongste jaren werd vastgesteld, minder bedraagt dan één, namelijk 0,9.

Terwijl het B. N. P. gemiddeld sneller aangroeit dan het particulier verbruik, blijkt uit de eerste uitslagen van theoretische onderzoeken over een periode van 10 jaar dat de elasticiteit van de B. T. W. op het gezinsverbruik ten opzichte van deze component meer dan één belooft. Een verklaring daarvoor vindt men in het feit dat bepaalde soorten uitgaven zoals die welke betrekking hebben op wagens, elektrische huishoudapparaten, radio's, fotoappara-

graphiques, etc..., supportant soit le taux normal de 18 %, soit le taux majoré de 25 % croissent plus rapidement que la consommation des ménages considérée dans son ensemble.

Par ailleurs, la T. V. A. frappe outre la consommation privée, d'autres composantes de la demande en expansion rapide tels que le logement, les investissements des entreprises non assujetties, les achats courants et les investissements de l'Etat.

Au stade actuel des recherches, il n'apparaît pas de façon évidente que l'évolution de la T. V. A. doit structurellement s'avérer plus faible que celle de l'ancienne taxe de transmission.

Question :

Une modification structurale s'est produite dans la répartition des recettes fiscales, puisque le rapport entre les impôts directs et indirects s'établit actuellement à 50/50. La prépondérance des impôts directs s'accroît donc progressivement, ce qui se justifie en principe, étant donné que les impôts directs peuvent être répartis plus équitablement sur les différentes catégories de revenus.

L'importance accrue des impôts directs résulte de la progressivité des taux appliqués. Le Gouvernement pourrait-il fournir des précisions au sujet de la progressivité en matière d'impôts directs dans les différents pays de la C. E. E. ?

Réponse :

Il n'existe actuellement aucune donnée disponible permettant de mesurer avec précision la progressivité des impôts directs dans les pays de la C. E. E. Il est toutefois possible de se faire une idée de celle-ci à partir de l'examen de l'évolution de la charge fiscale des impôts directs et des impôts indirects exprimée par rapport au P. N. B. au cours de la période 1960-1970, telle qu'elle résulte des comptes nationaux 1960-1970 publiés par l'Office Statistique de Communautés européennes.

*Evolution de la charge fiscale
par rapport au P. N. B.
(aux prix du marché à prix courants).
(Ensemble des administrations publiques.)*

ten enz. en die onder toepassing vallen van het normale percentage van 18 % of van het verhoogde percentage van 25 %, sneller stijgen dan het globale gezinsverbruik.

Anderzijds drukt de B. T. W. behalve op het particulier verbruik ook op andere snel aangroeiende bestanddelen van de vraag, zoals huisvesting, investeringen van niet-belastingplichtige ondernemingen, gewone aankopen en investeringen van het Rijk.

In de huidige stand van het onderzoek kan niet met zekerheid worden uitgemaakt dat de ontwikkeling van de B. T. W. structureel zwakker zal zijn dan die van de vroegere overdrachtstaxe.

Vraag :

Er heeft zich een structurele wijziging voorgedaan in de verdeling van de belastingontvangsten, aangezien de verhouding tussen de directe en de indirecte belastingen thans 50/50 is. Geleidelijk aan neemt het overwicht van de directe belastingen dus toe. In principe is zulks verantwoord aangezien de directe belastingen op rechtvaardiger wijze over de inkomenscategorieën kunnen worden gespreid.

Het verhoogde belang van de directe belastingen spruit voort uit de progressiviteit van de tarieven. Kan de Regering gegevens verstrekken betreffende de progressiviteit inzake directe belastingen in de verschillende E. E. G.-landen ?

Antwoord :

Er zijn op dit ogenblik geen gegevens beschikbaar om de progressiviteit inzake directe belastingen in de verschillende E. E. G.-landen nauwkeurig te meten. Men kan zich evenwel daarover een idee vormen op grond van een vergelijking van de ontwikkeling van de door de directe en indirecte belastingen veroorzaakte belastingdruk in verhouding tot het B. N. P. tijdens de periode 1960-1970. Die belastingdruk kan worden afgelezen van de nationale rekeningen 1960-1970, die door de Dienst voor de Statistiek van de Europese Gemeenschappen zijn bekendgemaakt.

*Ontwikkeling van de belastingdruk
in verhouding tot het B. N. P.
(tegen marktprijzen of lopende prijzen).
(Alle overheidsdiensten samen genomen.)*

	Allemagne — Duitsland			France — Frankrijk			Italie — Italië			Pays-Bas — Nederland			Belgique — België		
	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970
Impôts directs. — Directe belastingen	9,3	9,9	10,6	6,0	6,3	7,0	5,5	6,4	6,3	12,2	12,6	13,8	7,5	8,6	11,0
Impôts indirects. — Indirecte belastingen	14,3	14,1	13,3	16,1	16,7	14,6	12,8	12,3	12,1	9,8	10,0	11,7	11,4	12,0	12,7
Charge fiscale. — Belastingdruk	23,6	24,0	23,9	22,1	23,0	21,6	18,3	18,7	18,4	22,0	22,6	25,5	18,9	20,6	23,7

Ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessus, la charge fiscale des impôts directs a progressé sensiblement plus vite que celle des impôts indirects dans tous les pays de la C. E. E., à l'exception toutefois des Pays-Bas où l'inverse a été constaté.

Zoals uit de bovenstaande tabel blijkt, is de uit de directe belastingen voortvloeiende belastingdruk veel vlugger gestegen dan de druk van de indirecte belastingen en wel in alle E. E. G.-landen, Nederland uitgezonderd.

La progression plus rapide de la charge fiscale des impôts directs dans la majeure partie des pays de la C. E. E. traduit entre autres l'influence de la progressivité des impôts directs.

Cette influence apparaît également dans le tableau ci-après qui exprime l'évolution de la part relative des deux catégories d'impôts dans les recettes fiscales totales.

De snellere stijging van de uit de directe belastingen voortvloeiende belastingdruk in de meeste E. E. G.-landen is o.m. een aanwijzing van de weerslag der progressiviteit inzake directe belastingen.

Die weerslag blijkt ook uit onderstaande tabel, waarin de ontwikkeling van het relatieve aandeel van beide soorten belasting in het totaal van de belastingontvangsten wordt aangegeven.

	Allemagne Duitsland			France Frankrijk			Italie Italië			Pays-Bas Nederland			Belgique België		
	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970	1960	1965	1970
Impôts directs. — Directe belastingen	39,3	41,3	44,3	27,4	27,5	32,4	30,1	34,3	34,1	55,4	55,9	54,2	39,8	41,8	46,4
Impôts indirects. — Indirecte belastingen	60,7	58,7	55,7	72,6	72,5	67,6	69,9	65,7	65,9	44,6	44,1	45,8	60,2	58,2	53,6
Recettes fiscales totales. — Totaal van de belastingontvangsten	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Question :

Qu'en est-il des améliorations promises aux pages 41 et 42 du rapport sur le budget des Voies et Moyens de 1972, concernant l'établissement sur une base régionale des recettes fiscales prévues au budget des Voies et Moyens ?

Réponse :

Ainsi que le Ministre des Finances a déjà eu l'occasion de le souligner lors de la discussion du budget des Voies et Moyens de 1972, la régionalisation des recettes fiscales soulève un grand nombre de problèmes qui sont inhérents, d'une part, à l'organisation des administrations fiscales et notamment au fait que les circonscriptions des directions régionales ne coïncident pas avec les limites des régions, et d'autre part, aux modalités de perception propres aux diverses catégories de recettes.

Il n'est pas possible actuellement, sauf de rares exceptions, de ventiler par régions les recettes fiscales sur base des comptabilisations effectives.

Ainsi, en ce qui concerne les impôts sur les revenus, ce n'est qu'à partir des statistiques extra-comptables regroupant l'impôt par nature (impôts des personnes physiques, impôts des sociétés, impôts des non-résidents, etc.) qu'une ventilation par région pourrait être envisagée.

Actuellement la statistique des revenus des personnes physiques est ventilée par région par l'I. N. S., à raison d'un exercice d'imposition sur deux. La dernière statistique actuellement disponible concerne l'exercice d'imposition 1968. La statistique relative à l'exercice d'imposition 1970 est en cours d'élaboration. L'enrôlement de tout l'I. P. P. par ordinateur à partir de l'exercice d'imposition 1973 devrait permettre d'accélérer à l'avenir les travaux relatifs à la confection de cette statistique.

Pour les autres catégories d'impôts, la ventilation par région ne pourrait être effectuée qu'après avoir préalablement

Vraag :

Hoe staat het met de verbeteringen beloofd op de bladzijden 41-42 van het verslag over de Rijksmiddelenbegroting voor 1972 betreffende de uitwerking op regionale basis van de belastingontvangsten waarin de Rijksmiddelenbegroting voorziet ?

Antwoord :

Zoals de Minister van Financiën tijdens het debat over de Rijksmiddelenbegroting voor 1972 reeds verklaarde, doet de regionalisering van de belastingontvangsten een groot aantal problemen rijzen die inherent zijn enerzijds aan de organisatie van de belastingadministraties — vooral dan het feit dat de omschrijvingen van de regionale directies niet samenvallen met de grenzen van de regio's — en anderzijds aan de wijze van inning die eigen is aan de diverse categorieën van ontvangsten.

Het is momenteel niet mogelijk, behalve in zeldzame uitzonderingen, de belastingontvangsten op basis van de werkelijke boekingen per regio te verdelen.

Inzake inkomstenbelastingen zou aldus eerst een regionale verdeling kunnen worden overwogen, indien wordt uitgegaan van extra-boekhoudkundige statistieken die de belasting naar de aard ervan hergroeperen (Personenbelasting, vennootschapsbelasting, belasting der niet-verblijfhouders enz).

Momenteel wordt de statistiek der inkomens van de natuurlijke personen door het N. I. S. voor elke twee aanslagjaren eenmaal per regio verdeeld. De laatste beschikbare statistiek slaat op het aanslagjaar 1968. De statistiek betreffende het aanslagjaar 1970 is in voorbereiding. De inkohiering van de gehele personenbelasting met behulp van computers vanaf het aanslagjaar 1973 zou het in de toekomst mogelijk moeten maken sneller klaar te komen met deze statistiek.

Voor de andere categorieën van belastingen zou een regionale verdeling eerst mogelijk zijn nadat de criteria van de

défini, de la manière la plus objective possible, des critères de répartition pour chaque catégorie de recettes. Ce problème est examiné actuellement par les différentes administrations fiscales.

Question :

La taxe sur les appareils automatiques de divertissement vient d'être portée de 50 000 F à 100 000 F. Cette mesure n'a pas provoqué une diminution du nombre des appareils de jeux placés. Le résultat a donc uniquement consisté en une augmentation du produit de la taxe.

Pour des raisons budgétaires, une interdiction de ces appareils de jeux semble exclue. On devrait toutefois s'efforcer, à plus longue échéance, de mettre un terme à ce fléau social, par exemple, en cherchant une compensation budgétaire dans d'autres sources fiscales.

Cette compensation ne pourrait-elle être trouvée dans une augmentation de l'impôt sur les investissements immobiliers ? En Belgique, cet impôt est moins élevé que dans les autres pays de la C. E. E. Cela a notamment pour conséquence que beaucoup de firmes immobilières anglaises font des investissements immobiliers importants en Belgique. Ces investissements immobiliers ne sont pas intéressants au point de vue économique tandis qu'ils absorbent des moyens financiers importants.

Réponse :

a) Appareils automatiques de divertissement.

Il n'est pas encore possible de savoir, dès à présent, si l'augmentation de la taxe sur les appareils automatiques, instaurée par la loi du 5 juillet 1972, a eu pour effet une diminution du nombre d'appareils de jeux placés, étant donné que, pour les appareils placés au cours du premier semestre, la taxe majorée est due qu'ils soient ou non restés en exploitation.

La répercussion budgétaire de cette mesure ne pourra donc être établie que pendant l'année 1973.

Il va de soi qu'en cas de diminution sensible du nombre d'appareils de jeux ou d'interdiction éventuelle d'exploitation de ceux-ci — problème qui ressortit exclusivement à la compétence du Ministre de la Justice — une compensation budgétaire devrait être cherchée, mais il est prématuré de poser actuellement cette question.

b) Impôt sur les revenus immobiliers.

Il convient de remarquer que le bénéfice imposable net qu'une entreprise immobilière étrangère retire de la transaction ou de la location de biens d'immeubles sis en Belgique, est soumis à l'impôt des non-résidents.

Lorsqu'il s'agit de sociétés, cet impôt est actuellement de 44,10 % si le bénéfice imposable excède 3 millions, dans les autres cas il est de 40,60 %.

Pour les personnes physiques le tarif de cet impôt est identique au tarif progressif de l'impôt des personnes physiques.

En outre, il y a lieu de faire observer que les biens immobiliers sis en Belgique sont en plus soumis au précompte immobilier et aux centimes additionnels y afférant au pro-

verdeling met een zo groot mogelijke objectiviteit voor elke ontvangstencategorie is bepaald. Dit probleem wordt momenteel door de diverse belastingadministraties onderzocht.

Vraag :

De taks op de automatische ontspanningstoestellen werd onlangs verhoogd van 50 000 F tot 100 000 F. Die maatregel heeft echter blijkbaar geen vermindering van het aantal geplaatste speelapparaten teweeggebracht. Het resultaat daarvan was alleen een hogere belastingopbrengst.

Omwille van de budgettaire weerslag lijkt een verbod van deze speelapparaten uitgesloten. Er zou nochtans moeten naar gestreefd worden om, op langere termijn, een eind aan deze sociale plaag te maken, door b.v. een budgettaire compensatie te zoeken in andere fiscale inkomsten.

Zou deze compensatie niet kunnen worden gevonden in een verhoging van de belasting op de beleggingen in onroerende goederen ? Deze belasting ligt in België lager dan in de andere E. E. G.-landen. Dit heeft o.m. tot gevolg dat veel Engelse maatschappijen voor onroerende goederen in België tot aanzienlijke investeringen overgaan. Deze onroerende investeringen zijn economisch niet interessant, hoewel er aanzienlijke financiële middelen voor nodig zijn.

Antwoord :

a) Automatische ontspanningstoestellen.

Het is vooralsnog niet mogelijk te achterhalen of de verhoging van de belasting op de automatische ontspanningstoestellen, ingevoerd bij de wet van 5 juli 1972, een vermindering van het aantal geplaatste speelapparaten tot gevolg heeft gehad, aangezien voor de in de loop van het eerste semester geplaatste toestellen de verhoogde belasting verschuldigd is ongeacht of ze al dan niet in exploitatie zijn gebleven.

De budgettaire weerslag van die maatregelen zal dus pas in 1973 kunnen worden nagegaan.

Het spreekt vanzelf dat bij een aanzienlijke vermindering van het aantal speelapparaten of bij een eventueel verbod om die toestellen te exploiteren — een probleem dat uitsluitend tot de bevoegdheid behoort van de Minister van Justitie — naar een budgettaire compensatie zal moeten worden gezocht, doch deze kwestie is thans voorbarig.

b) Belasting op inkomsten uit onroerende goederen.

Er moet worden opgemerkt dat de netto belastbare winst die buitenlandse vennootschappen voor onroerende goederen maken op de verhandeling of verhuring van in België gelegen onroerende goederen aan de belasting van de niet-verblijfhouders is onderworpen.

Voor vennootschappen bedraagt die belasting thans 44,10 % wanneer de belastbare winst meer dan 3 miljoen bedraagt, in de andere gevallen 40,60 %.

Voor natuurlijke personen is het tarief van die belasting gelijk aan het progressieve tarief van de personenbelasting.

Voorts valt op te merken dat de in België gelegen onroerende goederen ook nog onderworpen zijn aan de onroerende voorheffing en aan de daarop gevestigde opcentie-

fit de la commune et de la province, et que la quote-part de ces impôts qui excèdent 20 % du revenu cadastral, constitue une charge fiscale complémentaire.

Question :

Ne serait-il pas indiqué d'envisager d'augmenter la taxe de circulation pour le trafic lourd ? En effet, ce sont surtout les unités de transport lourd qui sont responsables de la détérioration et de la destruction du réseau routier. Au surplus, nous disposons du meilleur réseau de chemins de fer d'Europe; les possibilités économiques de celui-ci ne sont pas utilisées au maximum tandis que le transport routier lourd augmente constamment.

Actuellement, c'est uniquement en France que la « taxe sur les essieux » sert de base à la taxe de circulation. Une telle formule devrait également être appliquée en Belgique.

Réponse :

Dans le domaine des transports des mesures sont nécessaires, d'une part, pour rendre les unités de transport lourd responsables des dégâts qu'elles provoquent au réseau routier et, d'autre part, pour harmoniser les conditions de concurrence entre les divers modes de transport (routes, chemins de fer et voies navigables).

Dans ce but, la Commission de la C. E. E. a :

1° élaboré une proposition de première directive relative à l'aménagement des systèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires aux fins d'imputer les coûts d'infrastructure de la route aux usagers, entre autres, par le moyen d'une taxe pour l'usage de la route.

Cette proposition est actuellement en discussion au sein du groupe de travail ad hoc et on peut espérer que ces discussions entreront dans une phase décisive d'ici peu, étant donné que le Conseil de la C. E. E. a manifesté sa volonté de se prononcer à ce sujet le plus tôt possible;

2° soumis à l'approbation du Conseil de la C. E. E. une proposition de décision pour régler la tarification de l'usage des infrastructures de transport. Cette proposition est actuellement examinée par les États membres, en collaboration avec la Commission, en vue de calculer les frais globaux d'infrastructure des chemins de fer, des voies navigables et des routes.

Une révision de la taxe de circulation pour les véhicules utilitaires ne peut dès lors se fonder que sur les principes communautaires des propositions précitées de la C. E. E. et il ne serait pas opportun d'envisager, dès à présent, une taxe sur les essieux, sous peine d'établir des mesures qui pourraient s'avérer être en contradiction avec des objectifs du Marché commun.

Question :

L'Exposé général pour 1973 fournit à la page 45 un tableau concernant le rendement probable en 1972 des recettes budgétaires ordinaires, abstraction faite des recettes affectées au F. E. E. R. R.

Le Ministre des Finances voudrait-il communiquer un tableau analogue des recettes probables mais en y indiquant les recettes affectées à ce Fonds.

men ten bate van gemeente en provincie en dat het gedeelte van die belastingen, dat meer bedraagt dan 20 % van het kadastrale inkomen, een bijkomende fiscale last is.

Vraag :

Moet niet worden overwogen de verkeersbelasting voor het zware verkeer te verhogen ? Vooral het zware vervoer is immers verantwoordelijk voor de beschadiging en de vernieling van het wegennet. Bovendien beschikken wij over het beste spoorwegennet van Europa; de economische mogelijkheden hiervan worden niet ten volle benut terwijl het zware wegvervoer steeds toeneemt.

Thans dient het « heffen van belasting per as » alleen in Frankrijk als basis voor de motorrijtuigenbelasting. Een dergelijke formule zou ook in België moeten worden toegepast.

Antwoord :

Inzake vervoer zijn inderdaad maatregelen nodig, enerzijds om het zware vervoer aansprakelijk te stellen voor de schade die het aan het wegennet berokkent en anderzijds om tussen de diverse takken van vervoer (weg, spoor en water) de mededingingsvoorwaarden te harmoniseren.

Met dit doel heeft de E. E. G.-Commissie :

1° een voorstel van eerste richtlijn uitgewerkt betreffende de aanpassing van de nationale belastingstelsels voor bedrijfsautomobielen ten einde de infrastructuurkosten van de weg aan de weggebruiker te kunnen aanrekenen, o.a. door middel van een heffing wegens het gebruik van de weg.

Dit voorstel is thans in bespreking bij de werkgroep ad hoc en er mag worden verwacht dat de besprekingen binnen afzienbare tijd in een beslissend stadium zullen treden, daar de E. E. G.-Raad zijn wil heeft te kennen gegeven zo spoedig mogelijk daarover uitspraak te doen;

2° een voorstel van beschikking ter goedkeuring aan de E. E. G.-Raad onderworpen om de tarifiering van het gebruik van de hele verkeersinfrastructuur te regelen. Dit voorstel wordt thans door de Lid-Staten in samenwerking met de Commissie besproken met het oog op de berekening van de totale infrastructuurkosten van de spoorwegen, de waterwegen en de landwegen.

Een herziening van de motorrijtuigenbelasting voor bedrijfsvoertuigen moet dan ook op grond van de gemeenschappelijke beginselen van de voormelde E. E. G.-voorstellen geschieden en het zou niet opportuun zijn thans reeds het heffen van een belasting per as te overwegen, wil men maatregelen vermijden die strijdig zouden kunnen zijn met de bedoelingen van de Gemeenschappelijke Markt.

Vraag :

Op blz. 45 van de Algemene Toelichting voor 1973 komt een tabel voor betreffende de vermoedelijke opbrengst in 1972 van de gewone begrotingsontvangsten, met uitsluiting van de ontvangsten die bestemd zijn voor het F. E. E. R. R.

Kan de Minister van Financiën een gelijkaardige tabel met de vermoedelijke opbrengst van de belastingontvangsten mededelen, doch inclusief de voor dat Fonds bestemde ontvangsten ?

Réponse :

Il a été décidé d'affecter, en 1972, des recettes fiscales à concurrence de 7,0 milliards au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (F. E. E. R. R.). Ces recettes sont ventilées ci-après entre les différentes catégories d'impôts sur lesquelles elles sont prélevées.

(En milliards).

	Recettes probables (1)	Affectation F. E. E. R. R. (2)	Total (1) + (2)
Contributions directes ...	178,1	3,7	181,8
Douanes	4,4	—	4,4
Accises	43,4	—	43,4
T. V. A. et taxes assimilées au timbre	116,5	2,7	119,2
Autres droits perçus par l'Enregistrement	14,7	0,6	15,3
Sous-total	357,1	7,0	364,1
Recettes non fiscales ...	9,5	—	9,5
Total	366,6	7,0	373,6

*B. — Evaluation des dépenses.**Augmentation du budget.*

Le Gouvernement prétend que le budget ordinaire progresse de 10,4 %. C'est inexact. En réalité, le taux de croissance est de 11,7 %.

Compte tenu de ce que le P. N. B. ne croîtra en valeur que de 9,2 %, l'écart est énorme.

Réponse :

Le taux de 10,4 % est obtenu en comparant le budget ordinaire de 1972 et celui de 1973 au sens strict. En fait, le budget ordinaire pour 1972 qui, à son dépôt, s'élevait à 366,7 milliards, a été comparé au budget ordinaire de 1973 tel qu'il a été déposé, budget qui s'élève à 406,7 milliards, auxquels un montant de 0,8 milliard est venu s'ajouter par voie d'amendements.

Pour obtenir le taux de croissance de 11,7 %, il faut adopter un autre point de vue sur les dépenses publiques. Dans ce cas ce n'est pas seulement le budget ordinaire qui est pris en considération mais encore l'ensemble des décaissements de l'Etat. On ajoute dès lors au budget ordinaire, les décaissements inscrits au budget extraordinaire et les montants prévus pour le Fonds autonome des Routes et le Fonds d'expansion économique.

Antwoord :

Er is besloten in 1972 7 miljard belastingontvangsten te besteden aan het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie (F. E. E. R. R.). Die ontvangsten worden als volgt verdeeld over de verschillende categorieën van belastingen waaruit zij geput zijn :

(In miljarden franken).

	Vermoe- delijke ontvangsten (1)	Besteding aan het F. E. E. R. R. (2)	Totaal (1) + (2)
Directe belastingen	178,1	3,7	181,8
Invoerrechten	4,4	—	4,4
Accijnzen	43,4	—	43,4
B. T. W. en met het zegel gelijkgestelde taksen ...	116,5	2,7	119,2
Andere door de Registratie geïnde rechten	14,7	0,6	15,3
Subtotaal	357,1	7,0	364,1
Niet-fiscale ontvangsten .	9,5	—	9,5
Totaal	366,6	7,0	373,6

*B. — Raming van de uitgaven.**Stijging van de begroting.*

De Regering beweert dat de gewone begroting stijgt met 10,4 %. Dit is onjuist. In werkelijkheid bedraagt het groeitempo 11,7 %.

Rekening houdend met het feit dat het B. N. P. slechts met 9,2 % in waarde zal toenemen is het verschil enorm.

Antwoord :

De coëfficiënt 10,4 % werd bekomen door de vergelijking van de gewone begroting 1972 met die van 1973 stricto sensu. In feite werd de ingediende gewone begroting 1972 ten bedrage van 366,7 miljard waaraan nog een bedrag van 0,8 miljard in amendementen werd toegevoegd, vergeleken met de ingediende gewone begroting voor 1973 ten bedrage van 406,67 miljard.

Om tot de stijgingsvoet van 11,7 % te komen, dient een ander standpunt t.o.v. de overheidsuitgaven te worden ingenomen. Alsdan wordt niet alleen de gewone begroting maar het geheel van de staatsuitgaven in overweging genomen. Bij de gewone begroting worden dan ook de op de buitengewone begroting ingeschreven uitkeringen gevoegd alsmede de vooruitzichten voor het autonoom wegenfonds en voor het expansiefonds.

On arrive ainsi au tableau suivant :

	(en milliards)	
	1972	1973
Budget ordinaire	367,5	406,7
Budget extraordinaire	81,0	86,9
Fonds autonome des Routes	—	9,7
Fonds d'expansion	7,0	6,0
Total	455,5	509,5

Le taux de croissance de 11,7 % s'obtient en comparant ces deux chiffres.

En ce qui concerne l'écart entre la croissance du budget et celle du P. N. B., il y a lieu de faire quelques observations.

Prendre le P. N. B. comme étalon de mesure est arbitraire; la croissance de la demande de services, en particulier de services collectifs, dépasse de loin la croissance du P. N. B. Il s'ensuit que la couverture des besoins économiques et sociaux de la population doit connaître une croissance supérieure à celle du P. N. B.

D'autre part, l'existence d'une balance de paiement structurellement créditrice indique que la demande globale est restée dans des limites compatibles avec l'accroissement du P. N. B.

Le Gouvernement estime dès lors que le taux de croissance retenu pour le budget peut être considéré comme normal eu égard à la situation.

Questions :

Les dépenses globales de l'Etat augmenteront de 11,7 % en 1973. Cette augmentation est considérablement supérieure à celle du P. N. B., qui est de 9,2 %. Comment la situation se présente-t-elle à cet égard dans les autres pays de la C. E. E. ?

Réponse :

Voici les renseignements demandés tels qu'ils figurent dans un tableau publié par les Communautés européennes.

*Part des services publics
dans le produit national brut aux prix du marché, en %.*

Zulks geeft onderstaande tabel :

	(in miljarden)	
	1972	1973
Gewone begroting	367,5	406,7
Buitengewone begroting	81,0	86,9
Auton. Wegenfonds	—	9,7
Expansiefonds	7,0	6,0
Totaal	455,5	509,3

De stijgingscoëfficiënt van 11,7 % vloeit voort uit de vergelijking van beide eindtotalen.

M.b.t. de afwijking tussen de toename van de begroting en die van het B. N. P., dienen enkele opmerkingen te worden gemaakt.

Het B. N. P. als maatstaf nemen is arbitrair; de toenemende vraag naar diensten, vooral collectieve diensten, overschrijdt in grote mate de toename van het B. N. P. De middelen tot dekking van de economische en sociale behoeften van de bevolking zullen dan ook in sterkere mate toenemen dan het B. N. P.

Voorts duidt een structureel in credit zijnde betalingsbalans erop dat de globale vraag binnen de grenzen is gebleven die beantwoorden aan de groei van het B. N. P.

De Regering oordeelt dan ook dat de voor de begroting aangenomen stijgingscoëfficiënt ten opzichte van de toestand als normaal mag worden beschouwd.

Vraag :

De globale uitgaven van het Rijk zullen in 1973 met 11,7 % stijgen. Dit is aanzienlijk meer dan het Bruto Nationaal Product dat toeneemt met 9,2 %. Welke is de toestand in de andere landen van de E. E. G. op dit vlak ?

Antwoord :

Hieronder worden de gevraagde inlichtingen bezorgd zoals ze voorkomen in een door de Europese Gemeenschap gepubliceerde tabel.

*Aandeel van de overheidsdiensten
in het bruto-nationaal produkt tegen marktprijzen in %.*

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	
R. F. d'Allemagne ...	37,2	38,9	38,1	37,9	37,8	36,8	39,7	Duitse Bondsrepubliek.
France	37,5	33,6	39,0	37,7	37,1	37,4	37,6	Frankrijk.
Italie	34,8	34,6	36,1	35,7	35,9	38,0	39,8	Italië.
Pays-Bas	40,3	42,1	42,8	43,7	45,5	46,7	47,4	Nederland.
Belgique	33,1	34,1	36,2	36,1	36,6	38,3	41,3	België.

1966-1970 : O. S. C. E.
1971-1972 : Estimations.

1966-1970 : B. S. E. G.
1971-1972 : Ramingen.

Question :

A la page 8 de l'Exposé général, le Gouvernement signale que les crédits prévus pour l'enseignement, la culture et le secteur social atteignent 190 milliards, soit près de la moitié du budget ordinaire de l'Etat.

Comment se répartissent les 216 autres milliards ?

Réponse :

Les 190 milliards dont il est fait mention dans l'Exposé général se répartissent comme suit :

— dépenses du secteur social : 96,9 milliards.

Il s'agit ici de l'ensemble des subsides à caractère social de l'Etat;

— dépenses du secteur « enseignement et culture » : 92,5 milliards.

Il s'agit ici de l'ensemble des crédits relatifs à l'enseignement et à la culture de tous les départements.

Le montant global de 189,5 milliards a été arrondi à 190 milliards.

Le solde par rapport au total général du budget pour 1973 est constitué par l'ensemble des autres budgets après déduction des interventions sociales reprises dans les tableaux des pages 80 et 81 ainsi que des crédits relatifs à l'enseignement et à la culture.

*Indice des prix.**Question :*

Quel est le niveau de l'indice des prix qui a été retenu pour l'élaboration des budgets ? Quel est le crédit provisionnel prévu pour faire face à la hausse de l'indice des prix ? Dans quel budget cette provision a-t-elle été inscrite ?

Réponse :

L'indice des prix qui a été pris en considération pour l'élaboration du budget pour 1973 est, conformément aux instructions données dans la circulaire du 24 mars 1972, le coefficient 149,054. Le budget pour 1972 avait été calculé sur la base du coefficient 142,5.

Comme la nouvelle programmation sociale qui est en vigueur depuis le 1^{er} avril 1972 a été établie sur la base du coefficient 135, il s'ensuit que le coefficient 149,054 correspond à un pourcentage de liquidation de 149,054/135, soit 110,41. Ce dernier pourcentage est lié à l'indice 106,05 des prix à la consommation.

A titre d'information, voici une table de concordance.

Indice-pivot des prix à la consommation	Pourcentage de liquidation	Coefficient général de liquidation
101,93	106,12	143,262
103,97	108,24	146,124
106,05	110,41	149,054
108,17	112,62	152,024

Vraag :

Op bladzijde 8 van de Algemene Toelichting wijst de Regering erop dat de voor het onderwijs en de sociale sector uitgetrokken kredieten 190 miljard bereiken, d.i. bijna de helft van de gewone begroting van de Staat.

Hoe vallen de overige 216 miljard uiteen ?

Antwoord :

De in de Algemene Toelichting vermelde 190 miljard vallen uiteen als volgt :

— uitgaven in de sociale sector : 96,9 miljard.

Het gaat hier om alle door de Staat uitgekeerde toelagen van sociale aard;

— uitgaven van de sector « onderwijs en cultuur » : 92,5 miljard.

Dit zijn de kredieten betreffende het onderwijs en de cultuur welke op de begrotingen van alle departementen voorkomen.

Het totale bedrag van 189,5 miljard werd naar boven afgerond op 190 miljard.

Het saldo t.o.v. het algemene totaal van de begroting 1973 wordt gevormd door het bedrag van alle andere begrotingen, na aftrek van de in de tabellen op de bladzijden 80 en 81 vermelde sociale uitkeringen en van de kredieten betreffende onderwijs en cultuur.

*Index.**Vraag :*

Welk indexniveau werd in aanmerking genomen voor het opstellen van de begrotingen ? Welk provisioneel krediet werd uitgetrokken ter bestrijding van de indexverhoging ? In welke begroting is deze provisie ingeschreven ?

Antwoord :

De begrotingsvoorstellen voor 1973 zijn opgemaakt met inachtneming van de coëfficiënt 149,054, overeenkomstig de richtlijnen vervat in de circulaire dd. 24 maart 1972. De begroting van 1972 werd opgesteld op basis van de coëfficiënt 142,5.

Vermits de sociale programmatie, die in voege is sedert 1 april 1972, gebaseerd is op de coëfficiënt 135, volgt daaruit dat de coëfficiënt 149,054 overeenstemt met een vereffeningspercentage van 149,054/135 zijnde 110,41. Dit laatste percentage is op zijn beurt gebonden aan het indexcijfer 106,05 van de prijsindexcijfers bij consumptie.

Ter inlichting volgt hier een sleuteltabel.

Spilindex van de prijsindexcijfers bij consumptie	Vereffenings- percentage	Algemene vereffenings- coëfficiënt
101,93	106,12	143,262
103,97	108,24	146,124
106,05	110,41	149,054
108,17	112,62	152,024

Un crédit provisionnel de 2 milliards de francs a été inscrit au budget du Ministère des Finances pour faire face à l'évolution de l'indice des prix à la consommation pendant l'année 1973.

Question :

Alors que l'augmentation de l'indice des prix à la consommation était de 3,9 % en 1971, il augmente pour les 8 premiers mois de 1972, sur une base annuelle de 5,3 %.

Quels sont les taux d'augmentation prévus pour 1972 et pour 1973 ?

Comment a-t-on pu réduire de 3 à 2 milliards la provision « index », alors que l'indice des prix à la consommation augmente de plus en plus ?

Réponse :

Les pourcentages cités de la hausse de l'indice des prix à la consommation donnent des prévisions de hausse sur une base annuelle, en partant de la hausse intervenue durant les huit premiers mois de l'année. On obtient ainsi 3,9 % en 1971 par rapport à 1970 et 5,3 % en 1972 par rapport à 1971. Toutefois, la hausse réelle de l'indice en 1971 (de décembre 1970 à décembre 1971) s'élève à 5,6 %. A fin octobre 1972, l'indice a augmenté de 4,9 % par rapport à fin décembre 1971.

Quant à la prévision de la hausse des prix pour 1972 et 1973, le Ministère des Affaires économiques et le Bureau du Plan prévoient que la hausse implicite des prix dans le P. N. B. — notion plus générale que celle de prix à la consommation — atteindra 4,8 % en 1972 et 4,5 % en 1973. En 1971 elle a atteint 5,8 %.

Il s'est avéré que l'évaluation de la provision index de 3 milliards pour 1972 dépassait largement les besoins pour cette année. C'est pour cette raison, et dans le cadre de sa politique anti-inflatoire, que le Gouvernement a arrêté à 2 milliards le montant de la provision index.

Crédit provisionnel.

Question :

Par quels moyens le budget du Ministère des Finances a-t-il pu être ramené de 35,5 milliards en 1972 à 18,8 milliards en 1973 ?

Réponse :

Le budget du Ministère des Finances subit en 1973 par rapport à 1972 une réduction de 16,7 milliards.

Il convient de noter qu'en 1972 ce budget comportait des crédits provisionnels de 20,5 milliards destinés à couvrir certains types de dépenses envisagées et qui à l'époque ne pouvaient être ventilées de manière précise entre les départements ou les articles traditionnels. Il s'agit d'un montant de 14,5 milliards pour la revalorisation de la fonction publique, d'un montant de 3 milliards couvrant diverses incidences de la déclaration gouvernementale et d'un montant de 3 milliards pour la répercussion des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

En 1973, les crédits provisionnels ont été ramenés à 2 milliards, montant destiné à rencontrer les dépenses supplémentaires pouvant résulter de la hausse des prix.

Een provisioneel krediet van 2 miljard frank werd uitgetrokken in de begroting van het Ministerie van Financiën om rekening te houden met de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen gedurende het jaar 1973.

Vraag :

In 1971 was het indexcijfer der consumptieprijzen met 3,9 % gestegen; die stijging bedraagt in 1972, berekend op basis van de eerste acht maanden, 5,3 %.

Welke stijgingspercentages worden voor 1972 en voor 1973 verwacht ?

Hoe kon de provisie voor « indexaanpassingen » van 3 tot 2 miljard teruggebracht worden niettegenstaande het indexcijfer der consumptieprijzen steeds sneller gaat stijgen ?

Antwoord :

De geciteerde stijgingspercentages van de consumptieprijzen zijn ramingen op jaarbasis, gegrond op de stijging die zich voordoet tijdens de eerste acht maanden van het jaar. Aldus bekomt men 3,9 % in 1971 ten opzichte van 1970 en 5,3 % in 1972 ten opzichte van 1970. In werkelijkheid steeg het indexcijfer in 1971 (van december 1970 tot december 1971) met 5,6 %. Einde oktober 1972 was hij met 4,9 % gestegen ten opzichte van einde december 1971.

Wat de prijsstijging in 1972 en 1973 betreft, verwachten het Ministerie van Economische Zaken en het Planbureau dat de impliciete prijsstijging in het B. N. P. — dit begrip is breder dan dat van de consumptieprijzen — in 1972 4,8 % zal belopen en in 1973 4,5 %. In 1971 bereikte dit percentage 5,8 %.

Het is gebleken dat de ramingen van de indexprovisie van 3 miljard voor 1972 in een brede mate de behoeften voor dat jaar overtreffen. Daarom heeft de Regering, in het raam van de anti-inflatoire politiek, het bedrag van de indexprovisie voor 1973 op 2 miljard vastgesteld.

Provisioneel krediet.

Vraag :

Op welke wijze kon de begroting van het Ministerie van Financiën van 35,5 miljard in 1972 tot 18,8 miljard voor 1973 worden verminderd ?

Antwoord :

De begroting van het Ministerie van Financiën voor 1973 bedraagt 16,7 miljard minder dan die voor 1972.

Hierbij zij opgemerkt dat die begroting voor 1972 20,5 miljard provisionele kredieten bevatte die bestemd waren om bepaalde voorgenomen uitgaven te dekken, welke destijds niet duidelijk over de verschillende departementen of over de traditionele artikels verdeeld konden worden. Het gaat om een bedrag van 14,5 miljard voor de herwaardering van het openbaar ambt, een bedrag van 3 miljard voor diverse uitgaven die het gevolg zijn van de regeringsverklaring en een bedrag van 3 miljard om de weerslag op te vangen van de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

Voor 1973 werden de provisionele kredieten tot 2 miljard teruggebracht en dit bedrag dient om de bijkomende uitgaven te dekken waartoe de prijsstijgingen aanleiding kunnen geven.

Ainsi donc l'évolution des seuls crédits provisionnels est à la base d'une réduction de 18,5 milliards.

Par contre, les crédits relatifs à la rémunération du personnel actif et en disponibilité dépassent en 1973 de 1,8 milliard ceux de 1972.

Ces divers facteurs expliquent la diminution globale des crédits de 16,5 milliards.

Question :

Les techniques utilisées rendent impossibles les comparaisons globales et par département.

C'est ainsi que le budget du Ministère des Finances prévoyait en 1972 des crédits provisionnels d'un montant de 16 milliards, en vue de faire face aux frais de fonctionnement de la C. E. E., à la hausse de l'indice des prix à la consommation, à la revalorisation de la fonction publique et, plus généralement, à toutes les dépenses découlant de l'accord de gouvernement. Pour 1973, ces crédits sont répartis entre les différents budgets.

Le budget du Ministère des Finances s'en trouve évidemment fortement réduit.

Les pages 20 et 21 de l'Exposé général contiennent d'importants tableaux comportant les dépenses ordinaires pour 1972 et pour 1973. Toutefois, en raison de la redistribution des crédits provisionnels, les comparaisons sont impossibles. Il conviendrait donc d'établir un tableau pour 1973 dans l'optique de celui de 1972.

Réponse :

Les crédits pour 1973 devraient être scindés de manière à faire apparaître distinctement la part de programmation sociale qu'ils contiennent et à permettre ainsi une meilleure comparaison avec les crédits pour 1972.

En fait, la comparaison s'établit dans des conditions tout aussi valables si on ajoute aux crédits pour 1972 les montants attribués à chaque département, à charge des crédits provisionnels inscrits au budget du Ministère des Finances. L'arrêté royal de transfert des parts de ces crédits aux budgets intéressés est d'ailleurs en voie de préparation et sera publié ultérieurement au *Moniteur*.

Il y a lieu de noter qu'une disposition qui figurera au feuillet d'ajustement du budget pour 1972 permettra l'utilisation, pour les dépenses de programmation sociale des départements, du solde du crédit provisionnel inscrit à l'article 01.04 : dépenses diverses en relation avec la déclaration gouvernementale et l'évolution économique (index), du budget du Ministère des Finances.

Dus heeft alleen de vermindering van de provisionele kredieten de begroting van Financiën met 18,5 miljard doen dalen.

Daarentegen liggen de kredieten voor de bezoldiging van de in dienst zijnde en ter beschikking gestelde personeelsleden in 1973 1,8 miljard hoger dan in 1972.

Een en ander verklaart waarom de totale vermindering van de kredieten 16,5 miljard bedraagt.

Vraag :

De aangewende technieken maken de globale vergelijkingen en deze per departement onmogelijk.

Zo werd op de begroting van het Ministerie van Financiën in 1972 provisionele kredieten uitgetrokken ter waarde van 16 miljard en dit ter bestrijding van de werkingskosten van de E. E. G., de stijging van de index der consumptieprijzen, de herwaardering van het openbaar ambt en meer in het algemeen alle uitgaven die voortvloeien uit de regeringsverklaring. Voor 1973 wordt dit krediet verdeeld over de verschillende begrotingen.

Zulks vermindert vanzelfsprekend in belangrijke mate de begroting van het Ministerie van Financiën.

De bladzijden 20 en 21 van de Algemene Toelichting bevatten belangrijke tabellen waarbij de gewone uitgaven voor 1972 en 1973 worden vergeleken. Nochtans zijn de vergelijkingen onmogelijk omwille van de herverdeling van de provisionele kredieten. Voor 1973 zou er dan ook een tabel moeten worden opgesteld in het licht van die van 1972.

Antwoord :

Voor 1973 zouden de kredieten derwijze moeten worden gesplitst dat het aandeel voor de sociale programmatie afzonderlijk tot uiting komt om also een betere vergelijking met de kredieten van 1972 mogelijk te maken.

In feite kan de vergelijking in even gunstige voorwaarden gebeuren, zo men bij de kredieten van 1972 de bedragen voegt die aan elk departement worden toegekend ten laste van de op de begroting van Financiën ingeschreven provisionele kredieten. Het koninklijk besluit tot overdracht van de gedeelten van deze kredieten naar de betrokken begrotingen is trouwens in voorbereiding en zal later gepubliceerd worden in het *Staatsblad*.

Er zij aangestipt dat een bepaling, die opgenomen zal worden in het bijblad 1972, zal toelaten het saldo van het provisioneel krediet ingeschreven op het artikel 01.04 van de begroting van Financiën voor 1972 (diverse uitgaven in verband met de regeringsverklaring en de economische evolutie (index) aan te wenden voor de departementale uitgaven inzake sociale programmatie.

<i>Budgets.</i> (En millions.)		<i>Begrotingen.</i> (In miljoenen).					
	Budgets votés — Gestemde begrotingen 1972	Répartition des provisions — Verdeling provisionele kredieten			Totaux — Totalen	Budgets 1973 — Begrotingen 1973	Différence 1973-1972 — Verschil 1973-1972
		Program- mation sociale — Sociale programmatie	Index — Index	Initiatives gouverne- mentales — Regerings- initiatieven			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Dette publique. — Rijksschuld	60 896	—	—	—	60 896	59 743,5	— 1 152,5
Pensions. — Pensioenen	40 232	1 535	469	811	43 047	47 454,6	+ 4 407,6
Dotations. — Dotaties	1 168	20	1	—	1 189	1 296,4	+ 107,4
Premier Ministre. — Eerste Minister	962	33	4	—	999	973,7	— 25,3
Justice. — Justitie	8 157	432	76	—	8 665	9 797,7	+ 1 132,7
Intérieur. — Binnenlandse Zaken	24 686	39	7	—	24 732	28 755,9	+ 4 023,9
Affaires étrangères et Commerce extérieur. — Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel	2 751	52	8	—	2 811	3 084,1	+ 273,1
Coopération au Développement. — Ontwik- kelingssamenwerking	3 839	127	3	—	3 999	4 100,0	+ 101,0
Défense nationale. — Landsverdediging	23 000	1 422	194	—	24 616	26 098,0	+ 1 482,0
Gendarmerie. — Rijkswacht	4 313	587	28	—	4 928	5 019,0	+ 91,0
Agriculture. — Landbouw :							
département. — departement	3 735	100	10	—	3 845	4 205,6	+ 360,6
crédits culturels. — culturele kredieten ...	14				14	17,8	+ 3,8
Affaires économiques. — Economische Zaken	7 449	103	12	—	7 564	8 518,0	+ 954,0
Classes moyennes. — Middenstand :							
département. — departement	1 612	22	9	—	1 643	1 856,5	+ 213,5
crédits culturels. — culturele kredieten ...	312	4			316	401,6	+ 85,6
Communications. — Verkeerswezen :							
département. — departement	14 955	2 141	209	—	17 305	20 321,9	+ 3 016,9
crédits culturels. — culturele kredieten ...	56	4			60	68,9	+ 8,9
P. T. T.	5 075	1 356	119	—	6 550	7 663,3	+ 1 113,3
Travaux publics. — Openbare Werken	6 936	246	27	—	7 209	6 752,1	— 456,9
Logement. — Huisvesting	2 833	8	1	—	2 842	4 091,0	+ 1 249,0
Emploi et Travail. — Tewerkstelling en Ar- beid :							
département. — departement	1 272	40	4	1 500	2 816	4 430,3	+ 1 164,3
crédits culturels. — culturele kredieten ...	450				450		
Prévoyance sociale. — Sociale Voorzorg	31 869	11	318	1 141	33 339	36 988,7	+ 3 649,7
Education nationale (F). — Nationale Opvoe- ding (F) :							
département. — departement	28 312	2 492	225	—	31 029	35 757,8	+ 4 728,8
crédits culturels. — culturele kredieten ...	562				562	646,3	+ 84,3
Education nationale (N). — Nationale Opvoe- ding (N) :							
département. — departement	35 244	3 281	324	—	38 849	45 664,2	+ 6 815,2
crédits culturels. — culturele kredieten ...	1 167				1 167	1 367,0	+ 200,0
Education nationale (C). — Nationale Opvoe- ding (G)	1 714	30	1	—	1 745	1 917,2	+ 172,2
Affaires culturelles communes. — Culturele Gemeenschappelijke Zaken	1 501	92	12	—	1 605	2 051,2	+ 446,2

	Répartition des provisions					Budgets 1973 — Begrotingen 1973	Différence 1973-1972 — Verschil 1973-1972
	Budgets votés 1972 — Gestemde begrotingen 1972	Verdeling provisionele kredieten			Totaux — Totalen		
		Program- mation sociale — Sociale program-	Index — Index	Initiatives gouverne- mentales — Regerings- initiatieven			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Santé publique et Famille. — Volksgezond- heid en Gezin :							
département. — departement	11 307	158	41	830	12 336	14 025,5	+ 1 689,5
crédits culturels. — culturele kredieten ...	21				21	23,4	+ 2,4
Finances. — Financiën	15 030	738	98	—	15 866	16 836,3	+ 970,3
Culture néerlandaise. — Nederlandse Cultuur	2 181	109	11	—	2 301	2 485,3	+ 184,3
Culture française. — Franse Cultuur	1 935	71	6	—	2 012	2 229,3	+ 217,3
Provisions Finances 1972. — Provisies Finan- ciën 1972	22 000	—	—	—	—	—	—
Solde initiatives gouvernementales 1972 à ré- partir. — Saldo Regeringsinitiatieven 1972 te verdelen	—	—	—	218	218		— 218,0
Provisions index 1973. — Provisies index 1973	—	—	—	—	—	2 000,0	+ 2 000,0
Totaux. — Totalen	367 547	15 283	2 217	4 500	367 547	406 642,0	+ 39 096,1

Dépenses débudgétisées :

Il conviendrait de donner un aperçu clair des recettes et des dépenses des Régies des Postes, des Transports maritimes et des Bâtiments. Comment les dépenses seront-elles financées ?

Quels sont les autres crédits qui ont été débudgétisés ? Comment seront-ils financés ?

Réponse :

Année budgétaire 1972.

I. Recettes et dépenses ordinaires :

(En milliers).

Gedebudgetteerde uitgaven.

Er zou een duidelijk overzicht moeten verstrekt worden van de uitgaven en de inkomsten van de Regie der posten, de Regie voor maritiem transport en de Regie der gebouwen. Hoe zullen de uitgaven gefinancierd worden ?

Welke andere kredieten werden buiten begroting geplaatst ? Hoe zal de financiering hiervan gebeuren ?

Antwoord :

Begrotingsjaar 1972.

I. Gewone ontvangsten en uitgaven :

(In duizendtallen).

Organisme — Organisme	Recettes — Ontvangsten	Dépenses — Uitgaven	Financement des dépenses — Financiering der uitgaven
Régie des Postes. — Régie der Posten	15 146 815	15 097 691	1. Recettes d'exploitation. — Exploitatieontvangsten 7 644 403 2. Recettes financières. — Financiële inkomsten 5 000 3. Produits d'emprunts. — Opbrengst van leningen 500 000 4. Réalisation de placements. — Tegeldemaking van beleggingen 375 000 5. Subventions de l'Etat. — Staatssubsidiëring 6 622 412
Régie des Transports maritimes. — Regie voor Maritiem Transport	1 390 802	1 221 158	1. Recettes maritimes. — Maritieme ontvangsten 878 501 2. Remboursements. — Teruggbetalingen 139 296 3. Produits d'emprunts. — Opbrengst van leningen 373 000
Régie des Bâtiments. — Regie der Ge- bouwen	5 321 410	5 163 080	1. Recettes provenant de l'objet statutaire. — Opbreng- sten voortvloeiend uit de statutaire opdracht 21 010 2. Vente de biens patrimoniaux. — Verkoop partimoniale goederen 250 100 3. Produit d'emprunts. — Opbrengst van leningen 835 000 4. Réalisation de placements. — Realisaties van beleg- gingen 250 000 5. Subventions de l'Etat. — Staatssubsidiëring 3 965 000

II. Recettes et dépenses pour ordre :

Organisme	Recettes	Dépenses
Régie des Postes	5 807 699 483	5 807 699 483
Régie des Transports maritimes	280 230	280 230
Régie des Bâtiments	—	—

Année budgétaire 1973.

I. Recettes et dépenses ordinaires :

(En milliers).

II. Ontvangsten en uitgaven voor Orde :

Organisme	Ontvangsten	Uitgaven
Regie der Posterijen	5 807 699 483	5 807 699 483
Regie voor Maritiem Transport	280 230	280 230
Regie der Gebouwen	—	—

Begrotingsjaar 1973.

I. Gewone ontvangsten en uitgaven :

(In duizendtallen).

Organisme	Recettes	Dépenses	Financement des dépenses
Organisme	Ontvangsten	Uitgaven	Financiering der uitgaven
Régie des Postes. — Regie der Posterijen	17 183 097	17 115 253	1. Recettes d'exploitation. — Exploitatieontvangsten ... 8 494 553 2. Recettes financières. — Financiële inkomsten ... 2 544 3. Produit d'emprunts. — Opbrengst van leningen ... 650 000 4. Réalisation de placements. — Tegeldemaking van beleggingen ... 436 000 5. Subventions de l'Etat. — Staatssubsidiëring ... 7 600 000
Régie des Transports maritimes. — Regie voor Maritiem Transport	1 797 165	1 633 873	1. Recettes maritimes. — Maritieme ontvangsten ... 983 000 2. Remboursements. — Terugbetalingen ... 149 660 3. Produit d'emprunts. — Opbrengst van leningen ... 652 000 4. Vente de navires. — Verkoop van vaartuigen ... 12 000
Régie des Bâtiments. — Regie der Gebouwen	6 117 703	6 117 703	1. Recettes découlant de l'objet statutaire. — Opbrengsten voortvloeiend uit de statutaire opdracht ... 1 432 028 2. Vente de biens patrimoniaux. — Verkoop partimoniale goederen ... 120 100 3. Produit d'emprunts. — Opbrengst van leningen ... 685 475 4. Subventions de l'Etat. — Staatssubsidiëring ... 3 880 000

II. Recettes et dépenses pour ordre.

Organisme	Recettes	Dépenses
Régie des Postes	6 388 469 432	6 388 469 432
Régie des Transports maritimes	158 231	158 231
Régie des Bâtiments	304 000	304 000

Question :

Les débudgétisations partielles des charges de la Dette publique, dont il est question à la page 16 de l'Exposé général, font douter de la rédaction sérieuse des documents parlementaires.

L'Exposé général ne fait nulle part état de mesures d'assainissement pour la SABENA, la S.N.C.B. et l'I.N.A.M.I.

Si le Gouvernement prend des mesures d'assainissement il s'agit de mesures dérisoires. Par contre, dans la rédaction des budgets il utilise des articles tels que :

- les rentrées anticipées;
- les débudgétisations pour les Régies des Postes, des Transports maritimes et des Bâtiments.

Il met également les frais d'entretien des routes au budget ordinaire et charge le Fonds des Routes des amortissements de la Dette publique.

Réponse :

En ce qui concerne le financement des charges débudgétisées de la dette publique, il s'agit principalement des intercommunales d'autoroutes. L'Etat rembourse ces intercommunales par des péages fixés au prorata du nombre constaté de véhicules par km.

Ces péages, imputés jusqu'à présent au budget ordinaire du département des Travaux publics, seront, à partir de 1973, pris en charge par le Fonds des Routes et couverts par des ressources affectées.

II. Ontvangsten en uitgaven voor Orde :

Organisme	Ontvangsten	Uitgaven
Regie der Posterijen	6 388 469 432	6 388 469 432
Regie voor Maritiem Transport	158 231	158 231
Regie der Gebouwen	304 000	304 000

Vraag :

Ingevolge de gedeeltelijke debudgettiserings van de lasten van de Rijksschuld waarvan sprake op bladzijde 16 van de Algemene Toelichting, rijst er twijfel omtrent de ernst waarmee de parlementaire documenten werden opgesteld.

Nergens in de Algemene Toelichting wordt gewag gemaakt van saneringsmaatregelen voor de SABENA, de N. M. B. S. en het R. I. Z. I. V.

Indien de Regering saneringsmaatregelen neemt, gaat het om weinig ernstige maatregelen. Integendeel, bij het opstellen der begrotingen gebruikt zij kunstgrepen zoals :

- de voortijdige betalingen;
- de debudgettiserings van de Regie der Posterijen, de Regie voor Maritiem Transport en de Regie der Gebouwen.

Zij plaatst eveneens de kosten van onderhoud van de wegen op de gewone begroting en belast het Wegenfonds met aflossingen van de Rijksschuld.

Antwoord :

Inzake gedebudgettiseerde lasten van de Rijksschuld wordt wellicht in hoofdzaak de intercommunales der autowegen bedoeld. De Staat betaalt deze intercommunales terug door middel van tollens die vastgesteld worden naar rato van het aantal getelde voertuigen/km.

De tollens, die tot op heden geïmputeerd werden op de gewone begroting van Openbare Werken, worden van 1973 af door het Wegenfonds ten laste genomen en gedekt door geaffecteerde ontvangsten.

*Transferts de crédits.**Question :*

Dans le cadre de la critique des documents budgétaires, un membre demande un tableau des transferts du budget ordinaire au budget extraordinaire. Le rapport de M. Deruelles sur le budget des Voies et Moyens pour 1972 contient, à la p. 22, un tel tableau, qui devrait être complété par les nouveaux transferts effectués depuis lors.

A l'occasion de cette discussion, quelques considérations ont été émises concernant le rôle de l'Administration et des Cabinets dans la rédaction de l'Exposé général. Il est normal que le document soit élaboré par l'Administration. Il est cependant tout aussi normal que celle-ci ne s'occupe pas des problèmes politiques que soulève l'élaboration de l'Exposé général. Or, il apparaît que les cabinets ministériels ont en l'occurrence outrepassé les limites de leur rôle.

Réponse :

Le tableau mis à jour des dépenses ordinaires transférées au budget extraordinaire se présente comme suit :

*Kredietoverdracht.**Vraag :*

In het raam van de kritiek op de begrotingsdocumenten wordt een tabel gevraagd van de overdrachten van de gewone naar de buitengewone begroting. Op blz. 22 van het verslag van de heer Deruelles over de Rijksmiddelenbegroting van 1972, werd een dergelijke tabel opgenomen, die zou moeten worden aangevuld met de nieuwe overdrachten die sindsdien werden verricht.

Naar aanleiding van deze bespreking werden enkele beschouwingen gewijd aan de rol van de Administratie en van de Kabinetten bij het opstellen van de Algemene toelichting. Het is normaal dat dit document door de Administratie wordt opgesteld. Het is echter even normaal dat zij zich niet inlaat met de politieke problemen die rijzen bij het opstellen van die Algemene Toelichting. Welnu het blijkt dat de ministeriële kabinetten thans hun rol te buiten zijn gegaan.

Antwoord :

Hier volgt de bijgewerkte tabel van de naar de buitengewone begroting overgedragen gewone ontvangsten :

	1971 Engagements réalisés — 1971 Verwezenlijkte vastleggingen	1972 Ajusté — 1972 Aangepast	1973 — 1973
<i>Chapitre I, § 1 :</i>			
Achats de biens non durables et de services :			
— Défense nationale	2 403	2 560	2 984
— Affaires économiques	14	21	20
— Travaux publics	85	41	99
<i>Chapitre I, § 2 :</i>			
Réparation et entretien de routes, canaux, etc. :			
— Travaux publics	1 359	1 566 (a)	495 (b)
<i>Chapitre II :</i>			
Transferts de revenus extraordinaires :			
— Communications (Sabena)	1 559	1 048	900
— Travaux publics	44	51	35 (c)
<i>Chapitre III :</i>			
Transferts de capitaux :			
— Coopération au développement ...	—	—	393
<i>Chapitre VI :</i>			
Divers :			
— Premier Ministre	—	—	60
— Travaux publics	45	50	50
	5 509	5 337	5 036
<i>Autres postes :</i>			
— Investissements militaires	8 713	8 653	6 906
— S. N. C. B. (compensation des charges)	3 800	5 176	5 000
	18 022	19 166	16 942

Hoofdstuk I, § 1 :

Aankoop van niet duurzame goederen en van diensten :
— Landsverdediging.
— Economische Zaken.
— Openbare Werken.

Hoofdstuk I, § 2 :

Herstelling en onderhoud van wegen, kanalen, enz. :
— Openbare Werken.

Hoofdstuk II.

Overdrachten van buitengewone inkomsten :
— Verkeerswezen (Sabena).
— Openbare Werken.

Hoofdstuk III :

Kapitaaloverdrachten :
— Ontwikkelingssamenwerking.

Hoofdstuk VI :

Varia :
— Eerste Minister.
— Openbare Werken.

Andere Posten.

— Militaire investeringen.
— N. M. B. S. (verrekening van de lasten).

(a) Non compris 646 millions au Fonds des routes.
(b) Non compris 2 706 millions au Fonds des routes, dont 1 056 millions sur ressources avec affectation spéciale.
(c) Non compris dans le budget des Dotations culturelles.

(a) 646 miljoen naar het Wegenfonds niet inbegrepen.
(b) 2 706 miljoen naar het Wegenfonds, waarvan 1 056 miljoen op inkomsten met speciale bestemming, niet inbegrepen.
(c) In de begroting voor Culturele Dotaties niet inbegrepen.

*Budget extraordinaire.**Question :*

En ce qui concerne le budget extraordinaire, une ventilation des dépenses financières, fixées à 23,7 milliards pour 1973 (page 140 de l'Exposé général), a été demandée par département.

Réponse :

Les principaux postes figurant dans la rubrique des dépenses financières ont été analysés aux pages 151 et 152 de l'Exposé général. La ventilation par département se présente comme suit :

	(en millions de francs)
Travaux publics	138
Logement	1 993
Communications	6 395
(dont compensation des charges S. N. C. B.).	(5 000)
Culture	466
Santé publique	49
Agriculture	77
Affaires économiques	1 260
Affaires étrangères	12,1
Coopération au développement	1 509,5
Premier Ministre	466
Défense nationale	238
Finances	10 800,8
(dont déductions T. V. A.)	(9 000)
Dette publique	361,1
	23 765,5

*C. — Aspects de la politique budgétaire.**1. Politique économique.**a) Politique conjoncturelle.**Question :*

En 1972, une politique budgétaire expansive, notamment par l'acceptation d'un déficit au budget ordinaire, trouvait sa place dans une politique de relance conjoncturelle. Actuellement, la situation économique présente des signes d'amélioration. Dès lors la politique économique sera désormais orientée en ordre principal vers une plus grande stabilité et la lutte contre l'inflation.

Dans le cadre de cette lutte et du souci de résorber des liquidités excédentaires, le Gouvernement a fait un effort particulier en vue du remboursement de la dette extérieure, qui représente actuellement un pourcentage très réduit de l'ensemble de la dette publique. Faire appel à cette politique n'offre plus guère de possibilités, et dès lors on peut poser la question de savoir quels sont les autres moyens qui peuvent encore être utilisés pour atteindre le même objectif.

Sans doute la hausse des prix est-elle en ce moment moins forte que dans les autres pays européens. Mais quelles sont les perspectives dans ce domaine ? L'évolution plus favorable des prix dans notre pays, va-t-elle se poursuivre ?

Réponse :

La politique financière du Gouvernement a tenu compte de la situation financière internationale. L'afflux de liquidités causé par les perturbations monétaires internationales

*Buitengewone begroting.**Vraag :*

Wat de buitengewone begroting betreft werd een verdeling per departement gevraagd van de financiële uitgaven die voor 1973 werden vastgelegd op 23,7 miljard (blz. 140 van de Algemene Toelichting).

Antwoord :

De belangrijkste posten die voorkomen onder de rubriek van de financiële uitgaven, worden op de bladzijden 151 en 152 van de Algemene toelichting ontleed. Het detail ervan per departement vindt men hierna :

	(in miljoenen frank)
Openbare Werken	138
Huisvesting	1 993
Verkeerswegen	6 395
(waarvan compensatie voor lasten N. M. B. S.)	(5 000)
Cultuur	466
Volksgezondheid	49
Landbouw	77
Economische Zaken	1 260
Buitenlandse Zaken	12,1
Ontwikkelingssamenwerking	1 509,5
Eerste Minister	466
Landsverdediging	238
Financiën	10 800,8
(waarvan aftrek B. T. W.)	(9 000)
Schuld	361,1
	23 765,5

*C. — Aspecten van het begrotingsbeleid.**1. Economisch beleid.**a) Conjunctuurbeleid.**Vraag :*

In 1972 was een expansief begrotingsbeleid, met aanvaarding van een tekort op de gewone begroting, verantwoord in het kader van een politiek gericht op het conjuncturele herstel. Thans geeft het bedrijfsleven tekenen van opleving te zien. Derhalve zal het economisch beleid voortaan vooral gericht zijn op grotere stabiliteit en bestrijding van de inflatie.

In het kader van die bestrijding en om de overtollige liquiditeiten af te romen heeft de Regering een speciale inspanning gedaan om de buitenlandse schuld terug te betalen, die thans nog slechts een klein gedeelte van de totale rijks-schuld bedraagt. De in dit opzicht bestaande mogelijkheden zijn vrijwel uitgeput, zodat de vraag rijst welke andere middelen nog kunnen worden gebruikt om hetzelfde doel te bereiken.

De prijsstijging is op dit ogenblik weliswaar minder sterk dan in de andere Europese landen. Doch hoe ziet de toekomst er op dit gebied uit ? Zal de gunstige ontwikkeling inzake prijzen die ons land kent, aanhouden ?

Antwoord :

Voor haar financieel beleid heeft de Regering rekening gehouden met de internationale financiële toestand. De toevloed van liquide middelen veroorzaakt door de onzeker-

a été en partie compensé par des remboursements importants sur la dette extérieure. De fin 1971 à fin septembre 1972, ces remboursements ont atteint 12,8 milliards et 52,6 milliards depuis fin 1969. A fin septembre, la dette extérieure à moyen terme était entièrement remboursée et la dette à court terme ne s'élevait plus qu'à 3,2 milliards.

Cette politique a été accompagnée de deux mesures spécifiques destinées à contrecarrer l'entrée de fonds ou à neutraliser ses effets dérivés internes. Il s'agit du dispositif mis en place le 9 mars 1972 par l'Institut belgo-luxembourgeois du change tendant à freiner l'entrée de fonds en agissant sur la position débitrice et créditrice des banques vis-à-vis de l'étranger. Par ailleurs, conformément à l'accord conclu le 26 juillet 1972 entre la Banque nationale, la Commission bancaire et les principales banques de dépôt, il a été procédé à une stérilisation de 10 milliards de liquidités auprès de la Banque centrale. Cet accord a été conclu pour une durée expirant le 31 octobre mais pourra être adapté selon les impératifs de la politique monétaire. Il convient de remarquer que les avoirs extérieurs nets de la Banque nationale avaient augmenté de 18,3 milliards pendant les mois de juin et de juillet 1972. Au cours des mois d'août et de septembre, l'expansion de ces avoirs n'a plus atteint que 3,9 milliards. Le mouvement de fonds en provenance de l'extérieur a donc fortement régressé. Au surplus, les autorités veillent à ce que l'expansion de la masse monétaire par l'octroi de crédits intérieurs reste dans des limites compatibles avec l'évolution économique. C'est ainsi que le financement des besoins de trésorerie de l'Etat a lieu dans une large mesure par recours à l'épargne intérieure à long terme.

Notre pays est confronté à une hausse des prix, sans doute moins vive qu'ailleurs mais néanmoins préoccupante. De nombreux facteurs sont à l'origine de ce mouvement et il serait sans doute peu réaliste de s'imaginer que nous puissions constituer à nous seuls un îlot de stabilité parfaite des prix si l'on considère l'internationalisation croissante des économies et la perméabilité de notre économie aux influences extérieures.

En dehors des mesures de politique monétaire et budgétaire prises en vue d'atténuer le développement des prix, le Gouvernement pratique une politique de surveillance des prix très stricte.

La lutte contre l'inflation au niveau des pays membres de la C. E. E. a fait l'objet de la réunion des Ministres des Finances et des Affaires économiques de la Communauté élargie des 30 et 31 octobre 1972.

Quant aux perspectives d'évolution des prix, les prévisions économiques élaborées en ce moment tiennent compte d'une atténuation possible du mouvement. Ainsi au niveau du produit national brut, les prix implicites augmenteraient de 4,5 % en 1973 contre 4,8 % en 1972 et 5,8 % en 1971. Pour l'année à venir, la hausse des prix serait de 5,5 % en Allemagne, 5 % en France, 4,9 % aux Pays-Bas et 6 % en Italie, qui introduira la T. V. A. le 1^{er} janvier prochain.

Question :

Le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, publié le 8 septembre 1972, indique une série de recommandations en matière de politique conjoncturelle pour 1973. Selon ces dernières, la politique budgétaire devrait modérer les effets expansionnistes des finances publiques.

Le Ministre peut-il confirmer que ces recommandations seront respectées en Belgique ?

heid op de internationale geldmarkt werd gedeeltelijk gecompenseerd door aanzienlijke terugbetalingen op de buitenlandse schuld. Van eind 1971 tot eind september 1972 bedroegen die terugbetalingen 12,8 miljard en sedert eind 1969 52,6 miljard. Eind september was de buitenlandse schuld op halflange termijn volkomen gedelgd en de schuld op korte termijn bedroeg nog slechts 3,2 miljard.

Naast dit beleid werden twee maatregelen speciaal genomen om het binnenkomen van vreemde fondsen tegen te gaan of de daaruit voortvloeiende interne gevolgen ongegaan te maken. Daartoe werden op 9 maart 1972 door het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel maatregelen genomen om het binnenkomen van vreemde fondsen af te remmen via de debet- en kredietstand van de bankrekeningen ten opzichte van het buitenland. Bovendien werd overeenkomstig het akkoord, op 26 juli 1972 gesloten tussen de Nationale Bank, de Bankcommissie en de voornaamste depositobanken, een bedrag van 10 miljard aan liquiditeiten bevroren bij de Nationale Bank. Dit akkoord werd gesloten voor een periode die op 31 oktober verstrijkt, maar het kan naar gelang van de eisen van het monetaire beleid worden aangepast. Er zij op gewezen dat het netto buitenlandse tegoed van de Nationale Bank in juni en juli 1972 met 18,3 miljard was gestegen. Tijdens de maanden augustus en september bereikte die stijging nog slechts 3,9 miljard. De aanvoer van fondsen uit het buitenland is dus sterk verminderd. Bovendien waakt de overheid ervoor dat de aangroei van monetaire middelen door de toekenning van kredieten in het binnenland binnen voor de economische ontwikkeling aanvaardbare perken blijft. Zo wordt voor de financiering van de kasmiddelen van de Staat in ruime mate een beroep gedaan op binnenlandse liquiditeiten door het uitschrijven van leningen op lange termijn.

Ons land kent ongetwijfeld een minder sterke prijsstijging dan het buitenland, maar de toestand blijft niettemin zorgwekkend. Talrijke oorzaken werken hier samen en het zou weinig realistisch zijn zich in te beelden dat wij als het ware een eiland kunnen vormen met volkomen stabiele prijzen, vooral als men bedenkt dat de economie steeds meer een internationaal karakter krijgt en ons bedrijfsleven bijzonder gevoelig is voor buitenlandse invloeden.

Naast de monetaire en budgettaire maatregelen die genomen worden om de prijsontwikkeling in de hand te houden, ziet de Regering nauw toe op de prijzen.

De bestrijding van de inflatie in de landen die lid zijn van de E. E. G. werd besproken op de vergadering van de Ministers van Financiën en van Buitenlandse Zaken van de verruimde Gemeenschap op 30 en 31 oktober 1972.

Wat de toekomstige prijsontwikkeling betreft, houden de economische ramingen die thans worden verricht, rekening met een mogelijke vertraging van de opwaartse beweging. Ten opzichte van het bruto nationaal produkt zouden de « impliciete » prijzen stijgen met 4,5 % in 1973 tegenover 4,8 % in 1972 en 5,8 % in 1971. Voor het komende jaar zou de prijsstijging 5,5 % bereiken in Duitsland, 5 % in Frankrijk, 4,9 % in Nederland en 6 % in Italië, waar op 1 januari e.k. de B. T. W. wordt ingevoerd.

Vraag :

In het op 8 september 1972 bekendgemaakte jaarverslag over de economische toestand van de Gemeenschap worden een aantal aanbevelingen gedaan in verband met het in 1973 te voeren conjunctuurbeleid. Volgens die aanbevelingen zou het begrotingsbeleid de expansionistische uitwerking van de inzake openbare financiën gevoerde politiek moeten beperken.

Kan de Minister bevestigen dat die aanbevelingen in België zullen worden gevolgd ?

Réponse :

Le dernier rapport annuel sur la situation économique de la Communauté comporte des orientations globales de la politique économique et des orientations par pays.

La politique budgétaire adoptée par notre pays dans le cadre du budget de 1973 cadre parfaitement avec l'esprit de ces orientations. En effet :

- le budget ordinaire est déposé en équilibre, ce qui signifie au sens de la comptabilité nationale, la formation d'un solde d'épargne non négligeable;
- le rythme d'accroissement des dépenses globales subira une sensible atténuation;
- le solde net à financer par l'emprunt sera inférieur à celui de 1972.

Si la politique budgétaire n'est pas rigoureusement conforme aux orientations, étant donné qu'elle implique un taux d'expansion des dépenses légèrement supérieur à la fourchette préconisée, il y a lieu de souligner qu'aucun des pays membres ne sera à même de respecter strictement les recommandations.

Question :

Au début de l'année, le Gouvernement a mis en place un plan de relance conjoncturelle. Celui-ci comportait des mesures de soutien des investissements productifs du secteur privé.

Étant donné que les investissements productifs des entreprises, qui forment une part importante de la demande, démontrent une croissance insuffisante, la question se pose de savoir quelles mesures le Gouvernement pourrait encore prendre pour éveiller la demande dans le secteur des investissements productifs des entreprises.

Au plan fiscal, une nouvelle diminution des taux d'imposition de la T. V. A. sera d'application à partir du 1^{er} janvier 1973. Des mesures complémentaires ne doivent-elles pas être prises au plan de la politique de crédit et des taux d'intérêt ? Quelles sont les vues du Gouvernement en matière d'application de certaines mesures fiscales pour la promotion des investissements telles qu'elles ont été annoncées dans la déclaration gouvernementale ?

Réponse :

En fait la reprise de ces investissements subit toujours un retard de 12 à 15 mois par rapport au redressement de la demande. D'ailleurs pour l'année 1973, une expansion des investissements en volume d'environ 2 % est escomptée dans le budget économique.

Les taux d'intérêt pratiqués par les intermédiaires financiers ont été alignés au mouvement baissier et l'octroi des crédits d'investissement ne subit aucune contrainte au niveau de la politique monétaire.

Dans le domaine budgétaire, les mesures maintenues, à savoir la réduction du taux de taxation des investissements à la T. V. A. et la restitution des taxes contenues dans les stocks, sont de nature à accroître la liquidité des entreprises et à promouvoir ainsi la propension à investir.

La reprise conjoncturelle ayant été amorcée plus rapidement qu'on ne pouvait le supposer, le Gouvernement a estimé devoir surseoir à certaines mesures de relance, dont l'aménagement fiscal en faveur des investissements.

Antwoord :

Het laatste jaarverslag over de economische toestand van de Gemeenschap bevat algemene richtlijnen inzake economisch beleid en koers per land.

Het budgettaire beleid dat ons land zich voorneemt te voeren in het kader van de begroting voor 1973 strookt volkomen met die richtlijnen. Het is immers zo dat :

- een sluitende gewone begroting is ingediend, wat betekent dat een niet te verwaarlozen spaarsaldo wordt gevormd in de zin van de nationale boekhouding;
- het groeiritme van de totale uitgaven merkbaar vertraagt;
- het door leningen te financieren netto-saldo kleiner is dan in 1972.

Het begrotingsbeleid dat zal worden gevoerd, strookt weliswaar niet volkomen met de opgegeven richtlijnen, aangezien de stijging van de uitgaven iets hoger ligt dan het voorgestelde maximumbedrag, maar er zij op gewezen dat geen enkele van de Lid-Staten in staat zal zijn de aanbevelingen volledig op te volgen.

Vraag :

In het begin van het jaar heeft de Regering een plan voor de conjuncturele opleving opgesteld. Dit bevatte steunmaatregelen ten voordele van de produktieve investeringen van de privé-sector.

Daar de stijging van de door de ondernemingen gedane produktieve investeringen, die een belangrijk deel vormen van de vraag, ontoereikend is, rijst de vraag welke maatregelen de Regering nog zou kunnen nemen om de vraag op het gebied van de produktieve investeringen der ondernemingen te stimuleren.

Op fiscaal gebied zullen de B. T. W.-tarieven vanaf 1 januari 1973 opnieuw dalen. Moeten er geen bijkomende maatregelen worden genomen op het stuk van kredietbeleid en rentevoet ? Wat zijn de bedoelingen van de Regering in verband met de in de regeringsverklaring aangekondigde maatregelen met het oog op de bevordering van de investeringen ?

Antwoord :

De opleving van die investeringen komt in feite altijd 12 tot 15 maanden na de opleving van de vraag. In de economische begroting voor 1973 wordt de verwachte groei van het volume van de investeringen op ongeveer 2 % geraamd.

De door de financiële instellingen toegepaste rentevoet heeft de bestaande dalingstendens gevolgd en het monetair beleid heeft geen druk uitgeoefend op de toekenning van investeringskredieten.

Op het stuk van de begroting is de handhaving van de genomen maatregelen, d.w.z. de vermindering van de B. T. W.-tarieven voor de investeringen en de teruggaaf van de in de voorraden begrepen taksen een middel om de kasmiddelen van de ondernemingen te vermeerderen en aldus de investeringstendens te stimuleren.

Daar de conjuncturele opleving zich vroeger heeft gemaanifesteerd dan werd verwacht, heeft de Regering gemeend dat bepaalde maatregelen, zoals de fiscale regeling ten gunste van de investeringen, opgeschort moeten worden.

Question :

L'an dernier, le Gouvernement a mené une politique de relance économique. Jusqu'à présent, la relance conjoncturelle constatée ne paraît pas avoir influencé la propension des entreprises à investir. Faut-il attribuer ce fait au loyer trop élevé de l'argent, aux autres frais par trop excessifs, à une certaine réticence du capital à risques ? Quelles sont les raisons profondes qui empêchent la reprise des investissements productifs ?

Réponse :

En 1969 et en 1970, les investissements productifs des entreprises, tant d'extension que de rationalisation, ont connu une accélération très marquée, puisqu'ils ont augmenté en volume, de respectivement 9,8 % et 8,5 %.

Le ralentissement conjoncturel apparu en 1971 s'est traduit par un recul de ces investissements de 3 % tandis que pour l'année en cours, selon des estimations provisoires, on assisterait à une quasi-stabilisation, nonobstant l'accélération de la conjoncture économique. Il s'agit là vraisemblablement d'une situation transitoire, car il y a normalement un décalage de 12 à 15 mois entre le rétablissement de la demande et l'augmentation de la propension à investir.

Par ailleurs, les taux d'intérêt ont été ramenés à un niveau assez bas; la S. N. C. I. a encore abaissé ses tarifs fin septembre, ramenant le taux pour les opérations à plus de 5 ans à 7,5 % (paiement après semestre échu). Ce taux atteignait 9,25 % en octobre 1970.

Pour l'année 1973, le budget économique escompte un développement des investissements productifs en volume de plus de 2 %. Ce mouvement devrait aller en s'accéléralant au fur et à mesure de l'utilisation plus intégrale des capacités de production.

Le dispositif budgétaire de 1973 devrait promouvoir, au niveau financier, la tendance à investir. En effet, une nouvelle tranche de 9 milliards d'anciennes taxes contenues dans les stocks sera remboursée en quatre étapes dont la première se situe en janvier 1973. Par ailleurs, les taux de la T. V. A. frappant les investissements des assujettis seront ramenés de 7,5 % à 5 % et de 9 % à 6 % pour les véhicules automobiles et leurs remorques.

*b) Les investissements publics.**Question :*

Les lignes de force du plan 1971-1975 ont été fixées par la loi du 18 juin 1972.

En ce qui concerne les finances publiques, ce plan contient un certain nombre d'objectifs, et notamment une croissance annuelle moyenne des investissements publics à concurrence de 15 %. Cet objectif constitue un véritable impératif.

Pour 1973, les prévisions en matière d'investissements publics indiquent cependant un sérieux ralentissement de ceux-ci. Sera-t-il encore possible, dans ces conditions, de réaliser complètement l'objectif du Plan ?

Réponse :

La diminution du programme 1973 par rapport au programme 1972 tient au fait que ce dernier a été majoré en cours d'exécution d'un montant de 10,3 milliards en vue d'un effort conjoncturel exceptionnel.

Vraag :

De Regering heeft in het afgelopen jaar een economische relancepolitiek gevoerd. Tot dusver evenwel lijkt de conjuncturele herleving die men kan vaststellen zonder invloed te zijn gebleven op de investeringsneiging van de ondernemingen. Moet de verklaring hiervoor gezocht worden in de te hoge huurprijs van het geld, in de overdreven andere kosten en in een zekere loomheid die het risicodragend kapitaal vertoont ? Welk zijn de diepere redenen die de herleving van de produktieve investeringen in de weg staan ?

Antwoord :

In 1969 en 1970 zijn de produktieve investeringen van de ondernemingen — zowel met het oog op de uitbreiding als op de rationalisatie — zeer sterk gestegen daar het volume ervan met 9,8 %, resp. 8,5 % verhoogd is.

De in 1971 geconstateerde conjunctuurverslapping heeft voor deze investeringen een achteruitgang van 3 % ten gevolge gehad, terwijl zij, voor het lopende jaar, volgens voorlopige ramingen vrijwel gestabiliseerd zouden zijn niettegenstaande de versnelling van de economische conjunctuur. Waarschijnlijk gaat het hier om een overgangstoestand, aangezien er normaal een periode van 12 tot 15 maanden verloopt tussen het herstel van de vraag en de verhoogde neiging om te investeren.

Anderzijds is de rentevoet tot op een tamelijk laag niveau gezakt; de N. M. K. N. heeft haar tarieven eind september nog doen dalen, zodat de rentevoet voor de operaties van meer dan vijf jaar tot 7,5 % werd teruggebracht (betaling na vervallen semester). Deze rentevoet bedroeg 9,25 % in oktober 1970.

De economische begroting verwacht voor het jaar 1973 een aangroei van het volume van de produktieve investeringen met meer dan 2 %. Deze aangroei zou nog sneller moeten verlopen naarmate de produktiecapaciteit haar optimale aanwending benadert.

De begrotingsvoorstellen voor 1973 zouden, op financieel vlak, de investeringsneigingen moeten aanwakken. Een nieuwe tranche van 9 miljard vroegere belastingen die in de voorraden bevat zijn, zal in vier fasen worden terugbetaald, de eerste in januari 1973. Voor de autovoertuigen en de aanhangwagens zullen de op de investeringen van de belastingplichtigen toepasselijke B. T. W.-tarieven van 7,5 % tot 5 % en van 9 % tot 6 % verminderd worden.

*b) Overheidsinvesteringen.**Vraag :*

De hoofdlijnen van het plan 1971-1975 werden vastgelegd in de wet van 18 juni 1972.

Op het vlak van de openbare financiën bevat dit plan een aantal objectieven, waaronder een gemiddelde jaarlijkse groei van de openbare investeringen met 15 %. Dit oogmerk vormt een werkelijk imperatief.

Voor 1973 geven de vooruitzichten inzake openbare investeringen evenwel een ernstige vertraging te zien. Zal het in die omstandigheden nog mogelijk zijn om het door het Plan gestelde objectief volledig te bereiken ?

Antwoord :

De vermindering van het programma voor 1973 t.o.v. het programma voor 1972 vloeit voort uit het feit dat laatstgenoemd programma in de loop van de uitvoering ervan met 10,3 miljard werd vermeerderd met het oog op een uitzonderlijke conjuncturele inspanning.

La comparaison avec les prévisions du Plan 1971-1975 — dans l'hypothèse où les investissements accuseraient une augmentation régulière de 15 % par rapport à l'année précédente, pendant toute la période couverte par le Plan, montre que le programme 1973 reste encore de 600 millions au-dessus du chiffre théorique de la tranche 1973 du Plan.

Pour les années 1971 et 1972 cumulées, les chiffres correspondant au plan seraient dépassés de plus ou moins 23 milliards (cf. exposé général — p. 139). Cette « avance » reste donc acquise et même légèrement renforcée avec le programme arrêté par le Gouvernement pour 1973.

Question :

Aux termes mêmes du Plan, le programme d'investissements ne pourra être exécuté que dans la mesure où un solde d'épargne important puisse être réalisé sur le plan des opérations courantes. En 1975, ce solde d'épargne devrait atteindre, pour l'ensemble du secteur public, 44 milliards, dont 22,7 milliards pour le seul pouvoir central.

Toutefois, étant donné que le budget ordinaire pour 1972 se solde par un déficit et que le budget pour 1973 n'accusera probablement pas de boni, on peut se demander si l'objectif du Plan pourra être réalisé effectivement.

Réponse :

Le Bureau du Plan fait remarquer qu'il y a une différence entre le solde d'épargne repris dans le budget et celui qui figure dans la comptabilité nationale.

A la page 16 du projet de loi portant approbation des lignes principales du Plan, M. Van Waterschoot, dans son rapport au nom de la Commission des Affaires économiques, explique cette différence.

Calcul simplifié du « solde des opérations courantes » et du « solde d'épargne » au départ du « solde du budget ordinaire » traditionnel (1).

(En milliards de francs)
1971

I. Solde du budget ordinaire (1) — 3,4

Corrections pour aboutir au « solde des opérations courantes » :

— dépenses des budgets ordinaires à éliminer (2) :

— amortissements de la dette	20,2
— dépenses d'équipement	2,1
— transferts de capitaux	2,1
— crédits et participations	1,1
— autres	3,2
	28,7

(1) Sur base des projets de budgets 1971, y compris un amendement portant sur un crédit ordinaire de 3,6 milliards pour couvrir des dépenses afférentes à la revalorisation de la fonction publique.

Source : Exposé général 1971 — quatrième partie.

(2) Dépenses figurant dans les budgets ordinaires traditionnels mais qui, suivant les principes de la comptabilité nationale, sont considérées comme des dépenses de capital (ou de trésorerie : amortissements de la dette).

Uit de vergelijking met de vooruitzichten van het Plan 1971-1975, in de veronderstelling dat de investeringen gedurende de hele Planperiode een regelmatige groei met 15 % t.o.v. het vorige jaar zouden vertonen, blijkt dat het programma voor 1973 het theoretische cijfer van de tranche 1973 van het Plan nog met 600 miljoen overschrijdt.

Voor de jaren 1971 en 1972 samen zouden de met het Plan overeenstemmende cijfers met ca. 23 miljard worden overschreden (zie Algemene Toelichting, blz. 139). Die « voorsprong » blijft dus en neemt zelfs lichtjes toe met het door de Regering bepaalde programma voor 1973.

Vraag :

Het investeringsprogramma zal, volgens de bewoordingen zelf van het Plan, slechts kunnen uitgevoerd worden, indien een belangrijk spaaroverschot wordt verwezenlijkt op het vlak van de lopende verrichtingen. Dit spaaroverschot zou 44 miljard moeten bereiken in 1975 voor het geheel van de openbare sector, waarvan 22,7 miljard voor de centrale overheid alleen.

Aangezien de gewone begroting voor 1972 evenwel een tekort oplevert, en de begroting voor 1973 wellicht evenmin een overschot zal laten, kan de vraag gesteld worden of het door het Plan gestelde doel wel degelijk zal worden gerealiseerd.

Antwoord :

Het Planbureau wijst erop dat er een verschil is tussen het spaarsaldo in de begroting en het spaarsaldo in de nationale boekhouding.

Op blz. 16 van het wetsontwerp houdende goedkeuring van de hoofdlijnen van het Plan (verslag uitgebracht namens de Commissie voor de Economische Zaken door de heer Van Waterschoot) wordt dit verschil uiteengezet.

Vereenvoudigde berekening van het « saldo der lopende uitgaven » en van het « spaarsaldo » vertrekkend van het traditionele « saldo op de gewone begroting » (1).

(In miljarden franken.)
1971

I. Saldo op de gewone begroting (1) — 3,4

Correcties om te komen tot het « saldo der lopende uitgaven » :

— af te trekken uitgaven uit de gewone begrotingen (2) :

— schuldaflossingen	20,2
— uitrustingen	2,1
— kapitaaloverdrachten	2,1
— kredietverleningen en deelnemingen	1,1
— overige	3,2
	28,7

(1) Volgens de ontwerp-begrotingen 1971, inclusief een amendement betreffende een gewoon krediet van 3,6 miljard tot dekking van de kosten i.v.m. de revalorisatie van het openbaar ambt.

Bron : Algemene Toelichting 1971 — vierde deel.

(2) Uitgaven van de traditionele gewone begrotingen, maar die volgens de begrippen van de nationale boekhouding als kapitaaluitgaven worden beschouwd (of als schatkistuitgaven : schuldaflossingen).

Total : à influence positive sur le solde I : + 28,7	
— dépenses au budget extraordinaire à introduire (1) :	
— équipements militaires	5,6
— entretien et réparations des routes ...	1,7
— autres	3,4
	<u>10,7</u>

Total : à influence négative sur le solde I : - 10,7	
— Voies et Moyens à limiter (2) :	
— droits de succession	4,6
— autres	0,4
	<u>5,0</u>

Total : à influence négative sur le solde I : - 5,0	
II. Solde des opérations courantes	+ 9,6

c) *Politique régionale.**Question :*

Un membre demande une définition claire du mot « région ». Il insiste pour qu'à l'avenir ce mot soit toujours employé pour couvrir la même notion.

Réponse :

Dans le budget économique de 1973, réparti selon les trois régions, Bruxelles correspond aux 19 communes. La Wallonie comprend la région d'expression allemande. Les 6 communes périphériques de Bruxelles et Hal-Vilvorde, appartiennent à la région flamande.

Question :

Pour 1972, le Gouvernement annonce une croissance du P. N. B. de 8,7 % ; celle-ci atteindra probablement 9,2 % en 1973.

Quelle est la répartition de ces pourcentages par région, quelles méthodes ont été utilisées pour leur détermination ?

Réponse :

Totaal : met gunstige weerslag op saldo I : + 28,7	
— bij te voegen uitgaven uit de buitengewone begroting (1) :	
— militaire uitrusting	5,6
— onderhoud en herstel van wegen ...	1,7
— overige	3,4
	<u>10,7</u>

Totaal : met ongunstige weerslag op saldo I : - 10,7	
— na af te trekken Rijksmiddelen (2) :	
— successierechten	4,6
— overige	0,4
	<u>5,0</u>

Totaal : met ongunstige weerslag op saldo I : - 5,0	
II. Saldo der lopende uitgaven	+ 9,6

c) *Regionaal beleid.**Vraag :*

Een lid vraagt een duidelijke definitie van het woord « gewest ». Hij vraagt met nadruk dat dit woord voortaan altijd met hetzelfde begrip zou overeenstemmen.

Antwoord :

In het economisch budget voor 1973, uitgesplitst voor de drie gewesten, is Brussel gelijk aan de 19 gemeenten. Wallonië omvat het Duitstalige gebied. De 6 randgemeenten van Brussel en Halle-Vilvoorde maken deel uit van het Vlaamse gewest.

Vraag :

Voor 1972 kondigt de Regering aan dat het B. N. P. met 8,7 % zal stijgen; voor 1973 zal het vermoedelijk een stijging met 9,2 % te zien geven.

Hoe vallen deze percentages per streek uiteen ? Volgens welke methodes zijn ze berekend ?

Antwoord :

	1972		Evolution en valeur	Aux prix de 1973	
	1972		Waarde- ontwikkeling	Tegen prijzen 1973	
	Valeur	Prix 1972			
	Waarde	Prijzen 1972			
P. R. B. Bruxelles	107,7)	241,3	108,7)	262,4	B. R. P. Brussel.
P. R. B. Wallonie	108,5) 8,7	428,5	109,1) 9,2	467,7	B. R. P. Wallonië.
P. R. B. Flandres	109,3)	874,5	109,3)	956,2	B. R. P. Vlaanderen.
		<u>1 544,3</u>		<u>1 686,3</u>	

(1) Dépenses figurant au budget extraordinaire traditionnel mais qui, suivant les principes de la comptabilité nationale, sont considérées comme des opérations courantes.

(2) Recettes figurant au budget des Voies et Moyens traditionnel mais qui, suivant le principe de la comptabilité nationale, sont considérées comme des recettes de capital.

(1) Uitgaven op de traditionele buitengewone begroting, maar die volgens de beginselen van de nationale boekhouding als lopende uitgaven worden beschouwd.

(2) Ontvangsten in de traditionele Rijksmiddelenbegroting, maar die volgens de beginselen van de nationale boekhouding als kapitaalontvangsten worden beschouwd.

Tous les renseignements concernant la méthodologie de la régionalisation figurent dans les volumes qui seront prochainement transmis pour avis aux C. E. R.

Question :

L'année passée, le Gouvernement s'était engagé à déterminer dans chaque budget l'importance exacte des crédits régionalisés (voir page 19 du rapport de M. Deruelles sur le budget des Voies et Moyens pour 1972).

Cette promesse sera-t-elle tenue ?

Réponse :

La promesse dont il est question comprend ce qui suit : le montant exact des crédits régionalisés sera indiqué séparément dans chaque budget.

En ce qui concerne le budget du Ministère des Affaires économiques, ces données seront reprises au budget de 1973.

Question :

A la page 57 de l'exposé général, le Gouvernement indique :

« La Commission des Communautés Européennes a pris une décision, en date du 26 avril 1972, concernant les aides accordées au titre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (*Journal officiel des Communautés Européennes*, n° 2105/13 du 5 mai 1972).

Sur le plan régional, la C. E. E. a indiqué le cadre général des régions à l'intérieur desquelles il appartient au Gouvernement de déterminer les zones de développement.

Ces régions couvrent 28 arrondissements ainsi que plusieurs zones en prolongement de certains arrondissements.

Avant de prendre une décision définitive, le Gouvernement a recueilli l'avis des C. E. R.

Se conformant à la décision de la Commission, le Gouvernement belge déterminera ensuite les zones de développement dans le cadre géographique des arrondissements et parties d'arrondissements arrêtés par la Commission.

La liste des zones de développement fera l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, conformément à l'article 11 de ladite loi. »

Quand sera pris cet arrêté ?

Réponse :

Conformément à la décision de la Commission de la C. E. E., le Gouvernement délimitera les zones de développement.

La liste des zones de développement sera reprise dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, conformément à l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970.

Le Gouvernement a décidé de faire une nouvelle proposition tendant à modifier cet article 11.

Il sera proposé d'accepter 25 % de la population du Royaume au lieu de 20 %.

Cette proposition ainsi que celle relative à la délimitation des zones seront faites incessamment.

Alle inlichtingen over de methodologie van de gewestvorming maken het voorwerp uit van een boekdeel dat behoort tot de documenten die binnenkort aan de G. E. R. voor advies zullen worden toegezonden.

Vraag :

Vorig jaar had de Regering beloofd het juiste bedrag van de geregionaliseerde kredieten in iedere begroting te bepalen (zie blz. 11 van het verslag van de heer Deruelles over de Rijksmiddelenbegroting voor 1972).

Zal die belofte worden gehouden ?

Antwoord :

De belofte waarvan sprake, is als volgt weer te geven : het juiste bedrag van de geregionaliseerde kredieten zal in elke begroting afzonderlijk worden weergegeven.

Wat de begroting van het Ministerie van Economische Zaken betreft, zullen deze gegevens worden medegedeeld in de begroting voor 1973.

Vraag :

Op blz. 57 van de Algemene Toelichting verklaart de Regering wat volgt :

« De Commissie van de Europese Gemeenschappen heeft op 26 april 1972 een beschikking uitgevaardigd, inzake de steun verleend krachtens de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie (*Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*, n° 2105/13, 5 mei 1972).

Op gewestelijk vlak heeft de E. E. G. het algemeen kader van de gebieden, waarin de Regering de ontwikkelingszones moet bepalen, vastgelegd.

Deze gebieden omvatten 28 arrondissementen, alsook enkele zones als voortzetting van bepaalde arrondissementen.

De Regering heeft de adviezen ingewonnen van de Gewestelijke Economische Raden vooraleer een definitieve beslissing te nemen.

Overeenkomstig de beslissing van de Commissie, zal zij nadien de ontwikkelingszones afbakenen binnen het geografische kader van de arrondissementen en delen van arrondissementen die door de Commissie werden bepaald.

De lijst van de ontwikkelingszones zal voorkomen in een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, overeenkomstig artikel 11 van bedoelde wet. »

Wanneer zal dit besluit genomen worden ?

Antwoord :

Overeenkomstig de beslissing van de Commissie van de E. E. G. zal de Regering de ontwikkelingszones afbakenen.

De lijst van de ontwikkelingszones zal voorkomen in een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, overeenkomstig artikel 11 van de wet van 30 december 1970.

De Regering heeft beslist een nieuw voorstel in te dienen waarbij dit artikel 11 zal worden gewijzigd.

In plaats van 20 % zal worden voorgesteld om 25 % van de bevolking van het Rijk in aanmerking te nemen.

Dit voorstel alsook de afbakening van de zones zal eerlang worden voorgelegd.

Question :

A la page 61 de l'exposé général, il est indiqué, en ce qui concerne la Flandre : « Entre le 1^{er} janvier 1972 et le 31 juillet 1972, des investissements avec l'aide de l'Etat et portant sur un montant de 6 770 milliards de francs, ont été définitivement approuvés pour la région flamande.

La réalisation de ces programmes doit créer 7 280 nouveaux emplois ».

A la même page et en ce qui concerne la Wallonie, il est simplement mentionné ce qui suit : « Entre le 1^{er} juillet 1968 et le 30 juin 1972, les décisions d'investir en Wallonie avec l'aide de la législation sur l'expansion économique ont porté sur un montant global de 76,4 milliards de francs ».

Ces affirmations sont difficilement comparables. Pour la Wallonie ne figure d'ailleurs aucune indication quant au nombre d'emplois.

Bien que les politiques économiques régionales soient différentes, une coordination s'impose.

Réponse :

Le tableau ci-après donne une réponse aux questions posées :

Lois d'expansion économique :

	Investissements (en millions)		Personnel à engager	
	1-7-1968- 31-8-1972	1-1-1972- 31-8-1972	1-7-1968- 31-8-1972	1-1-1972- 31-8-1972
Flandre ...	134 728	7 524	90 981	8 601
Wallonie	81 729	13 305	48 568	7 047

Moyenne annuelle des investissements aidés :

	(en milliards)	
	1959- 30-6-1968	1-7-1968- 31-8-1972
Flandre ...	12,3	32,3
Wallonie ...	8,9	19,6

Question :

L'analyse de la politique régionale fait apparaître que les décisions d'investir en Wallonie, avec l'aide de la législation sur l'expansion économique, ont porté sur un montant global de 76,4 milliards entre le 1^{er} juillet 1968 et le 30 juin 1972 (p. 61 de l'exposé général).

1) Tout d'abord, il y a lieu de préciser si ce montant comprend ou non l'aide publique aux investissements, mentionnée à la page 58 de l'exposé général.

2) Ensuite, le même montant global devrait être fourni pour la Flandre, calculé sur des bases identiques et pour la même période.

3) A la page 61 de l'exposé général, le Gouvernement écrit : « Il y a lieu de souligner que la plupart de ces investissements nouveaux en Wallonie sont précisément le fait d'industries de pointe ». De quelles industries s'agit-il et quels montants y ont été affectés ?

Vraag :

Op blz. 61 van de Algemene Toelichting wordt over Vlaanderen het volgende vermeld : « Tijdens de periode van 1 januari 1972 tot 31 juli 1972 werden investeringen met overheidshulp ten belope van 6 770 miljard frank definitief goedgekeurd in het Vlaamse land.

Dank zij de uitvoeringen van de desbetreffende programma's moeten 7 280 nieuwe arbeidsplaatsen tot stand komen ».

Op dezelfde bladzijde wordt over Wallonië enkel het volgende gezegd : « In de periode van 1 juli 1968 tot 30 juni 1972 bereikten de beslissingen om in Wallonië te investeren met de steun van de wetgeving betreffende de economische expansie een globaal bedrag van 76,4 miljard frank ».

Deze beweringen kunnen moeilijk met elkaar worden vergeleken. Voor Wallonië wordt trouwens geen inlichting verstrekt over het aantal arbeidsplaatsen.

Alhoewel in beide gevallen het gewestelijk economisch beleid verschilt, is coördinatie nodig.

Antwoord :

De hiernavolgende tabel geeft een antwoord op de gestelde vragen :

Economische expansiewetten :

	Investeringen (miljoenen)		Aan te werven personeel	
	1-7-1968- 31-8-1972	1-1-1972- 31-8-1972	1-7-1968- 31-8-1972	1-1-1972- 31-8-1972
Vlaanderen	134 728	7 524	90 981	8 601
Wallonië	81 729	13 305	48 568	7 047

Jaarlijks gemiddelde der gesteunde investeringen :

	(miljarden)	
	1959- 30-6-1968	1-7-1968- 31-8-1972
Vlaanderen ...	12,3	32,3
Wallonië ...	8,9	19,6

Vraag :

Uit een analyse van het regionale beleid blijkt dat de uitgaven i.v.m. de beslissingen om in Wallonië te investeren met behulp van de door de wetgeving betreffende de economische expansie verleende middelen tussen 1 juli 1968 en 30 juni 1972 in totaal 76,4 miljard bereikten (blz. 61 van de Algemene Toelichting).

1) In de eerste plaats moet worden gepreciseerd of in dit bedrag de op blz. 58 van de Algemene Toelichting bedoelde overheidssteun aan de investeringen begrepen is.

2) Vervolgens zou aan Vlaanderen eenzelfde totaal bedrag toegekend moeten worden, dat is berekend op dezelfde grondslagen en voor dezelfde periode.

3) Op blz. 61 van de Algemene Toelichting schrijft de Regering wat volgt : « Er valt te onderstrepen dat het merendeel van die nieuwe investeringen in Wallonië werden gedaan door speerpuntnijverheden ». Over welke industrieën is hier sprake en welke bedragen zijn daarmee gemoeid ?

4) A la page 62, il est indiqué qu'entre le 1^{er} juillet 1968 et le 30 juin 1972, 51 zones industrielles ont été reconnues d'intérêt national ou d'intérêt régional en Wallonie. A ce sujet, il y a lieu :

a) de préciser l'identification, l'ampleur, le statut, la date de reconnaissance et le taux actuel d'occupation;

b) de fournir pour la même période, le même tableau pour la Flandre et pour Bruxelles.

5) A la même page 62, le Gouvernement déclare qu'un effort tout particulier doit être entrepris en faveur des anciennes régions industrielles. Sous le Gouvernement précédent, un projet de loi avait été élaboré à ce sujet. Quelles sont actuellement les intentions à cet égard ?

Réponse :

1) Le montant global de 76,4 milliards auquel il est fait allusion à la page 61 de l'exposé général se rapporte aux investissements aidés en Wallonie conformément à la législation d'expansion économique.

2) Pour cette même période du 1^{er} juillet 1968 au 30 juin 1972, les investissements aidés de la même manière en Flandre ont atteint 132,4 milliards.

3) En ce qui concerne les investissements nouveaux qui sont le chef de l'érection de nouvelles entreprises, il est évident que ceux-ci caractérisent effectivement et essentiellement des entreprises de secteurs dits en pointe, à savoir notamment l'érection de raffineries, le secteur chimique et pétrochimique ainsi que certaines industries du secteur des fabrications métalliques. En cette matière, la presque totalité de ces investissements caractérise des firmes à technologie avancée.

4) De nombreux renseignements ont déjà été fournis à différentes reprises au sujet des zones industrielles, notamment par la voie du bulletin des questions et réponses (réponses à M. le Sénateur De Vlies, voir Bulletin Sénat de 1971-1972, pages 590 à 592 et 629 à 631 et à M. le député Damseaux, Bulletin Chambre n° 33, de 1971-1972, p. 1758).

Certes, les renseignements fournis contiennent déjà de nombreuses informations qui permettent de rencontrer les préoccupations du membre mais si ce dernier souhaite absolument obtenir toutes les précisions qu'il a formulées, l'administration pourra entamer l'étude requise.

5) Aucune précision n'a pu être obtenue, au sujet d'une relance éventuelle de l'ancien projet de loi qui prévoyait l'assainissement non seulement des anciens sites charbonniers, mais de tous les anciens sites d'activités industrielles et même d'habitat vieilli.

Selon le Secrétaire d'Etat à l'économie régionale wallonne, ce projet ne serait nullement abandonné mais ferait l'objet d'une étude complémentaire.

Question :

La répartition des crédits d'engagement imputés par le Fonds d'expansion économique à l'expansion régionale a évolué de la manière suivante : en 1971, parité entre les régions; en 1972, 4,275 milliards à la Wallonie et 5,725 milliards à la Flandre.

En 1973, le Fonds ne disposera que de 6 milliards pour assurer la charge des crédits engagés, mais il n'y aura plus de nouveaux engagements. Les soldes de crédits devront

4) Op blz. 62 wordt gezegd dat tussen 1 juli 1968 en 30 juni 1972 in Wallonië 51 industriezones als van nationaal of gewestelijk belang zijnde erkend werden. In dit verband :

a) zouden nadere bijzonderheden moeten worden verstrekt in verband met de identificatie, de omvang, het statuut, de datum van de erkenning en de huidige graad van tewerkstelling;

b) zou voor dezelfde periode, eenzelfde tabel moeten verstrekt worden voor Vlaanderen en voor Brussel.

5) Eveneens op blz. 62 verklaart de Regering dat een bijzondere inspanning dient te worden gedaan ten voordele van de vroegere industriegebieden. De vorige Regering had daartoe een wetsontwerp ingediend. Wat zijn de huidige bedoelingen in dezen ?

Antwoord :

1) Het totale bedrag van 76,4 miljard waarvan sprake is op blz. 61 van de Algemene Toelichting heeft betrekking op de in Wallonië gedane investeringen die, op grond van de wetgeving op de economische expansie, steun hebben ontvangen.

2) Voor diezelfde periode van 1 juli 1968 tot 30 juni 1972 bereikte de steun welke op dezelfde wijze in Vlaanderen aan de investeringen toegekend werd, 132,4 miljard frank.

3) Voor de nieuwe investeringen die verband houden met de oprichting van nieuwe bedrijven, is het duidelijk dat zij daadwerkelijk en hoofdzakelijk betrekking hebben op zogenaamde speerpuntsectoren, namelijk de oprichting van raffinaderijen, de chemische en de petrochemische sector, evenals bepaalde industrieën die tot de sector metaalfabrikaten behoren. Bijna al deze investeringen gaan naar firma's met een zeer ontwikkeld technologisch karakter.

4) Over de industriegebieden werden herhaaldelijk heel wat inlichtingen verstrekt, met name via het Bulletin van Vragen en Antwoorden (antwoorden verstrekt aan Senator De Vlies, Zie Bulletin Senaat, 1971-1972, blz. 590 tot 592 en 629 tot 631, en aan Volksvertegenwoordiger Damseaux, Bulletin van Vragen en Antwoorden Kamer, n° 33, 1971-1972, blz. 1758).

Deze gegevens bevatten weliswaar een antwoord op heel wat vragen van het lid, maar indien deze alle gevraagde inlichtingen wenst te bekomen, zal de administratie de nodige opzoeken doen.

5) Over de eventuele wederindiening van het vroegere wetsontwerp, dat niet alleen voorzag in de sanering van de afgedankte steenkolenvestigingen maar ook van alle vroegere industrievestigingen en zelfs van het verouderde woonpatrimonium, konden geen verdere inlichtingen worden bekomen.

Volgens de Staatssecretaris voor de Waalse streek economie zou dit ontwerp niet opgegeven zijn, maar het voorwerp uitmaken van een aanvullende studie.

Vraag :

De vastleggingskredieten welke voor de gewestelijke expansie door het Fonds voor de economische expansie zijn aangerekend, vallen als volgt uiteen : in 1971, gelijke verdeling onder de gewesten; in 1972, 4,275 miljard voor Wallonië en 5,725 miljard voor Vlaanderen.

In 1973 zal het Fonds slechts over 6 miljard beschikken voor de last van de vastgelegde kredieten, maar er zullen geen nieuwe vastleggingen gebeuren. De kredietsaldi zullen

couvrir toutes les dépenses futures. Il semble donc que des crédits d'investissement n'aient pas trouvé d'utilisateurs.

Or, pour les crédits octroyés à la Flandre, certains transferts ont été opérés, notamment vers le budget des Travaux publics. Cette formule sera-t-elle encore tolérée à l'avenir ?

Réponse :

Le Secrétaire d'Etat au budget a signalé que des transferts et des mises à disposition de crédits peuvent évidemment être opérés dans le cadre des dispositions légales et sur base de l'article 10 du budget du Ministère des Affaires économiques pour 1972.

Question :

En ce qui concerne le Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, un membre demande, en se référant à la page 57 de l'exposé général, une explication sur l'utilisation des soldes :

1) il constate que l'on mentionne « des autorisations des années antérieures restent disponibles ».

Sont-ce des crédits d'engagement ou des crédits de paiement ?

2) ces crédits sont-ils grevés ou non d'une quelconque façon par des décisions antérieures et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) ces montants sont-ils calculés avant ou après des transferts ?

4) tient-on compte dans ces montants des « crédits dégagés » Alubel ? *

5) quelle est la situation actuelle des soldes ? On donne la situation au 1^{er} janvier 1972 alors que le Ministre des Affaires économiques a déjà fourni des chiffres pour mai-juin 1972.

6) quels sont les soldes sous les rubriques « Bruxelles et divers » ?

7) quels sont les soldes sous la rubrique « crédits sectoriels » ?

Réponse :

1) Les autorisations des années antérieures restant disponibles ne concernent que des crédits d'engagement.

2) Ces crédits ne sont pas grevés par des décisions antérieures mais il faut tenir compte du volant des affaires en cours de négociation, pour lesquelles les mesures d'exécution ne sont pas définitivement arrêtées au moment de l'établissement d'une situation.

3) Les chiffres sont calculés après transfert sauf les cas, comme pour le point 2, où les mesures d'exécution ne sont pas définitivement arrêtées pour des affaires en cours de négociation.

4) Dans l'état actuel des choses, il n'a pas encore été jugé opportun de procéder au dégagement de crédits pour Alubel, ceux-ci ont d'ailleurs un caractère provisionnel.

alle toekomstige uitgaven moeten dekken. Het blijkt dus dat voor deze investeringskredieten geen gegadigden zijn gevonden.

Welnu voor de aan Vlaanderen toegekende kredieten werden bepaalde transferten gedaan, inzonderheid naar de begroting van Openbare Werken. Zal deze formule in de toekomst nog gebruikt mogen worden ?

Antwoord :

De Staatssecretaris voor Begroting heeft erop gewezen dat de kredietoverdrachten en het beschikbaar stellen van kredieten natuurlijk toegepast mogen worden in het kader van de wettelijke bepalingen en op basis van artikel 10 van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor 1972.

Vraag :

In verband met het Fonds voor de economische expansie en de regionale reconversie vraagt een lid, en hierbij verwijst hij naar blz. 57 van de Algemene Toelichting, nadere uitleg over het gebruik van de saldi :

1) hij constateert dat er vermeld wordt « machtigingen voor vorige jaren blijven beschikbaar ».

Gaat het hier om vastleggingskredieten of betalingskredieten ?

2) zijn deze kredieten al dan niet op een of andere manier bezwaard door vroegere beslissingen en, zo ja, door welke ?

3) werden die bedragen berekend vóór of na transfers ?

4) is in die bedragen rekening gehouden met de z.g. « vrijgemaakte kredieten » Alubel ?

5) hoe is de huidige toestand van de saldi ? Er is sprake van de toestand op 1 januari 1972, ofschoon de Minister van Economische Zaken reeds cijfers heeft gegeven voor mei-juni 1972.

6) welke zijn de saldi van de rubrieken « Brussel en diversen » ?

7) welke zijn de saldi van de rubriek « sectoriële kredieten » ?

Antwoord :

1) De nog beschikbare machtigingen voor vorige jaren hebben alleen betrekking op vastleggingskredieten.

2) Die kredieten zijn niet bezwaard door vroegere beslissingen, maar er moet rekening worden gehouden met de zaken die in onderhandeling zijn en waarvoor de uitvoeringsmaatregelen nog niet definitief waren vastgelegd op het ogenblik dat de toestand werd opgemaakt.

3) De bedragen werden berekend na de transfers, behalve wanneer de uitvoeringsmaatregelen nog niet definitief zijn vastgelegd voor de zaken die in onderhandeling zijn, zoals gezegd sub 2.

4) Tot op heden leek het nog niet dienstig kredieten vrij te maken voor Alubel; deze kredieten hebben trouwens een provisioneel karakter.

Alubel est une société de droit belge créée par la firme suisse « Alusuisse ».

Le groupe suisse se proposait d'établir un siège d'exploitation à Amay (C. M. C. E. S., 30 décembre 1969). Il a d'ailleurs pris une option sur des terrains sis à cet endroit.

5) 6) 7) Sur la base de la situation au 30 septembre 1972 du contrôleur des engagements, les soldes d'autorisations d'engagement (en milliers de francs) se présentent comme suit, pour les postes en question :

Wallonie	6 093 121
Flandre	7 990 975
Sectoriels	1 203 541
Bruxelles	970 321

(compte tenu du budget du Ministère des Affaires économiques pour 1972).

Question :

Quelle est en 1972 la répartition régionale du fonds de soutien conjoncturel de 3 milliards ?

Réponse :

Le Fonds de soutien conjoncturel a été créé pour faire face au ralentissement du rythme d'expansion de l'économie.

Le montant des engagements à charge du Fonds ne peut excéder 3 milliards de F.

Jusqu'à présent, l'utilisation de ces crédits se répartit comme suit entre les différents départements :

1. *Classes moyennes* : 10 millions destinés à des activités d'information ayant pour but de promouvoir l'exportation par les petites et moyennes entreprises.

Ces montants seront attribués suivant les besoins et les demandes qui seront faites.

La répartition régionale pourrait seulement être donnée après utilisation du montant prévu.

2. Commerce extérieur :

— 42 millions pour l'octroi de conditions complémentaires au taux d'intérêt de crédits destinés à l'exportation de biens d'équipement belges, notamment pour compenser les charges résultant du paiement des intérêts par anticipation.

— 50 millions pour l'octroi de bonifications spéciales au taux d'intérêt de crédits destinés à l'exportation de biens d'équipement belges pour lesquels des procédés technologiques nouveaux sont mis en application.

— 50 millions pour le Fonds d'assistance pour la formation technique et administrative en vue de promouvoir la réalisation de projets d'exportation.

Pour ces montants, il va de soi qu'une répartition régionale ne peut être faite.

3. Emploi et travail :

900 millions destinés à couvrir les dépenses à engager dans le cadre des mesures spéciales destinées à promouvoir la politique de l'emploi et pour favoriser la remise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics.

Une répartition régionale de ces crédits n'a pas été effectuée en raison notamment du caractère fluctuant du chômage et des besoins des administrations recourant à ce système.

Alubel is een vennootschap naar Belgisch recht opgericht door de Zwitserse onderneming « Alusuisse ».

De Zwitserse groep wou een exploitatiezetel vestigen te Amay (M. C. E. S. C., 30 december 1969). Zij heeft hiervoor nog een optie op terreinen aldaar.

5) 6) 7) Op grond van de op 30 september 1972 door de controleur van de vastleggingen vastgestelde toestand bedragen de saldi van de vastleggingsmachtigingen voor de betrokken posten :

Wallonië	6 093 121
Vlaanderen	7 990 975
Sectoriële	1 203 541
Brussel	970 321

(rekening houdend met de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor 1972).

Vraag :

Welke is voor 1972 de gewestelijke verdeling van het fonds voor conjuncturele steun, dat 3 miljard belooft ?

Antwoord :

Het Fonds voor conjuncturele steun is opgericht om het hoofd te bieden aan een verslapping van het economisch groeitempo.

Het bedrag van de vastleggingen ten laste van dit Fonds mag niet hoger zijn dan 3 miljard F.

Tot nog toe zijn deze kredieten door de verschillende departementen als volgt aangewend :

1. *Middenstand* : 10 miljoen bestemd voor informatieactiviteiten ter bevordering van de uitvoer der kleine en middelgrote bedrijven.

Deze bedragen zullen naar gelang van de behoeften en de ingediende aanvragen toegekend worden.

De gewestelijke verdeling zal eerst na de aanwending van het uitgetrokken bedrag bekend kunnen worden gemaakt.

2. Buitenlandse handel :

— 42 miljoen voor de toekenning van aanvullende rentevergoedingen voor kredieten bestemd voor de uitvoer van Belgische uitrustingsgoederen, namelijk ter compensatie van de lasten voortvloeiende uit de voorafbetaling van de interesten.

— 50 miljoen voor de toekenning van speciale rentevergoedingen voor kredieten bestemd voor de uitvoer van Belgische uitrustingsgoederen waarvoor nieuwe technologische procédés worden toegepast.

— 50 miljoen voor het Steunfonds voor de technische en administratieve opleiding, ter bevordering van de tenuitvoerlegging van exportprojecten.

Hier kan natuurlijk geen sprake zijn van een gewestelijke verdeling.

3. Tewerkstelling en arbeid.

900 miljoen om de uitgaven te dekken welke zullen moeten worden gedaan in het raam van de speciale maatregelen die het werkgelegenheidsbeleid moeten bevorderen en de wettewerkstelling van de werklozen door de overheid in de hand moeten werken.

De gewestelijke verdeling van die kredieten is nog niet gebeurd, met name wegens de schommelingen van de werkloosheid en van de behoeften van de administraties die een beroep doen op dit systeem.

4. Logement :

Le Gouvernement a arrêté le plafond de 3 milliards en tenant compte d'une relance conjoncturelle du logement, dont le financement est assuré par les crédits dont dispose le Fonds du Logement. Il s'agit ici d'un supplément conjoncturel de prime à la construction et à l'assainissement des logements sociaux.

Les informations font actuellement défaut concernant l'utilisation de ces primes, compte tenu des délais nécessaires à la mise en paiement.

Question :

La déclaration gouvernementale prévoyait d'engager en 4 ans 10 milliards sous forme de « Fonds de solidarité nationale ».

En 1972, une tranche de deux milliards était prévue en faveur des régions ayant des problèmes particuliers de sous-développement. Or, le Fonds est intact et on ne lui affecte pas de nouveaux crédits pour 1973, bien que certaines régions wallonnes ont des « difficultés particulières » (poches de chômage à Liège, Huy et Mons).

Quelles sont les modalités d'utilisation du Fonds de solidarité nationale qui ont été fixées en C. M. C. E. S. ?

Réponse :

Au cours de sa réunion du 11 octobre 1972, le Gouvernement a fixé les modalités d'utilisation du Fonds de solidarité nationale. Le texte de cette décision est reproduit ci-après.

Ces crédits, qui jusqu'à présent n'ont pas été utilisés, seront prélevés au fur et à mesure des besoins économiques.

Dans l'immédiat, un montant de 2 milliards est suffisant; les soldes disponibles du F. E. E. R. R. pourront être également utilisés.

* * *

Modalités de partage des moyens prévus par le Fonds national de solidarité :

En date du 11 octobre 1972, le Comité ministériel de coordination économique et sociale a adopté les dispositions suivantes :

1) Les moyens prévus par le Fonds national de solidarité seront en ordre principal employés pour les régions qui, actuellement ou dans un proche avenir :

— connaissent des difficultés importantes causées par des mesures de rationalisation dans un secteur mettant sérieusement l'emploi régional en danger;

— font apparaître un solde négatif important d'ouvriers navetteurs dans des conditions socialement inacceptables ou un solde négatif vers l'étranger;

— accusent un haut degré de chômage structurel permanent;

— connaissent un rythme de croissance par habitant très bas;

— présentent un bas degré d'industrialisation.

4. Huisvesting.

De Regering heeft een maximum bedrag van 3 miljard vastgelegd, rekening houdend met een conjuncturele opleving in de huisvestingssector, waarvan de financiering geschiedt door middel van kredieten waarover het Huisvestingsfonds beschikt. Het gaat hier om een conjunctureel supplement bij de premie voor het bouwen en saneren van volkswoningen.

Inlichtingen over de aanwending van deze premies zijn nog niet voorhanden, gelet op de termijnen die voor de uitbetaling nodig zijn.

Vraag :

De regeringsverklaring bepaalde dat in 4 jaar 10 miljard zouden worden vastgelegd in de vorm van een « Fonds voor nationale solidariteit ».

In 1972 was een tranche van twee miljard uitgetrokken voor de gewesten die te kampen hebben met ontwikkelingsproblemen. Nu is het Fonds ongebruikt gebleven en voor 1973 zijn geen nieuwe kredieten aangewezen, hoewel bepaalde Waalse streken met « bijzondere moeilijkheden » te kampen hebben (werkloosheidsrestanten te Luik, Hoei en Bergen).

Welke normen heeft het M. C. E. S. C. vastgesteld voor het aanvaarden van het Fonds voor nationale solidariteit ?

Antwoord :

Op haar vergadering van 11 oktober 1972 stelde de Regering de wijze van aanwending van het Nationaal Solidariteitsfonds vast. Die beslissing is hieronder weergegeven.

De desbetreffende kredieten, die tot op heden nog niet gebruikt werden, zullen opgenomen worden naar gelang van de economische behoeften.

In de onmiddellijke toekomst is een bedrag van 2 miljard frank voldoende, te meer daar de op het F. E. E. R. R. beschikbare saldi eveneens gebruikt kunnen worden.

* * *

Wijze van verdeling van de middelen die op het Nationaal Solidariteitsfonds zijn uitgetrokken :

Op 11 oktober 1972 nam het M. C. E. S. C. de volgende beslissingen :

1) De middelen die zijn uitgetrokken op het Nationaal Solidariteitsfonds zullen in hoofdzaak worden aangewend voor de streken die thans of in een nabije toekomst :

— grote moeilijkheden ondervinden ten gevolge van rationalisatiemaatregelen in een sector, waardoor de regionale werkgelegenheid erg in het gedrang wordt gebracht;

— een groot negatief saldo van pendelarbeiders (die in sociaal onverantwoorde omstandigheden moeten pendelen) of een negatief pendelsaldo naar het buitenland vertonen;

— af te rekenen hebben met een grote en blijvende, structurele werkloosheid;

— en uitgesproken laag groeiritmte per hoofd van de bevolking hebben;

— en geringe industrialisatiegraad vertonen.

2) Le but visé est de stimuler un nombre restreint de projets qui dépassent un minimum donné en ce qui concerne les objectifs d'emploi et d'investissement. Ce minimum peut varier de région à région et sera défini en fonction de problèmes relatifs à l'emploi qui se posent à chaque région.

L'aide accordée doit avoir pour conséquence l'amélioration des possibilités d'emploi dans le plus bref délai.

Chaque projet devra être soumis à l'approbation du C. M. C. E. S.

Afin d'assurer la coordination nécessaire, les dossiers concernés seraient préparés par un groupe de travail restreint, constitué de membres de cabinets. La composition de ce groupe de travail sera définie en fonction de la nature des projets.

3) L'aide peut être apportée sous les formes suivantes :

a) la mise à la disposition de l'entreprise de bâtiments et de l'infrastructure dans le sens le plus étendu du terme, y compris les travaux d'émergence et les compensations pour certains handicaps temporaires, prévus par les lois d'expansion;

b) l'octroi de subsides à fonds perdus jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage;

c) la prise en charge par l'Etat de participations temporaires (p. ex. 3 ans) jusqu'à concurrence d'un pourcentage maximum à définir;

d) les garanties de l'Etat prévues par les lois d'expansion en ce qui concerne le capital et les revenus afférents;

e) le bénéfice de compensations pour le prix de terrains relativement trop élevé;

f) l'octroi d'interventions pour la construction d'habitations sociales, en rapport avec l'implantation industrielle.

Ces mesures s'ajoutent à celles prévues par les lois d'expansion régionale pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les règlements de la C. E. E.

4) Les régions suivantes ont dès à présent été retenues pour l'octroi extraordinaire d'interventions de l'Etat :

a) Flandre :

— Limbourg du nord et du sud (y compris la région des mines et le Hageland);

— Westhoek;

— région d'Oudenaarde et Renaix;

— Zuiderkempen;

— région de Termonde.

b) Wallonie :

— Province de Liège;

— Région de Charleroi;

— Sud-Luxembourg;

— Basse-Sambre;

— Région de Tournai.

2) Beoogd wordt een beperkt aantal projecten te stimuleren, die een bepaald minimum zowel aan tewerkstellings- als aan investeringsvolume overtreffen. Dit minimum kan van streek tot streek verschillend zijn en zal bepaald worden op grond van de problemen die in ieder gebied op het stuk van de werkgelegenheid rijzen.

De verstrekte hulp moet tot gevolg hebben dat de werkgelegenheid binnen de kortst mogelijke tijd wordt verbeterd.

Ieder project zal ter goedkeuring aan het M. C. E. S. C. moeten worden voorgelegd.

Met het oog op de nodige coördinatie zouden de betrokken dossiers eerst door een beperkte werkgroep, bestaande uit kabinetsleden, worden voorbereid. De samenstelling van deze werkgroep zal bepaald worden volgens de aard van de voorgelegde projecten.

3) De vorm, waarin de hulp zal worden verstrekt, kan bestaan in :

a) het bedrijf te laten beschikken over gebouwen en infrastructuur in de ruimste zin van het woord (inclusief ophogingswerken en compensaties voor sommige tijdelijke handicaps, welke laatste bepaald zijn in de expansiewetgeving);

b) het subsidiëren « à fonds perdus » ten belope van een bepaald percentage;

c) het nemen van tijdelijke participaties (b.v. voor 3 jaar) door de Staat, voor een maximum vast te leggen percentage;

d) het verstrekken van staatsgaranties (waarin de wetgeving op de expansie voorziet) zowel voor het kapitaal als voor de interesten;

e) het verlenen van compensaties voor de relatief te hoge grondprijzen;

f) in verband met de sociale woningbouw, het verlenen van tegemoetkomingen die verband houden met de industriële uitbouw.

Deze maatregelen sluiten aan bij hetgeen de regionale expansiewetgeving thans toestaat, voor zover zij niet strijdig zijn met de E. E. G.-voorschriften.

4) De volgende gebieden komen van nu af in aanmerking voor de toekenning van extra-steun door de overheid :

a) in Vlaanderen :

— Noord- en Zuid-Limburg (inclusief de mijnstreek en Hageland);

— de Westhoek;

— de streek van Oudenaarde en Ronse.

— de Zuiderkempen;

— de streek van Dendermonde.

b) in Wallonië :

— de provincie Luik;

— de streek van Charleroi;

— Zuid-Luxemburg;

— de Beneden-Samber;

— de streek van Doornik.

Cette liste sera revue périodiquement.

5) Le libellé du poste du budget concerné (article 600.3.A.) est assez explicite pour que soient appliquées les mesures exposées.

d) *Politique sectorielle.*

Question :

Dans le cadre de la politique sectorielle et des investissements réalisés sur base des lois d'expansion économique, le pourcentage du secteur « divers » passe de 2,4 % (1959-30 juin 1968) à 4,6 % (1^{er} juillet 1968-30 juin 1972).

Comment s'explique cet accroissement ?

Réponse :

Le résultat de l'augmentation relevé dans la branche « Divers » provient à la fois d'une augmentation des dépenses dans la législation d'expansion économique pour le coût de l'infrastructure des nouvelles zones industrielles et des zones industrielles à étendre ainsi que d'une base plus importante prise dans le secteur tertiaire.

Question :

Un membre souhaite obtenir des informations au sujet des contrats de progrès (p. 64 de l'Exposé général).

Réponse :

Dans le domaine de l'informatique des contrats ont été signés entre l'Etat et deux sociétés importantes.

Ces contrats avaient pour but de promouvoir des activités de haute technicité et de favoriser l'orientation vers des secteurs qui exercent par ailleurs un effet d'entraînement économique sur de nombreuses entreprises nationales. En permettant à l'Etat de s'équiper de matériel moderne, le souci était de faire participer les fabricants concernés à l'expansion économique régionale.

En ce qui concerne les chemins de fer, il y a lieu de remarquer que l'Etat a passé des conventions avec certaines firmes. Ces conventions ne peuvent toutefois être assimilées à des contrats de progrès tels que ceux prévus par la législation d'expansion économique et elles ont comme objectif de faciliter la restructuration souhaitable des entreprises concernées.

2. *Politique sociale.*

a) *Introduction.*

L'accord de gouvernement annonce la coordination des activités gouvernementales.

Comment cette coordination sera-t-elle réalisée, notamment pour les secteurs suivants :

- 1) handicapés (sept départements s'en occupent actuellement);
- 2) personnes âgées;
- 3) politique de santé (qui débordait l'assurance maladie);
- 4) environnement.

Deze lijst zal periodiek herzien worden.

5) De tekst van de betrokken post op de begroting (artikel 600.3.A.) is ruim genoeg opgevat om de hierboven voorgestelde maatregelen te kunnen toepassen.

d) *Sectorieel beleid.*

Vraag :

In het raam van het sectorieel beleid en van de investeringen die als gevolg van economische expansiewetten tot stand kwamen, stijgt het percentage van de sector « verschillende » van 2,4 % (1959-30 juni 1968) tot 4,6 % (1 juli 1968-30 juni 1972).

Hoe kan die aangroei uitgelegd worden ?

Antwoord :

De verhoging die in de branche « Verschillende » is vastgesteld, is evenzeer te wijten aan de stijging van de uitgaven die in het raam van de wetgeving op de economische expansie moeten voorzien in de kosten voor infrastructuur van nieuwe en uit te breiden industriezones, als aan het feit dat de tertiaire sector een heel wat grotere plaats inneemt.

Vraag :

Een lid vraagt inlichtingen over de vooruitgangcontracten (blz. 64 van de Algemene Toelichting).

Antwoord :

Op het gebied van de informatieverwerking zijn tussen het Rijk en twee grote maatschappijen contracten gesloten.

Met die contracten had men eensdeels de bevordering van activiteiten op een hoog technisch peil op het oog en anderdeels het aanmoedigen van een oriëntering die op tal van nationale ondernemingen een economische aantrekkingskracht uitoefent. Door aan het Rijk de mogelijkheid te bieden om zich met modern materieel uit te rusten, kwam men tevens tegemoet aan de wens om de betrokken fabrikanen aan de gewestelijke economische expansie deelachtig te maken.

Wat de spoorwegen betreft, zij opgemerkt dat het Rijk met sommige firma's overeenkomsten heeft gesloten. Die overeenkomsten kunnen echter niet gelijkgesteld worden met vooruitgangcontracten, zoals die waarin de wetgeving op de economische expansie voorziet, en zij streven ernaar de onontbeerlijke herstructurering van de ondernemingen te vergemakkelijken.

2. *Sociaal beleid.*

a) *Inleiding.*

In het regeerakkoord wordt de coördinatie aangekondigd van de regeringsactiviteiten.

Hoe zal deze coördinatie verwezenlijkt worden, inzonderheid voor volgende sectoren :

- 1) gehandicapten (thans zijn er zeven departementen bevoegd);
- 2) bejaardenzorg;
- 3) gezondheidsbeleid (wat toch ruimer is dan de ziekteverzekering);
- 4) leefmilieu.

En ce qui concerne ce dernier secteur, il existe bien une Commission compétente à la Chambre, mais elle n'a que peu de projets à examiner. Il conviendrait de désigner un Ministre de l'Environnement chargé d'une mission de coordination.

Réponse :

La coordination de l'activité gouvernementale se réalise au Conseil des Ministres ainsi qu'au sein des différents autres Comités ministériels.

En ce qui concerne les secteurs cités, il convient de préciser que, pour l'environnement, la coordination s'effectue au sein du Comité ministériel de l'Environnement.

En ce qui concerne les handicapés, le troisième âge et la politique de santé, la coordination s'effectue au Comité ministériel de Coordination économique et sociale, lequel, compte tenu des différents aspects du problème de la santé, a créé en son sein un Comité ministériel ad hoc chargé de la politique de santé.

Question :

Un membre se réfère au passage suivant de la déclaration gouvernementale :

« Il convient de tendre à une parité des efforts dans les régimes des salariés et des travailleurs indépendants, ces efforts étant considérés dans leur ensemble pour les secteurs comparables ».

Il demande une mise à jour des tableaux comparatifs des efforts déployés dans les deux secteurs figurant aux pages 66 et 67 du rapport de M. Deruelles sur le budget des Voies et Moyens pour 1972.

Réponse :

En annexe II au présent rapport, figurent les tableaux comparatifs reprenant le financement de la sécurité sociale. Dans le cadre de la politique sociale poursuivie, un groupe de travail a été créé pour étudier la parité sociale entre les travailleurs salariés et indépendants. Ce groupe composé de représentants des services d'études des Ministères de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes, a entrepris ses travaux au début d'octobre et les poursuit actuellement.

Question :

Un membre s'est réjoui de la croissance globale des subventions sociales, tout particulièrement en ce qui concerne le revenu garanti et les handicapés.

Il a demandé comment seront utilisés les crédits supplémentaires.

En ce qui concerne le revenu garanti, il constate qu'en 1972 la croissance a été moindre que prévu.

Il a insisté pour donner une priorité aux moins favorisés, tout particulièrement aux handicapés graves.

Réponse :

Dans le cadre d'une programmation des réalisations prévues par le Gouvernement, les montants de base du revenu

Wat deze laatste sector betreft, is er wel een bevoegde kamercommissie, maar zij heeft weinig ontwerpen te behandelen. Er zou beslist een Minister voor het Leefmilieu moeten worden aangeduid, belast met een coördinatieopdracht.

Antwoord :

De coördinatie van de regeringsactiviteit wordt tot stand gebracht in de Ministerraad alsmede in de verschillende andere Ministeriële comités.

Wat de geciteerde sectoren betreft, kan gepreciseerd worden dat inzake leefmilieu de coördinatie geschiedt in het Ministerieel Comité voor het Leefmilieu.

Wat betreft de minder-validen, de derde leeftijd, en het gezondheidsbeleid, geschiedt de coördinatie in het Ministerieel Comité voor economische en sociale coördinatie dat omwille van de vele aspecten van het probleem in zijn schoot een Comité ad hoc voor het Gezondheidsbeleid heeft opgericht.

Vraag :

Een lid verwijst naar de volgende passage uit de Regeeringsverklaring :

« Er moet naar gelijke voorzieningen in de regelingen voor werknemers en de zelfstandigen gestreefd worden, met dien verstande dat die voorzieningen in hun geheel en voor vergelijkbare sectoren beschouwd moeten worden ».

Hij verzoekt om bijwerking van de vergelijkende tabellen met betrekking tot wat in beide sectoren is bereikt, zoals die voorkomen op blz. 66 en 67 van het verslag van de heer Deruelles over de Rijksmiddelenbegroting voor 1972.

Antwoord :

In bijlage II bij dit verslag komen de vergelijkende tabellen met betrekking tot de financiering van de sociale zekerheid voor. In het kader van de gevoerde sociale politiek werd een werkgroep opgericht om de sociale pariteit tussen werknemers en zelfstandigen te bestuderen. Deze werkgroep, die samengesteld is uit vertegenwoordigers van de studiediensten van de Ministeries van Sociale Voorzorg en Middenstand, is begin oktober met zijn werkzaamheden begonnen en zet die thans voort.

Vraag :

Een lid verheugd zich over de globale stijging van de sociale subsidies, in het bijzonder wat het *gewaarborgd* inkomen en de gehandicapten betreft.

Hij vraagt op welke manier de bijkomende kredieten zullen worden aangewend.

In verband met het gewaarborgd inkomen stelt hij vast dat de stijging in 1972 kleiner is dan voorzien.

Hij dringt erop aan dat prioriteit zou worden gegeven aan de minder gegoeden, inzonderheid de zwaar gehandicapten.

Antwoord :

In het kader van een programmatie van de verwezenlijkingen die de Regering op het oog heeft, zullen de basisbedra-

garanti seront augmentés, c'est-à-dire qu'au 1^{er} janvier 1975 ils seront portés à 60 000 F pour les ménages et à 40 000 F pour les isolés, à l'indice 121,19 des prix à la consommation.

Les conditions d'octroi en matière de revenu garanti pourront également faire l'objet d'améliorations éventuelles (assouplissement des modalités de calcul des ressources ou augmentation du montant des ressources et des pensions immunisées).

D'autre part, la charge budgétaire — et donc l'effort consenti en faveur des bénéficiaires — d'une augmentation de 5 % du revenu garanti, telle qu'elle a été réalisée par le Gouvernement avec effet au 1^{er} janvier 1972, correspond à une augmentation de 10 % accordée avec effet au 1^{er} juillet, telle qu'elle était appliquée par le passé.

Les allocations accordées aux handicapés feront également l'objet d'améliorations sensibles.

Dans le cadre de l'effort général de progrès social, le Gouvernement donnera priorité aux moins favorisés, en particulier les handicapés graves et les personnes âgées les plus démunies de ressources.

Question :

Il est réjouissant d'apprendre que le budget de l'assurance maladie pour 1973 sera en équilibre et que le déficit de 1972 sera moindre que prévu.

Toutefois, le budget de l'I. N. A. M. I. prévoit des mesures qui n'ont pas encore été prises, comme l'élévation des plafonds de salaires et la réduction de certaines dépenses. Dans ces conditions, l'équilibre pourra-t-il être réalisé ?

Quelle est la situation financière exacte de l'I. N. A. M. I., tant en ce qui concerne le secteur des salariés que celui des travailleurs indépendants ?

Réponse :

Il est exact, en effet, que les prévisions budgétaires pour l'année 1973, telles qu'elles ont été établies par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'I. N. A. M. I., tiennent compte des mesures envisagées par le Gouvernement et proposées au Comité national d'expansion économique.

Il est toutefois également exact que ces mesures n'ont pas encore été prises; la raison en est que quelques semaines à peine après la réunion du Comité national précité, il est apparu que l'augmentation des dépenses de l'année 1971 avait été moins importante que prévu et que cette nouvelle tendance devait, de toute évidence, être prise en considération pour l'établissement des prévisions de dépenses pour 1973.

Le budget établi par le Comité de gestion accuse, compte tenu de ce qui précède, un boni de 1 711 millions de francs pour le régime général et de 176 millions de francs pour le régime des travailleurs indépendants. Ces résultats tiennent également compte des économies qui ont été réalisées en matière de biologie clinique et qui découlent de l'accord conclu, pour l'année 1973, au sein de la Commission nationale médico-mutualiste.

Si dans les données budgétaires disponibles il n'était pas tenu compte des mesures préconisées initialement par le Gouvernement, le budget du régime général présenterait toutefois, pour 1973, un mali de 1 236 millions de francs et à celui du régime des indépendants un mali de 37 millions de francs.

gen van het gewaarborgd inkomen worden verhoogd, d.w.z. dat op 1 januari 1975 deze bedragen zullen worden opgevoerd tot 60 000 F voor de gezinnen en tot 40 000 F voor de alleenstaanden, tegen het indexcijfer 121,19 van de consumptieprijzen.

De toekenningsvoorwaarden inzake het gewaarborgd inkomen kunnen ook gebeurlijk worden verbeterd (versoepling van de berekeningswijze van de bestaansmiddelen of verhoging van het bedrag van de bestaansmiddelen en van de vrijgestelde pensioenen).

Voorts, steunt de begrotingslast — en dus de gedane inspanning ten gunste van de rechthebbenden — die een verhoging van het gewaarborgd inkomen met 5 % zoals zij door de Regering met uitwerking op 1 januari 1972 werd verwezenlijkt, overeen met een verhoging van 10 % zoals zij in het verleden met uitwerking op 1 juli werd toegepast.

De tegemoetkomingen aan de minder-validen zullen eveneens aanzienlijk worden verbeterd.

In het kader van een algemene inspanning van sociale vooruitgang zal de Regering voorrang geven aan de minst-bedeelden, en meer in het bijzonder aan de zwaar gehandicapten en de bejaarden met de laagste inkomsten.

Vraag :

Het is verheugend dat de begroting van de ziekteverzekering voor 1973 in evenwicht zal zijn en dat het tekort van 1972 minder zal bedragen dan werd voorzien.

In de begroting van het R. I. Z. I. V. werden evenwel maatregelen voorzien die nog niet werden getroffen, b.v. de verhoging van de loongrenzen en de inkrimping van bepaalde uitgaven. Zal het evenwicht in die omstandigheden kunnen worden verwezenlijkt ?

Welke is de juiste financiële toestand van het R. I. Z. I. V., zowel wat de sector van de werknemers als die van de zelfstandigen betreft ?

Antwoord :

Het is inderdaad zo dat bij de begrotingsramingen zoals ze voor het jaar 1973 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het R. I. Z. I. V. opge maakt werden, rekening werd gehouden met maatregelen die door de Regering overwogen en aan het Nationaal Comité voor economische expansie voorgesteld werden.

Het is echter ook juist dat die maatregelen nog niet werden genomen; de reden hiervoor is dat amper enkele weken na de bijeenkomst van voormeld Nationaal Comité bleek dat de stijging van de uitgaven tijdens het jaar 1971 minder groot was geweest dan voorzien en dat deze nieuwe « trend » vanzelfsprekend moest in aanmerking genomen worden voor het opmaken van de uitgavenramingen voor 1973.

De door het Beheerscomité opgemaakte begroting sluit met een boni van 1 711 miljoen F voor de algemene regeling en van 176 miljoen F voor de regeling der zelfstandigen. In die resultaten zijn de besparingen verwerkt die inzake klinische biologie voortvloeien uit het akkoord dat voor 1973 in de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen gesloten werd.

Indien in de voorhanden zijnde begrotingsgegevens de weerslag niet verrekend wordt van de aanvankelijk door de Regering overwogen maatregelen, zou de begroting voor de algemene regeling, voor 1973, echter een mali vertonen van 1 236 miljoen F en die voor de regeling der zelfstandigen een mali van 37 miljoen F.

Il va de soi que, dans ces conditions, le Gouvernement étudie avec la circonspection nécessaire les mesures visant l'équilibre du budget.

b) *Emploi.*

Question :

La prévision de chômage pour 1973 est de 110 000 unités, alors que le nombre de chômeurs ne s'élevait qu'à 62 738 en 1971. Quelles sont les mesures prises pour lutter contre ce fléau ? Comment évolue le chômage des jeunes ?

Un tableau comprenant l'évolution du chômage, ainsi que sa répartition géographique pourrait-il être fourni ?

Réponse :

Il y a lieu de préciser tout d'abord que la moyenne du chômage enregistrée en 1971 s'est élevée à 110 398 unités (70 876 chômeurs complets et 39 622 chômeurs partiels) et non à 62 738 unités.

Les prévisions de 115 000 chômeurs pour 1973 sont basées sur une baisse de 8 % par rapport aux moyennes de chômage enregistrées en 1972 (125 000 unités).

L'augmentation actuelle du chômage est due en ordre principal à un ralentissement de la conjoncture.

La légère reprise économique qui s'est manifestée à partir du premier trimestre de 1972 n'a pas encore eu jusqu'à présent de répercussion sensible sur le marché de l'emploi.

On constate en effet que la moyenne journalière du chômage complet dépasse toujours celle des mois correspondants de l'année 1971.

Il convient de souligner cependant que c'est généralement décalée dans le temps que s'effectue la résorption conjoncturelle du chômage par rapport à l'expansion économique. Les conséquences de cette expansion ne seront donc vraisemblablement enregistrées qu'à partir de 1973, et c'est en tenant compte de cet élément que les prévisions budgétaires ont été calculées.

Or, si la croissance du chômage complet a porté surtout au cours de la phase de ralentissement sur la catégorie des chômeurs dont l'aptitude est normale, c'est cette même catégorie qui bénéficiera aussi principalement de la relance de l'emploi. La baisse par rapport à l'année 1972 pourrait ainsi concerner 8 000 chômeurs de cette catégorie. Au niveau du chômage partiel, la baisse pourrait être de 2 000 unités, soit pour le total général, une diminution de 10 000 unités.

Il faut préciser, d'autre part, que dans le cadre du programme de relance économique, le Gouvernement a pris des mesures en vue d'encourager la mise au travail des chômeurs par les pouvoirs publics.

Les interventions financières de l'Office national de l'emploi qui étaient fixées forfaitairement par jour et par chômeur à 140 F pour les chômeurs totalement aptes et à 250 F pour les chômeurs âgés et ceux dont l'inaptitude au travail est d'au moins 33 %, ont été portées respectivement à 250 F et 380 F.

Cette amélioration sensible doit permettre une hausse importante du nombre de chômeurs occupés en jouant un rôle d'incitant suffisant à l'égard des pouvoirs publics, sur-

In die omstandigheden spreekt het vanzelf dat de Regering met de vereiste omzichtigheid de maatregelen bestudeert die het evenwicht van de begroting beogen.

b) *Tewerkstelling.*

Vraag :

Voor 1973 wordt het aantal werklozen op 110 000 geraamd, terwijl er in 1971 gemiddeld slechts 62 738 werklozen waren. Welke maatregelen werden genomen om die plaag te bestrijden ? Hoe evolueert de werkloosheid onder de jongeren ?

Kan een tabel worden verstrekt met de ontwikkeling van de werkloosheid en de geografische verdeling ervan ?

Antwoord :

Er zij in de eerste plaats op gewezen dat er in 1971 gemiddeld 110 398 werklozen (70 876 volledig en 39 622 gedeeltelijk werklozen) per dag waren en niet 62 738.

Met betrekking tot de ramingen voor 1973 (115 000 werklozen) wordt gerekend op een daling met 8 % ten opzichte van het gemiddelde werkloosheidscijfer in 1972 (125 000).

De huidige stijging van de werkloosheid is vooral te wijten aan een verslapping van de conjunctuur.

Tot nog toe heeft de lichte economische opleving die vanaf het eerste kwartaal van 1972 werd geconstateerd, nog geen merkbare invloed gehad op de arbeidsmarkt.

Het dagelijks gemiddelde inzake volledige werkloosheid ligt immers nog steeds hoger dan tijdens de overeenstemmende maanden van 1971.

Er zij echter onderstreept dat de conjuncturele inhaalbeweging van de werkloosheid ten opzichte van de economische expansie doorgaans met vertraging verloopt. De weerslag van die expansie zal dus waarschijnlijk pas vanaf 1973 merkbaar worden en bij het opmaken van de begrotingsramingen werd daarmee rekening gehouden.

Aangezien de stijging van de volledige werkloosheid tijdens de periode van conjuncturele verslapping vooral de arbeiders met een normale arbeidsgeschiktheid heeft getroffen, zullen ook zij het meest voordeel halen uit de toenemende werkgelegenheid. Het aantal werklozen van die categorie zou in 1972 met 8 000 kunnen dalen, het aantal gedeeltelijk werklozen met 2 000, zodat in totaal met een vermindering van 10 000 werklozen kan worden gerekend.

Voorts zij opgemerkt dat de Regering in het kader van het economisch relanceprogramma maatregelen genomen heeft om de tewerkstelling van werklozen door de overheid aan te moedigen.

De financiële tegemoetkoming van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening die, per dag en per werkloze, voor de totaal arbeidsongeschikten forfaitair op 140 F en voor de bejaarde werklozen en degenen wier arbeidsongeschiktheid ten minste 33 % bedraagt, forfaitair op 250 F vastgesteld was, werd respectievelijk tot 250 F en 380 F opgevoerd.

Deze gevoelige verbetering moet het aantal tewerkgestelde werklozen gevoelig doen stijgen en moet een voldoende aansporing betekenen voor de overheidsinstellingen,

tout des communes, qui peuvent, en raison de la réduction de la charge financière, entreprendre des travaux complémentaires. L'intérêt économique et social d'une augmentation des travailleurs occupés constitue une mesure conjoncturelle d'une efficacité certaine.

En effet, non seulement le chômeur occupé bénéficie d'une rémunération normale en lieu et place de l'allocation de chômage, ce qui joue un rôle en matière de consommation, mais encore, en restant au travail, il échappe aux effets déprimants de l'oisiveté, tout en maintenant ses capacités professionnelles et il se réintègre ainsi plus aisément dans le circuit économique normal dès qu'apparaît une amélioration de la conjoncture.

En ce qui concerne, d'autre part, un des instruments les plus importants d'une politique active de l'emploi, une action particulièrement dynamique est menée en matière de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnelle. C'est ainsi qu'en 1973 le nombre de cas sera porté à 20 000 contre 8 000 en 1971 et 13 000 en 1972, et cela conformément au programme de formation professionnelle qui a été repris aux lignes de force du troisième plan.

En ce qui concerne les jeunes travailleurs en chômage, un effort particulier est actuellement entrepris par l'O.N.E.M.; les « non qualifiés » reçoivent une formation professionnelle dans les centres traditionnels tandis que les jeunes sortant de l'enseignement technique et qui, souvent faute de pratique professionnelle, n'ont pu trouver un emploi, reçoivent un complément de formation dans des centres spécialement créés à cet effet.

Quant aux jeunes qui ont accompli des études de formation générale, des centres polyvalents sont mis à leur disposition où les jeunes filles notamment peuvent acquérir une formation qui doit faciliter leur placement dans le secteur tertiaire.

Enfin, en ce qui concerne le chômage des jeunes travailleurs, d'une part, et les licenciements collectifs, d'autre part, il convient de noter que ces problèmes sont examinés sur le plan de la C. E. E. et que le Gouvernement suit ces pourparlers de très près.

* * *

Répartition géographique du chômage.

Les tableaux statistiques (Annexe III du présent rapport) fournissent le détail de la situation par bureau régional de l'Office national de l'emploi.

Les régions les plus touchées restent actuellement, comme l'indiquent ces statistiques : Liège, avec un taux de 8,9 %; Mons, 7,7 %; Ostende, 5,1 % et Hasselt-Tongres, 5 %.

vooral dan voor de gemeenten die, gelet op de verminderde financiële lasten, bijkomende werken kunnen aanvangen. De economische en sociale weerslag van de stijging van het aantal tewerkgestelde werknemers is een conjuncturele maatregel waarvan de doeltreffendheid geen twijfel overlaat.

De tewerkgestelde werkloze geniet immers niet alleen een normaal loon in plaats van een werkloosheidstoelage, hetgeen een weerslag heeft op de consumptie, maar daarenboven blijft hij aan het werk en ontsnapt aldus aan de ontmoedigende sfeer van het nietsdoen : daarbij behoudt hij zijn beroepskwalificaties en zal des te gemakkelijker zijn plaats terugvinden in de economische cyclus zodra de conjunctuur verbetert.

In verband met een van de belangrijkste instrumenten van een actief tewerkstellingsbeleid wordt een buitengewoon dynamische actie gevoerd op het stuk van de beroepsopleiding, -volmaking en -omscholing. Overeenkomstig het programma inzake beroepsopleiding dat in de krachtlijnen van het derde plan werd opgenomen, zal het aantal gevallen van beroepsopleiding van 8 000 in 1971 en 13 000 in 1972 tot 20 000 stijgen in 1973.

De R. V. A. doet thans een grote inspanning voor de jonge werklozen; de ongeschoolden krijgen een beroepsopleiding in de traditionele centra, terwijl aan de jongeren die uit het technisch onderwijs komen en vaak door gebrek aan beroepservaring geen betrekking kunnen vinden, een aanvullende opleiding wordt verstrekt in speciaal daartoe opgerichte centra.

Voor de jongeren die algemeen vormend onderwijs hebben genoten, bestaan polyvalente centra waar met name de meisjes een opleiding kunnen krijgen, zodat zij gemakkelijker in de tertiaire sector tewerkgesteld kunnen worden.

Ten slotte zij genoteerd dat de problemen inzake de werkloosheid onder jonge werknemers enerzijds en de collectieve afdankingen anderzijds op het E. E. G.-vlak worden onderzocht en dat de Regering die besprekingen van nabij volgt.

* * *

Geografische verdeling van de werkloosheid.

De statistische tabellen (Bijlage III van dit verslag) geven in detail de toestand weer per gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

Op dit ogenblik zijn de gewesten met de grootste werkloosheid, zoals blijkt uit die statistieken : Luik, met 8,9 %; Bergen, met 7,7 %; Oostende, met 5,1 % en Hasselt-Tongeren, met 5 %.

Evolution du chômage

Evolutie van de werkloosheid.

Période	Chômeurs complets indemnisés Uitkeringsgerechtigde volledig werklozen						TOTAL TOTAAL			Periode
	Aptitude Geschiktheid									
	Normale				Partielle et très réduite					
	- 25		+ 25		Gedeeltelijke en zeer beperkte					
	H M	F V	H M	F V	H M	F V	H M	F V	H + F M + V	
sept. 1967	2 567 (a)	1 864 (a)	21 952 (b)	15 947 (b)	28 742	9 195	53 261	27 006	80 267	sept. 1967.
sept. 1968	2 266 (a)	1 714 (a)	25 495 (b)	20 382 (b)	33 068	10 950	60 829	33 046	93 875	sept. 1968.
sept. 1971	3 455	6 225	5 716	8 129	29 698	12 982	38 869	27 336	66 205	sept. 1971.
oct. 1971	4 681	6 864	6 717	8 647	29 965	13 109	41 363	28 620	69 983	okt. 1971.
nov. 1971	6 654	7 358	10 083	9 413	30 954	13 444	47 691	30 215	77 906	nov. 1971.
déc. 1971	8 718	8 504	13 198	10 001	31 771	13 489	53 687	31 994	85 681	dec. 1971.
jan. 1972	9 671	8 306	14 940	10 646	32 684	13 807	57 295	32 759	90 054	jan. 1972.
fév. 1972	9 152	8 050	14 689	10 784	32 806	13 943	56 647	32 777	89 424	feb. 1972.
mars 1972	8 203	7 622	13 981	10 368	32 322	14 152	54 506	32 142	86 648	maart 1972.
avril 1972	7 271	6 774	13 419	10 781	31 991	14 313	52 681	31 868	84 549	april 1972.
mai 1972	6 238	6 276	12 442	10 687	31 764	14 405	50 444	31 368	81 812	mei 1972.
juin 1972	5 219	6 286	10 791	10 440	31 471	14 331	47 481	31 057	78 538	juni 1972.
juil. 1972	5 617	7 736	11 469	11 593	31 744	14 686	48 830	34 015	82 845	juli 1972.
août 1972	5 068	8 218	10 404	11 840	31 174	14 571	46 646	34 629	81 275	aug. 1972.
sept. 1972	5 713	9 448	10 139	12 466	31 159	14 731	47 011	36 645	83 656	sept. 1972.

(a) - 20 ans.

(b) + 20 ans.

Source : O. N. E. M.

(a) - 20 jaar.

(b) + 20 jaar.

Bron : R. V. A.

Question :

En avril 1972, le Ministre des Affaires économiques a évoqué le problème du chômage à Bruxelles, à l'occasion d'un discours à l'Union des entreprises. Afin de pouvoir interpréter correctement les chiffres avancés à cette occasion, il y aurait lieu de définir l'assiette territoriale de Bruxelles; le Ministre faisait-il allusion aux 19 communes ou à l'entité économique bruxelloise.

Le Gouvernement doit, sans tarder, prendre des mesures pour sauvegarder l'emploi, surtout à Bruxelles où l'on constate ces derniers temps, de nombreuses fermetures d'entreprises (Les Magasins de la Bourse, l'Union économique) et de nombreux licenciements (Sabena, Sarma).

Réponse :

L'Office national de l'emploi fournit les données suivantes concernant le chômage dans les 19 communes :

Vraag :

In april 1972 heeft de Minister van Economische Zaken, in een rede uitgesproken voor het Verbond van Ondernemingen, het probleem van de werkloosheid te Brussel aangesneden. Om de te dier gelegenheid geciteerde cijfers op concrete wijze te kunnen interpreteren, is het nodig de territoriale omschrijving van Brussel te definiëren; bedoelde de Minister de 19 gemeenten ofwel de economische entiteit Brussel?

De Regering moet onverwijld maatregelen treffen om de werkgelegenheid te vrijwaren; dit geldt vooral voor Brussel, waar de laatste tijd heel wat bedrijven sloten (Les Magasins de la Bourse, L'Union économique) en waar vele werknemers afgedankt werden (Sabena, Sarma).

Antwoord :

De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening geeft de volgende cijfers betreffende de werkloosheid in de 19 gemeenten :

	Chômeurs complets indemnisés			dont à aptitude normale		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
31-12-1971	3 700	2 737	6 437	2 161	1 426	3 587
31- 6-1972	7 769	2 896	6 665	2 250	1 624	3 874

L'analyse dont il est question dans le discours prononcé par le Ministre des Affaires économiques à l'Union des entreprises de Bruxelles, portait dans toute la mesure du possible sur les 19 communes, comme il l'a d'ailleurs précisé dans son introduction.

Le Ministre des Affaires économiques est particulièrement conscient des problèmes qui se posent dans la région bruxelloise. Il est impossible de réaliser la survie artificielle de certaines entreprises, mais on cherche à trouver un équilibre entre les fermetures et les départs d'entreprises, d'une part, et les extensions ou les implantations, d'autre part; d'ailleurs on constate non seulement des fermetures mais également des extensions importantes.

Dans le souci de réaliser le plein emploi, il a été décidé de procéder à l'implantation d'une zone industrielle à Evere, une décision de principe ayant été prise à cet égard.

Si notamment l'installation d'une industrie lourde est peu souhaitable, il reste une large place pour l'industrie de perfectionnement et pour les entreprises de biens de consommation, qui doivent se trouver relativement près du centre géographique de Bruxelles.

Depuis un certain temps déjà, des mesures ont été prises afin de sauvegarder l'intérêt des travailleurs touchés par des fermetures d'entreprises. D'autres sont actuellement en cours d'élaboration, en collaboration avec le Ministre de l'Emploi et du Travail.

L'accent a surtout été mis sur les possibilités de reclassement et sur l'accélération de la procédure en matière d'indemnisation.

Question :

A la page 67 de l'exposé général, le Gouvernement indique qu'il mène une politique de reconversion industrielle des régions minières, de manière à permettre le reclassement de la main-d'œuvre utilisée dans les charbonnages appelés à arrêter leur exploitation.

Combien de travailleurs ont été reclassés depuis 1968 ? Quel a été le coût de cette opération ?

Réponse :

1) Montant des primes octroyées en vue du reclassement des mineurs licenciés des charbonnages en exécution des programmes de fermetures :

	Prime de reclassement		Aide de réadaptation C. E. C. A.	
1968	64 587 000	F	199 727 843	F
1969	58 285 000	F	138 410 089	F
1970	43 817 000	F	106 135 883	F
1971	22 918 000	F	46 872 075	F
1972				
(8 mois) .	6 823 170	F	32 504 540	F

Il y a lieu de noter que la charge financière des aides de réadaptation C. E. C. A. incombe par moitié à la Commission des Communautés européenne et à l'Etat belge; quant aux primes de reclassement, elles sont exclusivement à charge de l'Etat belge.

	Uitkeringtrekkende volledig werklozen			waarvan met normale geschiktheid		
	mannen	vrouwen	total	mannen	vrouwen	total
31-12-1971	3 700	2 737	6 437	2 161	1 426	3 587
31- 6-1972	3 769	2 896	6 665	2 250	1 624	3 874

De toespraak van april 1972 van de heer Minister Simonet voor het Verbond van Ondernemingen te Brussel sloeg, zoals hij in zijn inleiding meedeelde, in de mate van het mogelijke op de 19 gemeenten.

De Minister van Economische Zaken is zich wel bewust van de problemen die zich stellen in het Brusselse. Het is onmogelijk bepaalde bedrijven artificieel in leven te houden, maar er wordt naar gestreefd een evenwicht te vinden tussen de bedrijven die sluiten of vertrekken en die welke uitbreiden of zich vestigen; er zijn trouwens niet alleen sluitingen te melden, maar ook belangrijke uitbreidingen van bedrijven.

Met het doel van de volledige tewerkstelling voor ogen werd trouwens beslist over te gaan tot de aanleg van een industriële zone te Evere, waarvoor een principiële beslissing bestaat.

Het is daarbij weinig wenselijk, zware industrie aan te trekken, maar er blijft nog een ruime plaats voor de veredelingsnijverheid en voor de consumptiegoederenbedrijven die zich betrekkelijk dicht bij het geografisch centrum van Brussel moeten bevinden.

Sedert enkele tijd werden maatregelen getroffen om de belangen te verzekeren van de werknemers die getroffen worden door de sluiting van bedrijven. Andere worden op dit ogenblik uitgewerkt in samenwerking met de Minister van Arbeid en Tewerkstelling.

Het accent werd voornamelijk gelegd op de mogelijkheden van het plaatsing en op de versnelling van de procedure in verband met de uitkeringen.

Vraag :

Op bladzijde 67 van de Algemene Toelichting beweert de Regering dat « zij een krachtig beleid tot industriële omschakeling van de mijnbeekens voert zodat aan de werkkrachten tewerkgesteld in de mijnen die moeten worden gesloten een nieuwe werkgelegenheid kan worden bezorgd ».

Aan hoeveel werkkrachten werd sedert 1968 een nieuwe betrekking bezorgd ? Hoeveel heeft die operatie gekost ?

Antwoord :

1) Bedrag van de premies toegekend met het oog op de reclassering van de ontslagen kolenmijnarbeiders ter uitvoering van de sluitingsprogramma's :

	Reclaserings- premie		Weder- aanpassingshulp E. G. K. S.	
1968	64 587 000	F	199 727 843	F
1969	58 285 000	F	138 410 089	F
1970	43 817 000	F	106 135 883	F
1971	22 918 000	F	46 872 075	F
1972				
(8 maanden)	6 823 170	F	32 504 540	F

Op te merken valt dat de financiële last van de wederaanpassingshulp E. G. K. S. voor de helft moet worden gedragen door de Commissie van de Europese Gemeenschap en door de Belgische Staat; de reclaseringspremies komen uitsluitend ten laste van de Belgische Staat.

2) Nombre de travailleurs reclassés :

Statistique concernant la situation des travailleurs licenciés des charbonnages
suite à l'exécution des programmes de fermeture.

Situation au 31 juillet 1972.

2) Aantal gereclasserde werknemers :

Statistiek omtrent de toestand van de ontslagen werknemers der kolenmijnen
ten gevolge van de uitvoering der sluitingsprogramma's.

Toestand op 31 juli 1972.

Catégories Categorieën	Bassin régional Mons Charbonnage Borinage Gewestelijk bekken Bergen Kolenmijn Borinage				Bassin régional Liège Charbonnage Patience et Beaujonc Gewestelijk bekken Luik Kolenmijn Patience et Beaujonc				Bassin régional Liège Charbonnage Grande Bacnure Gewestelijk bekken Luik Kolenmijn Grande Bacnure				Bassin régional Verviers Charbonnage Gewestelijk bekken Verviers Kolenmijn				Bassin régional Hasselt Charbonnage K. S. Eysden Gewestelijk bekken Hasselt Kolenmijn K. S. Eysden			
	Ouvriers Arbeiders			Employés Bedienden	Ouvriers Arbeiders			Employés Bedienden	Ouvriers Arbeiders			Employés Bedienden	Ouvriers Arbeiders			Employés Bedienden	Ouvriers Arbeiders			Employés Bedienden
	Fond Onder- grond	Surface Boven- grond	Total Totaal		Fond Onder- grond	Surface Boven- grond	Total Totaal		Fond Onder- grond	Surface Boven- grond	Total Totaal		Fond Onder- grond	Surface Boven- grond	Total Totaal		Fond Onder- grond	Surface Boven- grond	Total Totaal	
1. Nombre de travailleurs avant le début des opérations de fermeture. — Aantal werknemers vóó het begin der sluitingsverrichtingen.	2 925	688	3 613	—	657	282	939	68	766	263	1 029	70	508	136	644	13	3 870 290(1)	1 243 144(1)	5 113 434	258 12(1)
2. Nombre de travailleurs non encore licenciés. — Aantal nog niet ontslagen werknemers ...																				
a) occupés à des travaux de démantèlement. — tewerkgesteld bij ontmantelings- of onder- houdswerken ...	2	41	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) encore occupés à la production. — nog tewerkgesteld in de productie ...	—	—	—	—	—	—	—	—	9	15	24	24	—	—	—	—	1 786	816	2 602	116
c) malades et accidentés. — zieken en ge- kwetsten ...	13	30	43	—	—	1	1	—	3	1	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Total point 2. — Totaal rubriek 2 ...	15	71	86	—	—	1	1	—	12	16	28	26	—	—	—	—	1 786	816	2 602	116
3. Nombre de travailleurs licenciés ou partis de leur propre gré. — Aantal werknemers die werden ontslagen of uit eigen beweging ver- trokken ...																				
a) transférés dans d'autres sièges de l'entre- prise. — overgeheveld naar andere zetels der onderneming ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	13	14	3	—	—	—	—
b) remplacés dans d'autres mines. — in andere mijnen herplaatst ...	268	17	285	—	218	32	250	1	271	38	309	—	98	17	115	—	—	—	—	—
c) remplacés dans d'autres industries. — in an- dere takken van industrie herplaatst ...	193	102	295	—	231	127	358	49	138	85	223	25	240	56	296	6	275	9	284	76

d) entrés en formation professionnelle ou dans un « Centre d'observation ». — in versnelde beroepsopleiding of opgenomen in een observatiecentrum	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	14	1	15	—	91	10	101	—
e) chômeurs indemnisés. — vergoede werklozen																				
— domiciliés dans le bureau régional. — wonend in het gewestelijk bureau ...	22	29	51	—	48	50	98	4	91	79	170	12	28	6	34	—	—	—	—	—
— domiciliés dans d'autres bureaux régionaux. — wonend in andere gewestelijke bureaus	40	8	48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	11	24	1	—	—	—	—
Total point e). — Totaal rubriek e)	62	37	99	—	48	50	98	4	91	79	170	12	41	17	58	1	—	—	—	—
f) pensionnés. — gepensioneerd	1 160	172	1 332	—	34	43	77	2	59	33	92	2	36	26	62	1	745	277	1 022	18
g) autres (retournés à l'étranger — situation inconnue). — anderen (teruggekeerd naar het buitenland — toestand onbekend)	1 227	289	1 516	—	126	29	155	12	189	12	201	5	78	6	84	2	1 263	275	1 538	60
Total point 3 (= (1) — (2)). — Totaal rubriek 3 (= (1) — (2))	2 910	617	3 527	—	657	281	938	68	754	247	1 001	44	508	136	644	13	2 374	571	2 945	154
Répartition du total des chômeurs (total point e)). — Indeling van het totaal der werklozen (totaal rubriek e))																				
— Définitivement inaptes (fond et surface). — Definitief ongeschikt (ondergrond en bovengrond)	4	—	4	—	35	26	61	—	40	36	76	—	30	12	42	—	—	—	—	—
— Partiellement inaptes (fond et surface). — Gedeeltelijk ongeschikt (ondergrond en bovengrond)	3	—	3	—	1	9	10	—	2	6	8	—	—	1	1	—	—	—	—	—
— En instance de visite médicale (O. N. E. M.). — Verwezen naar medisch onderzoek (R. V. A.)	—	1	1	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Agés et pensionnables. — Ouderen of in aanmerking komend voor pensioen	44	29	73	—	12	15	27	4	38	35	73	10	10	3	13	1	—	—	—	—
— Dans l'attente d'une solution. — In afwachting van een oplossing	8	7	15	—	—	—	—	—	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—
— Occupés par les Pouvoirs publics. — Tewerkgesteld bij de Overheidsinstellingen.	3	—	3	—	—	—	—	—	2	1	3	1	1	1	2	—	—	—	—	—

(1) réinscrits après longue maladie et service militaire (procédure interne).

(1) herinschrijving na langdurige ziekte en militaire dienst (interne regeling).

Question :

L'arrêté royal du 11 août 1972 prévoit le recrutement de 600 handicapés pour certains emplois dans les administrations de l'Etat. Combien de personnes ont déjà été recrutées sous ce régime ?

Réponse :

Plusieurs emplois de commis-sténo-dactylographes sont actuellement vacants dans les différents départements ministériels. Le Secrétariat permanent au Recrutement s'efforce de faire occuper ces emplois aussi rapidement que possible par un certain nombre de handicapés.

D'autre part, le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique a adressé le 25 octobre dernier à tous les membres du Gouvernement une circulaire par laquelle il leur était demandé de faire un large usage des possibilités contenues dans l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'Etat.

En outre, il a été insisté sur la nécessité d'élaborer une mesure analogue pour les parastataux, les provinces et les communes.

Question :

Dans le monde des travailleurs indépendants on assiste ces derniers temps à un accroissement du nombre des faillites et des liquidations volontaires. Le Gouvernement pourrait-il communiquer si ce mouvement est compensé par la création de nouveaux établissements ?

Réponse :

*Radiations du registre du commerce
durant la période du 1^{er} janvier 1972 au 30 juin 1972.*

Motif de la radiation	Nombre
Cessation simple	5 847
Faillite	582
Décès	45
Cession	395
Radiation administrative (art. 32 des lois coordonnées relatives au R. C. : commerçants qui ne répondent plus aux conditions prescrites)	5
Radiation d'office (art. 18 des dites lois coordonnées : radiation par les R. C. à défaut de déclaration dans le délai imparti)	2
Total	6 876

*Nouvelles immatriculations au registre du commerce
durant la même période.*

Nombre

20 986

Remarques :

1) il s'agit d'événements enregistrés par les registres du commerce régionaux et dont les formalités ont été transmises au registre central du commerce. Certains événements peuvent ne pas avoir fait l'objet de déclarations; de fait, en

Vraag :

Het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 voorziet in de aanwerving van 600 gehandicapten voor bepaalde betrekkingen in de Rijksadministraties. Hoeveel personen werden in het kader van deze regeling reeds aangeworven ?

Antwoord :

Meerdere betrekkingen van klerk-stenotypist(e) zijn op dit ogenblik vacant in de verschillende ministeriële departementen. Het Vast Wervingssecretariaat spant zich in om zo vlug mogelijk een aantal gehandicapten in deze betrekkingen tewerk te stellen.

Voorts heeft de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt op 25 oktober jongstleden een omzendbrief gestuurd aan alle regeringsleden met het verzoek in ruime mate gebruik te maken van de mogelijkheden die zijn vervat in het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de Rijksbesturen.

Bovendien werd er op aangedrongen dat een gelijkaardige maatregel zou worden uitgewerkt voor de parastatale instellingen, de provincies en de gemeenten.

Vraag :

In de kringen van de zelfstandigen worden de laatste tijd steeds meer faillissementen en vrijwillige liquidaties genoteerd. Kan de Regering mededelen of deze tendens gecompenseerd wordt door de oprichting van nieuwe bedrijven ?

Antwoord :

*Aantal schrappingen in het handelsregister
tijdens de periode van 1 januari 1972 tot 30 juni 1972.*

Reden van de schrapping	Aantal
Gewone stopzetting	5 847
Faillissement	582
Overlijden	45
Overneming	395
Administratieve schrapping (art. 32 van de gecoördineerde wetten op het handelsregister : handelaars die niet meer aan de gestelde voorwaarden voldoen)	5
Ambtshalve schrapping (art. 18 van de gecoördineerde wetten : schrapping door de H. R.s bij ontstentenis van een verklaring binnen de gestelde termijn)	2
Totaal	6 876

*Nieuwe inschrijvingen in het handelsregister
tijdens dezelfde periode.*

Aantal

20 986

Opmerkingen :

1) het gaat hier om gebeurtenissen welke genoteerd werden door de gewestelijke kantoren van het handelsregister en waarvoor de formaliteiten aan het centraal handelsregister werden overgemaakt. Het kan gebeuren dat

cas d'extinction d'un commerce la radiation peut se faire dans le délai d'un an;

2) faillites : il s'agit de commerces radiés et donc liquidés. Le failli conserve la qualité de commerçant lorsque, après avoir obtenu un concordat, il peut continuer ses affaires ou les liquider lui-même; dans ce cas il n'aura pas sollicité de radiation;

3) immatriculations nouvelles : celles-ci ne comprennent pas de cessionnaires lesquels compenseraient en nombre les cédants radiés.

De fait, en cas de transmission entre vifs ou pour cause de mort, il n'y a pas d'immatriculation mais une inscription modificative. Le nombre des immatriculations peut dès lors être pris dans son entier.

c) Santé publique.

Question :

Dans les crédits afférents à la Santé publique, l'accent est mis surtout sur le secteur des hôpitaux et sur l'épuration des eaux. Il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'il est encore, dans notre pays, des régions où de nombreux problèmes se posent en matière d'approvisionnement en eau potable. C'est également un point qui mérite de retenir d'urgence notre attention.

Réponse :

Conformément au point C 3 b) de l'accord de gouvernement, un crédit global de 2 milliards est prévu au budget des investissements du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour 1973, comme d'ailleurs pour 1972, en vue du financement des installations pour l'épuration des eaux usées.

En raison des besoins urgents dans le secteur hospitalier, il a été décidé de consentir en outre un effort financier supplémentaire pour la construction et l'équipement des hôpitaux, tant publics que privés.

Quoique ces deux objectifs aient reçu la priorité pour l'élaboration du budget pour 1973, un crédit global de 1 milliard a néanmoins été prévu pour assurer le financement du programme d'investissement dans le secteur de la distribution d'eau.

La politique du Ministre de la Santé publique et de la Famille en matière d'alimentation en eau potable vise principalement :

- à augmenter la production d'eau alimentaire;
- à accélérer l'établissement de nouveaux réseaux et de réserves d'eau;
- à assurer la protection et le contrôle de l'eau de distribution.

Question :

En ce qui concerne la politique hospitalière, un membre demande pour quelles raisons les subventions sont ramenées de 5,1 milliards en 1972 à 5 milliards en 1973, alors que les difficultés sont de plus en plus grandes pour les hôpitaux publics et qu'il s'impose de moderniser les installations.

Il demande en outre comment seront répartis ces 5 milliards.

bepaalde gebeurtenissen niet werden aangegeven; zo kan, wanneer een handelsbedrijf teniet gaat, de schrapping binnen de termijn van één jaar geschieden;

2) faillissementen : het gaat hier om handelszaken die geschrapt en dus geliquideerd werden. De gefailleerde behoudt zijn hoedanigheid van handelaar wanneer hij, na een gerechtelijk akkoord te hebben verkregen, zijn zaken verder mag zetten of zelf de vereffening doet; in dat geval zal hij niet om schrapping verzocht hebben;

3) nieuwe inschrijvingen : hierin zijn niet begrepen de overnemers wier aantal dat van geschrapte overlaters overtreft.

In geval van overdracht onder levenden of na overlijden wordt geen nieuwe inschrijving verricht, maar de inschrijving wordt gewijzigd. Het aantal inschrijvingen moet dus in zijn geheel genomen worden.

c) Volksgezondheid.

Vraag :

Bij de kredieten voor Volksgezondheid wordt het accent vooral gelegd op het hospitaalwezen en op de waterzuivering. Men mag evenwel niet uit het oog verliezen dat er in ons land nog streken zijn waar er zich inzake drinkwatervoorziening heel wat problemen stellen. Ook hieraan moet dringend aandacht worden besteed.

Antwoord :

Overeenkomstig punt C 3 b) van het Regeerakkoord wordt op de investeringsbegroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor 1973, zoals trouwens reeds in 1972, een globaal krediet van 2 miljard uitgetrokken voor de financiering van de installaties voor zuivering van het afvalwater.

Gelet op de dringende noodwendigheden in de sector van de ziekenhuizen, werd bovendien beslist in 1973 een bijkomende financiële inspanning te leveren voor de bouw en de uitrusting van de openbare en privé-ziekenhuizen.

Alhoewel deze twee beleidsoogmerken prioriteit verkregen in het kader van de begroting 1973, wordt niettemin een globaal krediet van 1 miljard uitgetrokken om de financiering te verzekeren van het investeringsprogramma inzake waterdistributie.

Het beleid van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, op het stuk van drinkwatervoorziening, beoogt voornamelijk :

- de produktie van drinkwater te verhogen;
- de aanleg van nieuwe netten en van waterreserves te bespoedigen;
- het distributiewater te beschermen en te controleren.

Vraag :

In verband met het ziekenhuisbeleid vraagt een lid waarom de subsidies van 5,1 miljard in 1972 tot 5 miljard werden teruggebracht in 1973, ofschoon de openbare ziekenhuizen steeds meer moeilijkheden ondervinden en hun installaties gemoderniseerd moeten worden.

Hij wenst daarenboven te weten hoe deze 5 miljard verdeeld worden.

Réponse :

Le programme global des investissements à réaliser par le Ministère de la Santé publique et de la Famille en 1973 s'élève à 7,5 milliards contre 4,5 milliards au budget initial de 1972.

Pour 1972, un programme complémentaire d'investissements a été décidé par le Gouvernement et comporte les montants suivants :

- 1) 978 millions pour le financement des travaux d'épuration des eaux usées;
- 2) 412 millions à titre de relance conjoncturelle.

Les crédits d'engagement de 1972 s'élèvent ainsi au total à 6,1 milliards.

Le programme d'investissements global pour 1973 comporte une prévision de 1,7 milliard destiné à l'équipement et à la rénovation du réseau hospitalier.

Si l'on compare cette prévision aux crédits d'engagement de 1972 pour le même secteur, on constate qu'elle est en augmentation à concurrence de 700 millions, ce qui constitue incontestablement un effort particulier d'investissements en établissements de soins, tant du secteur public que du secteur privé.

Enfin, il convient encore de signaler que les crédits prévus au budget ordinaire du département à titre d'intervention de l'Etat dans les charges résultant de la gestion des hôpitaux, s'élèvent pour 1973 à 4,7 milliards contre 3,1 milliards au budget initial de 1972.

d) *Logement.**Question :*

Les mesures tendant à stimuler la construction de logements constituaient un volet important de la politique de relance du Gouvernement. Le Ministre pourrait-il donner un aperçu de ces mesures ainsi que des résultats obtenus ? Etant donné les besoins considérables en matière de logement, il est permis de se demander si ces mesures ne doivent pas être maintenues en 1973 également. N'y a-t-il pas lieu de craindre un nouveau ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction en cas de suppression des incitants supplémentaires (par exemple en matière de primes à la construction) ?

Dans le secteur social, la politique du logement occupe une place toute particulière.

Le Plan 1971-1975 a proposé des objectifs ambitieux. Des renseignements pourraient-ils être fournis qui permettraient de savoir si ce volet du Plan sera réalisé ? Quelles sont les perspectives en ce domaine ?

Réponse :

Aperçu d'une part, des mesures tendant à stimuler la construction de logements et, d'autre part, des résultats obtenus.

I. — *Secteur public.*A. — *Mesures :*

- 1° adaptation du programme de base 1972;
- 2° construction de 3 000 logements sociaux supplémentaires par le secteur public;
- 3° accélération du rythme d'investissement;
- 4° augmentation des crédits destinés à l'équipement des quartiers d'habitations sociales (Loi Brunfaut).

Antwoord :

Het globaal investeringsprogramma dat door het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin in 1973 moet uitgewerkt worden, bedraagt 7,5 miljard tegen 4,5 miljard op de oorspronkelijke begroting 1972.

Voor 1972 werd een aanvullend investeringsprogramma door de Regering goedgekeurd. Dit programma behelst de volgende kredieten :

- 1) 978 miljoen voor de financiering van de werken voor zuivering van afvalwaters;
- 2) 412 miljoen als programma van conjunctuurrelance.

De vastleggingskredieten voor 1972 bedragen aldus 8,1 miljard.

Het globaal investeringsprogramma voor 1973 behelst een vooruitzicht van 1,7 miljard voor de uitrusting en de vernieuwing van de ziekenhuizen.

Indien men dit vooruitzicht vergelijkt met de vastleggingen voor 1972 in dezelfde sector, stelt men vast dat er een verhoging toegekend werd van 700 miljoen. Er werd dus ongetwijfeld een bijzondere inspanning geleverd om de investeringen in ziekenhuizen te stimuleren, zowel wat betreft de openbare als de privésector.

Tenslotte kan nog vermeld worden dat de kredieten die op de gewone begroting van het departement zijn uitgetrokken als rijksbijdrage in de lasten van het ziekenhuisbeheer, 4,7 miljard bedragen voor 1973 tegen 3,1 miljard op de oorspronkelijke begroting voor 1972.

d) *Huisvesting.**Vraag :*

De maatregelen tot stimulering van de woningbouw vormden een belangrijk luik in het relancebeleid van de Regering. Kan de Minister een overzicht geven van deze maatregelen, evenals van de ter zake bekomen resultaten ? Gelet op de aanzienlijke behoeften inzake huisvesting kan men zich afvragen of deze maatregelen in 1973 niet moeten worden gehandhaafd. Is er geen gevaar dat ingevolge het opschorten van de bijkomende aanmoedigingen (bv. inzake bouwpremies), de activiteit in de sector van de woningbouw opnieuw zal verminderen.

In de sociale sector neemt de huisvestingspolitiek een zeer bijzondere plaats in.

In het Plan 1971-1975 werden ambitieuze objectieven vooropgesteld. Kunnen de elementen verstrekt worden die het mogelijk maken na te gaan of dit luik van het Plan wel degelijk zal worden gerealiseerd ? Welke zijn de perspectieven in dit verband ?

Antwoord :

Overzicht van de maatregelen tot stimulering van de woningbouw en van resultaten die werden bekomen.

I. — *Openbare Sector.*A. — *Maatregelen.*

- 1° Aanpassing van het basisprogramma 1972;
- 2° Bouw van 3 000 supplementaire sociale woningen door de openbare sector;
- 3° Versnelling van het investeringsrythme;
- 4° Verhoging van de kredieten bestemd voor de uitrusting van de sociale woonwijken (Wet Brunfaut).

Le résultat fut le suivant :

Etablissement	Programme définitif 1972 — millions de F	Crédits libérés immédiatement — millions de F
Société nationale du Logement	9 700	4 467,5
Société nationale terrienne ...	2 679	1 230
Fonds de Logement de la Ligue des Familles nombreuses ...	1 292	582,2
Total ...	13 671	6 279,7

En outre, tous les dossiers de travaux inférieurs à 20 millions de F furent libérés immédiatement sans la moindre restriction. Le rythme d'investissement s'en trouva accéléré, assurant ainsi du travail à nombre de petites et moyennes entreprises, lesquelles utilisent une main-d'œuvre considérable.

B. — Résultats.

Dans le secteur public, un grand nombre de dossiers ont pu être exécutés immédiatement. Ces mesures ont permis d'entamer dès la fin du mois de mars la construction de quelque 6 700 logements du programme 1972, prouvant ainsi l'efficacité des mesures de relance. Il n'y a pas de doute que, de ce fait, des milliers d'ouvriers du secteur de la construction ont pu reprendre leur travail ou, du moins, n'ont pas été réduits au chômage. Ces chiffres sont par ailleurs remarquables pour les raisons suivantes :

1° en 1972, les deux sociétés nationales affecteront 1 230 millions de F à l'achat de terrains, ce qui leur permettra de contribuer largement à l'indispensable politique foncière;

2° en 1972, la Société nationale terrienne et la Société nationale du Logement pourront construire respectivement 12 500 et 3 800 logements, soit au total 16 300 logements. Le chiffre prévu au troisième plan pour 1972 (14 180) sera donc dépassé de non moins de 2 120 unités;

3° le Fonds de Logement de la Ligue des Familles nombreuses pourra, quant à lui, accorder 2 400 prêts, de sorte que toutes les familles nombreuses qui, en 1972, auront besoin d'un prêt à la construction pourront être aidées immédiatement par le Fonds de Logement.

Enfin, en ce qui concerne l'équipement des quartiers d'habitations sociales, il est prévu un crédit de non moins de 3 milliards de F qui permettra de combler entièrement le retard dans le domaine de ces travaux d'équipement.

La situation se présente actuellement comme suit :

	Plafond d'investis- sement — millions	Engagements au 23-10-1972 — millions	%
Société nationale du Logement ...	9 700	9 467,4	97,6
Société nationale terrienne	2 679	2 129,5	79,4
Fonds de Logement de la Ligue des Familles nombreuses ...	1 292	677,9	52,4

Dit gaf volgend resultaat :

Instelling	Definitief programma 1972 — miljoen F	Onmiddellijk vrijgegeven kredieten — miljoen F
Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ...	9 700	4 467,5
Nationale Landmaatschappij ...	2 679	1 230
Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen ...	1 292	582,2
Totaal ...	13 671	6 279,7

Bovendien werden alle dossiers van werken die minder dan 20 miljoen F bedragen onmiddellijk en zonder enige beperking vrijgegeven. Daardoor werd het investeringsrythme nog aangewakkerd en werd werkgelegenheid verschaft aan heel wat kleine en middelgrote ondernemingen, die veel arbeidskrachten tewerkstellen.

B. — Resultaten.

In de openbare sector konden een belangrijk aantal dossiers onmiddellijk worden uitgevoerd. Dank zij voormelde maatregelen kon einde maart reeds effectief gestart worden met de bouw van $\pm$ 6 700 woningen op het programme 1972, derwijze dat het resultaat van de aanwakkeringsmaatregelen reeds merkbaar was. Het is onbetwistbaar dat daardoor duizenden arbeiders uit de bouwsector opnieuw aan 't werk zijn kunnen gaan of tenminste niet werkloos zijn geworden. Hogervermelde cijfers zijn bovendien merkwaardig om de volgende redenen :

1° De beide Nationale Maatschappijen zullen in 1972 1 230 miljoen F besteden aan de aankoop van gronden. Aldus zullen zij in belangrijke mate kunnen bijdragen tot het voeren van het noodzakelijke grondbeleid.

2° De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Landmaatschappij zullen in 1972 respectievelijk 12 500 en 3 800 sociale woningen kunnen bouwen, dit is samen 16 300 woningen. Aldus zal het streefcijfer van het 3° plan voor 1972 (14 180) met niet minder dan 2 120 eenheden worden overtroffen.

3° Het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen zal in 1972 niet minder dan 2 400 leningen kunnen toestaan, zodat al de grote gezinnen, die in 1972 een bouwlening wensen aan te gaan, door het Woningfonds geholpen zullen worden.

Wat tenslotte de uitrusting van de sociale woonwijken betreft, zal in 1972 een krediet van niet minder dan 3 miljard F voorhanden zijn. Aldus zal de achterstand in deze uitrustingswerken volledig kunnen worden ingelopen.

Voor het ogenblik ziet de toestand eruit als volgt :

	Investerings- plafond — miljoen	Vastgeled op 23-10-1972 — miljoen	%
Nat. Mij voor de Huisvesting	9 700	9 467,4	97,6
Nat. Landmaatschappij ...	2 679	2 129,5	79,4
Woningfonds Bond Kroost- rijke Gezinnen ...	1 292	677,9	52,4

II. — *Secteur privé.*A. — *Mesures.*

Augmentation de la prime à la construction et adaptation de la prime à l'achat et de la prime d'assainissement.

1° *La prime à la construction.*

La prime actuelle à la construction a été augmentée d'un supplément conjoncturel de 40 000 F, majoré de 20 % par enfant à charge, moyennant le respect de certaines conditions.

Compte tenu de la réglementation actuelle, la mesure nouvelle est parfaitement illustrée par le tableau ci-dessous.

Revenus (1)	Ancien montant de la prime à la construc- tion (2)	Supplément conjoncturel (2)	Montant total de la prime (2)
jusqu'à 151 600 F	60 000 F	40 000 F	100 000 F
de 151 601 à 161 600 F ...	50 000 F	40 000 F	90 000 F
de 161 601 à 171 600 F ...	35 000 F	40 000 F	75 000 F
de 171 601 à 181 600 F ...	20 000 F	40 000 F	60 000 F

2° *La prime à l'achat.*

Le montant de la prime a été augmenté à partir du 1^{er} avril 1972 pour les logements dont la construction serait entamée après cette date. Les montants anciens et nouveaux de la prime sont fixés comme suit :

Revenus (1)	Montant ancien de la prime à l'achat (2)	Montant nouveau de la prime à l'achat (2)
jusqu'à 151 600 F	32 500 F	60 000 F
de 151 601 à 161 600 F ...	27 000 F	50 000 F
de 161 601 à 171 600 F ...	19 000 F	35 000 F
de 171 601 à 181 600 F ...	11 000 F	20 000 F

3° *La prime d'assainissement.*

La prime s'élèvera à 25 % des frais d'assainissement, avec un maximum de 15 000 F + 10 % (1 500 F) par enfant à charge.

La prime d'assainissement a été portée à 25 000 F + 10 % (2 500 F) par enfant à charge pour les demandes introduites après le 1^{er} avril 1972 et pour autant que les travaux n'aient pas été entamés à cette date.

* * *

(1) Il s'agit de revenus nets imposables, majorés de 9 000 F par enfant à charge (montants à l'indice actuel).

(2) Les montants de la prime sont majorés de toute façon de 20 % par enfant à charge.

II. — *Privé-sector.*A. — *Maatregelen.*

Verhoging van de bouwpremie en aanpassing van de aankooppremie en van de saneringspremie.

1° *De bouwpremie.*

Mits waarneming van bepaalde voorwaarden werd bij de bestaande bouwpremie een conjunctuurtoeslag gevoegd van 40 000 F, verhoogd met 20 % per kind ten laste.

Rekening houdend met de huidige reglementering, kan de nieuwe maatregel best toegelicht worden aan de hand van onderstaande tabel :

Inkomen (1)	vroeger be- drag van de bouwpremie (2)	conjunc- turele toeslag (2)	Totaal be- drag van de premie (2)
tot 151 600 F	60 000 F	40 000 F	100 000 F
van 151 601 tot 161 600 F	50 000 F	40 000 F	90 000 F
van 161 601 tot 171 600 F	35 000 F	40 000 F	75 000 F
van 171 601 tot 181 600 F	20 000 F	40 000 F	60 000 F

2° *De aankooppremie.*

Het bedrag van de premie werd verhoogd vanaf 1 april 1972 voor de woningen waarvan de bouw na die datum werd aangevat. De vroegere en nieuwe premiebedragen zijn als volgt vastgesteld :

Inkomen (1)	Vroeger bedrag aankooppremie (2)	Nieuw bedrag aankooppremie (2)
tot 151 600 F	32 500 F	60 000 F
van 151 601 tot 161 600 F ...	27 000 F	50 000 F
van 161 601 tot 171 600 F ...	19 000 F	35 000 F
van 171 601 tot 181 600 F ...	11 000 F	20 000 F

3° *De saneringspremie.*

De premie bedroeg 25 % van de saneringskosten met een maximum van 15 000 F + 10 % (1 500 F) per kind ten laste.

De saneringspremie werd verhoogd tot 25 000 F + 10 % (2 500 F) per kind ten laste voor de aanvragen die werden ingediend na 1 april 1972 en voor zover de werken op die datum nog niet begonnen waren.

* * *

(1) Het betreft het netto-belastbaar inkomen dat verhoogd wordt met 9 000 F per kind ten laste (bedragen aan huidige index).

(2) De premiebedragen worden in elk geval verhoogd met 20 % per kind ten laste.

Résultats (comparaison entre les chiffres obtenus au cours des 9 premiers mois de 1971 et de 1972).

	Nombre de demandes introduites :	
	1971	1972
Prime à la construction ...	8 727	14 411 (1)

Prévisions pour l'ensemble de l'année 1972 : 25 000 demandes pour la prime individuelle.

Prime à l'achat ...	2 259	3 449
Prime d'assainissement ...	1 268	2 252

* * *

Statistique du chômage complet dans le secteur de la construction.

Différence 1972-1971 :

Janvier ...	+ 53,0 %
Février ...	+ 52,5 %
Mars ...	+ 57,0 %
Avril ...	+ 52,7 %
Mai ...	+ 47,1 %
Juin ...	+ 40,5 %
Juillet ...	+ 40,6 %
Août ...	+ 26,4 %
Septembre ...	+ 19,4 %

* * *

Actuellement, aucun argument économique ne justifie une prorogation de la prime à la construction majorée. Cette majoration devait constituer un stimulant.

La situation sera toutefois suivie de très près. A la fin de la période où les possibilités de relance viendront à échéance, le problème sera réexaminé.

Il n'en est pas de même des primes à l'achat et d'assainissement majorées qui, elles, ont un caractère permanent.

* * *

*Politique de logement dans le secteur social.
Plan 1971-1975.*

	Secteur public		Secteur privé (subsidé et non subsidé)	
	Objectifs	Réalisations	Objectifs	Réalisations
1971	12 240	12 525	40 000	29 315
1972	14 180	16 300	40 000	
1973	16 120		40 000	
1974	18 060		40 000	
1975	20 000		40 000	

En ce qui concerne le secteur public, les chiffres envisagés par le troisième plan ont déjà été légèrement dépassés au cours de la première année. Grâce aux mesures de relances prises par le Gouvernement, il sera possible de construire, en 1972, 2 120 logements de plus qu'il n'était prévu par le plan.

(1) Dont 7 227 au cours du troisième trimestre.

Resultaten (Vergelijking tussen de tijdens de eerste 9 maanden van 1971 en 1972 bekomen cijfers).

	Aantal ingediende aanvragen :	
	1971	1972
Bouwpremie ...	8 727	14 411 (1)

Prognose voor geheel het jaar 1972 : 25 000 aanvragen voor de individuele premie.

Aankooppremie ...	2 259	3 449
Saneringspremie ...	1 268	2 252

* * *

Statistieken van de volledige werklozen in de bouwsector.

Verschil 1972-1971 :

Januari ...	+ 53,0 %
Februari ...	+ 52,5 %
Maart ...	+ 57,0 %
April ...	+ 52,7 %
Mei ...	+ 47,1 %
Juni ...	+ 40,5 %
Juli ...	+ 40,6 %
Augustus ...	+ 26,4 %
September ...	+ 19,4 %

* * *

Momenteel bestaat er geen enkel economisch argument meer dat de verlenging van de verhoogde bouwpremie verantwoordt. Die verhoging was bedoeld als een stimulant.

De toestand zal evenwel van nabij gevolgd worden. Op het einde van de periode, waarop de stimuleringsmaatregelen vervallen, zal het probleem opnieuw worden onderzocht.

Anders is het gesteld met de verhoogde aankoop- en saneringspremies die wel een bestendig karakter hebben.

* * *

*Huisvestingspolitiek in de sociale sector.
Plan 1971-1975.*

	Openbare sector		Privé sector (gesubsidieerde en niet gesubsidieerde)	
	Objectieven	Verwezen- lijkingen	Objectieven	Verwezen- lijkingen
1971	12 240	12 525	40 000	29 315
1972	14 180	16 300	40 000	
1973	16 120		40 000	
1974	18 060		40 000	
1975	20 000		40 000	

Wat de openbare sector betreft werden de streefcijfers van het 3^e plan reeds gedurende het eerste jaar lichtjes overschreden. Dank zij de door de Regering getroffen stimuleringsmaatregelen zullen in 1972 reeds 2 120 woningen meer kunnen gebouwd worden dan voorzien in het plan.

(1) Waarvan 7 227 in het derde trimester.

Pour 1973, le plafond d'investissement des deux sociétés nationale (Société nationale du Logement et Société nationale terrienne) a été considérablement relevé (respectivement 11 milliards et 3 185 milliards, contre 9 700 millions et 2 679 millions en 1972). Par ailleurs, la Société nationale du Logement a été autorisée à réaliser, hors programme, les logements qu'elle construit sous le régime de la « promesse d'achat » et qui sont donc destinés à être vendus.

En réalité, dans ce dernier système, l'initiative des constructions groupées revient au secteur public. Mais l'objectif reste l'acquisition individuelle d'une propriété. Aussi le Gouvernement a-t-il décidé de transférer au secteur privé les logements construits de la sorte. La notion de secteur public ne couvrira dorénavant que les logements destinés à être loués. Ainsi, les possibilités du secteur public et du secteur privé se trouveront renforcées. Le Gouvernement entend faire la preuve qu'il est décidé à mener une politique volontariste, qui considère comme impératifs les objectifs du troisième plan en matière d'investissements publics.

En ce qui concerne le secteur privé, on ne dispose pas encore actuellement de chiffres précis pour 1972. D'après les renseignements fournis par l'Institut national de Statistique, le nombre de logements construits au cours du premier trimestre de 1972 par l'ensemble des secteurs public et privé serait de 10 508 unités.

Il est difficile de fournir des prévisions pour 1973 en ce qui concerne le secteur subventionné. L'incidence de la suppression du supplément conjoncturel s'ajoutant à la prime à la construction sera suivie de près.

3. Enseignement, recherche scientifique et culture.

Abstraction faite de la recherche scientifique, un membre constate que le Gouvernement fait proportionnellement trop pour l'enseignement en général et pour l'enseignement universitaire en particulier.

Question :

Le budget du Ministère de l'Éducation nationale augmente de 16 milliards par rapport à 1972. Si l'on tient compte des dépenses inéluctables comprises dans ce montant (p. ex. 10,3 milliards pour les traitements, les fluctuations de l'indice des prix à la consommation), il s'avère que seuls 2,113 milliards sont prévus pour le financement de nouvelles mesures. C'est sans conteste insuffisant pour développer l'enseignement.

Réponse :

Il est certain que les besoins pédagogiques et autres de l'Éducation nationale sont plus grands que ceux qu'on peut satisfaire avec un budget de 83,350 milliards, entre autres, dans les secteurs de l'enseignement spécial et des allocations d'études où il existe des besoins urgents et immédiats. Les lois promulguées ne peuvent être appliquées dans ces domaines que graduellement.

Par ailleurs, les rubriques traitements, subventions-traitements et subventions de fonctionnement, couvrent aussi indirectement des améliorations pédagogiques : les normes de dédoublement des classes ont été abaissées dans l'enseignement technique et dans l'enseignement secondaire rénové de même que pour les cours de méthodologie, de didactique et les travaux de laboratoire dans l'enseignement normal.

Voor 1973 werd het investeringsplafond voor beide Nationale Maatschappijen (Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en Nationale Landmaatschappij) nog aanzienlijk verhoogd (respectievelijk 11 miljard en 3,185 miljard tegen 9 700 miljoen en 2 679 miljoen in 1972). Bovendien werd de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ertoe gemachtigd om de woningen die zij opricht met het stelsel « Belofte van aankoop » en die dus voor de verkoop zijn bestemd, buiten programma te verwezenlijken.

In laatstgenoemd stelsel, gaat het initiatief van deze groepswerven in feite uit van de openbare sector. Het oogmerk blijft evenwel de individuele eigendomsverwerving. Derhalve heeft de Regering besloten deze woongelegenheden te catalogeren in de privé-sector. Het begrip openbare sector zal voortaan slechts de woongelegenheden omvatten die worden gebouwd om verhuurd te worden. Op die manier zullen én de openbare sector en de privé-sector meer kansen krijgen. De Regering levert hier het bewijs dat zij een voluntarische politiek wil voeren, die de objectieven van het 3^e plan inzake overheidsinvesteringen als imperatief beschouwt.

Voor de privé-sector zijn voor 1972 nog geen preciese cijfers voorhanden. Volgens het Nationaal Instituut voor de Statistiek werden gedurende het eerste trimester 1972 voor de openbare en de privé-sector samen, 10 508 woningen gebouwd.

Vooruitzichten voor 1973 voor de gesubsidieerde sector kunnen moeilijk gemaakt worden. De weerslag van de afschaffing van de toeslag op de bouwpremie zal van nabij moeten worden gevolgd.

3. Onderwijs, wetenschappelijk onderzoek en cultuur.

Afgezien van het wetenschappelijk onderzoek, stelt een lid vast dat de Regering verhoudingsgewijze te veel presteert voor het onderwijs in het algemeen en voor het universitaire onderwijs in het bijzonder. Hij vraagt de Regering hieraan niet verder toe te geven.

Vraag :

Vergeleken met 1972 stijgt de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding met 16 miljard. Na aftrek van de in dit bedrag voorkomende onvermijdelijke uitgaven (b.v. 10,3 miljard voor de wedden, de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen), blijft er nog slechts 2,113 miljard over voor de financiering van nieuwe maatregelen. Daarmee kan ongetwijfeld niet worden volstaan voor de groei van het onderwijs.

Antwoord :

Zeer zeker zijn de pedagogische en andere noden van Nationale Opvoeding groter dan die waaraan met een budget van 83,350 miljard kan worden voldaan, o.m. in de sectoren buitengewoon onderwijs en studietoelagen, waarin dringende onmiddellijke behoeften bestaan. De uitgevaardigde wetten kunnen hier slechts gradueel worden toegepast.

Anderzijds dekken de rubrieken wedden, weddetoelagen en werking toch ook onrechtstreeks pedagogische verbeteringen : de klassenormen voor het technisch onderwijs en het vernieuwd secundair onderwijs werden verlaagd alsook voor de cursussen methodenleer, didactiek en laboratoriumwerken in het normaalonderwijs.

Le nombre d'emplois de maîtres d'éducation physique dans l'enseignement primaire s'est accru. Si ces mesures provoquent une augmentation des dépenses de la rubrique « traitements », elles n'en apportent pas moins des améliorations pédagogiques considérables.

Question :

Quel sera le coût de la revision du pacte scolaire sur base du protocole en voie de signature ?

Réponse :

Il n'est pas possible de répondre actuellement à cette question.

La revision du pacte scolaire n'est en effet, à l'heure actuelle, nullement réalisée.

La Commission nationale a siégé jusqu'ici pour préparer l'invitation à adresser aux autres partis politiques, qui seraient appelés à prendre part aux négociations devant aboutir à la révision du pacte. C'est dans ce sens qu'a été rédigé un texte de protocole d'accord général et deux annexes, l'une relevant les points du pacte de 1958 qui restent à exécuter, l'autre qui fixe les grandes orientations d'une revision et énumère une série de problèmes à discuter.

Aucune décision pratique n'a été prise, et par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer tout ou partie des dépenses nouvelles qui s'imposeraient.

Question :

L'Exposé général fait apparaître à la page 113 l'augmentation des dépenses de recherche scientifique effectuées dans le cadre du budget de la Gendarmerie; elles passent de 100 000 F en 1972 à 4 millions en 1973.

Un membre désire connaître :

- 1) les raisons de cette augmentation;
- 2) le motif pour lequel cette rubrique n'apparaît pas dans le budget de la science pour 1973 (p. 108).

Réponse :

1) Augmentation des dépenses pour la recherche scientifique de la Gendarmerie (page 113 de l'Exposé général) :

1972 : 100 000 F.
1973 : 4 millions de F.

Avant 1972 toutes les dépenses afférentes aux études au profit de la Défense nationale et de la Gendarmerie figuraient au seul budget de la Défense nationale.

Depuis 1972 on a commencé à scinder celles propres à la Gendarmerie pour les porter à ce budget même. Comme il s'agissait à cette époque de la continuation d'études en cours, il fut impossible d'appliquer intégralement la dissociation Défense nationale/Gendarmerie.

A partir du budget pour 1973, la dissociation a pu être réalisée complètement, ce qui explique le montant de 4 millions qui est la quote-part annuelle de la Gendarmerie dans toutes les études scientifiques entreprises.

Il n'y a donc pas d'augmentation réelle dans les dépenses scientifiques de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1973.

Het aantal betrekkingen van de leermeesters lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs werd opgevoerd. Deze maatregelen brengen een verhoging van de uitgaven mee in de rubriek « wedden », doch houden pedagogisch aanzienlijke verbeteringen in.

Vraag :

Hoeveel gaat de herziening van het schoolpact kosten op grond van de overeenkomst die weldra ondertekend zal worden ?

Antwoord :

De herziening van het schoolpact is op dit ogenblik inderdaad nog geen gedane zaak.

De herziening van het Schoolpact is op het huidig ogenblik inderdaad nog geen gedane zaak.

De Nationale Commissie heeft tot hertoe gezeteld om de uitnodiging voor te bereiden die aan de andere politieke partijen, die zouden geroepen worden om deel te nemen aan de onderhandelingen die moeten leiden tot de herziening van het Pact, zal gestuurd worden. In die zin werden een protocol voor een algemeen akkoord en twee bijlagen opgesteld : de ene vermeldt de punten van het Pact van 1958 die nog moeten verwezenlijkt worden, de andere stelt de grote lijnen van een herziening vast en somt een reeks te bespreken problemen op.

Geen enkele praktische beslissing werd genomen. Het is bijgevolg onmogelijk de nieuwe uitgaven geheel of gedeeltelijk te ramen.

Vraag :

Uit de Algemene Toelichting (blz. 113) blijkt dat de in het raam van de begroting van de Rijkswacht gedane uitgaven voor wetenschappelijk onderzoek stijgen van 100 000 F in 1972 tot 4 miljoen in 1973.

Een lid wenst te vernemen :

- 1) waaraan die stijging te wijten is;
- 2) waarom deze rubriek niet meer voorkomt op de begroting van de wetenschap 1973 (blz. 108).

Antwoord :

1) Verhoging van de uitgaven voor wetenschappelijk onderzoek bij de Rijkswacht, blz. 113 van de Algemene Toelichting) :

1972 : 100 000 F.
1973 : 4 miljoen F.

Vóó 1972 werden alle uitgaven voor studies ten behoeve van de Landsverdediging en de Rijkswacht ingeschreven op de begroting van Landsverdediging.

Sedert 1972 werd met een splitsing begonnen om het gedeelte ervan met betrekking tot de Rijkswacht op die begroting zelf aan te rekenen. Daar het op dat ogenblik studies betrof welke reeds aan de gang waren, was het onmogelijk de uitgaven volledig te splitsen tussen Landsverdediging en Rijkswacht.

Vanaf de begroting voor 1973 kon de volledige splitsing echter wel verwezenlijkt worden, hetgeen het bedrag van 4 miljoen verklaart die overeenstemt met de jaarlijkse bijdrage van de Rijkswacht voor de studies.

In feite is er dus geen verhoging van de uitgaven voor wetenschappelijk onderzoek bij de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1973.

2) Tableau synthétique du budget de la science pour 1973 (page 108 Exposé général) :

Les 4 millions mentionnés à la page 113 de l'Exposé général sont repris dans le total de la Défense nationale repris dans le tableau à la page 108.

* * *

En ce qui concerne la recherche scientifique relative à la Défense nationale, les indications suivantes ont été fournies.

Recherche scientifique.

Comme pour la plupart des départements, le budget du Ministère de la Défense nationale comporte une Section II où sont regroupés les crédits relatifs au fonctionnement des établissements d'enseignement et des établissements scientifiques qui en dépendent ainsi que les crédits similaires couvrant des subventions et/ou dépenses diverses.

Le total des crédits de la section II « Recherche Scientifique » de la Défense nationale s'élève à F 481 007 000, se décomposant comme suit :

Etablissement d'enseignement supérieur (Masse I, Pol. Sc.)	218 660 000
Ecole royale militaire.	
Ecole royale du service de santé.	
Ecole des administrateurs militaires.	
Ecole de guerre.	
Etablissements scientifiques (Masse IV, SM 41)	229 360 000
Centre de recherches pour la défense.	
Centre de recherches des facteurs humains.	
Musée royal de l'armée.	
Institut cartographique militaire.	
Comité de coordination des activités scientifiques (Masse IV, SM 42)	32 933 000
Contribution des organismes internationaux (Masse V)	54 000

Question :

A la page 105 de l'exposé général, il est mentionné que le budget des Affaires culturelles communes « se caractérise, cette année, par le transfert aux budgets de la Culture néerlandaise et de la Culture française de certaines activités ».

Un membre voudrait connaître :

- 1) la liste exhaustive des activités transférées;
- 2) les crédits prévus et effectivement utilisés pour ces activités au cours des trois exercices précédents.

Réponse :

La plus grande partie des crédits transférés l'ont été dans le secteur « Relations culturelles internationales » (voir p. 20 et suivantes du Budget des Affaires culturelles communes, Doc. Sénat, n° 5-XX/1).

2) Synthetische tabel van de begroting van de wetenschap 1973 (blz. 108 van de Algemene Toelichting) :

De vier miljoen vermeld op bladzijde 113 van de Algemene Toelichting zijn in het totaal van de kredieten voor Landsverdediging vermeld in de tabel op bladzijde 108.

* * *

Over het wetenschappelijk onderzoek in het kader van de Landsverdediging werden de volgende inlichtingen verstrekt :

Wetenschappelijk onderzoek.

Zoals voor de meeste andere departementen bevat de begroting van het Ministerie van Landsverdediging een sectie II, waarin de kredieten zijn samengebracht die verband houden met de werking van de onderwijsinstellingen en de wetenschappelijke inrichtingen die van dit departement afhangen, evenals de gelijkaardige kredieten die dienen tot dekking van allerlei toelagen en/of uitgaven.

Het globale bedrag van de kredieten voor de sectie II « Wetenschappelijk onderzoek » van het Ministerie van Landsverdediging bedraagt 481 007 000 F. Dit bedrag valt als volgt uiteen :

Instellingen voor hoger onderwijs (Groep I, wetenschapsbeleid)	218 660 000
Koninklijke Militaire School.	
Koninklijke School van de gezondheidsdienst.	
School voor militaire administrateurs.	
Krijgsschool.	
Wetenschappelijke inrichtingen (Groep IV, SM 41)	229 360 000
Centrum voor onderzoek inzake defensie.	
Centrum voor onderzoek inzake menselijke factoren.	
Koninklijk museum van het leger.	
Militair cartografisch instituut.	
Comité voor coördinatie van het wetenschappelijk werk (Groep 4, SM 42)	32 933 000
Bijdrage aan internationale instellingen (Groep V)	54 000

Vraag :

Op blz. 105 van de Algemene Toelichting wordt gezegd dat de begroting van de Gemeenschappelijke culturele zaken « dit jaar gekenmerkt wordt door de overheveling van sommige activiteiten naar de begrotingen van Nederlandse en Franse Cultuur ».

Een lid vraagt om mededeling :

- 1) van de volledige lijst der overgehevelde activiteiten;
- 2) van de kredieten die tijdens de vorige drie begrotingsjaren voor die activiteiten waren uitgetrokken en daartoe ook werkelijk werden gebezigd.

Antwoord :

De overheveling van kredieten had vooral plaats in de sector « Internationale culturele betrekkingen » (cf. blz. 20 en volgende van de Begroting van de Gemeenschappelijke culturele zaken, Stuk Senaat, n° 5-XX/1).

Le tableau suivant concerne les crédits destinés aux activités scientifiques de la capitale.

Section I. — Institutions communes de la capitale.

B. — Crédits pour activités scientifiques.

Chapitre 1. — Dépenses de consommation.

§ 2. Achats de biens non durables et de services.

	(En milliers de francs.)		
	1972	1971	1970
Art. 12.44 : Inventaire du patrimoine monumental de la Belgique et Bulletin des Musées de Belgique	2 300	2 000	1 627

Chapitre 3. — Transferts de revenus.

Transferts de revenus au ménage.

Art. 33.20 : Fondation égyptologique « Reine Elisabeth » ...	100	100	100
--	-----	-----	-----

Question :

Pour quel motif a-t-on repris les crédits d'heures au budget du Ministère de l'Emploi et du Travail et non, comme il était initialement prévu, aux budgets culturels ?

Réponse :

Avec les organisations professionnelles patronales et syndicales, le Gouvernement considère que le régime des crédits d'heures doit être fondé sur des principes uniformes, valables pour l'ensemble du pays, au même titre que toute l'organisation des rapports de travail entre employeurs et travailleurs.

Le régime des crédits d'heures rémunérées, qui autorise les travailleurs à s'absenter du travail sans perte de salaire ne peut être dissocié de l'organisation du travail, ni plus largement de la globalité des problèmes du travail salarié ou appointé. Au point de vue pratique, il faut d'ailleurs souligner que de très nombreuses entreprises occupent indistinctement et en même temps des travailleurs néerlandophones et francophones.

Les fondements mêmes du crédit d'heures postulent donc une loi et non des décrets, et une inscription budgétaire corrélatrice (c'est-à-dire au budget du Ministère de l'Emploi et du Travail).

4. Politique étrangère.

a) Coopération au développement.

Plusieurs membres ont reproché au Gouvernement, de ne pas avoir prévu dans le budget une augmentation suffisante des crédits destinés à l'aide aux pays en voie de développement et d'avoir déclaré que l'initiative, dans ce domaine, appartenait au Parlement. Dès l'abord, il y a lieu de souligner que l'importance de notre aide aux pays en voie

De onderstaande tabel heeft betrekking op de kredieten, bestemd voor de wetenschappelijke activiteiten in de hoofdstad.

Sectie I. — Gemeenschappelijke instellingen van de hoofdstad.

B. — Kredieten voor wetenschappelijke activiteiten.

Hoofdstuk 1. — Consumptieve bestedingen.

§ 2. — Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten.

	(In duizenden frank.)		
	1972	1971	1970
Art. 12.44 : Inventaris van het Architecturaal patrimonium van België en Bulletin van de Belgische Musea	2 300	2 000	1 627

Hoofdstuk 3. — Inkomensoverdrachten.

Inkomensoverdrachten aan gezinnen.

Art. 33.20 : Egyptologische stichting « Koningin Elisabeth »	100	100	100
---	-----	-----	-----

Vraag :

Waarom zijn de kredieten in de begroting van Tewerkstelling en Arbeid opgenomen, en niet, zoals oorspronkelijk was gepland, in de culturele begrotingen ?

Antwoord :

Zoals de beroepsorganisaties van werkgevers en werknemers is de Regering van oordeel dat het stelsel van de kredieten moet gebaseerd zijn op gelijkvormige principes die gelden voor heel het land, zoals dit het geval is met de organisatie van de arbeidsbetrekkingen tussen werkgevers en werknemers.

Het stelsel van de betaalde kredieten dat de werknemers ertoe machtigt zonder loonverlies op het werk afwezig te zijn, kan niet worden losgemaakt van de organisatie van de arbeid en — ruimer gezien — ook niet van het geheel der problemen in verband met het gesalarieerd of bezoldigd werk. Praktisch gezien moet ten andere worden onderstreept dat tal van ondernemingen zonder onderscheid en terzelfder tijd Nederlandssprekende en Franssprekende werknemers te werk stellen.

De beginselen zelf van de kredieten maken een wet — en niet decreten — noodzakelijk, alsmede een ermede gepaarde inschrijving op de begroting (d.w.z. op de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid).

4. Buitenlands beleid.

a) Ontwikkelingssamenwerking.

Verschillende leden hebben de Regering verweten dat de verhoging van de kredieten bestemd voor de steun aan de ontwikkelingslanden onvoldoende is en dat zij verklaard heeft dat het initiatief terzake aan het Parlement toebehoort. In de eerste plaats dient erop gewezen te worden dat de omvang van onze steun aan de ontwikkelingslanden erg

de développement, est singulièrement atténuée par la baisse spectaculaire de nos relations commerciales avec le Tiers monde.

* * *

Conformément à une résolution adoptée à l'unanimité par le Parlement, déclarent-ils, le plan 1971-1975 prévoyait parmi ses objectifs de porter l'aide publique aux pays en voie de développement à 0,7 % du P. N. B. à partir de 1975.

Le Gouvernement est disposé à réaliser cet effort de solidarité internationale dès 1973 si le Parlement accepte de prévoir les dépenses supplémentaires requises à cet effet, en l'occurrence près de 2 milliards. Les recettes correspondantes pourraient être trouvées, par exemple, en prélevant 2,5 centimes additionnels sur les revenus supérieurs à 150 000 F.

En attendant cette décision parlementaire, le Gouvernement s'est borné à n'augmenter l'aide publique au développement que de 7,1 % (soit 604,1 millions) par rapport à 1972. Il s'ensuit que, pour 1973, le taux n'est que de 0,57 % du P. N. B. et non 0,61 % comme annoncé initialement.

La méthode appliquée par le Gouvernement en la circonstance est tout simplement inacceptable. Dans l'éventail des engagements du Gouvernement, seul celui qui porte sur l'aide au développement n'est pas respecté.

Le Gouvernement annonce de manière spectaculaire qu'il respectera dès 1973 les engagements pris pour 1975, mais il ne prend aucune responsabilité en la matière.

La Chambre ne demande pas que cet engagement soit respecté plus tôt mais, tout comme pour les autres engagements, qu'il soit respecté par un Gouvernement qui prend ses responsabilités.

A défaut d'une décision nette en la matière, les membres susvisés ne pourraient adopter le budget des Voies et Moyens.

* * *

Synthèse des remarques adressées au Gouvernement au sujet de l'aide aux pays en voie de développement.

1. A la page 9 de l'Exposé général, le Gouvernement propose d'accélérer l'aide aux pays en voie de développement.

2. Le Gouvernement fuit ses responsabilités. Il devrait faire des propositions.

Il appartient au Gouvernement d'indiquer les moyens à utiliser pour atteindre le taux de 0,70 %.

3. Il existe une certaine incohérence entre l'attitude du Gouvernement et les déclarations de M. Harmegnies au Chili et de M. Eyskens à Paris.

4. Ce n'est pas 0,70 % mais 0,75 % qu'il faut atteindre en 1975 et c'est un minimum.

5. Pourquoi, lors de l'élaboration du budget, n'a-t-on pas honoré particulièrement cette obligation ?

6. Le Gouvernement devrait inscrire les crédits nécessaires (± 800 millions) pour atteindre 0,61 % pour 1973.

* * *

verminderd is ten gevolge van de spectaculaire daling van onze handelsbetrekkingen met de Derde Wereld.

In overeenstemming met een eenparige door het Parlement goedgekeurde resolutie, zo betogen zij, voorzag het Plan 1971-1975 als een van zijn streefdoelen, de overheids-hulp voor de ontwikkelingssamenwerking op 0,7 % van het B. N. P. te brengen vanaf 1975.

De Regering is bereid reeds in 1973 deze internationale solidariteitsinspanning te verwezenlijken indien het Parlement aanvaardt de hiertoe onvermijdelijke bijkomende uitgaven te voorzien nl. bijna 2 miljard. De vereiste ontvangsten zouden bijvoorbeeld gevonden kunnen worden in een heffing van 2,5 opcentiemen op de inkomsten welke hoger liggen dan 150 000 F.

In afwachting van deze parlementaire beslissing heeft de Regering er zich toe beperkt, de openbare hulp aan de ontwikkeling t.o.v. 1972 slechts met 7,1 % te verhogen (hetzij 604,1 miljoen). Hierdoor blijft de verhouding voor 1973, 0,57 % van het B. N. P. en niet zoals initiaal was aangekondigd 0,61 %.

De methode die de Regering in deze aangelegenheid aanwendt is gewoon onaanvaardbaar. Van de hele waaier van de regeringsverbintenissen wordt alleen deze inzake ontwikkelingshulp niet nageleefd.

De Regering kondigt op spectaculaire wijze aan, dat zij de voor 1975 aangegeven verbintenissen reeds in 1973 nakomt, maar zij neemt terzake geen enkele verantwoordelijkheid op.

De Kamer vraagt niet dat op de verbintenis wordt voortuitgelopen. Zij vraagt alleen dat zij net als alle andere verbintenissen wordt nageleefd, door een Regering die haar verantwoordelijkheid opneemt.

Mocht in deze aangelegenheid geen duidelijke beslissing vallen, dan zouden deze leden de Rijksmiddelen niet kunnen goedkeuren.

* * *

Synthese van de opmerkingen gericht tot de Regering in verband met de hulp aan de ontwikkelingslanden.

1. Op bladzijde 9 van de Algemene Toelichting stelt de Regering voor de hulp aan de ontwikkelingslanden te versnellen.

2. De Regering ontvlucht haar verantwoordelijkheden. Zij zou voorstellen moeten doen.

Het is de taak van de Regering de middelen aan te duiden waardoor het streefcijfer 0,70 % kan worden bereikt.

3. Er bestaat een zekere tegenspraak tussen de houding van de Regering en de verklaringen van de heer Harmegnies in Chili en de heer Eyskens te Parijs.

4. Het minimumcijfer waartoe men moet komen in 1975 is 0,75 % en niet 0,70 %.

5. Hoe komt het dat men bij de uitwerking van de begroting deze voorname verplichting niet is nagekomen ?

6. De Regering dient de nodige kredieten (± 800 miljoen) uit te trekken om in 1973 0,61 % te bereiken.

Réponse :

1. Lorsque le Gouvernement déclare dans l'Exposé général « qu'il est disposé à réaliser dès 1973 cet effort de solidarité internationale pour autant que le Parlement accepte de prévoir les moyens supplémentaires indispensables à cet effet, soit près de 2 milliards », il affirme simplement son soutien de principe à l'accroissement de l'aide aux pays en voie de développement.

Ce texte ne doit pas être pris au pied de la lettre.

Le Gouvernement, par cette formule, a voulu montrer qu'il envisageait cette affaire avec un préjugé extrêmement favorable. Il est a fortiori d'accord pour que l'objectif soit atteint en 1975.

2. Le Gouvernement fait, en page 9 de l'Exposé général, à titre exemplatif, une proposition concrète.

Par ailleurs, il ne fuit pas ses responsabilités, ayant dès l'origine déclaré que l'initiative devait en l'occurrence émaner des Chambres.

Il convient de se rappeler que les Chambres ont adopté une résolution le 11 juin 1970 et que, dès l'abord, le Gouvernement a pris clairement position par une double manifestation :

1) Le 4 juin 1970, M. Scheyven, alors Ministre de la Coopération au Développement, a déclaré lors de la discussion de cette proposition de résolution :

« Le Gouvernement m'a demandé de vous rappeler l'article 51 prévoyant que toute proposition entraînant des augmentations de dépenses devait aussi proposer de nouvelles recettes ou de nouvelles économies.

Le Comité (Conseil des Ministres) a décidé qu'il ne pourrait prendre la résolution en considération que si l'on pouvait trouver les ressources nécessaires ».

L'article 51 du Règlement de la Chambre des Représentants prévoit :

« Tout rapport qui sera fait sur une proposition (1) provenant de l'initiative parlementaire et tendant à augmenter directement ou indirectement les dépenses publiques ou à diminuer les recettes devra, s'il est favorable à la proposition, indiquer les ressources ou les diminutions de dépenses permettant de couvrir la dépense ou la diminution de recettes devant résulter de l'adoption de la proposition. La Commission consultera, si elle le juge utile, la Commission des Finances.

2) Le 25 septembre 1970, le Conseil des Ministres a pris la décision suivante :

« Il peut être proposé, ensuite de la recommandation de la Chambre du 11 juin dernier, de porter l'aide publique de la Belgique, en 1975, à 0,70 % du P. N. B., pour autant que, de son côté, le Parlement se montre disposé à approuver l'effort fiscal spécifique éventuellement requis ».

Il a donc toujours été clairement établi que c'était au Parlement à prendre ses responsabilités dans ce domaine.

(1) « La Commission du Règlement tient à préciser que le terme « proposition » ne couvre pas exclusivement les propositions de lois mais également toutes autres propositions telles que les propositions de résolution » (commentaire de l'article 50).

Antwoord :

1. Wanneer de Regering in de Algemene Toelichting verklaart dat zij « bereid is reeds in 1973 deze internationale solidariteitsinspanning te verwezenlijken indien het Parlement aanvaardt de hiertoe onvermijdelijke bijkomende uitgaven te voorzien, nl. bijna 2 miljard », dan bevestigt zij eenvoudigweg dat zij het in beginsel eens is met de verhoging van de hulp aan de ontwikkelingslanden.

Die tekst mag niet letterlijk worden opgevat.

De Regering heeft met die passage willen aantonen dat zij in die kwestie een zeer positief standpunt inneemt. Zij is het er a fortiori mee eens dat die doelstelling in 1975 zou worden bereikt.

2. Op bladzijde 9 van de Algemene Toelichting doet de Regering een concreet voorstel dat echter maar een voorbeeld is.

Anderzijds ontvlucht zij haar verantwoordelijkheid niet, aangezien zij van meet af aan heeft verklaard dat in die aangelegenheid het initiatief van de Kamers diende uit te gaan.

Er zij aan herinnerd dat de Kamers op 11 juni 1970 een resolutie hebben aangenomen en dat de Regering van bij het begin tweemaal duidelijk stelling heeft genomen :

1) Op 4 juni 1970 verklaarde de heer Scheyven, toen Minister van Ontwikkelingssamenwerking, tijdens de bespreking van dit voorstel van resolutie :

« De Regering heeft mij gevraagd u in dat verband te herinneren aan artikel 51, waarin staat dat in elk voorstel, dat aanleiding geeft tot verhoogde uitgaven, ook voor nieuwe inkomsten of nieuwe bezuinigingen moet worden gezorgd.

Het comité (Ministerraad) heeft beslist dat het de resolutie slechts dan in overweging kon nemen, als de nodige financiële middelen konden worden gevonden ».

Artikel 51 van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers bepaalt :

« Elk verslag over een voorstel (1) dat uitgaat van het parlementair initiatief en ertoe strekt, rechtstreeks of onrechtstreeks, de openbare uitgaven te verhogen of de inkomsten te verminderen, moet, zo het met het voorstel instemt, de inkomsten of de verminderingen van uitgaven opgeven, waardoor de uitgave of de vermindering van inkomsten worden gedekt, die uit de aanneming van het voorstel mochten voortvloeien. Indien de commissie het raadzaam oordeelt, pleegt zij overleg met de Commissie voor de Financiën. »

2) Op 25 september 1970 heeft de Ministerraad de volgende beslissing genomen :

« Men kan de aanbeveling van de Kamer dd. 11 juni 11. opvolgen en voorstellen de Belgische openbare hulp in 1975 op 0,70 % van het B. N. P. te brengen, voor zover het Parlement zich bereid verklaart de daartoe eventueel vereiste financiële inspanning goed te keuren. »

Er is dus altijd duidelijk gesteld dat het de taak van het Parlement is zijn verantwoordelijkheden op dat stuk op te nemen.

(1) « Bij het onderzoek van dit artikel stelt de Commissie voor het Reglement er prijs op aan te stippen dat de term « voorstel » niet uitsluitend betrekking heeft op de wetsvoorstellen maar eveneens op alle andere voorstellen, zoals de voorstellen van resolutie. » (Commentaar op artikel 50).

Bien entendu, le Gouvernement se tient à la disposition du Parlement pour lui fournir la traduction technique d'une décision éventuelle sous forme d'une proposition concrète.

C'est cependant au Parlement d'indiquer le montant de recettes supplémentaires qu'il estime souhaitable.

En ce qui concerne plus spécialement la remarque selon laquelle le Gouvernement n'indique pas les moyens à utiliser pour atteindre le taux de 0,7 %, il est renvoyé à la page 8 de l'Exposé général qui donne un exemple de masse imposable, à savoir un prélèvement de 2,5 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus supérieurs à 150 000 F.

3. La position du Gouvernement n'est pas en contradiction avec les déclarations de MM. Eyskens et Harmegnies.

C'est parce qu'il suppose que le Parlement traduira dans des propositions sa résolution de 1970 que le Gouvernement a pu rappeler les objectifs de la Belgique.

4. La Chambre, dans sa résolution, a invité le Gouvernement à atteindre, en 1975, un pourcentage minimum de 0,75 % du P. N. B. comme apport du secteur public à l'aide aux pays en voie de développement.

Ce faisant, la Chambre s'est référée aux normes de la CNUCED.

Le Gouvernement quant à lui, a retenu un objectif d'aide de 0,70 % du P. N. B., en se référant aux critères, plus limitatifs retenus par le C. A. D. (Comité d'aide au développement, organe central d'organisation pour la coopération et le développement économiques) pour définir l'aide.

Ces pourcentages différents recouvrent en réalité un effort tout à fait comparable.

5. Pour d'aucuns, le Gouvernement n'a pas tenu ses engagements en cette matière, alors qu'il l'a fait dans les autres domaines.

Cela est dû au caractère particulier de cette affaire d'initiative parlementaire et que le Parlement doit mener lui-même à bien.

Le Gouvernement n'avait pas de promesse à tenir dans ce domaine. Il est resté logique avec lui-même en respectant sa décision du 25 septembre 1970.

6. Le Gouvernement n'ajoutera des crédits à son budget de dépenses de 1973 que si le Parlement vote des recettes nouvelles équivalentes, et cela en application de l'article 51 du Règlement de la Chambre.

* * *

Le tableau ci-après donne l'évolution des échanges commerciaux de l'U. E. B. L. avec des pays en voie de développement.

De ce tableau, il ressort que :

1) pendant la période de 1964 à 1970, nos importations en provenance des pays en question ont augmenté de 78 %;

2) notre balance commerciale avec les pays en voie de développement accuse traditionnellement un excédent important au profit de ces derniers;

3) pour la première fois, depuis 1964, nos importations en provenance de ces pays ont diminué en 1971. Il apparaît que la cause principale de la diminution des chiffres d'importation exprimés en valeurs, réside dans une chute assez importante du cours des métaux non ferreux sur les marchés internationaux.

Het spreekt vanzelf dat de Regering zich ter beschikking van het Parlement houdt om aan dit laatste de technische vertolking van een eventuele beslissing in de vorm van een concreet voorstel ter hand te stellen.

Het Parlement behoort evenwel te zeggen welk bedrag aan bijkomende ontvangsten het wenselijk acht.

Wat meer bepaald de opmerking betreft volgens welke de Regering geen middelen zou aanduiden om het streefcijfer 0,7 % te bereiken, zij verwezen naar bladzijde 9 van de Algemene Toelichting waarin gezegd wordt dat de nodige belastingontvangsten bijvoorbeeld kunnen worden gevonden in een heffing van 2,5 opcentiemen op de inkomsten die hoger liggen dan 150 000 F.

3. Het standpunt van de Regering is niet strijdig met de verklaringen van de heren Eyskens en Harmegnies.

De Regering heeft de Belgische doelstellingen in herinnering gebracht, omdat zij veronderstelt dat het Parlement zijn resolutie van 1970 in voorstellen zal omzetten.

4. In haar resolutie heeft de Kamer de Regering gevraagd ervoor te zorgen dat in 1975 minstens 0,75 % van het B. N. P. als bijdrage van de openbare sector wordt besteed aan de ontwikkelingssamenwerking.

Aldus heeft de Kamer de UNCTAD-normen tot de hare gemaakt.

Daarentegen heeft de Regering als doelstelling een hulpverlening ten bedrage van 0,70 % van het B. N. P. gekozen; daarbij hield zij zich aan de meer beperkende criteria van het C. O. S. (Comité voor Ontwikkelingssamenwerking, centraal orgaan van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling) voor het bepalen van de hulp.

Die verschillende percentages komen in werkelijkheid overeen met een gelijkwaardige inspanning.

5. Volgens sommigen is de Regering haar verbintenissen in deze aangelegenheid niet nagekomen, hoewel ze dit wel heeft gedaan op andere gebieden.

Dit is hieraan gelegen dat een zaak van het parlementair initiatief wel iets bijzonders is, dat het Parlement zelf tot een goed einde moet brengen.

De Regering moest op dit gebied geen beloften nakomen. Door zich te houden aan haar beslissing van 25 september 1970 is ze logisch gebleven met zichzelf.

6. De Regering zal aan haar begroting van uitgaven voor 1973 slechts kredieten toevoegen indien het Parlement nieuwe gelijkwaardige ontvangsten stemt, en zulks met toepassing van artikel 51 van het Reglement van de Kamer.

* * *

De onderstaande tabel geeft de evolutie van het handelsverkeer tussen de B. L. E. U. en de ontwikkelingslanden weer.

Hieruit blijkt dat :

1) tijdens de periode 1964-1970 onze invoer herkomstig uit bedoelde landen verhoogd is met 78 %;

2) onze handelsbalans met de ontwikkelingslanden traditioneel een overschot vertoont ten gunste van laatstgenoemden;

3) voor het eerst sedert 1964 onze invoer uit deze landen in 1971 is verminderd. De voornaamste oorzaak van de vermindering der in waarde uitgedrukte invoercijfers dient gezocht in de daling van de prijzen der non-ferrometalen op de internationale markt.

Bien entendu, un des moyens pour aider les pays en voie de développement est la promotion de leur exportations vers les pays industrialisés, dont la Belgique.

C'est précisément dans ce but que la C. E. E. a mis en œuvre, le 1^{er} juillet 1971, le système des préférences généralisées accordant aux produits industriels et à certains produits agricoles des pays en voie de développement, un régime favorable à l'importation dans la Communauté. Celle-ci était d'ailleurs la première à appliquer ce système préférentiel.

*Commerce de l'U. E. B. L. avec le Tiers monde
(pays en voie de développement).*

Een der middelen om de ontwikkelingslanden te helpen is zonder twijfel de bevordering van hun uitvoer naar de geïndustrialiseerde landen, waaronder België.

Dit is trouwens het doel dat door de E. E. G. werd nagestreefd toen op 1 juli 1971 het stelsel van de veralgemeende preferenties werd in werking gesteld, waardoor de industriële produkten en sommige landbouwprodukten uit de ontwikkelingslanden bij invoer in de Gemeenschap het voordeel van een gunstige regeling genieten. De E. E. G. was trouwens de eerste om dit preferentieel systeem toe te passen.

*Handel van de B. L. E. U. met de derde wereld
(ontwikkelingslanden).*

Importations en U. E. B. L. Invoer in de B. L. E. U.				Exportations de l'U. E. B. L. Uitvoer uit de B. L. E. U.			
Année Jaar	Montant (milliards F. B.) Bedrag (miljarden BF)	Evolution v.-à-v. année précédente Evolutie t.o.v. vorig jaar	Part dans importations totales Aandeel in totale import	Année Jaar	Montant (milliards F. B.) Bedrag (miljarden BF)	Evolution v.-à-v. année précédente Evolutie t.o.v. vorig jaar	Part dans exportations totales Aandeel in totale export
1964	47,1	+ 16,6	15,9 %	1964	26,1	+ 20,0	9,3 %
1965	49,0	+ 4,1	15,4 %	1965	29,6	+ 13,5	9,3 %
1966	55,6	+ 13,4	15,5 %	1966	30,6	+ 3,3	9,0 %
1967	56,6	+ 1,8	15,8 %	1967	30,1	- 1,7	8,6 %
1968	69,5	+ 22,7	16,7 %	1968	34,1	+ 13,5	8,3 %
1969	77,9	+ 11,8	15,6 %	1969	38,5	+ 12,6	7,6 %
1970	83,8	+ 7,6	14,8 %	1970	47,3	+ 22,9	8,2 %
1971	76,6	- 8,6	12,2 %	1971	47,9	+ 1,2	7,9 %
1971 (8 m.)	51,2	- 7,5	12,7 %	1971 (8 m.) ...	31,519	+ 4,6	8,0 %
1972 (8 m.)	53,2	+ 3,9	12,2 %	1972 (8 m.) ...	34,9	+ 10,8	7,9 %

Chiffres provisoires.

* * *

L'assistance technique militaire au Zaïre, au Rwanda et au Burundi résulte d'accords de coopération technique militaire passés avec les pays intéressés.

Elle est gérée par le Ministère de la Défense nationale.

Sur le plan budgétaire, les crédits ont évolué comme suit :

Année	Déf. Nat.	Gend.	Total
1968	87,4	20,4	107,8
1969	132,7	22,3	154,4
1970	168,5	24,0	192,5
1971	183,1	23,6	206,7
1972	260,5	27,9	288,4

Ces crédits couvrent les dépenses de rémunérations, allocations, indemnités, frais de voyage du personnel militaire d'assistance technique, ainsi que le matériel d'entretien et de fonctionnement approprié.

Voorlopige cijfers.

* * *

De militaire technische bijstand aan Zaïre, Rwanda en Burundi is het gevolg van overeenkomsten die met de betrokken landen aangegaan werden met het oog op de militaire technische samenwerking.

Deze bijstand wordt beheerd door het Ministerie van Landsverdediging.

De begrotingskredieten evolueerden als volgt :

Jaar	Landsverd.	Rijkswacht	Totaal
1968	87,4	20,4	107,8
1969	132,1	22,3	154,4
1970	168,5	24,0	192,5
1971	183,1	23,6	206,7
1972	260,5	27,9	288,4

Deze kredieten dekken de uitgaven voor bezoldigingen, toelagen, vergoedingen, reiskosten van het personeel van de militaire technische bijstand evenals het passende onderhouds- en werkingsmaterieel.

Pour plus de détails, on peut se référer à la réponse donnée par le Ministre de la Défense nationale aux questions n° 69 et 70 du 28 juillet 1972 de M. le Sénateur C. De Clercq (Bulletin des Questions et Réponses du Sénat, n° 29 du 3 octobre 1972, pp. 1272-1273 et 1274).

b) *Relations européennes.*

Question :

Au sujet de l'aspect européen du budget, un membre pose les questions suivantes :

a) N'est-il pas temps de rassembler les différents articles budgétaires concernant les Communautés européennes :

Contribution financière	
belge	14.400 millions
41.51.5 F. E. O. G. A.	850 millions
53.04 Euratom	180 millions
53.04 F. E. D.	825 millions
34.01 Grèce	6 millions
83.03 Turquie	50 millions

b) A quel ordre de dépenses correspondent ces 14.400 millions ?

Une indication sur les dépenses des Communautés européennes avec ventilation par secteur serait souhaitable.

c) En ce qui concerne l'article 34.01 qui prévoit 6 millions pour la Grèce, est-il possible de savoir comment ces crédits ont évolué et comment ils évolueront à l'avenir ?

d) En ce qui concerne l'article 34.02 (crédit principal) quel était le solde de cet article au 31 décembre 1971 ?

Le membre renvoie à la page 36 de l'Exposé général et souhaite savoir comment ce crédit a été liquidé.

e) Quelle est l'ampleur des prélèvements C. E. C. A. en Belgique (page 35 de l'Exposé général) ?

1° comment et où sont-ils perçus ?

2° quelle est leur évolution au cours des dernières années ?

Réponse :

a) Les différents articles budgétaires concernant les Communautés européennes sont répartis dans les budgets du Ministère des Affaires économiques, du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement et du Ministère des Finances. Le crédit inscrit au budget de ce dernier ministère a un caractère général, tandis que les autres crédits couvrent une dépense précise. Cete répartition se fait compte tenu des compétences ministérielles. C'est précisément pour avoir une vue globale des dépenses « européennes » inscrites aux budgets, que l'Exposé général en fait une synthèse.

b) La contribution financière belge de « régime général » s'élève à 14,400 milliards. Une partie de ce montant a un caractère de dépense et est inscrite à l'article 34.02 du Ministère des Finances (4,200 milliards). Le reste, soit 10,200 milliards, a un caractère de manque à gagner puisqu'il s'agit de l'affectation directe de certaines recettes aux Communautés européennes. Celles-ci comprennent la totalité des prélèvements agricoles (4,800 milliards) et une partie des droits de douane (5,400 milliards).

Voor verdere details zij verwezen naar het antwoord verstrekt door de Minister van Landsverdediging op de vragen n° 69 en 70 van 28 juli 1972 van de heer Senator C. De Clercq (Bulletin van vragen en antwoorden, Senaat, n° 29 van 3 oktober 1972, blz. 1272, 1273 en 1274).

b) *Europese betrekkingen.*

Vraag :

In verband met het Europese aspect van de begroting, stelt een lid de volgende vragen :

a) Is het niet tijd de verschillende begrotingsartikelen betreffende de Europese gemeenschappen te groeperen ?

Belgische financiële bijdrage . 14.400 miljoen

41.51.5 E. O. G. F. L.	850 miljoen
53.01 Euratom	180 miljoen
53.04 E. O. F.	825 miljoen
34.01 Griekenland	6 miljoen
83.03 Turkije	50 miljoen

b) Met welke rangorde van uitgaven stemt die 14.400 miljoen overeen ?

Een opgave van de uitgaven van de Gemeenschappen (per sector) ware wenselijk.

c) Wat artikel 34.01 betreft, dat in 6 miljoen voorziet voor Griekenland, wordt gevraagd hoe deze kredieten zich hebben ontwikkeld en hoe zij zich in de toekomst zullen ontwikkelen ?

d) Wat artikel 34.02 (voornaamste kredieten) betreft, welk is het saldo van dit artikel op 31 december 1971 ?

Het lid verwijst naar blz. 36 van de Algemene Toelichting en wenst te weten hoe dit krediet werd uitgekeerd.

e) Wat is de omvang van de E. G. K. S.-heffingen in België (blz. 35 van de Algemene Toelichting) ?

1° hoe en waar worden ze geïnd ?

2° hoe hebben die zich gedurende de jongste jaren ontwikkeld ?

Antwoord :

a) De verschillende begrotingsartikelen, die betrekking hebben op de Europese Gemeenschappen, liggen verspreid in de begrotingen van de Ministeries van Economische Zaken, Landbouw, Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en Financiën. Het krediet ingeschreven in deze laatste begroting is van algemene aard, terwijl de overige een specifieke bestemming hebben. Die verdeling is gebaseerd op de bevoegdheid van de diverse ministeriële departementen. Het is juist om een globaal overzicht te hebben van de « Europese » uitgaven, die over de verschillende begrotingen verspreid liggen, dat er in de Algemene Toelichting een synthese van gemaakt werd.

b) De Belgische financiële bijdrage « algemeen stelsel » beloopt 14,400 miljard. Een gedeelte van dit bedrag heeft het karakter van een uitgave en staat ingeschreven onder artikel 34.02 van het Ministerie van Financiën (4,200 miljard). Het overige bedrag, nl. 10,200 miljard, heeft meer het karakter van een inkomensderving vermits het gaat om een rechtstreekse aanwending van bepaalde inkomsten ten behoeve van de Europese Gemeenschappen. Bedoeld zijn het totaal van de landbouwheffingen (4,800 miljard) en een gedeelte van de douanerechten (5,400 miljard).

Ci-après figurent quelques renseignements sur le budget 1972 des Communautés européennes. De plus amples renseignements peuvent être trouvés dans le « Journal Officiel des Communautés Européennes » n° L.202, du 4 septembre 1972. Les montants sont donnés en millions d'unités de compte.

Recettes	4 177
dont :	
Ressources propres	1 852
Contributions	2 282
Divers	43
Dépenses	4 177
dont :	
Section I Assemblée	16
Section II Conseil	25
Section III Commission	4 132
Section IV Cour de Justice	4

Les dépenses de la Commission se répartissent en 9 titres.

Titre 1 : Dépenses concernant les personnes liées à l'institution	95
Titre 2 : Immeubles, matériel et dépenses de fonctionnement	216
Titre 3 : Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques	80
Titre 4 : Aides, subventions et participations	9
Titre 5 : Fonds social européen	98
Titres 6 et 7 : FEOGA - section garantie	2 687
Titre 8 : FEOGA - section orientation	839
Titre 9 : Aides alimentaires et autres dépenses	109

c) Les crédits de l'article 34.01 ont évolué de la façon suivante :

1971	5 128 000 F
1972	6 000 000 F
1973	6 000 000 F

En vertu des accords conclus entre la C. E. E. et la Grèce, les Etats membres de la C. E. E. peuvent accorder des bonifications d'intérêts de 3 % l'an sur certains prêts octroyés à la Grèce par la Banque européenne d'Investissement.

Ces bonifications d'intérêt sont supportées par les Etats membres au prorata de leur souscription au capital de la banque, ce qui représente pour la Belgique, 8,65 %.

Pour l'ensemble des exercices 1963 à 1967, l'encours des prêts octroyés à la Grèce pouvait atteindre 125 000 000 de dollars U. S. A. (6 250 000 000 de F belges) dont les 2/3 étaient susceptibles de bénéficier de bonifications d'intérêts. La charge annuelle à supporter par la Belgique pouvait donc s'élever à 10 812 500 F.

Les événements politiques survenus en Grèce en avril 1967 ont freiné l'octroi des prêts à ce pays depuis cette année là. En conséquence, il est demandé pour l'année budgétaire 1973, un crédit de 6 000 000 de F, soit un montant identique à celui des années précédentes.

Hieronder komen enkele inlichtingen voor over de begroting 1972 van de Europese Gemeenschappen. Aanvullende inlichtingen zijn beschikbaar in het « Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen », n° L.202, van 4 september 1972. De vermelde bedragen luiden in miljoenen rekenenheden.

Ontvangsten	4 177
waarvan :	
Eigen middelen	1 852
Bijdragen	2 282
Diverse	43
Uitgaven	4 177
waarvan :	
Afdeling I Europees Parlement	16
Afdeling II Raad	25
Afdeling III Commissie	4 132
Afdeling IV Hof van Justitie	4

De uitgaven van de Commissie zijn onderverdeeld in 9 titels.

Titel 1 : Uitgaven betreffende aan de instelling verbonden personen	95
Titel 2 : Gebouwen, materieel en huishoudelijke uitgaven	216
Titel 3 : Uitgaven voortvloeiende uit specifieke taken van de instelling	80
Titel 4 : Steunverlening, subsidiën en deelnemingen	9
Titel 5 : Europees sociaal Fonds	98
Titels 6 en 7 : E. O. G. F. L. - afdeling garantie	2 687
Titel 8 : E. O. G. F. L.-afdeling oriëntatie	839
Titel 9 : Voedselhulp en overige uitgaven	109

c) De kredieten van artikel 34.01 evolueerden als volgt :

1971	5 128 000 F
1972	6 000 000 F
1973	6 000 000 F

Krachtens de tussen de E. E. G. en Griekenland gesloten associatieovereenkomst verstrekken de Lid-Staten van de E. E. G. rentesubsidies van 3 % 's jaars op bepaalde door de Europese Investeringsbank aan Griekenland toegestane leningen.

Die rentesubsidies worden door de Lid-Staten gedragen naar verhouding van hun deelneming in het kapitaal van de Bank, wat voor België 8,65 % bedraagt.

Voor het geheel der dienstjaren 1963 tot 1967, mochten de uitstaande leningen verstrekt aan Griekenland 125 000 000 U. S. dollar bereiken (6 250 000 000 Belgische F), waarvan 2/3 vatbaar waren voor rentesubsidieverstreking. De jaarlijks door België te dragen last kon dus 10 812 500 F belopen.

De politieke gebeurtenissen die zich in Griekenland in april 1967 voordeden, hebben het toekennen van leningen aan dit land vanaf dat jaar afgeremd. Derhalve wordt voor het begrotingsjaar 1973 een krediet van 6 000 000 F aangevraagd, d.i. hetzelfde bedrag als voor de vorige jaren.

d) Le crédit 1971 de l'article 34.02 s'élevait à 5 milliards. Par voie de feuillet, il fut réduit de 60 millions. Des dépenses d'un montant de 3,646 milliards furent imputées. Le solde au 31 décembre 1971 s'élève donc à 1,294 milliard. Conformément à l'article 23 de la loi du 6 juin 1972 (feuillet) (*Moniteur belge* 8 août 1972), ce montant est ajouté au crédit de 1972. Le crédit disponible en 1972 atteint dès lors $4,500 + 1,294 = 5,794$ milliards. A fin septembre 1972, 3,779 milliards ont déjà été imputés. Le mode de liquidation est le suivant : le crédit à l'article 34.02 sert à alimenter un article pour ordre (839.1). C'est également à cet article pour ordre que les prélèvements agricoles et les droits de douane sont versés. Les versements aux Communautés européennes se font ensuite au fur et à mesure des besoins de celles-ci.

Les prélèvements C. E. C. A. en Belgique sont les suivants (en unités de compte).

	Montant	% du total
1969 :		
Charbon	497 549	7,1
Sidérurgie	3 496 683	11,0
Total	3 994 232	10,3
1970 :		
Charbon	437 213	6,4
Sidérurgie	3 464 781	10,6
Total	3 901 994	9,9
1971 :		
Charbon	416 716	6,4
Sidérurgie	3 572 838	11,4
Total	3 989 554	10,6

Ces montants sont prélevés directement sur base d'une déclaration mensuelle, effectuée par les entreprises. Les versements sont également mensuels.

Question :

Le Gouvernement voudrait-il fournir des renseignements concernant les répercussions économiques et financières pour la Belgique de l'entrée prochaine du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne ?

Réponse :

Au plan économique, le grand ensemble que constitueront les Neuf fera naître une solidarité économique nouvelle qui, à l'instar de ce qui s'est réalisé entre les Six, ne peut manquer de profiter à tous les membres de la Communauté élargie. L'inclusion dans le Marché commun d'un appoint de plus de 65 millions de consommateurs devrait ouvrir de nouvelles possibilités d'expansion économique, notamment pour les industries de pointe, et accentuer le processus de rationalisation et de spécialisation engagé depuis quinze ans.

L'élargissement entraînera une augmentation des échanges entre la Belgique et le Royaume-Uni du fait du démantèlement progressif des tarifs douaniers, de la complémentarité des économies et de la préférence communautaire.

d) In 1971 bedroeg het krediet op artikel 34.02 5 miljard. Bij wege van het bijblad werd het met 60 miljoen vermindert, 3,646 miljard uitgaven werden er op aangerekend, waardoor het saldo op 31 december 1971, 1,294 miljard bedroeg. Overeenkomstig artikel 23 van de wet van 6 juni 1972 (bijblad) (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1972) werd dit bedrag gevogd bij het krediet voor 1972. Hierdoor beloopt het in 1972 beschikbare bedrag $4,500 + 1,294 = 5,794$ miljard. Hiervan was ultimo september 1972, 3,779 miljard uitgegeven. De vereffening geschiedt als volgt : het krediet van artikel 34.02 wordt aangewend om een artikel voor orde (839.1) te stijven. Op dit laatste artikel worden tevens de landbouwheffingen en de douanerechten gestort. De stortingen aan de Europese Gemeenschappen geschieden vervolgens overeenkomstig de behoeften van deze laatste.

e) de E. G. K. S.-heffingen zijn de volgende in België (in rekeneenheden).

	Bedrag	% van het totaal
1969 :		
Steenkool	497 549	7,1
Staal	3 496 683	11,0
Totaal	3 994 232	10,3
1970 :		
Steenkool	437 213	6,4
Staal	3 464 781	10,6
Totaal	3 901 994	9,9
1971 :		
Steenkool	416 716	6,4
Staal	3 572 838	11,4
Totaal	3 989 554	10,6

Die bedragen worden rechtstreeks geheven op basis van een maandelijks aangifte, door de ondernemingen opgesteld. De betalingen geschieden eveneens maandelijks.

Vraag :

Kan de Regering inlichtingen verschaffen over de economische en financiële gevolgen die de komende toetreding van het Verenigd Koninkrijk tot de Europese Economische Gemeenschap voor België zal hebben ?

Antwoord :

Op economisch gebied zal de grote gemeenschap van de Negen leiden tot een nieuwe solidariteit die, zoals zulks het geval was voor de Zes, noodzakelijkerwijze voordelig zal zijn voor alle leden van de uitgebreide Gemeenschap. De opneming in de Gemeenschappelijke Markt van een bijkomende 65 miljoen verbruikers zal nieuwe vooruitzichten openen inzake economische expansie, met name voor de bedrijfstakken die nu reeds aan de spits staan, en het rationaliserings- en specialiseringsproces, dat sedert vijftien jaar aan de gang is, versnellen.

De uitbreiding zal voor gevolg hebben dat het handelsverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk zal toenemen ingevolge de geleidelijke afbraak van de douanetarieven, de complementariteit van de economieën en de preferentiële behandeling in het raam van de Gemeenschap.

En outre, l'adhésion s'accompagnera de la disparition progressive des préférences exclusives entre le Commonwealth et la Grande-Bretagne ainsi que de l'association probable à la C. E. E. d'un grand nombre de pays en voie de développement du Commonwealth.

Les nombreuses implications de l'élargissement de la Communauté ne se dégageront que progressivement. C'est la raison pour laquelle le Royaume-Uni et les autres Etats adhérents ne participeront intégralement au système du financement communautaire qu'à l'issue d'une période transitoire de cinq ans.

Les prévisions budgétaires relatives aux dépenses et recettes de la Communauté pour 1973 font cependant apparaître que les dépenses additionnelles encourues par la Communauté à la suite de son élargissement sont couvertes par les recettes et contributions des Etats adhérents.

Cette progressivité dans l'intégration se manifestera également pour la libération des mouvements de capitaux.

Enfin, le Royaume-Uni s'est engagé à réduire d'une façon ordonnée et graduelle l'importance des balances sterling et à aligner le statut de la livre sterling sur celui des autres monnaies de la Communauté dans le cadre de la réalisation de l'union économique et monétaire.

Par sa situation géographique, proche de la Grande-Bretagne et centrale dans la Communauté économique européenne, la Belgique est appelée à bénéficier en premier lieu de l'accroissement du courant d'échange entre l'Europe et la Grande-Bretagne, troisième importateur du monde.

En 1970, la Grande-Bretagne ne représentait que 21 milliards ou 3,6 % des exportations de l'U. E. B. L. et 33 milliards ou 5,8 % de ses importations.

En 1938 pourtant, la Grande-Bretagne représentait encore 13,7 % des exportations de l'U. E. B. L. et 7,9 % des importations.

Plusieurs éléments sont à la base de cette régression relative du commerce extérieur de la Belgique avec la Grande-Bretagne; l'entrée de ce pays dans le Marché commun supprime pratiquement tous les éléments qui, depuis la dernière guerre mondiale, ont empêché un accroissement substantiel de nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne.

Question :

Il a été question récemment dans la presse d'un rapprochement économique entre la C. E. E. et les pays de l'Est. La Commission des Communautés européennes aurait établi un rapport à ce sujet. Le Gouvernement pourrait-il fournir des renseignements à ce sujet ainsi que sur la situation et la position de la Belgique dans cette question ?

Réponse :

La Commission de la C. E. E., interrogée sur cette affaire, a communiqué qu'elle n'a pas établi de rapport au sujet d'un rapprochement économique entre la C. E. E. et les pays de l'Est.

c) Commerce extérieur.

Question :

En vertu des accords de Washington du 18 décembre 1971, le F. B. a été réévalué de 2,76 % par rapport à l'or, et de plus de 11 % par rapport au dollar. Pour le moment, la cote du franc belge sur les marchés des changes atteint

Bovendien zal de toetreding gepaard gaan met de geleidelijke verdwijning van de exclusieve voorkeurregelingen tussen het Commonwealth en Groot-Brittannië en met de waarschijnlijke associatie met de E. E. G. van een groot aantal ontwikkelingslanden uit het Commonwealth.

De talrijke implicaties van de uitbreiding van de Gemeenschap zullen slechts geleidelijk aan het licht komen. Daarom zullen het Verenigd Koninkrijk en de andere toetredende staten eerst aan het stelsel van de financiering van de Gemeenschap volledig deelnemen na een overgangsperiode van vijf jaar.

Uit de begrotingsramingen betreffende de uitgaven en de ontvangsten van de Gemeenschap voor 1973 blijkt nochtans dat de bijkomende uitgaven die de Gemeenschap zich ten gevolge van de uitbreiding zal moeten getroosten, gedekt worden door de ontvangsten en de bijdragen van de toetredende staten.

De integratie zal eveneens geleidelijk zijn voor de vrijmaking van de kapitaalbewegingen.

Ten slotte heeft het Verenigd Koninkrijk zich ertoe verbonden het volume van de sterlingtegoeden ordelijk en geleidelijk te verminderen en het statuut van het pond sterling af te stemmen op dat van de andere munten van de Gemeenschap, in het kader van de totstandkoming van de economische en monetaire unie.

Ingevolge zijn aardrijkskundige ligging — dichtbij Groot-Brittannië en in het centrum van de Europese Economische Gemeenschap — moet vooral België voordeel halen uit de toeneming van het handelsverkeer tussen Europa en Groot-Brittannië, dat de derde importeur ter wereld is.

In 1970 nam Groot-Brittannië slechts 21 miljard of 3,6 % van de uitvoer en 33 miljard of 5,8 % van de invoer van de BLEU voor zijn rekening.

Maar in 1938 ging nog 13,7 % van de uitvoer van de BLEU naar Groot-Brittannië, terwijl de Britse uitvoer naar de BLEU 7,9 % vertegenwoordigde.

Verscheidene factoren liggen ten grondslag aan deze relatieve achteruitgang van de buitenlandse handel tussen België en Groot-Brittannië; doordat dit land tot de Gemeenschappelijke Markt toetreedt, wordt praktisch alles uit de weg geruimd wat sedert de jongste wereldoorlog aan een substantiële aangroei van onze handelsbetrekkingen met Groot-Brittannië in de weg heeft gestaan.

Vraag :

Onlangs was in de pers sprake van een toenadering op economisch gebied tussen de E. E. G. en de landen van het Oostblok. De Commissie van de Europese Gemeenschappen zou over die kwestie een verslag hebben opgesteld. Kan de Regering inlichtingen verstrekken over die aangelegenheid en over het desbetreffende standpunt van België ?

Antwoord :

De E. E. G.-Commissie werd over deze aangelegenheid ondervraagd; zij heeft medegedeeld dat geen verslag werd opgemaakt over een toenadering op economisch gebied tussen de E. E. G. en de landen van het Oostblok.

c) Buitenlandse handel.

Vraag :

Ingevolge de akkoorden van Washington van 18 december 1971, werd de B. F. gerevalueerd met 2,76 % ten opzichte van het goud en met meer dan 11 % ten opzichte van de dollar. Op dit ogenblik is de Belgische frank op de

un niveau tellement élevé que la compétitivité de notre commerce extérieur s'en trouve menacée.

Outre ces facteurs monétaires, il y a aussi l'incidence de la hausse des prix et des frais salariaux.

Dans ces conditions, notre économie demeurera-t-elle assez compétitive sur les marchés internationaux ? Existe-t-il des éléments permettant de donner une appréciation exacte de la situation, vu l'importance de nos exportations pour l'ensemble de notre activité économique ? Le Gouvernement ne devrait-il pas prendre des mesures, notamment dans le secteur de l'octroi de crédits et du ducroire, en vue de soutenir nos exportateurs dans leur lutte concurrentielle ?

Réponse :

La compétitivité de l'économie belge n'a guère été entamée par les mesures de stabilisation décidées à Washington en décembre 1971. En ce qui concerne les exportations, les effets en ont d'ailleurs été partiellement compensés par la suppression, le 1^{er} janvier 1972, de la taxe spéciale à l'exportation qui représentait environ 1 % de la valeur des produits exportés.

Le fait que le franc belge soit actuellement coté au-dessus du pair sur le marché des changes constitue la résultante d'une situation économique saine et d'une position concurrentielle solide.

Si nous sommes restés compétitifs au plan international, c'est essentiellement grâce à l'évolution favorable de nos prix intérieurs par rapport à celle des autres pays. A titre d'exemple, du 2^e trimestre 1971 au 2^e trimestre 1972, nos prix à la consommation se sont élevés de 5 % alors que tous les autres pays de la C. E. E., à l'exception du Grand-Duché de Luxembourg, ont connu un taux d'augmentation supérieur.

*Evolution des prix à la consommation
dans les six pays de la C. E. E. (1971-1972).
(Variation en %.)*

	1971				1972		II/72 comparé à II/71 — II/72 vergeleken met II/71	
	I	II	III	IV	I	II		
	au cours du trimestre — in de loop van het kwartaal							
R. F. d'Allemagne ...	+ 2,5	+ 1,1	+ 0,8	+ 1,3	+ 2,1	+ 1,1	+ 5,2	Duitse Bondsrepubliek.
France	+ 1,3	+ 2,6	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,3	+ 1,5	+ 5,5	Frankrijk.
Italie	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,7	+ 5,1	Italië.
Pays-Bas	+ 3,0	+ 1,9	+ 1,7	+ 1,5	+ 2,5	+ 1,9	+ 7,8	Nederland.
Belgique	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 5,0	België.
Luxembourg	+ 2,2	+ 1,1	+ 0,6	+ 1,5	+ 1,0	+ 1,7	+ 4,4	Luxemburg.

Source : Office de Statistiques des Communautés Européennes.

Grâce à cette compétitivité, nos exportations n'ont fait que s'élever. Pendant les huit premiers mois de cette année, elles ont enregistré une progression de 12,1 %, contre 5,6 % durant la période correspondante de 1971. A fin août, la balance commerciale, sur base des mouvements de marchandises enregistrés par les statistiques douanières, se soldait par un surplus de 1,8 milliard contre un déficit de 11,8 milliards un an auparavant.

wisselmarkten zo hoog gekwoteerd, dat de concurrentiekracht van onze buitenlandse handel wordt bedreigd.

Naast deze monetaire factoren, is er eveneens de weerslag van de stijgende prijzen en loonkosten.

Kan, in deze omstandigheden onze economie voldoende competitief blijven op de internationale markten ? Bestaan er elementen die het mogelijk maken de toestand juist te appreciëren gelet op het belang van onze export voor het geheel van onze economische activiteit ? Zou de Regering geen maatregelen moeten treffen, o.m. in de sector van de kredietverlening en het delcredere, om onze uitvoerders in hun concurrentiestrijd bij te staan.

Antwoord :

De stabilisatiemaatregelen waartoe in december 1971 te Washington beslist werd, hebben de concurrentiekracht van de Belgische economie nauwelijks aangetast. De uitwerking ervan op de uitvoer werd trouwens ten dele gecompenseerd door de afschaffing, per 1 januari 1972, van de bijzondere belasting op de uitvoer, die ongeveer 1 % van de waarde der uitgevoerde produkten vertegenwoordigde.

Het feit dat de Belgische frank op de wisselmarkten thans boven het pari gekwoteerd staat is het natuurlijk gevolg van een gezonde economische situatie en van een solide concurrentiële positie.

Dat wij op internationaal vlak kunnen blijven concurreren, is hoofdzakelijk te danken aan de gunstige ontwikkeling van onze binnenlandse prijzen, vergeleken bij die van de overige landen. Zo zijn onze consumptieprijzen tussen het 2^e kwartaal van 1971 en het 2^e kwartaal van 1972 met 5 % gestegen, terwijl de procentuele stijging in alle andere E. E. G.-landen, het Groothertogdom Luxemburg uitgezonderd, hoger lag.

*Ontwikkeling van de consumptieprijzen
in de zes E. E. G.-landen (1971-1972).
(Schommeling in %.)*

Bron : Dienst Statistiek van de Europese Gemeenschappen.

Dank zij dit concurrentievermogen is onze uitvoer voortdurend gestegen. Tijdens de eerste acht maanden van dit jaar is een vooruitgang van 12,1 % geboekt, tegen 5,6 % tijdens het daarmede overeenstemmende tijdvak van 1971. Eind augustus sloot de handelsbalans, op basis van het door de douanestatistiek geregistreerde goederenverkeer, met een batig saldo van 1,8 miljard tegen een tekort van 11,8 miljard een jaar tevoren.

Dans l'avenir cette compétitivité ne semble pas menacée. Selon les estimations actuellement disponibles, nos prix intérieurs dérivés du P. N. B. ne devraient s'élever que de 4,5 % en 1973, taux généralement inférieur à celui des autres pays européens.

Par ailleurs, en ce qui concerne les mesures de politique économique, ainsi qu'il est rappelé dans l'exposé général du budget (p. 124), un arrêté royal du 9 mai 1972 autorise l'Office national du Ducroire à assurer les exportateurs contre les risques de change.

Question :

Où en est l'exécution des mesures de promotion de l'exportation, dont il est question dans l'accord de gouvernement, notamment en ce qui concerne l'expansion des secteurs de pointe à forte exportation ?

Réponse :

En général l'exportation des secteurs de pointe s'est améliorée sensiblement au cours des 7 premiers mois de 1972, par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

En ce qui concerne le secteur des métaux rares, nos exportations diminuent toujours bien que dans une moindre mesure qu'en 1971.

Expansion des secteurs de pointe à forte exportation.
(millions F.)

Het ziet er naar uit dat dit concurrentievermogen in de toekomst niet in het gedrang zal komen. Volgens de thans beschikbare ramingen zullen onze van het B. N. P. afgeleide binnenlandse prijzen in 1973 slechts met 4,5 % stijgen, wat over het algemeen minder is dan in de overige Europese landen.

Met betrekking tot het economisch beleid is er zoals in de Algemene Toelichting wordt gezegd (blz. 124), een koninklijk besluit van 9 mei 1972, waarbij de Nationale Delcreditedienst gemachtigd wordt de uitvoerders tegen wisselrisico's te verzekeren.

Vraag :

Hoe staat het met de uitvoering van de maatregelen tot bevordering van de export, die voorkomen in het regeerakkoord met name wat betreft de expansie van de topsectoren met sterke uitvoer ?

Antwoord :

Globaal gezien is de uitvoer van de topsectoren aanzienlijk verbeterd in de loop van de eerste zeven maanden van 1972, vergeleken met de overeenstemmende periode van het vorig jaar.

Wat de sector der zeldzame metalen betreft blijft de uitvoer verder dalen, alhoewel in minder sterke mate dan in 1971.

Expansie van de topsectoren met sterke uitvoer.
(miljoen F.)

	1970	1971	% 71/70	1971 (7 m)	1972 (7 m)	72/71 (7 m)	
1° Production de métaux rares y compris le germanium	4 038,5	2 425,8	- 40,0	1 535,0	1 332,5	- 13,2	1° Produktie van zeldzame metalen, germanium inbegrepen.
2° Equipement électrique ...	22 088,2	24 108,2	+ 9,1	13 842,4	16 653,9	+ 20,3	2° Elektrische uitrusting.
3° Equipement électro-ménager	634,2	807,2	+ 27,3	407,4	481,8	+ 18,3	3° Elektrische huisapparaten.
4° Machines-outils, textiles, équipement spécifique ...	35 806,5	39 377,1	+ 10,0	22 819,1	24 733,7	+ 8,4	4° Werktuigmachines, textiel, specifieke uitrusting.
5° Fils, fibres, et tissus synthétiques	4 836,4	4 909,5	+ 1,5	2 850,6	3 172,5	+ 11,3	5° Synthetische garens, vezels en weefsels.
6° Fils et tissus de verre. Glaces de sécurité	1 496,2	1 559,7	+ 4,2	833,2	875,3	+ 5,1	6° Glasgarens en weefsels. Veiligheidsglas.
7° Produits photographiques	7 133,9	7 539,4	+ 5,7	4 364,9	4 857,8	+ 11,3	7° Fotografische produkten.

Question :

Quel est le résultat des mesures de promotion des exportation, dont il est question dans l'accord de gouvernement, concernant : « la diversification de la destination de nos exportations ».

Réponse :

Le tableau repris ci-dessous donne un aperçu de la diversification de la destination de nos exportations.

Vraag :

Welke is het resultaat van de maatregelen tot bevordering van de export die voorkomen in het regeerakkoord, inzake de « diversificatie van de bestemming van onze uitvoer ».

Antwoord :

De hierna gepubliceerde tabel geeft een overzicht van de diversificatie inzake bestemming van onze uit-

Depuis l'année 1970, aucune modification notable ne s'est produite dans la destination de nos exportations.

Le pays et continents, ainsi que les groupes de pays industrialisés et de pays en voie de développement, prennent presque toujours la même part dans nos exportations totales.

Les efforts en vue d'une meilleure diversification géographique sont poursuivis :

— une conférence consulaire concernant les pays scandinaves a eu lieu au mois de juin passé;

— au mois de juin, le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur a rendu une visite de travail à l'U. R. S. S.;

— une mission économique au Brésil et au Mexique a eu lieu à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre;

— le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur rendra une visite de travail au Nigéria et présidera une conférence consulaire concernant l'Afrique orientale au mois de décembre prochain.

Diversification de la destination de nos exportations.
(part dans nos exportations totales en %)

voer. Sedert het jaar 1970 hebben zich geen noemenswaardige verschuivingen voorgedaan inzake de bestemming van deze uitvoer.

De landen en continenten, alsmede de groepen der industrie- en ontwikkelingslanden hebben nog ongeveer hetzelfde aandeel in onze totale uitvoer.

De inspanningen met het oog op een betere geografische spreiding, worden voortgezet :

— een consulaire conferentie betreffende de Scandinavische landen had in juni j.l. plaats;

— tijdens de maand juni bracht de heer Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel een werkbezoek aan de U. S. S. R.;

— een economische zending naar Brazilië en Mexico heeft plaats gehad einde september en begin oktober;

— de Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel zal een werkbezoek brengen aan Nigeria en een consulaire conferentie voorzitten betreffende Oost-Afrika tijdens de maand december e.k.

Diversificatie inzake bestemming van onze uitvoer.
(aandeel in onze totale uitvoer in %)

	1970	1971	1971 (8 m)	1972 (8 m) (1)	
	1970	1971	1971 (8 m)	1972 (8 m) (1)	
C. E. E.	68,5	68,6	67,9	68,8	E. E. G.
A. E. L. E.	10,6	10,2	10,2	11,0	E. V. A.
Europe Orientale	1,5	1,5	1,5	1,6	Oost Europa.
Europe	83,4	82,9	82,2	84,1	Europa.
Afrique	3,2	3,2	3,4	3,2	Afrika.
Etats-Unis	6,0	6,8	7,3	5,7	V. S. A.
Amérique	8,2	9,3	9,8	8,2	Amerika.
Japon	0,7	0,6	0,6	0,6	Japan.
Asie	4,2	3,7	3,8	3,7	Azië.
Océanie	0,3	0,3	0,3	0,3	Oceanië.
Pays industriels	91,3	91,6	91,5	91,5	Industrielanden.
Pays en voie de développement	8,2	7,9	8,0	7,9	Ontwikkelingslanden.

(1) Provisoire.

(1) Voorlopig.

Question :

Quelles sont les mesures qui ont été prises en vue de « la multiplication d'accords commerciaux, financiers, fiscaux et de coopération économique » (mesures en faveur de la promotion de nos exportations, annexées dans l'accord de gouvernement).

Réponse :

1. Accords commerciaux.

La promotion de nos exportations n'a pas nécessité la conclusion d'un plus grand nombre d'accords commerciaux. Dans le cadre des accords existants, les travaux des Com-

Vraag :

Welke maatregelen werden genomen met het oog op « de verhoging van het aantal handels-, financiële, fiscale en economische samenwerkingsakkoorden » (in het regeerakkoord aangekondigde maatregelen ter bevordering van onze export).

Antwoord :

1. Handelsakkoorden.

De bevordering van onze uitvoer heeft het niet noodzakelijk gemaakt een groter aantal handelsakkoorden te sluiten. In het raam van de bestaande akkoorden hebben

missions mixtes ont contribué à l'accroissement de nos possibilités de ventes à l'étranger, en particulier à destination des pays à commerce d'Etat.

2. *Accords de coopération.*

Le dernier accord de coopération industrielle et économique a été conclu avec l'U. R. S. S. à la date du 26 juillet 1969.

3. *Accords fiscaux.*

Un accord visant à éviter la double imposition est actuellement en cours de négociation avec le Canada.

Question :

Où en est l'exécution des mesures visant à favoriser les exportations, annoncées dans l'accord de gouvernement : « l'amélioration de l'appareil de prospection : diffusion de l'information commerciale, organisation des missions économiques, développement des possibilités d'action des postes consulaires ».

Réponse :

Diffusion des informations commerciales.

Une distinction doit être faite suivant que l'information est destinée à la Belgique ou à l'étranger.

1. Tout d'abord, en ce qui concerne la Belgique, en plus des activités courantes dans le domaine de la diffusion des informations commerciales par le contact régulier avec les exportateurs — soit personnellement, soit par échange épistolaire ou par l'intermédiaire du bi-hebdomadaire « Informations du Commerce extérieur » — les actions spéciales suivantes peuvent être mentionnées :

— La publication de la série de monographies de la collection « Un marché » a été activée. Il s'agit de brochures pratiques qui peuvent servir de guide pour aborder certains marchés. Pour l'année 1972, il en sera publié 15 numéros

— Une étude spéciale consacrée à un thème d'actualité est également publiée chaque mois, en annexe aux Informations du Commerce extérieur.

2. En ce qui concerne les contacts avec l'étranger, la publication de la revue trimestrielle « Belgique, Economie + Technique » et du bulletin de presse mensuel « Belgique, Informations économiques et techniques » a été poursuivie.

De plus, pour mieux faire connaître la Belgique et ses produits, on peut signaler les initiatives spéciales suivantes :

— une nouvelle brochure sur les produits belges, d'un tirage de 275.000 exemplaires, a été éditée;

— une nouvelle édition du répertoire de l'« Engineering » belge est en préparation;

— une brochure de format livre de poche sur le « design belge » a été éditée en allemand pour le marché fédéral, à l'occasion de la semaine belge à Essen;

de werkzaamheden van de Gemengde Commissie bijgedragen tot een verhoging van onze uitvoermogelijkheden naar het buitenland, inzonderheid naar de landen met staatshandel.

2. *Samenwerkingsakkoorden.*

Het meest recente akkoord tot industriële en economische samenwerking werd op 26 juli 1969 gesloten met de U. S. S. R.

3. *Fiscale akkoorden.*

Onderhandelingen zijn aan de gang om te komen tot een akkoord ter voorkoming van de dubbele belasting met Canada.

Vraag :

Hoe staat het met de uitvoering van de maatregelen tot bevordering van de export, die in het regeerakkoord werden aangekondigd, nl. : « de verbetering van het prospectieapparaat : verspreiding van handelsvoorlichting, organisatie van economische zendingen, ontwikkeling van de actiemogelijkheden van de consulaire posten ».

Antwoord :

Verspreiding van de handelsvoorlichting.

Een onderscheid moet gemaakt worden naar gelang de informatie in België plaats heeft of gericht is op het buitenland.

1. Allereerst wat België betreft, kunnen, benevens de lopende activiteiten op het stuk van de verspreiding van de handelsvoorlichting door het geregeld contact met de exporteurs — persoonlijk, per briefwisseling, of door middel van het tweewekelijksblad « Berichten over de Buitenlandse Handel » — de volgende speciale acties vermeld worden :

— De publicatie van de reeks van monografieën van de verzameling « Een markt » werd geactiveerd. Het betreft praktische brochures die als leidraad kunnen dienen voor de aanpak van bepaalde markten. Over het jaar 1972 zullen er 15 worden gepubliceerd.

— In bijlage aan de Berichten over de Buitenlandse Handel, verschijnt iedere maand een speciale studie, gewijd aan een actueel thema.

2. Met het oog op de contacten met het buitenland wordt de uitgave van het kwartaaltijdschrift « België, economie + techniek » en het maandelijks berichtenblad « België, economische en technische informatie » voortgezet.

Daarenboven werden om België en onze producten beter te doen kennen, volgende speciale initiatieven genomen :

— Publicatie van een nieuwe brochure, met een oplage van 275.000 exemplaren, over de Belgische producten.

— Een nieuwe uitgave van het repertorium « Belgian engineering » is in voorbereiding.

— Naar aanleiding van de Belgische week te Essen werd in het Duits een brochure in pocket-vorm over de Belgische design uitgegeven voor de Duitse markt.

— des journalistes du Canada et de la Côte d'Ivoire ont été invités à visiter la Belgique;

— un dépliant intitulé « Belgique, le deuxième partenaire de la France » a été diffusé à 30.000 exemplaires dans les foires internationales les plus importantes de France.

Organisation de missions économiques.

Les missions économiques sont un instrument de pénétration commerciale, en ce sens que, conduites par de hauts fonctionnaires et composées de personnalités éminentes du monde des affaires, elles permettent de nouer des contacts au plus haut niveau et peuvent susciter les relations d'affaires les plus appropriées.

L'Office belge du Commerce extérieur a organisé une grande mission économique au Brésil en septembre 1972 avec 40 participants. De plus, l'O. B. C. E. a collaboré à l'organisation de missions économiques d'initiative privée à destination des pays suivants :

- U. R. S. S., en janvier;
- Royaume-Uni, en avril;
- Roumanie, en mai;
- Japon, en juin;
- Mexique, en octobre, succédant à la mission économique au Brésil;
- Italie, en octobre.

Une collaboration est également prévue pour la préparation d'une mission privée en Norvège (en novembre).

Développement des possibilités d'action des postes consulaires.

Afin d'établir un diagnostic de certains marchés et d'examiner si le dispositif commercial officiel est suffisamment étoffé pour accomplir sa tâche, des journées consulaires ont été organisées à Rome en janvier (pour l'Italie), à Bonn en avril (pour la R. F. A.) et à Copenhague en juin (pour les pays Scandinaves). Ces deux dernières journées consulaires étaient présidées par S. A. R. le Prince Albert.

Une attention spéciale a été consacrée au renforcement des missions diplomatiques et des postes consulaires par l'adjonction de prospecteurs commerciaux. En corrélation avec les actions entreprises en vue de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, un troisième prospecteur commercial a été désigné pour l'ambassade de Belgique à Londres et un bureau avec un prospecteur commercial a été créé à Birmingham, sous la juridiction du consulat général de Belgique à Manchester. En République Fédérale d'Allemagne, le consulat général de Belgique à Francfort a été renforcé par un prospecteur supplémentaire et un bureau avec prospecteur commercial a été créé à Nuremberg, sous la juridiction du consulat général de Belgique à Munich. En France, un prospecteur commercial a été nommé à Bordeaux et en Irlande, un autre à Dublin.

Enfin, la décision de principe a été prise d'adjoindre un troisième prospecteur commercial au consulat général de Belgique à Milan et, en ce qui concerne l'Autriche, il est prévu un deuxième poste de prospecteur commercial à l'ambassade de Vienne, qui travaillera plus les centres situés en dehors de la capitale. A Perth, en Australie, une nouvelle place de prospecteur commercial a également été créée en principe.

— Buitenlandse journalisten uit Canada en Ivoorkust werden uitgenodigd om een bezoek te brengen aan België.

— Een vouwblad onder de titel « België de tweede handelspartner van Frankrijk » werd op 30 000 exemplaren verspreid op de belangrijkste jaarbeurzen in Frankrijk.

Organisatie van economische zendingen.

De economische zendingen zijn een instrument van handelspenetratie in die zin dat, door het feit dat de leiding ervan bij hoogwaardigheidsbekleders berust en dat zij samengesteld zijn uit prominenten uit de bedrijfswereld, contacten kunnen gelegd worden op het hoogste vlak, en de meest accurate zakenrelaties kunnen tot stand worden gebracht.

De Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel heeft een grote zending georganiseerd naar Brazilië in september 1972 met 40 deelnemers. Verder heeft de B. D. B. H. zijn medewerking verleend tot de organisatie door het privé initiatief van economische zendingen naar de volgende landen :

- U. S. S. R. in januari;
- Verenigd Koninkrijk in april;
- Roemenië in mei;
- Japan in juni;
- Mexico in oktober, in aansluiting aan de economische zending naar Brazilië;
- Italië in oktober.

Ook wordt medewerking verleend aan een privé zending die voorbereid wordt met bestemming Noorwegen (in november).

Ontwikkeling van de actiemogelijkheden van de consulaire posten.

Om de toestand op bepaalde markten te onderzoeken en na te gaan of het officieel handelsbestel voldoende uitgerust is om zijn taak waar te nemen, werden consulaire dagen georganiseerd te Rome in januari (voor Italië), te Bonn in april (voor de D. B. R.) en te Copenhague in juni (voor de Scandinavische landen). Deze laatste twee consulaire dagen werden voorgezeten door Z. K. H. Prins Albert.

Meer speciaal is de aandacht gegaan naar de versterking van de diplomatieke zendingen en de consulaire posten door toevoeging van handelsprospectors. In aansluiting bij de acties ondernomen met het oog op de toetreding van het Verenigd Koninkrijk tot de Euromarkt, werd aldus een derde handelsprospecteur verbonden aan de ambassade van België te Londen tevens werd een bureau met een handelsprospecteur opgericht te Birmingham in het ambtsgebied van het consulaat-generaal van België te Manchester. In de Duitse Bondsrepubliek is er een versterking gekomen voor het consulaat-generaal van België te Frankfurt door het toevoegen van een handelsprospecteur en werd een bureau met handelsprospecteur opgericht te Nuremberg in het ambtsgebied van het consulaat-generaal van België te München. In Frankrijk werd een handelsprospecteur benoemd te Bordeaux, in Ierland een te Dublin.

Tenslotte is er principieel beslist geweest een derde handelsprospecteur te voegen aan het consulaat-generaal van België te Milaan en, wat Oostenrijk betreft, een tweede betrekking van handelsprospecteur bij de ambassade te Wenen die speciaal de buiten de hoofdstad gelegen centra zal bewerken. Te Perth, in Australië, werd ook principieel een nieuwe betrekking van handelsprospecteur opgericht.

En raison des expériences favorables enregistrées par les prospecteurs commerciaux déjà en poste dans les pays à commerce d'Etat en Europe de l'Est, un prospecteur commercial près l'ambassade de Belgique à Moscou a également été nommé.

De même, la procédure est en cours pour la nomination d'un prospecteur près notre ambassade à Varsovie. En ce qui concerne les pays en voie de développement, la décision a été prise de nommer un prospecteur commercial près notre ambassade à Lagos.

Par ce renforcement de notre appareil de prospection, on arrive à un nombre d'environ 90 emplois de prospecteurs commerciaux dispersés dans tout le réseau des missions diplomatiques et des postes consulaires. Une plus grande prospection des marchés étrangers en faveur des entreprises qui désirent développer leurs exportations, y compris celles qui commencent à exporter, telle que les petites et moyennes entreprises, peut donc être atteinte avec les moyens techniques nécessaires et dans des délais normaux.

Question :

Où en est l'exécution des mesures visant à favoriser les exportations, dont il est question dans l'accord de gouvernement : « la promotion sectorielle des exportations, notamment en faveur des petites et moyennes entreprises ».

Réponse :

L'Office belge du Commerce extérieur (O. B. C. E.) a mis à la disposition du Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes des experts qui participent à la campagne d'information des petites et moyennes entreprises en vue de les inciter à participer à l'effort d'exportation.

Les services de l'O. B. C. E., tant centraux que provinciaux, donneront leur assistance aux petites et moyennes entreprises dans la promotion de leurs exportations.

Question :

Où en est l'exécution des mesures visant à favoriser les exportations, annexées dans l'accord de gouvernement : « l'assouplissement du système d'octroi de crédits en vue de favoriser notamment les exportations de biens d'équipement vers les pays en voie de développement » ?

Réponse :

Malgré une baisse des taux d'intérêt de Creditexport, les 3 février et 6 avril dernier, à concurrence respectivement de 0,20 et de 0,40 %, il a été décidé de continuer à octroyer, sans diminution, les subventions-intérêts Copromex.

Dans le courant du mois de mars trois nouveaux crédits ont été demandés et obtenus dans le cadre des mesures générales de relance, en vue de stimuler plus fortement les exportations de biens d'équipement :

a) un crédit de 42 millions de francs, pour lequel une bonification supplémentaire est octroyée en vue de com-

Gelet op de ervaringen opgedaan door de reeds aangestelde handelsprospectoren in de landen met staatshandel uit Oost-Europa, is thans ook een handelsprospecteur benoemd bij de ambassade van België te Moskou.

De procedure is aan de gang om een prospecteur te benoemen bij onze ambassade te Warschau. Wat de ontwikkelingslanden betreft, zij genoteerd dat beslist werd een handelsprospecteur te benoemen bij onze ambassade te Lagos.

Door deze versterking van het prospectie-apparaat komt men tot een 90-tal betrekkingen van handelsprospecteur verspreid over heel het net van de diplomatieke zendingen en consulaire posten. Een grotere prospectie op de buitenlandse afzetgebieden ten voordele van de ondernemingen die hun export wensen te ontwikkelen en ook van diegene o.m. de kleine en middelgrote ondernemingen die met de exportverrichtingen beginnen, kan derhalve doorgevoerd worden met de vereiste technische middelen en in een normale tijdsperiode.

Vraag :

Uitleg wordt gevraagd omtrent de uitvoering van de maatregelen tot bevordering van de export die voorkomen in het regeerakkoord : « de sectoriële bevordering van de uitvoer inzonderheid ten gunste van de kleine en van de middelgrote ondernemingen ».

Antwoord :

De Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel (B.D.B.H.) heeft experten ter beschikking gesteld voor de inlichtingscampagne die door de Staatssecretaris voor Middenstand georganiseerd werd. Deze campagne heeft tot doel de kleine en middelgrote ondernemingen aan te zetten een bijzondere inspanning te leveren met het oog op de export.

Zowel de centrale diensten als de provinciale diensten van de B. D. B. H. zullen bijstand verlenen aan de kleine en middelgrote ondernemingen met het oog op de bevordering van hun uitvoer.

Vraag :

Inlichtingen worden gevraagd omtrent de uitvoering van de maatregelen tot bevordering van de export die aangekondigd werden in het regeerakkoord : « de versoepeling van het systeem van kredietverlening, ten einde o.m. de uitvoer van uitrustingsgoederen naar de ontwikkelingslanden te bevorderen ».

Antwoord :

Niettegenstaande een daling van de rentetarieven inzake kredietexport op 3 februari en 6 april i.l. met achtereenvolgens 0,20 % en 0,40 %, werd besloten de rentetoeelagen Copromex onverminderd verder toe te kennen;

In het kader van de algemene relancemaatregelen werden, in maart i.l., drie nieuwe kredieten aangevraagd en verkregen om de uitvoer van uitrustingsgoederen nog meer te stimuleren :

a) een krediet van 42 miljoen frank waarmee een aanvullende rentesubsidie toegekend wordt ter compensatie

penser les charges résultant du paiement anticipatif des intérêts Creditexport;

b) un crédit de 50 millions de francs, qui fait l'objet d'une bonification de taux d'intérêt à l'exportation de biens d'équipement pour lesquels des procédés technologiques nouveaux sont mis en application;

c) un crédit de 50 millions de francs, pour le financement de la formation technique et administrative de personnel des pays en voie de développement, en vue de promouvoir la réalisation de projets d'exportation.

En vue de diminuer encore le coût des crédits à l'exportation, l'Office national du Ducroire a décidé de diminuer la prime d'assurance sur certains pays (au moyen du reclassement des pays).

Il a également accordé l'autorisation d'étaler sur toute la durée du crédit le paiement de la prime d'assurance due par l'exportateur.

En plus est examinée la possibilité d'octroyer des crédits d'État aux pays en voie de développement, dans le but de permettre le financement des acomptes.

5. Travaux publics.

Question :

Quels sont les crédits inscrits pour l'entretien des routes au budget ordinaire, au budget extraordinaire et au Fonds des Routes ?

Comment ces charges seront-elles financées ?

Réponse :

Entretien des routes.

van de lasten die uit de vooruitbetaling van de rente Credit-export voortvloeien;

b) een krediet van 50 miljoen frank waarmee een aanvullende rentesubsidie toegekend wordt bij de uitvoer van uitrustingsgoederen waarvoor nieuwe technologische procédés worden toegepast;

c) een krediet van 50 miljoen frank voor de financiering van de technische en administratieve opleiding van personeel in de ontwikkelingslanden ter bevordering van de realisaties van export-projecten.

Om de kosten van de exportkredieten nog meer te drukken, heeft de Nationale Delcredere dienst beslist de verzekeringspremies voor bepaalde exportlanden te verminderen (door middel van een herklassering der landen).

Zij heeft eveneens toelating verleend om de betaling van de door de exporteur verschuldigde verzekeringspremie te spreiden over de ganse kredietduur.

Verder wordt de mogelijkheid onderzocht om staatsleningen aan ontwikkelingslanden toe te kennen, ten einde de financiering van de voorafbetaling mogelijk te maken.

5. Openbare Werken :

Vraag :

Welke kredieten werden voor het onderhoud van de wegen uitgetrokken op de gewone begroting, de buitengewone begroting en het Wegenfonds.

Op welke wijze zullen deze lasten worden gefinancierd ?

Antwoord :

Onderhoud van de wegen.

Financement. — Financiering

1. Budget ordinaire. — Gewone begroting	néant. — nihil	—
2. Budget extraordinaire. — Buitengewone begroting :		
14.02 : Entretien extraordinaire. — 14.02 : Buitengewoon onderhoud	374 000 000	par ressources générales du Trésor. — door algemene inkomsten van de Schatkist.
3. Budget Fonds des Routes. — Wegenfonds-begroting :		
536.01 : Entretien des autoroutes, routes, etc. —		
536.01 : Onderhoud snelwegen, wegen, enz. ...	1 650 000 000	par ressources du Fonds. — door inkomsten van het Fonds.
540.01 (partie) : Entretien du réseau routier. —		
540.01 (gedeelte) : Onderhoud wegennet	1 056 000 000	par une partie des recettes avec affectation spéciale de 9 671 millions provenant de la taxe de circulation sur les véhicules et des droits d'accise sur les huiles minérales. — door een gedeelte van de ontvangsten van 9 671 miljoen met speciale affectatie, de verkeersbelasting en de accijsrechten op minerale oliën.

Question :

En ce qui concerne la politique d'investissements du département des Travaux publics, un membre constate qu'on prévoit 4 % en moins pour les autoroutes. Il fait observer que 9,6 milliards sont destinés au Fonds des Routes pour :

Vraag :

Inzake het investeringsbeleid van het departement van Openbare Werken stelt een lid vast dat voor de autowegen 4 % minder wordt voorzien. Hij merkt op dat 9,6 miljard bestemd worden voor het Wegenfonds met het oog op :

- 1° l'aménagement de rings dans les agglomérations;
- 2° l'amélioration des routes ordinaires;
- 3° l'entretien des routes ordinaires et des autoroutes.

Il constate que 3,2 milliards sont prévus pour la mise en place de 98 régies : 42 pour les autoroutes, 56 pour les routes ordinaires.

Cela implique-t-il la suppression de l'Administration des Ponts et Chaussées (et le licenciement des conducteurs qui y sont occupés) ? A ce sujet, il se réfère à la page 144 de l'Exposé général. Il souhaiterait obtenir des précisions sur la mission de ces régies. Pourquoi sont-elles si nombreuses ? Quelle sera la place des directions provinciales des routes dans ce système ?

L'attribution de 9,7 milliards au Fonds des Routes est surtout justifiée par l'extension des compétences dans le domaine :

- 1° des autoroutes;
- 2° de l'entretien des routes;
- 3° de la charge des emprunts.

Le membre félicite le Gouvernement de l'emploi qui sera fait de ces recettes ordinaires. Ce montant est-il utilisé uniquement pour l'entretien ou également pour des investissements supplémentaires ? Les charges de financement se rapportent-elles uniquement à de nouveaux emprunts ou également à d'anciens emprunts ?

Par ailleurs, il fait remarquer qu'on a prévu 2,1 milliards pour péages et 1,1 milliard pour l'entretien des routes.

Il voudrait avoir de plus amples explications à ce sujet et obtenir également des renseignements sur l'amélioration du réseau routier. Il souhaiterait connaître le nombre de kilomètres d'autoroutes par rapport au parc automobile et ce grâce à un tableau comparatif avec les autres pays de la C. E. E.

Réponse :

Il semble qu'une certaine confusion règne au sujet des 9,6 milliards qui sont attribués au Fonds des Routes par prélèvement sur les recettes ordinaires de l'Etat.

Actuellement « le Fonds est chargé de l'exécution pour le compte de l'Etat, des travaux de construction des autoroutes non concédées, d'aménagement et de modernisation des routes de l'Etat, ainsi que de la construction de bâtiments et de l'achat d'équipement affectés à l'exploitation et à l'entretien des autoroutes et des routes ».

Le Gouvernement a estimé qu'il convenait de renforcer l'action du Fonds des Routes sur le plan de toutes les activités ayant trait au développement des routes et autoroutes. Il a été décidé, dans ce but, d'apporter certaines modifications au statut du Fonds des Routes. Ces modifications ont été prévues dans l'Accord politique de gouvernement annexé à la Déclaration gouvernementale du 21 janvier 1972. Cet accord prévoit en effet que « les missions du Fonds des Routes seront adaptées notamment en vue de lui confier les travaux d'entretien routier et la prise en charge, en outre le service financier de sa dette, des rétributions à verser aux intercommunales autoroutières. Les moyens financiers lui seront assurés à cet effet ».

Les 9,6 milliards en question doivent uniquement permettre au Fonds des Routes de supporter les nouvelles charges suivantes :

- 1° de l'aanleg van ringwegen in de agglomeraties ;
- 2° de verbetering der gewone wegen;
- 3° het onderhoud der gewone wegen en der snelwegen.

Hij stelt vast dat 3,2 miljard wordt voorzien voor de uitbouw van 98 regies : 42 voor de autowegen, 56 voor de gewone wegen.

Houdt dit de afschaffing in van het Bestuur van Bruggen en Wegen (en de afdanking van de aan dit Bestuur verbonden conducteurs) ? Hij verwijst in dat verband naar blz. 144 van de Algemene Toelichting. Hij wenst uitleg omtrent de taak van die regies. Waarom zijn ze zo talrijk ? Welke plaats zullen de provinciale directies van de wegen in dit systeem innemen ?

De toewijzing van 9,6 miljard aan het Wegenfonds, wordt vooral gemotiveerd door de uitbreiding der bevoegdheden inzake :

- 1° de autowegen;
- 2° het onderhoud der wegen;
- 3° de lasten der leningen.

Het lid wenst de Regering geluk voor de manier waarop deze gewone ontvangsten zullen worden aangewend. Wordt dit bedrag alleen gebruikt voor onderhoud of ook voor bijkomende investeringen ? Betreffen de financieringslasten alleen de nieuwe leningen of ook de oude ?

Hij merkt verder op dat 2,1 miljard voorzien wordt voor de tollens en 1,1 miljard voor het onderhoud der wegen.

Hij wenst over dit alles meer uitleg en vraagt eveneens dat hem inlichtingen zouden worden verstrekt m.b.t. de verbeteringen van het wegennet. Hij wenst het aantal kilometer autostrade ten opzichte van het wagenpark te kennen en dit aan de hand van een vergelijkende tabel met de andere E. E. G.-landen.

Antwoord :

Er schijnt een zekere verwarring te bestaan in verband met de 9,6 miljard, die door voorafneming op de gewone Rijksontvangsten worden toegekend aan het Wegenfonds.

Thans is het zo dat « het Fonds belast is met de uitvoering, voor rekening van het Rijk, van de werken tot aanleg van de niet geconcessioneerde autosnelwegen, tot verbetering en vernieuwing van de rijkswegen, alsmede met de constructie van gebouwen en de aankoop van materieel in verband met de exploitatie en het onderhoud van de autosnelwegen en wegen ».

De Regering heeft gemeend, de actie van het Wegenfonds te moeten versterken op het vlak van al de activiteiten die verband houden met de ontwikkeling van wegen en autowegen. Met het oog daarop werd beslist, bepaalde wijzigingen aan te brengen aan het statuut van het Wegenfonds. Die wijzigingen werden voorzien in het politiek regeerakkoord, gevoegd bij de Regeringsverklaring van 21 januari 1972. In dit akkoord wordt immers bepaald dat « De opdrachten van het Wegenfonds zullen aangepast worden, namelijk om aan het Fonds de onderhoudswerken der wegen toe te vertrouwen, samen met het ten laste nemen, buiten de financiële dienst van zijn schuld, van de aan de intercommunales voor autowegen te storten vergoedingen; de financiële middelen hiertoe zullen aan het Fonds verstrekt worden ».

De bedoelde 9,6 miljard moeten het Wegenfonds enkel in staat stellen de volgende nieuwe lasten te dragen :

a) Charge financière des emprunts :

I. contractés par le Fonds des Routes	6 359 000		
		Intérêts	Amortissements
		—	—
Emprunt 5,75 % 1960-1975	15 622	105 892	
Emprunt 5,75 % 1960-1975	15 335	106 676	
Emprunt 5,75 % 1961-1981	24 776	42 230	
Emprunt 5,25 % 1962-1982	57 120	94 860	
Emprunt 6 % 1963-1983	109 260	129 000	
Emprunt 6,50 % 1964-1972	72 946	186 147	
Emprunt 6,50 % 1965-1980	158 791	282 694	
Emprunt 7 % 1967-1982	337 260	373 000	
Emprunt 6,75 % 1967-1979	347 667	357 333	
Emprunt 7 % B.E.I. 1967-1987	54 422	32 682	
Emprunt 6,75 % 1968-1983	483 705	491 000	
Emprunt 6,25 % C.C. 1968-1973	625	10 000	
Emprunt 7 % 1969-1981	576 779	527 221	
Emprunt 6/7/8 % B.E.I. 1969-1988	34 457	—	
Emprunt 8 % 1970-1983	779 000	553 500	
	3 067 765	3 292 235	

II. contractés par le Ministère des Travaux publics :

O. S. S. O. M.	21 900
------------------------	--------

b) Péages	Associations	intercommunales
autoroutières		

E 3		1 328 600
E 5		776 000
E 39		130 000

c) Entretien réseau routier... ..	1 056 000
-----------------------------------	-----------

9 671 500

En ce qui concerne l'entretien du réseau routier, comme en 1971 et 1972, le Fonds des Routes intervient en 1973 dans ce secteur en prélevant sur ses ressources propres, un montant de 1,65 milliards qui venant s'ajouter à la somme de 1,056 milliards provenant des recettes ordinaires de l'Etat porte les crédits affectés à l'entretien à 2,706 milliards.

a) Financiële last van de leningen :

I. Aangegaan door het Wegenfonds	6 359 000	
	Interest	Aflossing
	—	—
Lening 5,75 % 1960-1975	15 622	105 892
Lening 5,75 % 1960-1975	15 335	106 676
Lening 5,75 % 1961-1981	24 776	42 230
Lening 5,25 % 1962-1982	57 120	94 860
Lening 6 % 1963-1983	109 260	129 000
Lening 6,50 % 1964-1972	72 946	186 147
Lening 6,50 % 1965-1980	158 791	282 694
Lening 7 % 1967-1982	337 260	373 000
Lening 6,75 % 1967-1979	347 667	357 333
Lening 7 % E.I.B. 1967-1987	54 422	32 682
Lening 6,75 % 1968-1983	483 705	491 000
Lening 6,25 % G.K. 1968-1973	625	10 000
Lening 7 % 1969-1981	576 779	527 221
Lening 6/7/8 % E.I.B. 1969-1988	34 457	—
Lening 8 % 1970-1983	779 000	553 500
	3 067 765	3 292 235

II. Aangegaan door het Ministerie van Openbare Werken :

D. O. S. Z.	21 900
--------------------	--------

b) Tolgelden intercommunale verenigingen
voor autowegen

[illegible]

c) Onderhoud wegennet	...	...	...	...	...	1 056 000
-----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----------

9 671 500

Wat het onderhoud van het wegnenier betreft, komt, net als in 1971 en 1972, het Wegenfonds in 1973 in die sector tussen, door van zijn eigen middelen een bedrag af te nemen van 1,65 miljard dat gevoegd bij de som van 1,056 miljard, afkomstig van de gewone rijksontvangsten, de voor het onderhoud bestemde kredieten op 2,706 miljard brengt.

En ce qui concerne les investissements pour la construction des autoroutes et l'amélioration des routes ordinaires, le Fonds des Routes y consacrera 14,003 milliards, répartis comme suit :

Autoroutes	7,5 milliards
Routes	6,503 milliards

L'effort en faveur des routes ordinaires se reflète dans les chiffres qui passent de 3,625 milliards en 1972 à 6,503 milliards en 1973.

Le tableau ci-après donne le nombre de km d'autoroutes par millions de véhicules dans les pays du Marché Commun (prévisions fin 1972) :

Belgique	377
Allemagne (Ouest)	324
France	136
Italie	399
Luxembourg	99
Pays-Bas	380

Ces prévisions reposent sur des extrapolations faites à partir des dernières statistiques fournies par l'O. N. U. et la C. E. M. T. Par véhicules, on entend les voitures privées y compris les taxis.

La réorganisation des régies existantes et la création de nouvelles régies ne soustrait nullement celles-ci à l'autorité des Directions provinciales des Routes dont la mission n'est pas modifiée.

Le nombre des régies et leur implantation ont été déterminés en s'inspirant de normes tirées d'expériences-tests auxquelles il a été procédé. Au départ d'une localité choisie pour les possibilités en logements et communications qu'elle offre, un kilométrage de routes et d'autoroutes a été fixé en principe. Il a été tenu compte en ordre principal de la densité de la circulation. L'implantation judicieuse des régies doit permettre, en définitive, d'assurer un entretien uniforme de l'ensemble du réseau routier du pays.

La mission des régies comporte la surveillance des revêtements, le maintien de la circulation en routes saisons (service d'hiver), les marquages, la signalisation et la propreté tant des bandes de roulement que des accotements et voies d'accès.

Le rôle du conducteur au sein des régies n'est pas modifié. Seuls ses moyens d'action sont considérablement augmentés par un regroupement du personnel des régies et par la mise en œuvre d'un matériel perfectionné.

En fait, l'Administration des Ponts et Chaussées se trouve donc renforcée par cette réorganisation et son efficacité ne peut que s'accroître au fur et à mesure de l'entrée en service des régies normalisées.

Question :

Dans le cadre de la lutte contre la hausse des prix et notamment des prix des terrains à bâtir, le Ministre des Travaux publics a élaboré un plan destiné à combattre la spéculation foncière. Le Ministre voudrait-il fournir des précisions concernant cette intention ? Quelle est la position du Gouvernement dans cette matière ?

Réponse :

Le Ministre des Travaux publics, dans le rapport du 20 juin 1972 rédigé par M. Blanckaert et relatif au budget

Inzake de investeringen voor de bouw van autosnelwegen en de modernisering van de gewone wegen, zal het Wegenfonds 14,003 miljard besteden, verdeeld als volgt :

Autowegen	7,5 miljard
Wegen	6,503 miljard

De inspanning ten gunste van de gewone wegen blijkt uit de cijfers die van 3,625 miljard in 1972 op 6,503 miljard in 1973 gebracht worden.

Hierna, volgt een tabel die het aantal km autosnelweg aan-geeft per miljoenen voertuigen in de landen van de Gemeenschappelijke Markt (vooruitzichten einde 1972) :

België	377
Duitsland (West)	324
Frankrijk	136
Italië	399
Luxemburg	99
Nederland	380

Deze vooruitzichten steunen op extrapolaties verricht op grond van de laatste statistieken van de U. N. O. en de E. C. M. V. Onder voertuigen dienen verstaan de privé-auto's met inbegrip van de taxi's.

Door de reorganisatie van de bestaande en de oprichting van nieuwe regies, worden deze hoegenaamd niet onttrokken aan de bevoegdheid van de provinciale Directies der Wegen, waarvan de opdracht ongewijzigd blijft.

Het aantal regies en de vestigingsplaats ervan werden bepaald volgens normen die aan de hand van testen werden opgesteld. Uitgaande van een plaats, die werd gekozen omwille van de huisvestingsmogelijkheden en de verbindingen, werd in principe een aantal kilometer wegen en autowegen vastgelegd. Hierbij werd in de eerste plaats rekening gehouden met de verkeersintensiteit. Een oordeelkundige vestiging van de regies moet het uiteindelijk mogelijk maken dat het onderhoud van de wegen op een eenvormige wijze gebeurt voor het ganse wegennet.

De opdracht van de regies omvat het toezicht op het wegdek, het mogelijk maken van het verkeer in alle seizoenen (winderdienst), de wegmarkeringen, de verkeerssignalisatie en het reinigen van de rijstroken, de berm en de toegangswegen.

De taak van de conducteur in de regies wordt niet gewijzigd. Wel worden de mogelijkheden tot optreden aanzienlijk uitgebreid door een hergroepering van het personeel van de regies en door het inzetten van geperfectioneerd materieel.

In werkelijkheid komt het Bestuur van Bruggen en Wegen versterkt uit deze reorganisatie. Zijn doelmatigheid zal nog toenemen naarmate de genormaliseerde regies in werking treden.

Vraag :

In het kader van de strijd tegen de prijsstijgingen, meer bepaald inzake bouwgronden, heeft de Minister van Openbare Werken een plan uitgewerkt om de grondspeculatie tegen te gaan. Kan de Minister ons nader uitleg verstrekken over dat plan ? Welke houding neemt de Regering terzake aan ?

Antwoord :

In het verslag van de heer Blanckaert van 20 juni 1972 over de begroting van het Ministerie van Openbare Werken

du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1972 4-XVI, n° 2 — pp. 39 et suivantes), a formulé son intention d'élaborer un projet de loi et s'est déjà prononcé sur quelques grands principes :

- respect du droit de propriété;
- encouragement de l'accès à la propriété, notamment en facilitant l'acquisition d'un terrain pour une première habitation;
- maintien de la « vocation » des terrains, comme elle est définie par les autorités responsables dans le plan d'aménagement.

Le Gouvernement prendra position en la matière lorsqu'il sera saisi de propositions concrètes.

6. Environnement.

L'accord de gouvernement annonce au chapitre I, A, 5, des « aides en intérêt, voire temporairement en capital, pour un large programme d'équipement des industries en appareils de lutte contre la pollution ».

Quelles mesures le Gouvernement a-t-il déjà prises à cet égard ? Quel est le résultat de ces mesures ?

Réponse :

Dans la promotion des investissements industriels, le département des Affaires économiques se montre très compréhensif à l'égard des programmes d'investissements qui prévoient des efforts particuliers en faveur de l'amélioration de l'environnement.

En application des lois d'expansion, les dépenses d'amélioration de l'environnement sont également prises en considération en ce qui concerne le programme d'investissements pouvant faire l'objet d'une aide de l'Etat.

* * *

Dans le but de protéger l'environnement, le département de l'Emploi et du Travail s'efforce de conclure des contrats avec les industries les plus polluantes. Cela implique souvent la modernisation de l'équipement, l'utilisation de nouvelles techniques ou de procédés de travail qui vont de pair avec l'expansion de l'industrie et justifient des investissements coûteux pour lesquels les industries font appel, dans la plupart des cas, aux aides de l'Etat (lois des 17 mai 1959 et 30 décembre 1970).

Lorsqu'il s'agit d'investissements de plus de 100 millions les dossiers sont soumis au C. M. C. E. S. et sont examinés en tenant compte des éléments suivants :

1. — l'importance économique des investissements :
 - a) au point de vue de l'entreprise;
 - b) au point de vue sectoriel;
 - c) au point de vue national et régional;
2. — les inconvénients pour l'environnement et les mesures à prendre pour sa protection.
3. — le programme d'investissement et de financement;
4. — l'aide de l'Etat.

voor het begrotingsjaar 1972 (Stuk 4-XVI, n° 2, blz. 39 e.v.) heeft de Minister van Openbare Werken zijn bedoeling te kennen gegeven een wetsontwerp uit te werken en hij heeft zich daar reeds uitgesproken over enkele grote principes :

- eerbiediging van het eigendomsrecht;
- aanmoediging van de toegang tot de eigendom door de aankoop van de grond voor een eerste woning te vergemakkelijken;
- behoud van de « bestemming » van de gronden, zoals die door de verantwoordelijke autoriteiten in het plan van aanleg is opgegeven.

De Regering zal ter zake stelling nemen zodra zij in het bezit zal zijn van concrete voorstellen.

6. Leefmilieu.

In het regeerakkoord wordt onder hoofdstuk 1, A, 5, melding gemaakt van een « tussenkomst in de interessen, zelfs tijdelijk in het kapitaal, voor een ruim programma tot uitrusting van de industrieën met apparaten voor de bestrijding van de verontreiniging ».

Welke maatregelen werden door de Regering in dit verband reeds getroffen ? Welk is het resultaat van deze maatregelen ?

Antwoord :

In verband met de bevordering van de industriële investeringen brengt het departement van Economische Zaken veel begrip op voor investeringsprogramma's waarbij een bijzondere inspanning wordt geleverd voor de verbetering van het leefmilieu.

Bij toepassing van de expansiewetgeving worden in het investeringsprogramma dat in aanmerking komt voor staats tussenkomst, ook de uitgaven voor verbetering van het leefmilieu in overweging genomen.

* * *

Ter bescherming van het leefmilieu tracht het Departement van Tewerkstelling en Arbeid overeenkomsten te sluiten met de meest verontreinigende bedrijven. Zulks leidt uiteraard tot de modernisering van de uitrusting en tot de aanwending van nieuwe technieken en procédés, die gepaard gaan met de expansie van de nijverheid en grote investeringen rechtvaardigen waarvoor de bedrijven, in de meeste gevallen, een beroep doen op de hulp van de Staat (wetten van 17 mei 1959 en 30 december 1970).

Wanneer het om investeringen gaat van meer dan 100 miljoen, worden de dossiers voorgelegd aan het M.C.E.S.C. en onderzocht aan de hand van de volgende elementen :

1. — het economisch belang van de investeringen :
 - a) op het vlak van de onderneming;
 - b) op sectorieel vlak;
 - c) op nationaal en regionaal vlak;
2. — de nadelen voor het leefmilieu en de maatregelen om het te beschermen;
3. — het programma van de investeringen en van de financiering;
4. — de staatshulp.

Question :

A la page 96, de l'Exposé général, le Gouvernement déclare qu'en 1972 plus de 10 millions ont été consacrés à l'équipement d'un laboratoire de mesures des poussières et des gaz industriels.

Quelle est la répartition par région de l'effort global de l'Etat en ce qui concerne l'environnement ?

Quand seront publiés les arrêtés d'exécution relatifs à la législation concernant l'épuration des eaux ?

Réponse :

Les 10 millions ne représentent que le montant nécessaire pour équiper le laboratoire de l'inspection chimique du Ministère de l'Emploi et du Travail en appareils de mesure des poussières, des gaz et des fumées industrielles.

Il est, en effet, indispensable de connaître la nature et le volume de ces poussières, gaz et fumées si on veut pouvoir mettre au point des programmes de réduction de ces nuisances.

Ce n'est qu'une toute petite partie des sommes consacrées par le Gouvernement dans sa lutte pour un meilleur environnement.

7. Agglomérations.

Le budget pour 1973 prévoit-il des crédits pour les quatre conseils d'agglomération qui restent à créer ?

Réponse :

Le budget du Ministère de l'Intérieur pour 1973 comprend sous le Titre IV — Section particulière — Article 660.S.A.3 un crédit de 50 millions de F avec le libellé suivant « Aides en faveur des agglomérations et des fédérations de communes ».

Logiquement, on devrait en conclure que ce crédit est destiné aussi bien à l'agglomération et aux fédérations existantes qu'à celles qui sont encore à créer.

Il est un fait cependant que les calculs présentés pour justifier les crédits demandés se rapportent uniquement à l'agglomération de Bruxelles et aux cinq fédérations périphériques existantes. D'ailleurs, dans le programme justificatif y relatif, il est précisé que ce crédit est destiné à permettre « une intervention dans les charges qu'auront à supporter l'agglomération bruxelloise et les cinq fédérations périphériques... ».

La conclusion évidente est par conséquent que le crédit de 50 millions de F est effectivement destiné uniquement à l'agglomération et aux fédérations précitées.

8. Inbel — O. P. I.

Le Gouvernement devrait faire un exposé au sujet du plan Mansholt. Il est dès lors indispensable d'informer le public quant aux grandes options qu'il faudra prendre.

L'utilité d'Inbel ne souffre par conséquent aucun doute. S'il est absolument justifié de vouloir faire des économies budgétaires, il semble plus indiqué de restreindre les crédits pour « voyages d'étudiants à l'étranger » (100 millions). Le devoir d'informer le public s'avère d'autant plus nécessaire qu'il y aura toujours une contre-information.

Vraag :

Op bladzijde 96 van de Algemene Toelichting verklaart de Regering dat in 1972 meer dan 10 000 000 F werd besteed aan de uitrusting van een laboratorium om industriële stoffen en gasen te meten.

Hoe is de globale inspanning welke de Regering heeft gedaan voor de bescherming van het leefmilieu, verdeeld per gewest ?

Wanneer worden de uitvoeringsbesluiten van de wetgeving betreffende de waterzuivering bekendgemaakt ?

Antwoord :

10 miljoen is maar het bedrag dat nodig is voor de uitrusting van het laboratorium van de scheikundige inspectie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid met toestellen om industriële stoffen, gasen en rook te meten.

Om programma's tot beperking van die hinderlijke factoren te kunnen uitwerken is het immers absoluut nodig de aard en het volume van die stoffen en gasen en van die rook te kennen.

Dit is slechts een heel klein deel van de bedragen die de Regering uitgeeft in haar strijd voor een beter leefmilieu.

7. Agglomeraties.

Voorziet de begroting voor 1973 in kredieten voor de vier agglomeratieraden die nog moeten opgericht worden ?

Antwoord :

De begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor 1973 bevat onder titel IV — Afzonderlijke Sectie — Artikel 660.S.A.3 een krediet van 50 miljoen F met als omschrijving « Hulpelden ten gunste van de agglomeraties en de federaties van gemeenten ».

Hieruit zou men logischerwijze moeten afleiden dat dit krediet bestemd is zowel voor de reeds bestaande als voor de nog op te richten agglomeraties en federaties.

In feite is het nochtans zo dat de berekeningen ter rechtvaardiging van de gevraagde kredieten alleen en uitsluitend betrekking hadden op de Brusselse agglomeratie en de vijf randfederaties die reeds bestaan. In het desbetreffende verantwoordingsprogramma wordt trouwens expliciet gesteld dat dit krediet bestemd is voor « het dekken van een bijdrage in de lasten welke de Brusselse agglomeratie en de vijf randfederaties zullen moeten dragen... ».

Het besluit ligt bijgevolg voor de hand dat dit krediet van 50 miljoen F wel degelijk alleen en uitsluitend bestemd is voor de hogervermelde agglomeratie en federaties.

8. Inbel — D. N. B.

De Regering zou een uiteenzetting moeten geven over het Plan Mansholt. Derhalve is het onontbeerlijk het publiek in te lichten over de voornaamste maatregelen die men zal moeten treffen.

Het nut van Inbel lijdt dus helemaal geen twijfel. Zo het beslist nodig is begrotingsbesparingen te doen, lijkt het meer aangewezen te snoeien in de kredieten voor « reizen van studenten naar het buitenland » (100 miljoen). Voorlichting van het publiek is des te meer noodzakelijk daar er steeds contra-informatie verstrekt wordt.

Réponse :

Le sort d'Inbel est actuellement examiné par le Gouvernement. Une décision définitive n'a pas encore été prise. Il est clair que les collaborateurs d'Inbel, éventuellement à licencier, obtiendraient les dédommagements auxquels ils ont normalement droit.

D'autre part, il est difficile de comparer les subventions à Inbel avec les dépenses pour les voyages en avion Sabena des étudiants, celles-ci n'étant qu'une manière de combler le déficit existant de la Sabena. Pour 1972 et 1973, le budget du Ministère de l'Éducation nationale ne prévoit d'ailleurs plus de crédits dans ce but.

Question :

L'Office de promotion industrielle fonctionne déjà depuis un an. Quelles sont ses réalisations ? Quel est son programme pour 1973 ? Comment le Parlement sera-t-il informé des résultats qu'il a obtenus ?

Réponse :

A la fin de l'année passée, il a été procédé aux premières nominations à l'Office de Promotion industrielle. Au cours de l'année 1972, le cadre universitaire a été nommé. Seuls quelques membres de la direction se trouvent encore actuellement en situation de préavis auprès de leur employeur initial. Le Conseil général de l'Office a également été nommé. Le Comité permanent sera constitué sous peu.

L'année 1972 doit donc être considérée, pour l'Office de Promotion industrielle, comme une année de transition pendant laquelle le personnel de cadre a été recruté et formé, cependant que la méthodologie des projets de l'Office était élaborée.

L'Office met au point un certain nombre de projets et d'activités promotionnelles spécifiques dans des secteurs comme l'électromécanique (où un programme pour les nouvelles technologies des transports a été établi en collaboration avec les principales entreprises du pays), l'électronique, (où un programme de promotion portant sur l'automatisation est mis au point), la chimie (où l'industrialisation de la lutte contre la pollution est entreprise en collaboration avec les principales entreprises nationales), et enfin le secteur de l'alimentation. L'Office de Promotion industrielle ne disposant pas de ressources financières propres, des partenaires, tant techniques que financiers, ont été approchés pour ces actions.

La plupart des projets ne sont pas encore tout à fait arrêtés. Outre ses projets propres, l'Office de Promotion industrielle a également été sollicité par le Secrétariat d'État à l'Économie régionale (études de développement et de restructuration), par la Société nationale d'Investissement et par des entreprises (notamment réorganisation et restructuration). De plus, un certain nombre d'études de fiabilité ont été exécutées à la demande soit de départements ministériels, soit d'entreprises. Il s'agit là, pour un service dont le cadre est très réduit (10 personnes au total), d'une tâche gigantesque.

La direction de l'Office de Promotion industrielle souhaite cependant limiter les missions extérieures aux grands projets, afin de pouvoir développer au maximum ses initiatives propres. En ce qui concerne celles-ci, l'Office s'efforce d'en localiser le choix dans les secteurs en développement où l'industrie nationale, seule ou en collaboration avec l'étranger, possède une chance réelle. L'installation du Conseil général ainsi que du Comité permanent ne manquera pas de donner une impulsion nouvelle à l'action de l'Office de Promotion industrielle qui, pour être pleinement efficace, devra toujours être soutenue par l'esprit d'entreprise du sec-

Antwoord :

Het lot van Inbel wordt thans door de Regering bestudeerd maar er werd nog geen definitieve beslissing genomen. Vanzelfsprekend zullen de personeelsleden van Inbel, die eventueel mochten afgedankt worden, de vergoedingen ontvangen waarop zij normaal recht hebben.

Anderzijds is het moeilijk de aan Inbel toegekende subsidies te vergelijken met de uitgaven voortvloeiend uit de Sabenaluchtreizen voor studenten; die uitgaven zijn alleen een middel om het huidige deficit van de Sabena te dekken. Voor 1972 en 1973 zijn op de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding daarvoor trouwens geen kredieten meer uitgetrokken.

Vraag :

De Dienst voor Nijverheidsbevordering werkt reeds sedert een jaar. Welke zijn de verwezenlijkingen ? Welk is het programma voor 1973 ? Hoe zal het Parlement worden ingelicht over de resultaten van zijn werkzaamheden ?

Antwoord :

Op het einde van verleden jaar werd overgegaan tot de eerste benoemingen bij de D. N. B. In de loop van het jaar 1972 werd het universitair kader benoemd. Slechts enkele leden van de staf bevinden zich thans nog in de vooropzeggperiodes bij hun oorspronkelijke werkgever. Ook werd de Algemene Raad van de Dienst aangesteld. Eerstdaags zal het Permanent Comité worden samengesteld.

Het jaar 1972 moet dus beschouwd worden als zijnde een overgangsjaar tijdens hetwelk het kaderpersoneel aangeworven en opgeleid werd, en de projectmethodologie van de Dienst werd uitgewerkt.

De Dienst ontwerpt een aantal specifieke projecten en promotieactiviteiten in sectoren als elektromechanika (waar een programma werd ontwikkeld voor de nieuwe transporttechnologieën in samenwerking met de voornaamste bedrijven van het land), de elektronika (waar een promotieprogramma met betrekking tot de automatisatie ontwikkeld wordt), de scheikunde (waar o.m. de industrialisering van de verontreiniging, in samenwerking met de belangrijkste nationale bedrijven, ondernomen wordt) en tenslotte in de voedingssector. Voor deze acties werden zowel technische als financiële partners aangesproken, aangezien de D. N. B. over geen eigen financiële middelen beschikt.

De meeste projecten liggen nog niet helemaal vast. Naast de eigen projecten, werd de D. N. B. eveneens gesolliciteerd door het Staatssecretariaat voor Streekeconomie (ontwikkelings- en restructuratiestudies), de N. I. M. en door de ondernemingen (o.m. reorganisatie en restructuratie). Ook werden een aantal feasibility-studies in opdracht uitgevoerd, hetzij voor de Ministeriële departementen, hetzij voor ondernemingen. Voor een dienst waarvan het personeelskader beperkt is (10 man bij volledige bezetting) betekent zulks een enorme taak.

De Directie van de D. N. B. wenst echter de externe opdrachten te beperken tot grote projecten, om de eigen initiatieven eveneens ten volle te kunnen ontwikkelen. Wat de eigen projecten betreft, wordt er naar gestreefd de keuze te localiseren in grocisectoren waar de nationale industrie, alleen of in samenwerking met het buitenland, een reële kans heeft. De installatie van de Algemene Raad van de D. N. B. alsook van het Vaste Comité, zal ongetwijfeld een supplementaire stuwijng geven aan de actie van de D. N. B., die, om volledig doeltreffend te zijn, steeds moet gesteund worden door de ondernemingsgeest van de privé-

teur privé. En effet, jusqu'à présent l'Office de Promotion industrielle fait surtout fonction de stimulant et de catalyseur.

Le programme pour 1973 prévoit en premier lieu la mise au point des projets élaborés en 1972. Il est également prévu de compléter le programme au sein du Comité permanent où siègent les représentants de l'industrie; au début de 1973, ce programme sera soumis au Conseil général et transmis aux Ministres de tutelle conformément à la loi.

Le Parlement sera informé des résultats de l'Office, d'une part, au moyen du rapport annuel qui sera rédigé par l'Office de Promotion industrielle et, d'autre part, par les Ministres de tutelle auxquels sera transmis le programme annuel d'activités.

D. — Problèmes monétaires — holdings.

Question :

La Banque nationale de Belgique a procédé récemment à la stérilisation de 10 milliards de moyens d'action des banques. Ne serait-il pas indiqué d'accentuer l'application de cette méthode de stérilisation ? Le Gouvernement envisage-t-il d'autres mesures pour combattre l'inflation ? La limitation uniforme à 10 % de la croissance des liquidités monétaires pour tous les pays de la Communauté européenne ne tient pas compte du degré différent d'inflation des ces pays; la mesure de freinage des liquidités monétaires devrait être différenciée en fonction de la situation particulière de chaque pays. Enfin le danger d'énervement des structures et des politiques financières internes des pays par les mouvements internationaux de capitaux n'est pas entièrement écarté. Le Ministre des Finances voudrait-il fournir des précisions concernant l'attitude et la politique de la Belgique en cette matière et sur le rôle du Fonds européen de coopération monétaire ? Comment envisage-t-il la réunion du 31 octobre 1972 avec ses collègues européens ?

Réponse :

1. En vertu de l'accord conclu le 26 juillet 1972 entre la Banque nationale, la Commission bancaire et les principales banques de dépôt, des liquidités à concurrence de 10 milliards ont été stérilisées à la Banque nationale, afin de neutraliser sur le plan interne, l'afflux de devises étrangères. Ce montant devait évoluer en fonction d'une part, des effets de mesures qui seraient prises le cas échéant en matière de change et, d'autre part, des volumes de devises qui seraient présentées par le marché et que la Banque nationale serait tenue d'acquiescer ou qu'elle céderait au marché.

Au niveau de la politique monétaire et en étroite liaison avec les relations financières extérieures, l'Institut belgo-luxembourgeois du change a, dès le 9 mars 1972, pris une mesure applicable au marché réglementé des changes dans le but de freiner les entrées de fonds par l'intermédiaire des banques.

2. Le taux d'expansion du stock monétaire atteignait 11,6 % en juillet 1972 par rapport à juillet 1971 dépassant légèrement celui du produit national brut, en valeur; dans ce domaine et celui des relations monétaires extérieures, la politique adoptée par notre pays s'inscrit dans le cadre des

sector. Inderdaad, de functie van de D. N. B. is tot hertoe essentieel stimulerend en catalyserend.

Het programma voor 1973, voorziet in de eerste plaats in de verdere ontwikkeling van de voor 1972 uitgestippelde projecten. Ook is voorzien dat het programma vervolledigd zal worden in de schoot van het Vast Comité, waar de vertegenwoordigers van de industrie zetelen, dat het begin 1973 zal voorgelegd worden aan de Algemene Raad en dat het overeenkomstig de wet zal overgezonden worden aan de voogdijministers.

Het parlement zal ingelicht worden omtrent de resultaten van de Dienst aan de hand van het jaarverslag dat door de D. N. B. zal opgesteld worden en door de voogdijministers, aan wie het jaarlijks programma van de activiteiten ter kennis zal worden gebracht.

D. — Monetaire problemen — holdings.

Vraag :

De Nationale Bank van België is onlangs overgegaan tot het bevroren van 10 miljard geldmiddelen van de banken. Moet die bevroeringsmaatregel niet worden verscherpt ? Overweegt de Regering andere maatregelen om de inflatie te bestrijden ? De maatregel waarbij de aangroei van de monetaire liquiditeiten van alle leden van de Europese Gemeenschap eenvormig tot 10 % wordt beperkt, houdt geen rekening met het feit dat de inflatie in het ene land groter is dan in het andere; de mate waarin de monetaire liquiditeiten afgeremd worden, zou moeten verschillen volgens de bijzondere toestand van elk land. Tenslotte bestaat nog altijd het gevaar dat de internationale kapitaalbewegingen de interne financiële structuur en dito beleid van de verschillende landen ontzenuwen. Kan de Minister van Financiën nadere uitleg geven over de houding en het beleid van België in die aangelegenheid en over de rol van het Europees fonds voor monetaire samenwerking ? Hoe ziet hij de vergadering van 31 oktober 1972 met zijn Europese collega's ?

Antwoord :

1. Krachtens een op 26 juli 1972 tussen de Nationale Bank, de Bankcommissie en de voornaamste depositobanken gesloten overeenkomst werden voor 10 miljard liquide middelen bij de Nationale Bank bevroren teneinde op het interne vlak de toevloed van buitenlandse deviezen te neutraliseren. Dit bedrag zou moeten schommelen volgens de uitwerking van de maatregelen die eventueel op het gebied van de wisselkoers worden genomen en ook wel volgens het volume van de deviezen die de markt zal aanbieden en die de Bank moet kopen of die zij aan de markt zal verkopen.

Nog steeds op het vlak van de monetaire politiek en in nauw verband met de financiële betrekkingen met het buitenland heeft het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de Wissel reeds op 9 maart 1972 een maatregel genomen die toepasselijk is op de gereguleerde deviezenmarkt, en zulks om het binnenkomen van fondsen via de banken af te remmen.

2. Ten opzichte van juli 1971 was de geldvoorraad in juli 1972 met 11,6 % gestegen, wat iets meer is dan de aangroei van het bruto nationaal produkt naar waarde; op dit gebied en op dat van de buitenlandse monetaire betrekkingen valt ons beleid binnen het kader van de algemene en spe-

orientations globales et spécifiques du Conseil des Communautés européennes inscrites dans le 2^e rapport annuel.

Quant aux orientations pour la Belgique contenues dans ce même rapport et visant l'utilisation de la politique budgétaire en vue de combattre les tendances inflationnistes, le Ministre pense pouvoir affirmer que nous nous y conformons puisque :

- le rythme d'accroissement des dépenses totales connaîtra en 1973 une nette décélération;
- le budget ordinaire sera équilibré, ce qui se traduira par un solde d'épargne positif;
- le solde net à financer sera diminué.

3. Dans le contexte des relations entre l'union monétaire européenne et la réforme du système monétaire international, le Ministre a préconisé, à l'instar de ce qui existe en Belgique, la création d'un double marché des changes sur le plan européen, qui introduirait un nouvel élément de flexibilité dans l'ensemble du système monétaire. Pour les opérations courantes, le système des parités fixes continuerait à être appliqué. Par contre, les mouvements de capitaux entre la Communauté et le reste du monde passeraient par un marché libre tandis que les mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté seraient soumis au régime des parités fixes.

4. Au cours de leur réunion à Rome les 11 et 12 septembre dernier, les Ministres des Finances de la Communauté élargie ont décidé la création d'un Fonds européen de coopération monétaire. Ce Fonds sera notamment chargé d'assurer la multilatéralisation de certaines dettes et créances intracommunautaires, d'assurer une certaine concertation entre banques centrales et d'assumer la gestion des crédits à court terme.

Les crédits à court terme que ce Fonds pourra accorder s'élèvent à 1,4 milliard d'unités de compte (ancienne valeur du dollar), chaque pays ayant un quota dans ce total qui détermine à la fois sa faculté de recours et son obligation de financement. La durée de ces crédits est normalement de 6 mois.

À la conférence au sommet de Paris, il a été décidé que le Fonds sera mis en place le 1^{er} avril 1973.

5. Lors de leur réunion à Luxembourg les 30 et 31 octobre dernier, les Ministres des Finances et de l'Economie de la Communauté se sont mis d'accord sur un certain nombre d'actions à mener pour combattre l'inflation. Ils ont pris comme objectif de ramener le taux d'augmentation des prix à la consommation à 4 % entre décembre 1972 et la fin de 1973. À cette fin, ils se sont notamment fixés des normes précises en matière d'expansion de la masse monétaire et de discipline fiscale. Le Conseil a également décidé une réduction immédiate de 50 % des droits de douane applicables à la viande bovine.

Question :

Afin de diminuer la liquidité du marché monétaire, la Banque nationale de Belgique a procédé récemment à la stérilisation de moyens d'action des institutions bancaires. D'autre part, la vitesse de rotation de la monnaie scripturale a fortement augmenté, ce qui est de nature à émausser l'efficacité de la mesure de stérilisation précitée.

Le Ministre des Finances peut-il fournir une explication concernant les facteurs qui sont à l'origine de l'augmenta-

cifiekke richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen, opgenomen in het 2^{de} jaarverslag.

Met betrekking tot de voor België gegeven richtlijnen waarvan sprake is in hetzelfde verslag en die betrekking hebben op de bestrijding van de inflatoire tendenzen via het budgettaire beleid, meent de Minister te mogen zeggen dat ons land zich daaraan houdt, aangezien :

- het groeiritme van de globale uitgaven in 1973 aanzienlijk zal verminderen;
- de gewone begroting sluitend zal zijn, wat tot uiting zal komen in een batig spaarsaldo;
- het netto te financieren saldo kleiner zal zijn.

3. In verband met de betrekkingen in de Europese monetaire unie en met de hervorming van het internationaal monetair stelsel wenst de Minister te herhalen dat hij voorgesteld heeft dat, in navolging van wat in België bestaat, op Europees vlak een dubbele wisselmarkt zou worden ingesteld. Dit zou het monetaire stelsel in zijn geheel weer wat soepeler maken. Voor de lopende verrichtingen zou het stelsel van de vaste pariteiten verder worden toegepast. Daarentegen zouden de kapitaalbewegingen tussen de Gemeenschap en de rest van de wereld op een vrije markt gebeuren, terwijl de kapitaalbewegingen binnen de Gemeenschap onder het stelsel van de vaste pariteiten zouden vallen.

4. Tijdens hun vergadering te Rome van 11 en 12 september jongstleden hebben de Ministers van Financiën van de uitgebreide Gemeenschap tot de oprichting van een Europees fonds voor monetaire samenwerking besloten. Dit fonds zal er met name mee belast zijn ervoor te waken dat aan sommige intracommunautaire schulden en schuld-vorderingen een multilateraal karakter wordt gegeven en dat een zeker overleg tot stand komt tussen de centrale banken; het zal ook de kortlopende kredieten beheren.

De kortlopende kredieten die het zal kunnen verlenen, belopen 1,4 miljard rekeneenheden (vroegere waarde van de dollar); in dit totale bedrag heeft ieder land een aandeel dat terzelfder tijd opgeeft hoeveel het kan vragen en in hoever het moet bijdragen tot de financiering. De looptijd van die kredieten bedraagt normaal 6 maanden.

Op de Parijse topconferentie werd besloten dat dit Fonds zal worden geïnstalleerd op 1 april 1973.

5. Tijdens hun bijeenkomst te Luxemburg op 30 en 31 oktober jongstleden werden de Ministers van Financiën en van Economische Zaken van de Gemeenschap het eens over een aantal initiatieven tot bestrijding van de inflatie. Zij hebben zich tot doel gesteld het percentage van de stijging van de prijzen aan de verbruiker tussen december 1972 en einde 1973 beneden 4 % te houden. Met dat doel hebben zij ondermeer precieze normen vastgesteld op het stuk van de aangroei van de geldmiddelen en van de fiscale discipline. De Raad heeft eveneens beslist de douanerechten op rundvlees onmiddellijk met 50 % te verminderen.

Vraag :

Om de liquiditeit van de geldmarkt te doen dalen, heeft de Nationale Bank van België onlangs 10 miljard geldmiddelen van de bankinstellingen bevroren. Anderzijds echter is de circulatiesnelheid van het giraal geld snel gestegen, wat die maatregel minder doelmatig maakt.

Kan de Minister van Financiën uitleg verstrekken over de factoren die deze verhoogde circulatie van het geld ver-

tion de la vitesse de rotation de la monnaie ? Les autorités peuvent-elles exercer une action sur cette évolution ?

Réponse :

On ne dispose d'aucune indication quant à la vitesse de rotation de la monnaie fiduciaire, qui représente encore près de 44 % du stock monétaire.

En ce qui concerne la fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue et des avoirs à l'Office des chèques postaux, il y a eu au cours des dix dernières années une tendance à peu près régulière à l'augmentation; celle-ci a cependant été plus accusée en 1970 et en 1971.

Par contre, cette vitesse de circulation qui subit des influences saisonnières ne s'est guère accrue au cours de la première moitié de l'année en cours ainsi qu'il résulte des données ci-après.

Fréquence d'utilisation.
(réduite en mois type de 25 jours.)

	Dépôts bancaires à vue	Avoirs à l'O. C. P.
1971 1 ^{er} trimestre	3,18	3,98
2 ^e trimestre	3,39	4,35
3 ^e trimestre	3,06	4,10
4 ^e trimestre	3,48	4,53
1972 1 ^{er} trimestre	3,29	4,38
2 ^e trimestre	3,27	4,48

Au 2^e trimestre de 1972, la fréquence était inférieure à celle de la même période de 1971 pour les dépôts bancaires.

Les autorités monétaires ne peuvent guère exercer une action sur la vitesse de circulation des liquidités monétaires. Cette vitesse tend à augmenter quand le coût de l'argent renchérit, les entreprises et les particuliers n'étant guère disposés à laisser des encaisses improductives.

Il y a lieu d'observer également que la politique monétaire tend à tenir compte davantage des liquidités non monétaires.

Question :

En ce qui concerne l'évolution des relations monétaires internationales après l'accord de Washington du 18 décembre 1971, le Ministre des Finances voudrait-il fournir des renseignements et nous faire connaître son point de vue au sujet du rapport établi par les directeurs exécutifs près du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international, d'une entente possible entre les U. S. A. et l'Europe et finalement du rapprochement des thèses française et allemande en ces matières ?

Réponse :

1. Le rapport des administrateurs du Fonds monétaire international au Conseil des gouverneurs constitue un excellent document décrivant clairement les diverses options présentées aux autorités politiques des pays membres en matière de réforme du système international. A ce titre, c'est un bon outil de travail qui servira de point de départ pour les discussions qui vont bientôt commencer dans le cadre du Groupe des « 20 » sur la réforme du sys-

tales ?

Antwoord :

Er bestaan geen aanwijzingen in verband met de circulationsnelheid van het papiergeld, dat nog ongeveer 44 % van de monetaire voorraad vertegenwoordigt.

Het gebruik van de bankdeposito's op zicht en van de tegoeden bij het Bestuur der Postchecks is in de loop van de tien laatste jaren op een vrij regelmatige wijze toegenomen; deze tendens was echter sterker in 1970 en 1971.

Zoals uit de onderstaande gegevens blijkt, is deze circulationsnelheid, welke aan seizoeninvloeden onderhevig is, tijdens de eerste helft van het jaar vrijwel niet gestegen.

Frequentie van de aanwending.
(teruggebracht tot een typemaand van 25 dagen.)

	Bankdeposito's op zicht	Tegoed bij het Bestuur der Postchecks
1971 1 ^e kwartaal	3,18	3,98
2 ^e kwartaal	3,39	4,35
3 ^e kwartaal	3,06	4,10
4 ^e kwartaal	3,48	4,53
1972 1 ^e kwartaal	3,29	4,38
2 ^e kwartaal	3,27	4,48

Tijdens het tweede kwartaal van 1972 lag de frequentie van de aanwending der bankdeposito's lager dan tijdens de overeenkomstige periode van 1971.

De monetaire autoriteiten hebben vrijwel geen invloed op de circulationsnelheid van de geldliquiditeiten. Die snelheid geeft een tendens tot stijgen te zien wanneer de prijs van het geld duurder wordt, daar de ondernemingen en de particulieren alsdan minder geneigd zijn hun geld onproductief te laten.

Er zij eveneens opgemerkt dat het monetair beleid neiging vertoont om meer rekening te houden met de niet-monetaire liquiditeiten.

Vraag :

Zou de Minister inlichtingen kunnen verstrekken betreffende de ontwikkeling van de internationale monetaire betrekkingen na het Akkoord van Washington op 18 december 1971 en zijn standpunt willen mededelen omtrent het Verslag van de uitvoerende directeurs bij de Raad van Gouverneurs van het Internationaal Monetair Fonds, alsmede omtrent een mogelijk vergelijk tussen de V. S. A. en Europa en een toenadering van de Franse en de Duitse standpunten op dat gebied ?

Antwoord :

1. Het verslag van de Administrateurs van het Internationaal Monetair Fonds aan de Raad van Gouverneurs is een uitstekend document omdat het een duidelijke uiteenzetting bevat van de diverse maatregelen die aan de politieke gezagdragers van de Lid-Staten zijn voorgesteld op het stuk van hervorming van het internationale monetaire stelsel. In dat opzicht is het een zeer goed werkinstrument, dat als basis kan dienen voor de besprekingen over de hervorming

tème monétaire. Il est à espérer que les travaux de ce Groupe progresseront rapidement afin qu'en septembre prochain, lors de la prochaine assemblée annuelle du F.M.I. un accord puisse déjà se dégager sur certaines conclusions concrètes.

Les principaux sujets traités dans le rapport des administrateurs sont les suivants :

- 1) la nécessité d'une réforme;
- 2) le mécanisme des taux de change;
- 3) la convertibilité et le règlement des déséquilibres;
- 4) le rôle des divers instruments de réserve (monnaies de réserve, or, droits de tirage spéciaux);
- 5) le problème des mouvements de capitaux déséquilibrants;
- 6) la réforme monétaire et les pays en voie de développement.

Dans son intervention à l'assemblée du F.M.I., le Ministre des Finances a insisté surtout sur 4 points à propos de la réforme du système monétaire :

1) A l'avenir, les excédents et les déficits des centres de réserve, Etats-Unis compris, doivent être réglés comme ceux de tous les autres pays dans le passé, par le transfert d'avoires de réserve. Si ce principe est accepté, le dollar ne jouera plus de rôle significatif dans l'accroissement des réserves monétaires mondiales. Ce rôle devra être rempli par les droits de tirage spéciaux.

2) A l'avenir, une plus grande flexibilité devra être obtenue dans le système des changes; un régime de parités fixes devra cependant être maintenu pour les transactions courantes. Un tel régime nous paraît essentiel pour le développement du commerce international. Toutefois, des parités fixes ne signifient pas des parités inaltérables. Le changement de parités en temps voulu pourrait être un instrument utilisé de manière plus efficace à l'avenir. Dans ce domaine, il est souhaitable que le Fonds monétaire international ait davantage de pouvoirs d'initiative pour suggérer à ses membres des changements de parité lorsque cela apparaît nécessaire.

En ce qui concerne les mouvements de capitaux, notre système des changes en Belgique jouit déjà d'une plus grande flexibilité puisque nous avons le système du double marché. Dans ce régime, seuls les mouvements de capitaux passent sans restrictions par le marché libre où le cours des monnaies évolue suivant la loi de l'offre et de la demande.

Il serait souhaitable que ce système soit étendu à l'ensemble de la Communauté européenne, ce qui introduirait un élément précieux de stabilité dans les échanges internationaux en décourageant les mouvements spéculatifs de capitaux.

3) Il conviendrait de tenir compte des intérêts des pays du Tiers monde. Un lien devrait exister entre la création de droits de tirages spéciaux et l'aide au développement. Aucune raison ne justifie le fait que les trois quarts des allocations de droits de tirage spéciaux soient distribués aux pays riches.

En ce qui concerne la formule choisie, l'allocation directe de D. T. S., par le Fonds aux organismes de développement, telle que l'Association internationale de Développement est préférable. A propos des modalités précises, il est nécessaire qu'elles correspondent à deux critères : d'une part, ce système doit contribuer à augmenter le volume net de l'aide; le lien ne doit donc pas amener les pays développés à ré-

van het internationale monetaire stelsel, die weldra in de groep van de « 20 » zullen beginnen. Het is te hopen dat de werkzaamheden van die Groep snel zullen vorderen, zodat tijdens de eerstvolgende jaarvergadering van het I.M.F. in september e.k., over bepaalde concrete conclusies reeds een akkoord kan worden bereikt.

Ziehier de voornaamste onderwerpen die in het verslag van de administrateurs behandeld worden :

- 1) de noodzakelijkheid van een hervorming;
- 2) het mechanisme van de wisselkoersen;
- 3) de inwisselbaarheid en het herstel van verstoord evenwicht;
- 4) de rol van de diverse reservemiddelen (muntreserves, goud, speciale trekkingsrechten);
- 5) het probleem van de kapitaalbewegingen die het evenwicht verstoren;
- 6) de monetaire hervorming en de ontwikkelingslanden.

In zijn rede tijdens de Vergadering van het I.M.F. heeft de Minister van Financiën vooral de nadruk gelegd op 4 punten in verband met de hervorming van het monetaire stelsel :

1) In de toekomst moeten de tekorten en overschotten van de reservecentra, de Verenigde Staten inbegrepen, worden geregeld zoals dat in het verleden met die van alle andere landen het geval was, namelijk door middel van transfers van reservetegoeden. Wordt dit beginsel aanvaard, dan zal de rol van de dollar in de aangroei van de wereldmuntreserves niet immer zo gewichtig zijn. Die rol dient te worden vervuld door de speciale trekkingsrechten.

2) In de toekomst dient men tot een grotere soepelheid in de wisselsystemen te komen, waarbij voor de lopende transacties evenwel een stelsel van vaste pariteiten wordt gehandhaafd. Een dergelijk stelsel lijkt van essentieel belang te zijn voor de ontwikkeling van de internationale handel. Een vaste pariteit betekent echter niet onveranderlijke pariteit. Worden de pariteiten te gelegener tijd gewijzigd, dan zou dat in de toekomst doelmatig kunnen blijken. Het is wenselijk dat het Internationaal Monetair Fonds op dat gebied meer bevoegdheden zou hebben om zijn leden te kunnen voorstellen de pariteiten te veranderen wanneer zulks nodig blijkt.

Inzake kapitaalbewegingen mag ons Belgisch wisselstelsel zich reeds in een grotere soepelheid verheugen, aangezien bij ons het systeem van de dubbele markt wordt toegepast. In die regeling geschieden alleen de kapitaalbewegingen ongehinderd via de vrije markt, waar de geldkoers volgens de wet van vraag en aanbod verloopt.

Het is wenselijk dat dit systeem in de Europese Gemeenschappen, veralgemeend wordt, wat de stabiliteit van de internationale handel ten eerste zou bevorderen en de speculatiebewegingen van kapitalen de kop indrukken.

3) Er dient meer rekening te worden gehouden met de belangen van de derde wereld. Er zou een verband moeten worden gelegd tussen de creatie van speciale trekkingsrechten en de ontwikkelingshulp. Dat drie vierde van de speciale trekkingsrechten aan de rijke landen worden toegekend is onverantwoord.

Wat de gekozen formule betreft ware het beter dat het Fonds rechtstreeks S. T. R. toekent aan ontwikkelingsinstellingen, zoals de Internationale Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking. De werkwijze moet aan twee criteria beantwoorden : enerzijds dient dit systeem bij te dragen tot een verhoging van de netto-omvang van de verleende steun; de band mag er de ontwikkelde landen niet toe bren-

duire leur aide nationale et, d'autre part, il ne doit pas influencer les décisions sur le volume des droits de tirage spéciaux à créer.

4) Enfin, la réalisation en Europe de l'union économique et monétaire favorisera une réforme profonde du système monétaire international, qui tiendra compte notamment des trois objectifs mentionnés ci-avant.

2. A l'occasion de la réunion du F. M. I., on a pu constater un certain rapprochement des points de vue défendus par les Etats-Unis et les pays européens en matière de réforme du système monétaire international, notamment sur les points suivants :

1) l'utilité de consolider une partie des avoirs en dollars détenus dans les réserves des banques centrales;

2) le fait que des progrès en matière de réforme monétaire internationale ne doivent pas nécessairement être liés à des progrès sur les négociations commerciales;

3 l'insistance sur le renforcement du rôle du F. M. I.;

4) le retour à la convertibilité du dollar dans le cadre d'un règlement d'ensemble de la réforme du système monétaire.

3. Les principes de base qui guident tous les pays de la Communauté élargie en vue de la réforme du système monétaire international ont été définis à Londres, en juillet dernier. Ces principes ont été réaffirmés lors de la conférence au sommet de Paris les 19 et 20 octobre dernier, de même que la « volonté » des « neuf » d'avoir une attitude commune dans la négociation de la réforme du système monétaire international.

Question :

Nous sommes témoins, depuis ces dernières années, d'un très fort accroissement du nombre d'agences de banque. Souvent, on trouve en un même lieu des agences de plusieurs banques. Les organismes financiers parastataux ont suivi l'exemple.

L'établissement d'agences d'organismes financiers devrait être freiné; la multiplication désordonnée des agences aboutit d'ailleurs à une hausse du coût de l'épargne rassemblée.

L'instauration d'une espèce de loi de cadenas ne pourrait-elle être envisagée en la matière ?

Réponse :

Il est exact, en effet, que le nombre d'agences d'organismes financiers a fortement augmenté au cours des dernières années. Il s'agit, en l'occurrence, aussi bien des banques et des autres organismes financiers du secteur privé que des organismes financiers parastataux.

Néanmoins, il est erroné de faire état d'une multiplication désordonnée, d'un gaspillage ou d'une hausse du coût de l'épargne rassemblée.

Il est évident que la concurrence entre les organismes financiers joue un rôle dans cet accroissement du nombre des agences locales. Mais ce phénomène doit être considéré

gen hun nationale hulp in te krimpen en anderzijds mag die band evenmin de beslissingen beïnvloeden in verband met de omvang van de te creëren bijzondere trekkingsrechten.

4) Ten slotte zal de realisatie van de economische en monetaire unie in Europa bijdragen tot een grondige hervorming van het internationale monetaire stelsel, waarbij vooral met de bovenvermelde doelstellingen rekening wordt gehouden.

2. Op de vergadering van het I. M. F. heeft men een zekere toenadering kunnen vaststellen tussen de standpunten die respectievelijk door de Verenigde Staten en de Europese landen worden gehuldigd inzake hervorming van het internationale monetaire stelsel, met name wat de volgende punten betreft :

1) het nut van de consolidatie van een gedeelte van het dollarvermogen dat tot de reserves van de nationale banken behoort.

2) het feit dat een vooruitgang op het stuk van internationale monetaire hervorming niet noodzakelijk hoeft gepaard te gaan met een vooruitgang op het gebied van de handelsbesprekingen;

3) er werd aangedrongen op een versterking van de rol van het I. M. F.

4) terugkeer naar de inwisselbaarheid van de dollar, in het raam van een algehele regeling inzake de hervorming van het monetaire stelsel.

3. De grondbeginselen waarnaar alle landen van de verruimde Gemeenschap zich gedragen, met het oog op de hervorming van het internationale monetaire stelsel, zijn te Londen in juli 11. omschreven. Die beginselen werden nogmaals bevestigd op het topoverleg te Parijs op 19 en 20 oktober jl., waar de « negen » nogmaals de « wil » te kennen gaven om bij de onderhandelingen over de hervorming van het internationale monetaire stelsel een gemeenschappelijke houding aan te nemen.

Vraag :

We zijn de laatste jaren getuige van een zeer sterke aangroei van het aantal bankagentschappen. Vaak vindt men op eenzelfde plaats agentschappen van verschillende banken. Ook de parastatale financiële instellingen zijn dezelfde weg opgegaan.

De vestiging van agentschappen van financiële instellingen zou moeten geremd worden. Trouwens de ongebreidelde vermenigvuldiging van agentschappen leidt tot verspilling en verhoging van de kostprijs van de verzamelde spaargelden.

Zou de invoering van een soort vestigingswet terzake niet kunnen overwogen worden ?

Antwoord :

Het is inderdaad juist dat het aantal agentschappen van de financiële instellingen de laatste jaren sterk is aangegroeid. Het betreft hier zowel de banken en de andere financiële instellingen uit de privé-sector als de parastatale financiële organismen.

Evenwel is het verkeerd te spreken van een ongebreidelde vermenigvuldiging, van verspilling of van verhoging van de kostprijs van de ingezamelde gelden.

Vanzelfsprekend speelt in deze toeneming van het aantal plaatselijke agentschappen de onderlinge concurrentie tussen de financiële instellingen een rol. Zulks is een winst-

comme positif, puisque la concurrence constitue un remède durable contre le figement des structures et favorise l'accroissement de la productivité dans cet important secteur des services. On peut être convaincu que la création d'une nouvelle agence est précédée d'une étude des possibilités locales existantes ainsi que de la rentabilité, et que le coût de l'épargne à attirer n'est jamais perdu de vue. Cette rentabilité forme un critère essentiel et tout organisme doit nécessairement en tenir compte; elle constitue également un frein naturel et automatique, et empêche la création non justifiée d'agences. Une intervention artificielle des pouvoirs publics ne s'impose dès lors nullement. Pareille action impliquerait d'ailleurs une discrimination entre les organismes qui disposent déjà de vastes réseaux d'agences et ceux dont l'essai n'en est encore qu'au stade initial : la chose vaut surtout pour les organismes financiers autres que les banques.

Il importe également de tenir compte du fait que les agents économiques, tant les entreprises que les particuliers, désirent que leurs agences soient situées aussi près que possible de leur siège ou domicile. Par ailleurs, le nombre de titulaires de comptes et le recours aux organismes financiers, notamment en raison de l'accroissement des revenus et de l'augmentation du niveau de vie, ont fortement augmenté, ce qui justifie une augmentation des points de rencontre. A cet égard, on constate que la déspecialisation du secteur des organismes financiers s'est considérablement accrue au cours des dernières années. Ces organismes assurent une gamme de plus en plus variée d'opérations actives et passives et fournissent davantage de services que par le passé, ce qui correspond aux vœux de l'épargnant aussi bien que de l'emprunteur.

Par ailleurs, le nombre accru d'agences locales a une incidence favorable sur la collecte de l'épargne, ce qui diminue la thésaurisation et augmente le volume d'épargne disponible.

Question :

Il a été beaucoup question ces derniers temps de l'accord intervenu entre plusieurs holdings belges et notamment les groupes Lambert-Brufina-Cofinindus et Cobepa.

Quelle sera la répercussion de ce regroupement sur la sidérurgie belge ?

Réponse :

Le regroupement intervenu dans le secteur financier ayant abouti à la constitution du Groupe Bruxelles-Lambert n'a actuellement, qu'une répercussion limitée dans le secteur sidérurgique.

L'élément essentiel à signaler est que la Société anonyme des Forges de Thy-Marcinelle et Monceau, qui antérieurement était contrôlée de façon prépondérante par le Groupe Brufina-Cofinindus, sera dorénavant sous contrôle paritaire du Groupe Bruxelles-Lambert, d'une part, et du Groupe Ruau, d'autre part. La gestion industrielle se fera sous l'égide d'un représentant du Groupe Ruau.

A moyen terme, cette restructuration financière pourrait donner lieu à une restructuration strictement industrielle.

Il est toutefois prématuré de se prononcer à cet égard, le Gouvernement ayant décidé de faire des propositions précises au cours des mois suivants.

punt aangezien de concurrentie een duurzame prikkel is tegen verstarring der structuren en bijdraagt tot verhoging van de productiviteit in deze belangrijke dienstensector. Men mag ervan overtuigd zijn dat de oprichting van een nieuw agentschap wordt voorafgegaan door een studie over de ter plaatse bestaande mogelijkheden en over de rentabiliteit en dat de kostprijs van de aan te trekken gelden geenszins uit het oog wordt verloren. Deze rentabiliteit is een essentieel criterium en ieder organisme moet er noodgedwongen rekening mee houden; ze is tevens een natuurlijke en automatische rem en belet dat agenschappen zouden worden opgericht die niet economisch verantwoord zijn. Een kunstmatig overheidsingrijpen is dan ook geenszins aangewezen. Een dergelijke actie zou trouwens een discriminatie inhouden tussen de instellingen welke reeds over een uitgebreid net van agenschappen beschikken en diegene bij wie de uitwerping pas aanvangt; dit laatste geldt vooral voor de financiële instellingen andere dan de banken.

Met moet er tevens rekening mee houden dat de economische agenten, zowel ondernemingen als particulieren, hun agentschap zo dicht mogelijk bij hun vestiging of woonplaats wensen te hebben. Ook is het aantal rekeninghouders en het beroep op financiële instellingen o.m. ingevolge de inkomstenverhogingen en de stijgende welvaart, aanzienlijk toegenomen wat een groter aantal trefpunten rechtvaardigt. In verband daarmee stelt men vast dat de branchevervanging in de sector der financiële instellingen in de loop der laatste jaren aanzienlijk is toegenomen. Deze instellingen verzorgen een steeds meer gevarieerde gamma van actieve en passieve verrichtingen en verstrekken meer diensten dan voorheen, hetgeen beantwoordt zowel aan de wens van de spaarder als van de ontlenaar.

Van zijn kant heeft het groter aantal lokale agentschappen een gunstige weerslag op de inzameling van spaargelden waardoor de oppotting vermindert en het beschikbare spaarvolume toeneemt.

Vraag :

De laatste tijd is veel gesproken over het akkoord dat tot stand gekomen is tussen verschillende Belgische holdings en met name de Groepen Lambert-Brufina-Cofinindus en Cobepa.

Kan de Regering ons zeggen welke de weerslag daarvan zal zijn op de Belgische staalnijverheid ?

Antwoord :

De hergroepering die in de financiële sector tot stand is gekomen door de oprichting van de Groep Bruxelles-Lambert heeft tot nog toe een beperkte weerslag in de sector van de staalnijverheid.

Het voornaamste gevolg daarvan is het feit dat de « Société Anonyme des Forges de Thy-Marcinelle et Monceau » welke voordien hoofdzakelijk door de Groep Brufina-Cofinindus werd gecontroleerd, voortaan onder de paritaire controle zal vallen van de Groep Bruxelles-Lambert enerzijds en de Groep Ruau anderzijds. Het industrieel beheer zal worden geleid door een vertegenwoordiger van de Groep Ruau.

Op halflange termijn zou deze financiële herstructurering ook een strikt industriële herstructurering met zich kunnen brengen.

Het is evenwel nog te vroeg om zich hierover uit te spreken, daar de Regering heeft besloten in de loop van de volgende maanden concrete voorstellen te doen.

E. — *Simplification des formalités fiscales.**Question :*

Le régime de la T. V. A. serait moins compliqué si le nombre des tarifs était diminué. Quel devrait être le taux des tarifs, afin qu'ils produisent le même rendement, tout en ramenant à trois, voire à deux, le nombre de ces tarifs ?

Réponse :

Le passage de quatre à deux taux de T. V. A. constituerait à n'en pas douter une amélioration du système actuellement en vigueur. Cette formule simplifierait en effet dans une mesure appréciable la comptabilité des entreprises, ce qui rencontrerait le souhait de la plupart des assujettis, notamment des travailleurs indépendants et des classes moyennes.

L'harmonisation de la T. V. A. au sein de la Communauté de même que celle envisagée dans le cadre de Benelux postule d'ailleurs cette réforme.

En maintenant le taux réduit à 6 % et, par des modalités particulières, la charge fiscale actuelle sur les achats de voitures, le taux normal devrait se situer, à rendement équivalent à celui procuré par le présent système, aux alentours de 18 %.

Question :

Les travailleurs indépendants se plaignent de la complexité des formalités de la T. V. A. Afin de pouvoir vérifier le bien-fondé de ces plaintes, il est demandé de répondre aux deux questions suivantes :

— les formulaires, en particulier ceux qui doivent garantir un meilleur contrôle, ont-ils été établis en collaboration avec les organisations des classes moyennes intéressées ?

— n'est-il pas possible de rédiger ces formulaires de manière qu'ils puissent constituer également, pour les intéressés, la base d'une comptabilité simple mais complète ?

Réponse :

Les modalités fondamentales indispensables à la perception de la taxe ont, dès avant l'instauration de la T. V. A., été réduites à un minimum dans la mesure du possible et insérées dans une comptabilité simple. La chose s'est faite en collaboration étroite avec les conseillers fiscaux des principales organisations professionnelles de l'industrie, du commerce et des classes moyennes.

En résumé, cette concertation a abouti aux solutions concrètes suivantes :

1) Les prescriptions relatives à la facturation procèdent des usages commerciaux et correspondent encore toujours, à peu de chose près, à celles qui étaient en vigueur dès 1926;

2) La déclaration T. V. A. porte presque exclusivement sur les chiffres dont l'entreprise a besoin pour déterminer sa charge fiscale finale : elle a d'ailleurs été approuvée sans réserve par les associations professionnelles intéressées;

E. — *Vereenvoudiging van de belastingformaliteiten.**Vraag :*

Het B. T. W.-stelsel zou minder ingewikkeld zijn moest het aantal tarieven verminderen. Welk peil zouden de tarieven moeten bereiken om hetzelfde rendement op te leveren wanneer men het aantal tarieven zou herleiden tot drie of desgevallend tot twee ?

Antwoord :

Een vermindering van de B. T. W.-tarieven van vier tot twee zou het thans van kracht zijnde stelsel ongetwijfeld verbeteren. De boekhouding van de bedrijven zou daardoor immers veel eenvoudiger worden en zodoende zou men tegemoet komen aan de wens van het merendeel van de belastingplichtigen, meer bepaald van de zelfstandigen en de middenstanders.

Het harmoniëren van de B. T. W. in het raam van de Gemeenschap en, zoals overwogen wordt, in Beneluxverband, maakt een dergelijke hervorming trouwens noodzakelijk.

Wordt het verminderde tarief op 6 % gehandhaafd en blijft de huidige fiscale last op de aankoop van autovoertuigen door een bijzondere regeling ongewijzigd, dan zou het normale tarief ongeveer 18 % moeten bedragen, wil men een opbrengst realiseren die even hoog ligt als met het huidige stelsel wordt geboekt.

Vraag :

De zelfstandigen beklagen zich over de ingewikkeldheid van de B. T. W.-formaliteiten. Om de gegrondheid van deze klacht te kunnen nagaan, wordt een antwoord gevraagd op de twee volgende vragen :

— werden de formulieren, in het bijzonder deze die een betere controle moeten waarborgen, opgesteld in samenwerking met de betrokken middenstandsorganisaties ?

— is het niet mogelijk deze formulieren zodanig op te stellen dat zij voor de betrokkenen eveneens de basis zouden uitmaken van een eenvoudige maar volledige boekhouding ?

Antwoord :

De fundamentele modaliteiten die voor de heffing van de belasting onontbeerlijk zijn, werden vóór de invoering van de B. T. W. in de mate van het mogelijke tot een minimum herleid en in een eenvoudige boekhouding ingebouwd. Dat gebeurde in nauw overleg met de fiscale adviseurs van de voornaamste beroepsverenigingen van de industrie, de handel en de middenstand.

Bondig samengevat heeft dat overleg geleid tot de volgende concrete oplossingen :

1) De voorschriften inzake facturering sluiten aan op de handelsgewoonten en stemmen, op weinig na, nog steeds overeen met die welke reeds in 1926 van kracht waren;

2) De B. T. W.-aangifte bevat nagenoeg uitsluitend de cijfers die de onderneming nodig heeft om haar uiteindelijke belastingschuld te bepalen; zij werd overigens zonder voorbehoud door de betrokken beroepsverenigingen goedgekeurd;

3) Pour quelque 35 000 détaillants qui appliquent le système de la taxe d'égalisation, les obligations comptables se bornent à la tenue d'un facturier d'entrée. Il en va de même, en pratique, pour la plupart des quelque 85 000 petites entreprises taxées forfaitairement;

4) Pour les autres petites et moyennes entreprises, qui sont quelque 295 000, il suffit de tenir un facturier d'entrée, un facturier de sortie et un livre de recettes journalières.

Il est difficilement imaginable qu'à l'heure actuelle, une entreprise puisse être gérée convenablement en l'absence de ce minimum d'administration ou de comptabilité.

En ce qui concerne les mesures récentes relatives à la T. V. A., le cabinet du Ministre des Finances a procédé, aux mois d'avril et de mai derniers, à la concertation habituelle.

Les obligations imposées en ce qui concerne le contrôle du transport routier peuvent être insérées harmonieusement dans l'administration commerciale de l'entreprise. En effet, le document de transport imposé par la réglementation de contrôle peut être remplacé par la facture, une note d'envoi ou un bon de livraison, pour autant que ces documents soient imprimés par une imprimerie agréée et satisfassent à un minimum de conditions.

Les registres des garages ne doivent contenir que trois indications, à savoir la date d'entrée de la voiture, le numéro d'immatriculation de la voiture et la date ainsi que le numéro de la facture. La Comaubel et la Fégarbel, qui sont les deux associations professionnelles intéressées, ont fait imprimer des modèles simples pour leurs membres. L'insertion de ces documents dans la comptabilité ne se heurte à aucune objection de la part du département des Finances, mais ne semble apporter aucune simplification dans la pratique.

Les « quittances » à délivrer dans les hôtels et les restaurants ne doivent être complétées que par la date et par le prix total. Elles constituent, pour l'exploitant, un excellent moyen de contrôle de l'exactitude des recettes de caisse.

Ces précisions montrent que les prescriptions relatives à la T. V. A. peuvent, en général, se combiner parfaitement avec une comptabilité simple ou même en faire partie.

Il est évident que l'Administration est disposée à examiner toute suggestion pouvant favoriser une intégration plus poussée.

Question :

En ce qui concerne les problèmes des classes moyennes, le Gouvernement vise à simplifier les formalités administratives. Une commission a été créée à cet effet. Des précisions pourraient-elles être fournies concernant les intentions du Gouvernement ? Quelles sont, à ce jour, les réalisations ?

Réponse :

Comme il a déjà été dit, avant l'instauration de la T. V. A., le département des Finances avait, en collaboration avec les milieux économiques, fait un effort énorme pour que le fonctionnement administratif du système demeure aussi simple que possible.

Toutefois, la société d'abondance moderne se distingue, sans contredit, par une complication grandissante des relations entre l'autorité et l'individu. L'une des principales tâches incombant à tous ceux qui assument une responsabilité quelconque en la matière consiste, dès lors, à s'efforcer

3) Voor $\pm$ 35 000 kleinhandelaars die het systeem van de egalisatiebelasting toepassen, blijven de boekhoudkundige verplichtingen beperkt tot het bijhouden van een boek voor inkomende facturen. Dat geldt, in de praktijk, ook voor het merendeel van de $\pm$ 85 000 kleine ondernemingen die forfaitair worden belast;

4) De overige kleine en middelgrote ondernemingen, $\pm$ 295 000 in aantal, kunnen volstaan met het bijhouden van een boek voor inkomende facturen, een boek voor uitgaande facturen en een dagontvangstenboek.

Men kan zich bezwaarlijk voorstellen dat een onderneming, in het hedendaagse bedrijfsleven, op een behoorlijke wijze zou kunnen geleid worden, indien dit minimum aan administratie of boekhouding niet aanwezig was.

Wat de recente B. T. W.-maatregelen betreft, is het Kabinet van Financiën in de maanden april en mei j.l. tot het gebruikelijke overleg overgegaan.

Voor de controle op het wegvervoer kunnen de voorgeschreven verplichtingen harmonieus ingeschakeld worden in de commerciële administratie van de onderneming. Het vervoerdocument door deze controleregeling opgelegd mag immers vervangen worden door de factuur, een verzendingsnota of een leveringsbon, voor zover deze stukken gedrukt zijn door een erkende drukkerij en aan een minimum aantal voorwaarden beantwoorden.

Het garageregister moet slechts drie gegevens bevatten, met name de datum van het binnenkomen van de wagen, de nummerplaat van de wagen en de datum en het nummer van de factuur. Comaubel en Fégarbel, de twee betrokken beroepsverenigingen, hebben voor hun leden eenvoudige modellen laten drukken. Het inbouwen ervan in de boekhouding stuit vanwege het departement van Financiën op geen enkel bezwaar, maar lijkt in de praktijk geen vereenvoudiging op te leveren.

De in hotels en restaurant uit te reiken « kwitanties » moeten alleen worden aangevuld met de datum en de totale prijs. Zij vormen voor de uitbater een uitstekend controlemiddel op de juistheid van de kasontvangsten.

Uit de voorgaande gegevens blijkt dat de B. T. W.-voorschriften meestal op een verantwoorde wijze kunnen samengaan met of deel uitmaken van een eenvoudige boekhouding.

Vanzelfsprekend is de administratie bereid om alle suggesties te onderzoeken die tot een verder doorgedreven integratie kunnen leiden.

Vraag :

In verband met de middenstandsproblemen beoogt de Regering een vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten. Een commissie werd terzake opgericht. Kunnen nadere inlichtingen verstrekt worden omtrent de inzichten van de Regering ? Wat werd tot dusver gerealiseerd ?

Antwoord :

Zoals reeds gezegd, werd vóór de invoering van de B. T. W. door het departement van Financiën, in samenwerking met het bedrijfsleven, een belangrijke inspanning geleverd om de administratieve werking van het systeem zo eenvoudig mogelijk te houden.

Onze moderne welvaartmaatschappij wordt echter onbetwistbaar gekenmerkt door een toenemende complicatie van de relaties tussen de overheid en het individu. Een permanent streven naar vereenvoudiging behoort dan ook tot de belangrijkste taken van allen die ter zake

en permanence à la simplification. Sur le plan fiscal, toutefois, cet effort ne peut engendrer de solutions où un pré-lèvement équitable de l'impôt serait perdu de vue. La fiscalité se doit donc de rechercher les formes d'application les plus rationnelles, de même qu'un juste équilibre entre les intérêts de la vie économique, du consommateur, du commerçant et de l'Etat.

Cela signifie que les simplifications fiscales ne sont justifiées que pour autant qu'elles n'aboutissent pas à une perte de recettes fiscales, à une diminution des possibilités de contrôle, à un affaiblissement des garanties de perception ou une désorganisation des activités automatisées dans le domaine de la perception.

C'est dans cet esprit et dans ces conditions que le Gouvernement est disposé à combiner ses efforts avec ceux du Front commun des Classes moyennes pour limiter au maximum le formalisme administratif.

Les négociations à ce sujet sont en cours.

F. Technique budgétaire.

Question :

Le Gouvernement a annoncé qu'il présentera le prochain budget sous forme de budget unique.

1) Le Gouvernement est-il d'ores et déjà en mesure de préciser la portée de cette réforme ?

2) Quels sont les avantages d'une telle présentation ?

3) Le budget unique permettrait-il d'obtenir une image plus générale de l'ensemble des recettes et des dépenses du Royaume ?

Mettra-t-il fin aux nombreuses débudgetisations auxquelles on a recouru durant les dernières années ?

N'y a-t-il pas de risque que, par suite de l'abandon de la notion d'équilibre du budget ordinaire, on se contente d'un équilibre pur et simple des opérations courantes ?

Pareille éventualité serait de nature à compromettre l'objectif que le Plan se propose d'atteindre, à savoir la création d'une importante épargne publique destinée au financement d'une partie des investissements publics.

Réponse :

Le Gouvernement n'ayant pas encore pris de décision à ce sujet, aucune réponse définitive ne peut encore être donnée. Le Gouvernement devra faire choix dans tout un éventail de solutions, qui vont de la simple fusion des actuels budgets ordinaire et extraordinaire à la reprise de tous les parastataux et de toutes les communales dont l'activité constitue en fait un prolongement de celle de l'Etat.

Dans ce choix, la question de savoir ce qui est matériellement réalisable jouera un rôle important. En effet, une opération tendant à instaurer un budget unique — opération à première vue simple — est en réalité excessivement compliquée. Dès l'élaboration de l'opération dans sa forme la plus simple, c'est-à-dire la fusion des budgets ordinaire et extraordinaire, on se heurte déjà à une première difficulté fondamentale.

enige verantwoordelijkheid dragen. Op fiscaal vlak mag die inspanning nochtans niet leiden tot oplossingen waarbij de zorg voor een juiste belastingheffing uit het oog wordt verloren. In de fiscaliteit moet dus worden gezocht naar de meest rationele toepassingsvormen en naar een verantwoord evenwicht tussen de belangen van het bedrijfsleven, de verbruiker, de ondernemer en de Staat.

Zulks betekent dat fiscale vereenvoudigingen slechts als zodanig verantwoord zijn voor zover ze niet uitmonden in een verlies van fiscale ontvangsten, een vermindering van controlemogelijkheden, een verzwakking van de waarborgen inzake de aanslag of een desorganisatie van de geautomatiseerde heffingswerkzaamheden.

Het is in die geest en onder die voorwaarden dat de Regering, samen met het Gemeenschappelijk Front van de Mid-denstand, een maximale inspanning wil leveren om het administratief formalisme zoveel mogelijk te beperken.

De onderhandelingen in verband daarmee zijn volop aan de gang.

F. — Begrotingstechniek.

Vraag :

De Regering heeft aangekondigd dat zij de volgende begroting zal indienen onder de vorm van een eenheidsbegroting.

1) Kan zij van nu af reeds de draagwijdte preciseren van die hervorming ?

2) Welke zijn de voordelen van een dergelijke voorstel-ling ?

3) Zal het aan de hand van een eenheidsbegroting gemakkelijker zijn om een algemener overzicht te bekomen van het geheel van de ontvangsten en uitgaven van het Rijk ?

Zal aldus een einde worden gesteld aan de talrijke debudgettiserings, waartoe men tijdens de jongste jaren zijn toevlucht heeft genomen ?

Is er geen gevaar dat, ingevolge het opgeven van het begrip van het evenwicht van de gewone begroting, men zich tevreden stelt met het eenvoudig evenwicht van de lopende verrichtingen ?

Het door het Plan gestelde objectief, een aanzienlijk overheidssparen tot stand brengen om een gedeelte van de openbare investeringen te financieren, zou hierdoor in het gedrang worden gebracht.

Antwoord :

Daar de Regering terzake nog geen beslissing heeft genomen, kan op deze vraag nog geen definitief antwoord worden verstrekt. Zij zal een keuze moeten maken onder een hele waaier van oplossingen, gaande van het eenvoudig samenvoegen van de huidige gewone en buitengewone begroting tot het opnemen van de parastatalen en communales, die in feite een verlengstuk vormen van de activiteit van de Staat.

Bij die keuze, zal de factor « materiële realiseerbaarheid » een belangrijke rol spelen. Inderdaad, een op het eerste gezicht eenvoudige operatie tot het instellen van een eenheidsbegroting is in werkelijkheid een uiterst gecompliceerde bewerking. Reeds bij het uitwerken van de eenvoudigste vorm, nl. het samenvoegen van de gewone en buitengewone begroting stuit men op een eerste fundamentele moeilijkheid.

Dans leur forme actuelle, ces deux budgets ne se sont pas libellés en termes identiques. Au budget ordinaire, les crédits d'engagement et de paiement concordent encore. Tel n'est pas le cas pour le budget extraordinaire. Une pratique qui a cours depuis quelques années déjà a, pour ce budget, mis en évidence trois notions : les crédits d'engagement, les crédits de paiement et le programme exécutable.

Tout ce qui précède montre que le choix que le Gouvernement doit faire avant la fin de l'année dépendra des nombreuses recherches et études actuellement encore en cours.

* * *

Quels sont les avantages d'un budget unique ?

1) Le budget unique constituera un cadre structuré dans lequel des transferts du budget ordinaire au budget extraordinaire ne seront plus possibles. Ils seraient d'ailleurs dépourvus de toute portée.

2) Ce budget permettra de limiter l'éparpillement actuel des données budgétaires.

3) Les prévisions du plan relatives au solde d'épargne pourront être mieux intégrées au budget. Les résultats en ce domaine dépendront cependant de ce qui sera repris au budget unique; il faudra aussi tenir compte des difficultés techniques pouvant se produire lors de l'interprétation du solde.

4) Au niveau international, et plus spécialement à celui de la C. E. E., le budget unique constituera incontestablement une amélioration en vue de la comparaison des données budgétaires, même si des états extracomprables restent nécessaires à l'uniformisation de la présentation.

* * *

Quelle que soit la solution choisie, elle permettra toujours d'avoir une vision synoptique meilleure des recettes et dépenses globales de l'Etat. Ce n'est également qu'à l'achèvement des recherches faites par le groupe de travail qu'une réponse définitive pourra être donnée à la question concernant le sort des recettes dans le cadre de ce qui a été dit plus haut, notamment au sujet des dépenses.

Du point de vue économique, la différence avec le système actuel réside surtout au niveau de la distinction entre, d'une part, les dépenses ordinaires et extraordinaires d'investissement en général et, d'autre part, les opérations en cours et les transferts de capitaux, notions qui diffèrent fortement l'une de l'autre. Le fait qu'apparaîtra un solde d'épargne positif ou négatif permettra de faire des comparaisons plus intéressantes dans le domaine économique.

* * *

La réponse à la question de savoir si ce nouveau système mettra fin à toutes les débudgétisations dépend en premier lieu de la limite jusqu'où il sera possible d'aller dès le début, pour des raisons à la fois politiques, matérielles et techniques. Même si la réforme était appliquée dans sa forme la plus poussée, des dispositions ultérieures sortant du cadre du système en vigueur (c'est-à-dire des débudgétisations) ne seront pas exclues théoriquement. Le système du budget unique se prête à une fusion réelle, mais il faudra toujours une certaine discipline si l'on entend s'y tenir en pratique.

Deze beide begrotingen, in hun huidige vorm, worden inderdaad niet uitgedrukt in dezelfde termen. Voor de gewone begroting stemmen de vastleggings- en betalingskredieten thans nog overeen. Voor de buitengewone begroting is zulks niet het geval. Door een praktijk die reeds enige jaren ingang gevonden heeft, komen er in deze begroting reeds drie begrippen naar voor, nl. vastleggingskredieten, betalingskredieten en uitvoerbaar programma.

Met dit alles kan men opmaken dat de keuze die de Regering moet doen vóór het einde van het jaar zal afhangen van de talrijke onderzoeken en studies die thans nog aan de gang zijn.

* * *

Welke zijn nu de voordelen van een eenheidsbegroting ?

1) De eenheidsbegroting zal een gestructureerd kader vormen waarin geen transfers van de gewone naar de buitengewone begroting meer kunnen geschieden. Zij zouden trouwens zinloos zijn.

2) Een dergelijke begroting zal het mogelijk maken om de huidige versnippering van de budgettaire gegevens te beperken.

3) De vooruitzichten van het plan m.b.t. het spaarsaldo, zullen beter in de begroting kunnen worden ingepast. Nochtans zullen de resultaten op dit gebied afhangen van hetgeen in de eenheidsbegroting zal opgenomen worden, met daarbij nog de technische moeilijkheden die bij de interpretatie van het saldo kunnen rijzen.

4) Op het internationaal vlak en meer speciaal op het vlak van de E. E. G. zal de eenheidsbegroting ontegensprekelijk een verbetering zijn voor de vergelijking van de budgettaire gegevens, zelfs indien extra-comptabele staten noodzakelijk blijven om de voorstelling te uniformiseren.

* * *

Welke oplossing men ook kiest, zij zal steeds een beter overzicht mogelijk maken van het geheel van de ontvangsten en uitgaven van de Staat. De vraag betreffende het lot der ontvangsten in het kader van hetgeen hiervoor o.m. inzake de uitgaven werd gezegd, kan eveneens maar na het beëindigen van de onderzoeken van de werkgroep een definitief antwoord krijgen.

Economisch ligt het verschil met het huidige stelsel vooral op het vlak van de indeling in enerzijds gewone uitgaven en buitengewone (meestal investerings-) uitgaven en anderzijds lopende verrichtingen en kapitaalverrichtingen, begrippen die onderling, erg verschillen. Het feit dat er een positief of negatief spaarsaldo zal tot uiting komen, maakt dat op economisch gebied meer interessante vergelijkingen kunnen gemaakt worden.

* * *

Het antwoord op de vraag of met dit nieuwe stelsel alle debudgettiserings uit de wereld zullen zijn, hangt er in de eerste plaats van af hoever men van bij de aanvang, zowel om politieke, materiële en technische redenen, zal kunnen gaan. Zelfs wanneer de hervorming in zijn meest doorgedreven vorm moest worden toegepast, dan nog zullen theoretisch latere beschikkingen (zegge debudgettiserings) die niet passen in het stelsel, mogelijk zijn. Het stelsel van de eenheidsbegroting leent zich tot een werkelijke samenvoeging maar er zal steeds een zekere discipline nodig zijn om zich hieraan in de praktijk te houden.

Le risque n'est pas imaginaire, en effet, que l'on se borne à l'avenir à s'intéresser uniquement à l'équilibre des opérations courantes.

Le solde d'épargne positif ou négatif a une toute autre signification que l'équilibre ou le déséquilibre de l'actuel budget ordinaire.

Non seulement l'administration devra s'adapter à la technique du budget unique mais tous ceux qui sont intéressés d'une quelconque façon au budget devront également adopter un mode d'appréciation budgétaire axé davantage sur l'économie. Et comme ce système budgétaire devra être instauré d'emblée il n'est pas exclu que ce changement de mentalité n'intervienne pas immédiatement chez nombre d'entre eux.

Question :

Où en est-on avec les instruments de la politique prévisionnelle ?

Le P. P. B. S. n'est-il pas abandonné ?

Réponse :

L'expérimentation du P. P. B. S. se poursuivra en 1973 dans les départements et services où elle est en cours.

Il n'est pas question d'abandonner la recherche de méthodes de gestion appropriées aux conditions propres de notre pays mais on ne peut s'aventurer à la légère dans de telles réformes dont l'ampleur peut être telle qu'elles risquent, si elles sont introduites trop hâtivement, de paralyser l'administration du pays plutôt que de la mobiliser.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES.

A. — Budget des Voies et Moyens.

Article 1.

Par voie d'amendement, (Doc. n° 4-I/3) M. Van Geyt a proposé de compléter l'article 1 par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les recettes provenant de la T. V. A., la réduction de 7,5 % à 5 % du taux de taxation des biens d'investissement est ajournée d'un an.

Les recettes supplémentaires correspondantes sont affectées à l'octroi, en ce qui concerne le calcul de l'impôt des personnes physiques en 1973, d'une réduction forfaitaire des revenus professionnels imposables, à concurrence de :

— 10 % pour les revenus inférieurs ou égaux à 150 000 F;

— 7,5 % pour les revenus compris entre 150 001 F et 250 000 F;

— 5 % pour les revenus compris entre 250 001 F et 350 000 F. »

D'après l'auteur de l'amendement, une des principales raisons de la hausse constante du coût de la vie réside dans les hausses successives des impôts indirects (taux de la T. V. A., droits d'accise, etc...) et des tarifs des services publics, hausses destinées à compenser la détaxation mas-

Het gevaar, nl. dat men zich in de toekomst enkel zou interesseren voor het evenwicht van de lopende verrichtingen is inderdaad niet denkbeeldig.

Het positief of negatief spaarsaldo heeft een geheel andere betekenis dan het al of niet in evenwicht zijn van de huidige gewone begroting.

Niet alleen de administratie zal zich dienen aan te passen aan de techniek van de eenheidsbegroting, maar ook zij die op welke wijze dan ook met de begroting te maken hebben, zullen zich een meer economische beoordelingswijze van de begroting moeten eigen maken. Daar men het stelsel ineens moet invoeren is het niet uitgesloten dat bij velen deze mentaliteitsverandering niet onmiddellijk zal volgen.

Vraag :

Hoever staat het met de instrumenten van het provisioneel beleid ?

Wordt het P. P. B. S. niet verzaakt ?

Antwoord :

Het P. P. B. S.-experiment zal in 1973 voortgezet worden in de departementen en diensten waar het aan gang is.

Er wordt niet afgezien van het opzoeken van beheersmethoden die aangepast zijn aan de eigen aard van ons land, maar men mag niet al te licht overgaan tot dergelijke hervormingen waarvan de omvang zo belangrijk kan zijn dat, indien zij te haastig worden ingevoerd, zij het landsbestel eerder zouden kunnen verlammen dan mobiliseren.

IV. — BESPREKING VAN DE ARTIKELEN EN STEMMINGEN.

A. — Rijksmiddelenbegroting.

Artikel 1.

Bij wijze van amendement stelt de heer Van Geyt voor (Stuk n° 4-I/3) artikel 1 aan te vullen met wat volgt :

« Wat betreft de ontvangsten voortspruitend uit de B. T. W., wordt de verlaging van de aanslagvoet der investeringsgoederen van 7,5 % tot 5 %, uitgesteld met een jaar.

De overeenstemmende meeropbrengst wordt besteed aan het toekennen voor de berekening van de in 1973 betaalbare personenbelasting, van een forfaitaire vermindering van het belastbaar bedrijfsinkomen met :

— 10 % voor de inkomens tot 150 000 F;

— 7,5 % voor de inkomens van 150 001 F tot 250 000 F;

— 5 % voor de inkomens van 250 001 F tot 350 000 F. »

Voor de auteur bestaat één van de voornaamste oorzaken van de voortdurende stijging van de levensduurte in de achterenvolgende verhogingen der onrechtstreekse belastingen (B. T. W.-tarieven, accijnzen, enz.) en der tarieven van de openbare diensten, ter compensatie van de massale ont-

sive des exportations, des stocks et des investissements, dans le cadre de la législation sur la T. V. A. inspirée par la C. E. E.

C'est ainsi que, lors du dernier débat sur la politique générale du Gouvernement, le Premier Ministre a reconnu expressément que l'augmentation des taxes sur l'essence était précisément due à ces détaxations qui favorisent les grands milieux d'affaires.

Il semble dès lors équitable de protéger davantage les contribuables à revenus modestes contre les conséquences de l'adaptation tardive et insuffisante des barèmes fiscaux à la hausse des prix (laquelle est, comme telle, insuffisamment représentative) et de les faire bénéficier d'un complément forfaitaire des modestes mesures prévues par la loi du 20 juillet 1971.

Le Ministre des Finances n'a pu se rallier à cet amendement parce qu'on compromettrait ainsi l'économie du budget des Voies et Moyens. Une telle suggestion devrait d'ailleurs plutôt se situer dans le cadre de la législation fiscale.

L'amendement a ensuite été rejeté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'article 1 a été adopté par 12 voix contre 4.

* * *

Les articles 2, 3 et 4 ont été adoptés sans discussion.

Art. 5.

Par voie d'amendement (Doc. n° 4-I/2), M. d'Alcantara a proposé de remplacer, au 2° de cet article, le montant de 4 600 millions par celui de 3 800 millions.

L'auteur a justifié son amendement comme suit :

Le Gouvernement doit respecter ses engagements de majorer progressivement l'aide publique à la coopération au développement, de manière à ce que celle-ci atteigne 0,70 % du P. N. B. en 1975. Ces engagements supposent que l'aide publique à la coopération soit portée, en 1973, à 0,61 % du P. N. B.

Le crédit de la Belgique dépendra, en effet, du respect de ces engagements. Depuis 1970, plusieurs membres du Gouvernement, notamment MM. Harmel, Scheyven et Harmegnies, ont annoncé cette décision qu'ils ont confirmée solennellement lors de diverses réunions internationales et mondiales.

Alors que l'augmentation moyenne du budget de 1973 atteint 11 % et que certains budgets augmentent même de 13 %, le budget de la Coopération au développement n'est majoré que de 7,1 % (soit 604 100 000 F). En conséquence, il y a une différence de 815 900 000 F entre l'augmentation qui correspond aux engagements pris par la Belgique (1 milliard 420 millions de F) et celle qui est appliquée par le Gouvernement (604 100 000 F).

Dans l'Exposé général du budget, le Gouvernement déclare cependant qu'il est disposé à respecter ses engagements, pour autant que le Parlement consente à lui octroyer les moyens requis.

Cette attitude ne peut emporter l'accord de l'auteur bien qu'il ne soit pas opposé, en principe, à l'instauration d'une contribution de solidarité en faveur des pays en voie de développement. Il ne peut toutefois être question d'ins-

lasting van uitvoer, stocks en investeringen, in het raam van de door de E. E. G. ingegeven wetgeving inzake de B. T. W.

Aldus erkende de Eerste Minister uitdrukkelijk, tijdens het jongste debat over het algemeen beleid van de Regering, dat de verhoging van de taks op de benzine juist aan deze ontlastingen ten bate van de grote zakenwereld te wijten was.

Het komt dan ook billijk voor, om de belastingbetalers met bescheiden inkomens beter te beschermen tegen de gevolgen van het laatijdig en ontoereikend aanpassen der belastingsschalen aan de (op zichzelf reeds onvoldoende representatieve) stijging van het indexcijfer, en om hen te laten genieten van een forfaitaire aanvulling der karige tegemoetkomingen, voorgeschreven door de wet van 20 juli 1971.

De Minister van Financiën is het met dit amendement niet eens omdat het de economie van de Rijksmiddelen in het gedrang brengt. Trouwens een dergelijk voorstel zou veeleer in het kader van de belastingwetgeving moeten gebeuren.

Het amendement wordt vervolgens verworpen met 12 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Artikel 1 wordt aangenomen met 12 tegen 4 stemmen.

* * *

De artikelen 2, 3 en 4 worden zonder bespreking aangenomen.

Art. 5.

Bij wijze van amendement (Stuk n° 4-I/2) stelt de heer d'Alcantara voor in het 2° van dit artikel, het bedrag van 4 600 miljoen te vervangen door 3 800 miljoen.

De auteur verantwoordt zijn amendement als volgt :

De Regering moet haar verbintenis gestand doen om geleidelijk aan de openbare hulp voor de ontwikkelingssamenwerking te verhogen, zodat deze in 1975, 0,70 % van het B. N. P. zal bereiken. Deze verbintenis veronderstelt dat de overheidshulp voor de samenwerking in 1973 wordt opgevoerd tot 0,61 % van het B. N. P.

Van de eerbiediging van deze verbintenis zal uiteraard de geloofwaardigheid van België afhangen. Sedert 1970 hebben verscheidene leden van de Regering, o.m. de heren Harmel, Scheyven en Harmegnies, deze beslissing van België aangekondigd en plechtig bevestigd op verschillende internationale en mondiale bijeenkomsten.

Waar de gemiddelde stijging van de begroting voor 1973, 11 % bedraagt en sommige begrotingen zelfs met 13 % toenemen, stijgt de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking slechts met 7,1 % (of 604 100 000 F). Tussen de verhoging die overeenstemt met de door België aangegeven verbintenis (1 miljard 420 miljoen F) en de door de Regering toegepaste toename (604 100 000 F), bestaat bijgevolg een verschil van 815 900 000 F.

In de algemene toelichting op de begroting verklaart de Regering evenwel dat zij bereid is om haar verbintenissen te eerbiedigen, voor zover het Parlement erin toestemt haar daartoe de vereiste middelen te verstrekken.

Deze houding kan de instemming van de auteur niet wegdagen al is hij principieel niet gekant tegen het invoeren van een solidariteitsbijdrage ten gunste van de ontwikkelingslanden. Het gaat echter niet op de vereiste kredieten op de be-

créer au budget les crédits requis pour toutes les dépenses publiques, à l'exception de ceux qui portent sur la coopération au développement et qui auraient pourtant dû bénéficier d'une priorité absolue. Il n'est pas davantage admissible de demander au Parlement d'accorder des moyens supplémentaires pour respecter un engagement qui aurait dû bénéficier de la priorité, après avoir pris un certain nombre de mesures fiscales en vue d'équilibrer le budget, dont les dépenses relatives à la coopération au développement avaient été éliminées au préalable.

L'amendement entraîne une augmentation des dépenses ordinaires du budget, à concurrence de 800 millions, et ouvre ainsi la possibilité ultérieure, dans une deuxième phase, d'augmenter d'un même montant les dépenses de coopération au développement.

Cet amendement a un caractère purement politique et n'implique pas que ses auteurs estiment que les économies requises pour ne pas menacer l'équilibre du budget doivent nécessairement porter sur le volume des moyens à mettre à la disposition du Fonds des Routes. L'auteur ne dispose cependant d'aucun autre moyen technique pour manifester, dans le cadre du budget des Voies et Moyens, la volonté de son groupe de porter en tout cas, en 1973, l'aide publique aux pays en voie de développement à 0,61 % du P. N. B.

Le Ministre des Finances a d'abord tenu à préciser que le Gouvernement s'est effectivement engagé formellement à affecter, en 1975 au plus tard, 0,7 % du P. N. B. à l'aide publique à la coopération au développement. Toutefois, aucune décision définitive n'a été prise en ce qui concerne les stades intermédiaires.

Afin de rencontrer le vœu exprimé dans cet amendement, le Gouvernement inscrira au budget extraordinaire de la Coopération au Développement la somme nécessaire pour que l'aide au développement puisse atteindre dès 1973 0,61 % du P. N. B.

Il engagera effectivement ces crédits extraordinaires pendant l'année 1973 si entretemps le Parlement a adopté la mesure annoncée dans l'Exposé général et qui fournit pour 1974 et 1975 les ressources ordinaires permettant d'atteindre l'objectif de 0,70 % du P. N. B. en 1975.

Plusieurs membres ont déclaré pouvoir se rallier à cette proposition. Ils ont cependant tenu à souligner que le fait de ne nourrir aucune objection de principe contre un impôt de solidarité au profit de l'aide au développement n'implique nullement qu'ils sont a priori d'accord sur ce qui est dit à ce sujet à la page 9 de l'Exposé général, à savoir qu'« à titre exemplatif, la recette nécessaire pourrait être trouvée dans un prélèvement de 2,5 centimes additionnels à l'impôt sur les revenus supérieurs à 150 000 francs ».

Il est donc évident qu'ils sont d'accord pour mettre à la disposition du Gouvernement, pour 1974 et 1975, les moyens ordinaires permettant d'atteindre l'objectif de 0,70 % en 1975, mais qu'ils se réservent une entière liberté d'appréciation quant aux modalités d'application concrètes de ce principe.

A la suite de la déclaration du Ministre des Finances, M. d'Alcantara a retiré son amendement.

Le Gouvernement, de son côté, a proposé de compléter l'article 5 par un alinéa libellé comme suit :

« L'affectation prévue au 1^o ci-dessus ne porte pas préjudice à la prise en considération de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles dans le calcul des parts qui

groting te voorzien voor alle beleidsuitgaven, met uitzondering van die voor de ontwikkelingssamenwerking welke nochtans een allereerste prioriteit hadden moeten genieten. Evenmin is het aanvaardbaar dat aan het Parlement wordt gevraagd bijkomende middelen te verstrekken om een verbintenis na te leven die voorrang had moeten hebben nadat een aantal fiscale maatregelen zopas werden getroffen om de begroting waarvan de uitgaven voor ontwikkelingssamenwerking voorafgaandelijk werden gelicht, in evenwicht te brengen.

Het amendement brengt een verhoging ten bedrage van 800 miljoen mede van de gewone ontvangsten op de begroting en opent aldus de mogelijkheid om later in een tweede etappe de uitgaven voor ontwikkelingssamenwerking met dezelfde som te verhogen.

Het heeft een louter politiek karakter en houdt niet in dat de auteur ervan de mening is toegedaan dat de vereiste besparingen om het evenwicht van de begroting niet in het gedrang te brengen noodzakelijkerwijze zullen moeten slaan op de omvang der middelen die ter beschikking van het Wegenfonds moeten worden gesteld. De auteur beschikte evenwel over geen ander technisch middel om in het raam van de Rijksmiddelenbegroting de wil van zijn fractie tot uiting te brengen om in 1973 de overheidshulp aan de ontwikkelingslanden in ieder geval op 0,61 % van het B. N. P. te brengen.

De Minister van Financiën heeft vooreerst duidelijk willen stellen dat de Regering inderdaad de formele verbintenis heeft aangegaan, om uiterlijk in 1975, 0,7 % van het B. N. P. als openbare hulp voor de ontwikkelingssamenwerking te besteden. M.b.t. de tussenstadia werd evenwel niets formeel bepaald.

Om aan de verzuching van het amendement tegemoet te komen zal de Regering op de buitengewone begroting voor Ontwikkelingssamenwerking het vereiste bedrag uittrekken, opdat vanaf 1973 de ontwikkelingshulp 0,61 % van het B. N. P. zou kunnen bereiken.

Zij zal die buitengewone kredieten gedurende het jaar 1973 daadwerkelijk vastleggen, indien het Parlement inmiddels de in de algemene toelichting aangekondigde maatregel heeft aangenomen, waarbij voor 1974 en 1975 de gewone inkomsten worden verstrekt die het mogelijk moeten maken om in 1975 het streefcijfer van 0,70 % van het B. N. P. te bereiken.

Verscheidene leden kunnen zich met dit voorstel verzoenen. Zij wensen evenwel duidelijk te stellen dat, zo zij principieel geen bezwaar hebben tegen een solidariteitsbelasting ten behoeve van de ontwikkelingshulp, zulks geenszins inhoudt dat zij a priori akkoord gaan met wat op bladzijde 9 van de Algemene Toelichting dienaangaande wordt verklaard, nl. dat de nodige ontvangsten bijvoorbeeld zouden gevonden kunnen worden in een heffing van 2,5 opcentiemen op de inkomsten welke hoger liggen dan 150 000 frank.

Het is dus klaar dat zij het eens zijn om voor 1974 en 1975 aan de Regering de gewone middelen te verstrekken die het haar zullen mogelijk maken het 0,70 % objectief in 1975 te verwezenlijken, in zake dat zij hun totale beoordeelvrijheid behouden inzake de concrete uitvoeringsmodaliteiten van dit principe.

Ingevolge de verklaring van de Minister van Financiën, trekt de heer d'Alcantara zijn amendement in.

De Regering van haar kant stelt voor artikel 5 aan te vullen met een lid, luidend als volgt :

« De bestemming voorzien onder 1^o hierboven doet geen afbreuk aan het feit dat de verkeersbelasting op de autovoertuigen in aanmerking wordt genomen voor de bereke-

reviennent au Fonds des communes et au Fonds des provinces, en vertu respectivement de l'article 3 de la loi du 16 mars 1964 et de l'article 3 de la loi du 17 mars 1965. »

Cet amendement n'appelle aucune explication. Il a été rédigé à la demande du Ministre de l'Intérieur pour éviter toute incertitude en ce qui concerne le financement des fonds cités.

Cet amendement a été adopté à l'unanimité.

Le texte ainsi modifié a été adopté par 12 voix contre 4.

* * *

Les articles 6 à 12 ont été adoptés sans discussion.

Le budget des Voies et Moyens, tel qu'il a été modifié, a été adopté par 12 voix contre 4.

B. — Budget de la Dette publique.

Les articles et l'ensemble du budget de la Dette publique ont été adoptés par 12 voix contre 4.

Le Rapporteur,

J. DESMARETS.

Le Président,

ning van de delen toekomend aan het Fonds van de Gemeenten en aan het Fonds van de Provinciën, krachtens respectievelijk artikel 3 van de wet van 16 maart 1964 en artikel 3 van de wet van 17 maart 1965. »

Dit amendement vergt geen uitleg. Het werd op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken opgesteld om elke onzekerheid omtrent de financiering van de geciteerde fondsen weg te nemen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt aangenomen met 12 tegen 4 stemmen.

* * *

De artikelen 6 tot 12 worden zonder bespreking aangenomen.

De rijksmiddelenbegroting zoals ze werd gewijzigd, wordt aangenomen met 12 tegen 4 stemmen.

B. — Rijksschuldbegroting.

De artikelen en de gehele rijksschuldbegroting worden aangenomen met 12 tegen 4 stemmen.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

A. VAN ACKER.

ARTICLE AMENDE PAR LA COMMISSION.

(Budget des Voies et Moyens).

Art. 5.

Les recettes suivantes sont affectées à l'alimentation du Fonds des Routes institué par la loi du 9 août 1955 :

1° le produit de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles perçue en vertu du Titre II du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, à l'exception du décime additionnel établi par l'article 42 du même Code;

2° une somme dont le montant est fixé par le Roi, sans pouvoir excéder 4 600 000 000 de F, à prélever sur le produit de l'accise à percevoir en 1973 sur les huiles minérales.

L'affectation prévue au 1° ci-dessus ne porte pas préjudice à la prise en considération de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles dans le calcul des parts qui reviennent au Fonds des communes et au Fonds des provinces, en vertu respectivement de l'article 3 de la loi du 16 mars 1964 et de l'article 3 de la loi du 17 mars 1965.

ARTIKEL GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE.

(Rijksmiddelenbegroting).

Art. 5.

De hierna vermelde ontvangsten worden aangewend tot stijving van het Wegenfonds ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955 :

1° de opbrengst van de verkeersbelasting op de autovoertuigen geheven krachtens Titel II van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, met uitzondering van de opdecim gevestigd bij artikel 42 van hetzelfde Wetboek;

2° een som waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald, zonder dat het meer mag bedragen dan 4 600 000 000 F, vooraf te nemen op de opbrengst van de accijs, in 1973 in te vorderen op de minerale olie.

De bestemming voorzien onder 1° hierboven doet geen afbreuk aan het feit dat de verkeersbelasting op de autovoertuigen in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de delen toekomend aan het Fonds van de Gemeenten en aan het Fonds van de Provinciën, krachtens respectievelijk artikel 3 van de wet van 16 maart 1964 en artikel 3 van de wet van 17 maart 1965.

ANNEXES.

ANNEXE I.

Décentralisation des services publics.

Résultats acquis pendant les quatre dernières années sur le plan de la décentralisation des services publics.

1. — Postes, Télégraphes, Téléphones.

A. — Régie des Télégraphes et des Téléphones.

Conformément à la politique gouvernementale en matière de décentralisation, il a été décidé en 1970 de modifier fondamentalement la structure de la R. T. T.

Une des caractéristiques principales de cette restructuration est la recherche d'une déconcentration aussi poussée que possible des attributions de l'Administration centrale vers les services régionaux.

Ce transfert est déjà partiellement réalisé et sera graduellement poursuivi. Il concerne tout l'éventail des activités T. T. qui se situent sur le plan purement local ou régional, de sorte que l'on peut affirmer que non seulement le pouvoir de décision, mais aussi la responsabilité des services régionaux, ont été fortement étendus et le seront encore davantage. La déconcentration n'est limitée que dans la mesure où il est nécessaire de maintenir l'unité de jurisprudence et la coordination.

Au niveau régional ont été créés des centres fonctionnels appelés « centres d'exploitation » qui assurent, avec un maximum d'efficacité sur le plan régional et local, le fonctionnement technique, commercial et administratif.

Ci-après l'énumération des localités où l'organisation de centres d'exploitation a été entamée : Gent, Aalst, Hasselt, Diest, Genk, St.-Truiden, Brugge, Oostende, Roeselare, Veurne, Mechelen, Dendermonde, Mouscron, Herentals, Leuven, Mons, Ath, Tournai, La Louvière, Nivelles, Verviers, Stavelot, Wavre, Huy, Ciney, Dinant, Namur. Ces centres seront développés à mesure que les emplacements, le matériel et le personnel deviendront disponibles.

En 1973, démarreront probablement les centres de Lokeren, Wetteren, Kortrijk, Ieper, Ronse et Arlon.

Pour les autres centres, il n'est pas possible actuellement de donner un timing valable.

B. — Régie des Postes.

1. Situation actuelle.

La Régie des Postes comporte :

- a) une administration centrale (y compris l'Office des Chèques postaux) localisée à Bruxelles;
- b) douze directions régionales couvrant l'ensemble du pays et dont le siège se trouve au centre de leur région respective;
- c) 2 461 bureaux ou offices de toute espèce et portant comme dénomination le nom de la commune desservie, suivi éventuellement d'un numéro d'ordre ou du signe X s'il s'agit d'un bureau de tri.

Sur le plan des effectifs, l'Administration centrale compte 5 631 agents dont 3 800 occupés à la tenue des comptes courants de l'Office des chèques postaux; le reste du personnel, soit 41 161 agents, est réparti entre les 12 directions régionales et les différents bureaux, c'est-à-dire à travers tout le pays.

Une déconcentration réalisée à partir de 1968 a débouché sur de larges délégations en faveur des directeurs régionaux en matière :

- d'organisation des bureaux et des transports;
- de gestion financière (les crédits budgétaires sont répartis entre les directions régionales);
- de recrutement (organisation régionalisée des examens);
- de formation professionnelle;
- de relations publiques.

BIJLAGEN.

BIJLAGE I.

Decentralisatie van de overheidsdiensten.

Resultaten die tijdens de jongste vier jaar op het stuk van de decentralisatie van de overheidsdiensten werden bereikt.

1. — Posterijen, Telegrafie, Telefonie.

A. — Regie van Telegrafie en Telefonie.

In overeenstemming met de regeringspolitiek op het stuk van de decentralisatie werd in 1970 beslist de structuur van de R. T. T. grondig te wijzigen.

Een der hoofdkenmerken van deze hervorming is het streven naar een zo ver mogelijk doorgedreven deconcentratie van de bevoegdheid van het hoofdbestuur naar de gewestelijke diensten.

Deze overheveling heeft reeds gedeeltelijk haar beslag gekregen en zal geleidelijk worden voortgezet. Zij bestrijkt de genele waaijer van de T. T.-activiteiten die zich situeren op het louter plaatselijk of regionaal vlak, zodat mag worden gezegd dat niet alleen de beslissingsmacht, maar ook de verantwoordelijkheid van de gewestelijke diensten in sterke mate is toegenomen en nog zal toenemen. Zij wordt ten andere slechts beperkt in de mate die nodig is om de eenheid van rechtspraak en de coördinatie te handhaven.

Op gewestelijk vlak worden verder functionele centra, zogenaamde « exploitatiecentra » opgericht die, met een maximum aan doeltreffendheid, voor de technische, commerciële en administratieve werking zorgen op gewestelijk of plaatselijk vlak.

Hierna volgt een opsomming van de localiteiten waar een aanvang is gemaakt met de oprichting van een exploitatiecentrum : Gent, Aalst, Hasselt, Diest, Genk, St.-Truiden, Brugge, Oostende, Roeselare, Veurne, Mechelen, Dendermonde, Herentals, Leuven, Bergen, Ath, Doornik, La Louvière, Moeskroen, Nijvel, Verviers, Stavelot, Waver, Hoci, Ciney, Dinant, Namen. Deze centra zullen verder worden uitgebouwd naarmate de plaatsruimte, het materieel en het personeel ter beschikking komen.

In de loop van 1973 zal vermoedelijk gestart worden in Lokeren, Wetteren, Kortrijk, Ieper, Ronse en Aarlen.

Voor de overige centra is het thans onmogelijk een behoorlijk tijdschema op te geven.

B. — Regie der Posterijen.

1. Huidige toestand.

De Regie der Posterijen omvat :

- a) het hoofdbestuur (met inbegrip van het Bestuur der Postchecks), dat gevestigd is te Brussel;
- b) twaalf gewestelijke directies die het hele land bestrijken en waarvan de zetel in het centrum van hun onderscheidenlijke omschrijving gevestigd is;
- c) 2 461 kantoren of diensten allerlei die als benaming de naam dragen van de gemeente welke ze bedienen, eventueel gevolgd van een volgnummer of van het teken X wanneer het een sorteerkantoor geldt.

Iuzake personeel telt het hoofdbestuur 5 631 personeelsleden waarvan 3 800 zijn tewerkgesteld voor het bijhouden van de lopende rekeningen van het Bestuur der Postchecks; de rest van het personeel, d.i. 41 161 personeelsleden, is verspreid over de twaalf gewestelijke directies en de verschillende kantoren, d.w.z. over het hele land.

De sedert 1968 ingevoerde deconcentratie heeft geleid tot ruime opdrachten van bevoegdheid ten gunste van de gewestelijke directeurs op het stuk van :

- organisatie van de kantoren en van het vervoer;
- financieel beheer (de budgettaire kredieten zijn verdeeld over de gewestelijke directies);
- aanwerving (inrichting van de examens op gewestelijk vlak);
- beroepsopleiding;
- public relations.

2. *Nouvelles mesures envisagées.*

La décentralisation de certaines opérations de la tenue des comptes de chèques postaux.

Il a été précisé sub. 1 que 3 800 agents sont occupés à Bruxelles, à la tenue des comptes courants postaux.

Une première phase consisterait dans le marquage en province, au siège des perceptions, des bulletins de versement acceptés (plus ou moins 84 630 000 par an pour l'ensemble du pays, y compris l'agglomération bruxelloise). Les documents ainsi marqués seraient transmis par la voie postale à l'Office des chèques postaux à Bruxelles où leur traitement se bornerait à des opérations automatisées. Les travaux correspondants qui actuellement sont exécutés à Bruxelles, seraient donc transférés en province.

Cette phase pourrait débuter dans une douzaine de mois, par l'installation des 300 premières machines de marquage.

Après rodage de la nouvelle organisation, toutes les perceptions des postes du pays seraient équipées de telles machines.

Dans une phase suivante, il pourrait être envisagé de traiter les virements (plus ou moins 58 713 000 par an pour l'ensemble du pays, y compris l'agglomération bruxelloise) par teleprocessing au départ des centres de tri de province.

Mais le délai de mise en pratique est difficile à évaluer, car il dépend de la réalisation d'une série de préalables tels par exemple :

- l'existence de locaux en province;
- l'équipement de ces locaux en terminaux;
- la mise en place de l'équipement central nécessaire;
- la possibilité de disposer de câbles de transmission de capacité adéquate.

De toute façon, pour pouvoir réaliser cette décentralisation d'une façon rationnelle, les décisions devront être prises et certains moyens financiers mis à disposition dès 1973.

II. — Santé publique et famille.

En ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, il convient de rappeler que les pouvoirs décentralisés collaborent depuis longtemps déjà à l'exécution des différentes tâches.

A titre d'exemple peuvent être citées l'intervention tant consultative, que de décision des bourgmestres, conseils communaux et députations permanentes dans le cadre de la police des établissements classés comme dangereux, incommodes et insalubres, de même que l'intervention des services provinciaux dans le contrôle de la surveillance des travaux réalisés par les administrations subordonnées et subsidiés par le département.

Des mesures tendant à confier aux organes décentralisés des responsabilités directes en cette matière sont à l'étude.

Ainsi, en ce qui concerne les travaux subsidiés, il est envisagé d'attribuer aux organes l'organisation des responsabilités d'exécution et de contrôle de l'utilisation.

Une fois le principe du subside admis, l'intervention régionale pourrait inclure à la fois les procédures d'attribution de ces subsides et le contrôle de l'exécution des travaux entrepris.

III. — Intérieur.

En ce qui concerne le département de l'Intérieur, qui a repris les attributions des Ministres des Relations communautaires, il convient de mettre l'accent sur le transfert aux Députations permanentes de la tutelle administrative dans les communes englobées dans une fédération.

Ce transfert est effectif en ce qui concerne la tutelle sur les communes composant les 5 fédérations périphériques créées par la loi du 26 juillet 1971. Comme il n'y a aucun recours organisé contre les décisions prises par les Députations permanentes comme autorités de tutelle, ces organes décentralisés prennent des décisions en première et en dernière instance.

On peut citer également :

— la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et l'exécution qui en a été réalisée depuis ;

— l'article 108 *nouveau* de la Constitution qui prévoit la décentralisation d'attributions vers les institutions provinciales et communales ;

— l'article 107 *quater* de la Constitution en cours d'exécution ;

2. *Nieuwe overwogen maatregelen.*

Decentralisatie van sommige verrichtingen betreffende het bijhouden van de postrekeningen.

Zoals reeds gezegd sub 1 worden 3 800 personeelsleden te Brussel tewerkgesteld voor het bijhouden van de lopende postrekeningen.

Een eerste fase zou erin bestaan in de provincie, in de zetel van de ontvangerijen, de aangenomen stortingsbulletins (ongeveer 84 630 000 per jaar voor het hele land, de agglomeratie Brussel inbegrepen) van een merkteken te voorzien. De aldus gemerkte documenten zouden via de post overgemaakt worden aan het Bestuur der Postcheques te Brussel, waar de behandeling ervan zich tot geautomatiseerde verrichtingen zou beperken. De overeenstemmende bewerkingen die thans te Brussel uitgevoerd worden, zouden dus naar de provincie overgeheveld worden.

Met deze fase zou binnen een twaalfstal maanden kunnen gestart worden, door het installeren van de eerste 300 markeermachines.

Wanneer de nieuwe organisatie eenmaal bedrijfsklaar is, zouden al de postontvangerijen van het land met dergelijke machines uitgerust worden.

In een volgende fase zou kunnen overwogen worden de overschrijvingen (ongeveer 58 713 000 per jaar voor het hele land, de agglomeratie Brussel inbegrepen) per teleprocessing te behandelen bij vertrek uit de sorteercentra van de provincie.

Maar de duur van de periode voor het in toepassing brengen is moeilijk te ramen. Ze is inderdaad afhankelijk van een aantal voorafgaande voorwaarden zoals bij voorbeeld :

- het bestaan van lokalen in de provincie;
- het opstellen in deze lokalen van einduitrusting;
- het aanbrengen van de nodige centrale uitrusting;
- de mogelijkheid om te beschikken over overseiningkabels met de nodige capaciteit.

Om deze decentralisatie op een rationele wijze te kunnen verwezenlijken zullen, in elk geval, beslissingen dienen genomen en vanaf 1973 bepaalde financiële middelen dienen ter beschikking gesteld te worden.

II. — Volksgezondheid en Gezin.

Wat het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin betreft, zij eraan herinnerd dat de gedecentraliseerde besturen reeds geruime tijd hun medewerking verlenen aan de uitvoering van verscheidene taken.

Aldus adviseren of beslissen burgemeesters, gemeenteraden, bestendige deputaties inzake toezicht op inrichtingen geklasseerd als gevaarlijk, hinderlijk of ongezond; de provinciale diensten zijn bevoegd op het stuk van controle en toezicht op de door het departement gesubsidieerde werken die door de ondergeschikte besturen worden uitgevoerd.

Maatregelen die er moeten toe strekken aan de gedecentraliseerde organen ter zake rechtstreekse verantwoordelijkheid toe te vertrouwen liggen ter studie.

Inzake gesubsidieerde werken bvb. wordt overwogen aan de gewestelijke organen verantwoordelijkheid toe te kennen, wat betreft uitvoering en controle op de aanwending.

Eens dat de toelage principieel toegekend werd, zouden de gewestelijke organen zowel de toekenningsprocedure als de controle op de uitvoering van de werken op zich nemen.

III. — Binnenlandse Zaken.

Wat betreft het departement van Binnenlandse Zaken dat terzake de erfenis heeft overgenomen van de Ministers van Communautaire Betrekkingen, kan de aandacht worden gevestigd op de overdracht naar de bestendige deputaties van het administratief toezicht op de gemeenten die in een federatie werden opgenomen.

Die overdracht is definitief voor het administratief toezicht op de gemeenten die behoren tot de 5 randfederaties opgericht bij de wet van 26 juli 1971. Daar er tegen de voogdijbeslissingen van de bestendige deputatie geen beroep kan worden ingesteld, beslist dit gedecentraliseerde orgaan in eerste en laatste aanleg.

Voorts kunnen nog worden vermeld :

— de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en van de economische decentralisatie, alsmede de uitvoering die aan deze wet sedertdien werd gegeven ;

— het nieuwe artikel 108 van de Grondwet, dat voorziet in de decentralisatie van bevoegdheden naar de provinciale en gemeentelijke instellingen ;

— het artikel 107 *quater* van de Grondwet, waarvan de uitvoering wordt voorbereid ;

— l'article 4, § 4 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes, qui prévoit la décentralisation vers les nouvelles institutions d'attributions exercées actuellement par l'Etat ou la province.

IV. — Travaux publics.

A. — Département.

Dans le cadre de la politique de décentralisation, les organismes mentionnés ci-après ont été créés, à l'initiative du Ministre des Travaux publics, pendant la période de 1969 à 1972.

1. Intercommunale E9/40.

Arrêté royal du 16 juillet 1969 octroyant à l'Intercommunale pour les autoroutes des Ardennes la concession de la construction de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de la section Pays-Bas-Liège-Arlon-frontière du Grand-Duché de Luxembourg de la route E9 et de la section Wavre-E9, de la route E40, classées dans la catégorie des autoroutes, ainsi que de l'établissement et de l'exploitation de services au profit des usagers de ces autoroutes. (*Moniteur belge* du 14 août 1969).

2. Port autonome de Charleroi.

Loi du 12 février 1971 portant création du port autonome de Charleroi. (*Moniteur belge* du 8 avril 1971).

3. Régie des bâtiments.

Loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments. (*Moniteur belge* du 27 mai 1971).

4. Intercommunale autoroutes Bruxelles.

Arrêté royal du 5 novembre 1971 octroyant à l'Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Bruxelles, la concession de la construction, de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes de la périphérie de Bruxelles. (*Moniteur belge* du 5 novembre 1971).

5. Intercommunale autoroutes Flandre occidentale.

Arrêté royal du 5 novembre 1971 octroyant à l'« Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van West-Vlaanderen » la concession de la construction de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes Courtrai-Furnes (section E3-Furnes), Bruxelles-Zelzate-Brugge-Calais (section Bruges-Furnes-frontière) (*Moniteur belge* du 30 novembre 1971).

6. Intercommunale autoroutes Charleroi.

Arrêté royal du 5 novembre 1971 octroyant à l'Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Charleroi la concession de la construction de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes de la périphérie de Charleroi. (*Moniteur belge* du 7 décembre 1971).

Avant 1969, les organismes suivants avaient déjà été créés dans un but de décentralisation :

1. S. A. Compagnie des Installations Maritimes de Bruges.

Constituée le 26 novembre 1895 en vertu de la Convention — Loi du 1^{er} juin 1894 — 11 septembre 1895.

2. S. A. du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles.

Loi du 11 septembre 1895 autorisant l'approbation des statuts de la S. A. du Canal et des installations maritimes de Bruxelles. (*Moniteur belge* du 13 septembre 1895).

3. Office de la Navigation.

Loi du 13 août 1928 relative à la création de l'Office de la Navigation (*Moniteur belge* du 15 septembre 1928).

— het artikel 4, § 4, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten, dat bepaalt dat de nieuwe instellingen de bevoegdheden zullen uitoefenen die hun door de Staat of door de provincie in het kader van de decentralisatie of deconcentratie worden toegekend.

IV. — Openbare Werken.

A. — Département.

In het kader van het decentralisatiebeleid werden, op initiatief van de Minister van Openbare Werken, de hierna volgende instellingen opgericht tijdens de periode 1969-1972;

1. Intercommunale E9/40.

Koninklijk besluit van 16 juli 1969 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de Autowegen der Ardennen concessie wordt verleend tot het aanleggen, uitrusten, onderhouden en exploiteren van het vak Nederlandse grens-Luik-Aarlen-Luxemburgse grens van de weg E9 en van het vak Wavre-E9, van de weg E40, beide behorende tot de categorie van de autosnelwegen, alsmede tot het oprichten en exploiteren van diensten ten behoeve van de gebruikers van die autosnelwegen (*Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1969).

2. Autonome haven van Charleroi.

Wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi (*Belgisch Staatsblad* van 8 april 1971).

3. Regie der gebouwen.

Wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een regie der gebouwen (*Belgisch Staatsblad* van 27 mei 1971).

4. Intercommunale autosnelwegen Brussel.

Koninklijk besluit van 5 november 1971 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van de Brusselse periferie concessie wordt verleend tot het aanleggen, het uitrusten, het onderhouden en het exploiteren van de autosnelwegen van de Brusselse periferie (*Belgisch Staatsblad* van 5 november 1971).

5. Intercommunale autosnelwegen West-Vlaanderen.

Koninklijk besluit van 5 november 1971 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de autosnelwegen van West-Vlaanderen concessie wordt verleend tot het aanleggen, het uitrusten, het onderhouden en het exploiteren van de autosnelwegen Kortrijk-Veurne (vak E3-Veurne), Brussel-Zelzate-Brugge-Calais (vak Brugge-Veurne-Franse grens) en Brugge-Kortrijk (*Belgisch Staatsblad* van 30 november 1971).

6. Intercommunale autosnelwegen Charleroi.

Koninklijk besluit van 5 november 1971 waarbij aan de « Intercommunale pour les autoroutes de la périphérie de Charleroi » concessie wordt verleend tot het aanleggen, het uitrusten, het onderhouden en het exploiteren van de autosnelwegen van de periferie van Charleroi (*Belgisch Staatsblad* van 7 december 1971).

Vóór 1969 werden reeds volgende instellingen opgericht in het kader van de decentralisatie :

1. N. V. Brugse Zeevaartinrichtingen.

Opricht op 26 november 1895 krachtens de Overeenkomst — Wet van 1 juni 1894 - 11 september 1895.

2. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel N. V.

Wet van 11 september 1895 tot goedkeuring van de statuten van de N. V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel (*Belgisch Staatsblad* van 13 september 1895).

3. Dienst der Scheepvaart.

Wet van 13 augustus 1928 tot oprichting van de Dienst der Scheepvaart (*Belgisch Staatsblad* van 15 september 1928).

4. *Port autonome de Liège.*

Loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège.

5. *Institut géotechnique de l'Etat.*

Arrêté-loi du 28 février 1947 créant l'Institut géotechnique de l'Etat.

6. *Intercommunale E3.*

Arrêté royal du 10 juillet 1963 octroyant à l'« Intercommunale Vereniging voor de Autoweg E3 » la concession de la construction, de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de l'autoroute E3, ainsi que de l'établissement et de l'exploitation de services au profit des usagers de cette autoroute. (*Moniteur belge* du 20 août 1963).

7. *Intercommunale E5.*

Arrêté royal du 15 février 1968 octroyant à l'Intercommunale pour l'Autoroute E5 la concession de la construction de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de l'autoroute Bruxelles-Aix-la-Chapelle (section Bruxelles-Liège), de l'autoroute Ring de Bruxelles (section Diegem-Kraainem), et de l'accès de Liège-Centre, ainsi que de l'établissement et de l'exploitation de services au profit des usagers des autoroutes. (*Moniteur belge* du 15 mars 1968).

8. *Intercommunale E39.*

Arrêté royal du 22 avril 1968 octroyant à l'« Intercommunale Vereniging voor de Autosnelweg E39 » la concession de la construction, de l'équipement, de l'entretien et de l'exploitation de l'autoroute E39, section Lummen-Boorseem, ainsi que de l'établissement et de l'exploitation des services au profit des usagers de cette autoroute. (*Moniteur belge* du 11 mai 1968).

B. — *Logement et aménagement du Territoire.*

Les Secrétariats d'Etat au Logement et à l'Aménagement du Territoire ont été créés en 1972. Leur fonction est spécifiquement régionale puisqu'ils ne traitent que les affaires localisables en Wallonie ou en Flandre.

Par contre, tant l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire que celle du Logement sont unitaires. Un projet de cadre est toutefois à l'étude pour les adapter aux exigences de la régionalisation.

* * *

En ce qui concerne le logement, une large décentralisation est déjà appliquée :

- La Société nationale du Logement compte 317 sociétés agréées, réparties sur l'ensemble du pays;
- La Société nationale terrienne a donné des compétences à 54 sociétés régionales;
- L'institut national du Logement compte 9 comités régionaux du logement.

V. — *Emploi et Travail.*

Le Ministère de l'Emploi et du Travail comprend, en plus des services centraux, qui fonctionnent exclusivement à l'administration centrale à Bruxelles, des administrations fonctionnelles qui ont été déconcentrées dans une mesure assez poussée. Ceci est valable aussi pour les établissements publics qui relèvent de ce département.

VI. — *Agriculture et Classes moyennes.*A. — *Département de l'Agriculture.*

Lors de la discussion du Budget du Ministre de l'Agriculture à la Chambre, le Ministre a déclaré qu'on essaiera par la voie de la régionalisation de réaliser une nouvelle politique agricole.

4. *Autonome Haven van Luik.*

Wet van 21 juni 1937 betreffende de oprichting van de autonome haven van Luik.

5. *Rijksinstituut voor Grondmechanica.*

Besluitwet van 28 februari 1947 tot inrichting van het Rijksinstituut voor grondmechanica.

6. *Intercommunale E3.*

Koninklijk besluit van 10 juli 1963 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de Autoweg E3, concessie wordt verleend tot het aanleggen, uitrusten, onderhouden en exploiteren van de Autosnelweg E3, alsmede tot het oprichten en exploiteren van diensten ten behoeve van de gebruikers van die autosnelweg (*Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1963).

7. *Intercommunale E5.*

Koninklijk besluit van 15 februari 1968 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de Autosnelweg E5 concessie wordt verleend tot het aanleggen, uitrusten, onderhouden en exploiteren van de autosnelweg Brussel-Aken (vak Brussel-Luik), van de autosnelweg Ring van Brussel (vak Diegem-Kraainem) en van de toegangsweg van Luik-Centrum, alsmede tot het oprichten en exploiteren van diensten ten behoeve van de gebruikers van de autosnelwegen (*Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1968).

8. *Intercommunale E39.*

Koninklijk besluit van 22 april 1968 waarbij aan de Intercommunale Vereniging voor de Autosnelweg E39 concessie wordt verleend tot het aanleggen, uitrusten, onderhouden en exploiteren van de autosnelweg E39, vak Lummen-Boorseem, alsmede tot het oprichten en exploiteren van diensten ten behoeve van de gebruikers van die autosnelweg (*Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1968).

B. — *Huisvesting en ruimtelijke ordening.*

De staatssecretariaten voor Huisvesting en Ruimtelijke Ordening werden opgericht in 1972.

Zij hebben een specifiek gewestelijke opdracht te vervullen aangezien zij slechts de aangelegenheden behandelen die in Vlaanderen of in Wallonië localiseerbaar zijn.

Daarentegen zijn zowel het Bestuur van de Stedebouw en van de Ruimtelijke Ordening als het Bestuur van de Huisvesting unitair. Thans wordt echter een kaderontwerp bestudeerd om die besturen in te schakelen in het regionaliseringsproces.

* * *

Voor de sector Huisvesting kan worden vermeld dat een ruime decentralisatie reeds wordt toegepast :

- De Nationale Maatschappij voor de Huisvesting telt 317 erkende vennootschappen verspreid over het hele land;
- De Nationale Landmaatschappij heeft bepaalde bevoegdheden verleend aan 54 gewestelijke maatschappijen;
- Het Nationaal Instituut voor de Huisvesting telt 9 gewestelijke comités voor Huisvesting.

V. — *Tewerkstelling en Arbeid.*

Het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid omvat naast de centrale diensten, die uitsluitend bij het hoofdbestuur te Brussel fungeren, functionele administraties die in min of meer doorgedreven mate gedeconcentreerd zijn. Dit geldt ook voor de openbare instellingen die van het departement afhangen.

VI. — *Landbouw en Middenstand.*A. — *Departement Landbouw.*

Tijdens de bespreking van de begroting van het Ministerie van Landbouw in de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de Minister verklaard dat men via de regionalisatie tot een nieuw landbouwbeleid zal trachten te komen.

Les articles suivants du budget ordinaire ont été dégagés du budget des départements et transférés au budget des dotations culturelles :

- article 32.20 — Octroi d'une indemnité de programmation sociale aux cultivateurs et à leurs aidants;
- article 44.20 — Subsidies pour l'enseignement agricole, horticole et d'économie agricole post-scolaire;
- article 12.22 — Formation professionnelle dans le domaine agricole.

B. — Classes moyennes.

Les articles suivants du budget (budget ordinaire) ont été transférés au budget des dotations culturelles :

- article 44.01 — Subsidies pour la formation professionnelle et le perfectionnement professionnel dans les métiers et métiers;
- article 44.02 — Indemnité de promotion sociale en faveur des jeunes travailleurs indépendants et aidants;

En ce qui concerne les crédits prévus à l'article 600.1.A — Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — il existe depuis 1972 une répartition entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

VII. — Finances.

L'intention du Gouvernement de déconcentrer les services publics dans la mesure du possible, c'est-à-dire de les rendre plus proches des administrés, a retenu toute l'attention de l'Administration des Finances.

En ce qui concerne les administrations fiscales, il convient de noter tout d'abord que la législation fiscale elle-même tant que l'organisation interne des services fiscaux, partent du principe que l'application de cette législation aux administrés est confiée à des fonctionnaires localisés disposant de tous les pouvoirs de décision dans la partie du territoire qui leur est assigné. Il en est ainsi pour l'établissement des éléments servant de base au calcul des divers impôts, la perception et le recouvrement des sommes dues, le plus souvent le règlement de litiges et, d'une manière générale, pour l'accomplissement de certaines formalités et la remise de formules ou d'attestations.

De leur côté, les services centraux des administrations fiscales ont simplement comme tâche :

- de mettre en œuvre la législation fiscale et les mesures d'exécution qui en découlent;
- de donner l'impulsion aux services extérieurs et de les contrôler en vue d'une application adéquate, efficace et uniforme de la fiscalité;
- d'exercer une fonction de gestion en ce qui concerne le personnel, l'organisation du travail, les bâtiments, le matériel etc.;
- d'assurer les relations avec les instances officielles et les groupes d'intérêt sur le plan national et international;
- de résoudre les difficultés ou de vider les points de litige dont l'aboutissement peut être déterminant pour l'interprétation des textes ou l'orientation de la politique fiscale. Dès lors, ces cas doivent être traités centralement.

Cette situation se traduit dans les effectifs des services centraux et des services extérieurs. En effet, pour l'ensemble des quatre administrations fiscales, 850 agents sont occupés dans les services centraux et 23 634 dans les services extérieurs.

Quoique la déconcentration dans les administrations fiscales, d'après ce qui précède, ait déjà été largement assurée, lors de l'étude sur la restructuration des administrations fiscales prévue à l'accord de Gouvernement, on accorde néanmoins une importance toute particulière à la possibilité de renforcer la déconcentration ou de mettre la subdivision territoriale et l'implantation des services mieux en concordance avec les objectifs.

L'état d'avancement de l'étude ne permet pas d'avancer des conclusions. Cependant, il convient déjà de signaler une mesure prise dans ce sens, à savoir l'implantation à Malines au lieu de Bruxelles de la cinquième direction régionale de la T. V. A. qui a le Brabant flamand et une partie de la province d'Anvers et de la Flandre orientale dans son ressort. Ce déplacement a été décidé par arrêté royal du 28 juin 1972 et sera réalisé au début de 1973 lorsque le bâtiment à occuper sera achevé.

VIII. — Culture.

Le Ministère de la Culture a été scindé en services autonomes pour la culture néerlandaise et la culture française.

Volgende artikels van de gewone begroting werden uit de begroting van de departementen gelicht en overgeheveld naar de begroting van de culturele dotaties :

- artikel 32.20 — Toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de landbouwers en aan hun helpers;
- artikel 44.20 — Toelagen voor het naschools landbouw-, tuinbouw- en landbouwhuishoudonderwijs;
- artikel 12.22 — Beroepsvorming op landbouwgebied.

B. — Middenstand.

Volgende artikels van de begroting (gewone begroting) werden overgeheveld naar de begroting van de culturele dotaties :

- artikel 44.01 — Subsidies voor de vakopleiding en -volmaking in de ambachten en neringen;
- artikel 44.02 — Vergoedingen voor sociale promotie aan de jonge zelfstandigen en helpers.

Voor de kredieten uitgetrokken onder artikel 600.1.A — Fonds voor economische expansie en regionale reconversie, is er sinds 1972 een verdeling tussen Vlaanderen, Wallonië en Brussel.

VII. — Financien.

De bedoeling van de Regering om de openbare diensten in de mate van het mogelijke te deconcentreren, m.a.w. om het bestuur dichter bij de burger te brengen, werd door de administratie van Financien met de grootste aandacht onderzocht.

Wat de fiscale administraties betreft, zij vooraf vastgesteld dat zo goed de belastingwetgeving zelf als de interne organisatie van de belastingdiensten afgestemd zijn op het principe dat de toepassing van die wetgeving op de burgers, individueel genomen, toevertrouwd wordt aan de gelocaliseerde ambtenaren die, elk in het gedeelte van het grondgebied dat hun toebedeeld is, volledige beslissingsmacht hebben in het raam van de hun toegewezen taak. Dit is zo voor de vaststelling van de elementen waarop de diverse belastingen worden gevestigd, voor de inning en de invordering van de verschuldigde bedragen, meestal ook voor het beslechten van de geschillen, en over het algemeen voor het vervullen van allerlei formaliteiten en het uitreiken van de diverse bescheiden of attesten.

Van hun kant hebben de centrale diensten van de fiscale administraties alleen tot taak :

- de fiscale wetgeving en de desbetreffende algemene uitvoeringsmaatregelen uit te werken;
- de impuls te geven aan en toezicht te houden op de buitendiensten met het oog op een goede, eenvormige en efficiënte toepassing van de fiscaliteit;
- haar beheersfunctie uit te oefenen inzake personeel, organisatie van het werk, gebouwen, materieel, enz.;
- op nationaal en internationaal vlak de relaties te verzekeren met de officiële instanties en de belangengroepen;
- en over het algemeen alle moeilijkheden en geschilpunten te effenen waarvan de oplossing bepalend kan zijn voor de interpretatie van de teksten of de oriëntering van de fiscale politiek en derhalve centraal moeten worden behandeld.

De aldus geschetste stand van zaken wordt weerspiegeld in de personeelsbezetting van de centrale diensten enerzijds en van de buitendiensten anderzijds. Voor de vier fiscale administraties te zamen is dat respectievelijk 850 en 23 634 personeelsleden.

Ofschoon uit hetgeen voorafgaat blijkt dat de deconcentratie bij de fiscale administraties reeds zeer ruim verzekerd is, wordt er niettemin bij de aan gang zijnde studie van de door het regeerakkoord voorziene restructuratie van de fiscale administraties, een ruime aandacht besteed aan de mogelijkheden om de deconcentratie te versterken of ook om de territoriale verdeling en de vestiging van de diensten meer in overeenstemming te brengen met de bedoeling terzake.

De stand van de aan gang zijnde studie maakt het thans nog niet mogelijk conclusies voorop te stellen. Toch kan reeds worden gewezen op een in die zin genomen maatregel, nl. de vestiging te Mechelen in plaats van te Brussel van de 5^e gewestelijke directie van de B. T. W. die Vlaams-Brabant en een gedeelte van de provincies Antwerpen en Oost-Vlaanderen in haar bevoegdheid heeft. Deze verplaatsing werd beslist bij koninklijk besluit van 28 juni 1972 en zal begin 1973 werkelijkheid worden, wanneer het te betrekken gebouw zal klaar zijn.

VIII. — Cultuur.

Het hele Ministerie van Cultuur werd gesplitst in autonome diensten voor Nederlandse en Franse Cultuur.

A. — *Culture néerlandaise.*

Plusieurs services extérieurs ont été créés dans les provinces dans le domaine :

- a) du sport : Bruges, Gand, Dilbeek, Hasselt, Herentals, Genk;
- b) de la culture : Steenokkerzeel, I. C. C. Anvers, Alde Biezen, Kasterlee;
- c) de la jeunesse : Dworp.

Dans l'avenir, trois directions seront créées, notamment en Flandre orientale, en Flandre occidentale, dans les provinces d'Anvers, de Limbourg et du Brabant-Bruxelles.

Ces directions assureront la coordination avec les divers services extérieurs.

B. — *Culture française.*

Si l'on considère que la décentralisation consiste à transférer le pouvoir de décision aux pouvoirs subordonnés, rien n'a été fait en cette matière.

Ce qui a été réalisé est en fait la déconcentration par services et principalement en ce qui regarde l'Administration de l'éducation physique et des sports où une réorganisation a été mise sur pied par la création de directions provinciales. D'autre part, l'Inspection qui couvrait antérieurement des régions non calquées sur les limites des diverses provinces a reçu, à l'occasion de cette réorganisation, un territoire qui répond aux limites géographiques des provinces.

Certaines provinces ayant des services spécialisés dans le même domaine, cette mesure a permis un partage des tâches et évite les recouvrements qui peuvent provoquer des conflits d'attributions.

VIII. — *Education nationale.*A. — *Régime français.*

La décentralisation des Services de l'Education nationale (régime français) n'a été jusqu'ici opérée que dans le cadre du Fonds des constructions scolaires dont les sièges se trouvent à Bruxelles, Liège, Namur et Mons.

En ce qui concerne l'activité des autres services, une étude est actuellement menée au terme de laquelle des propositions pourront être faites à ce sujet.

Il n'a pas été possible d'envisager plus tôt des mesures de décentralisation et de déconcentration, la restructuration du Département étant en cours depuis l'année dernière déjà et se trouvant actuellement au stade opérationnel depuis le mois dernier.

B. — *Régime néerlandais.*1. *Décentralisations existantes ou réalisées.*

Les universités, les institutions de l'Etat bénéficient d'une autonomie plus poussée.

La commission d'examen centrale a été décentralisée vers les universités.

Les différentes institutions d'enseignement du Royaume sont chargées du calcul des traitements des temporaires ainsi que du paiement des traitements du personnel ouvrier.

Les centres P. M. S. de l'Etat sont compétents pour la commande de tests et de livres, pour le paiement de leur personnel de service ainsi que pour le règlement de petits frais.

Le Fonds des constructions scolaires a été déconcentré par la création de directions régionales, auxquelles une responsabilité complète a été confiée. L'Administration centrale de cet organisme parastatal est réduite à un service de coordination et d'études.

Une décentralisation du service de subsides d'études et d'emprunts vers les provinces où les demandes en ce qui concerne l'enseignement secondaire doivent déjà être introduites auprès du gouvernement provincial.

L'inspection cantonale.

2. *Mesures réalisables dans un avenir proche.*

Une décentralisation plus poussée du Fonds des constructions scolaires par la création de services régionaux ou provinciaux avec des compétences concrètes.

A. — *Nederlandse Cultuur.*

Een reeks buitendiensten werden opgericht in de provincies op gebied van :

- a) sport : Brugge, Gent, Dilbeek, Hasselt, Herentals, Genk;
- b) cultuur : Steenokkerzeel, I. C. C. Antwerpen, Alde Biezen, Kasterlee;
- c) jeugd : Dworp.

In de toekomst zullen ook drie directies opgericht worden, nl. Oost- en West-Vlaanderen, Antwerpen-Limburg en Brabant-Brussel.

Deze directies zullen instaan voor de coördinatie met de verschillende buitendiensten.

B. — *Franse cultuur.*

Wanneer men van oordeel is dat decentralisatie hierin bestaat dat de beslissingsmacht wordt overgedragen op ondergeschikte instanties dan werd op dit stuk niets gedaan.

Waartoe in feite wel werd overgegaan is de deconcentratie per dienst, voornamelijk in het Bestuur voor lichamelijke opvoeding en sport waar wij een reorganisatie kregen door de oprichting van provinciale directies. Anderzijds kregen de inspecties die vroeger gebieden onder toezicht hadden waarvan de begrenzing niet overeenstemde met die van de provincies, een ambtsgebied toegewezen waarvan dit wel het geval is.

Aangezien sommige provincies diensten hadden die op ditzelfde gebied waren gespecialiseerd, kon aldus worden overgegaan tot een taakverdeling en kon overlapping — die tot bevoegdheidsconflicten aanleiding kan geven — worden vermeden.

VIII. — *Nationale Opvoeding.*A. — *Franse sector.*

De decentralisatie van de diensten van Nationale Opvoeding (Franse sector) werd tot nu toe alleen uitgevoerd in het kader van het Fonds voor schoolgebouwen waarvan de zetels in Brussel, Luik, Namen en Bergen gelegen zijn.

Wat de activiteit van de andere diensten betreft, wordt er op het ogenblik een studie gemaakt, waarna voorstellen hieromtrent zullen geformuleerd worden.

Het was niet mogelijk vroeger decentralisatie- en deconcentratie-maatregelen te overwegen daar de herstructuratie van het departement reeds sinds verleden jaar aan de gang is en sinds verleden maand in de uitvoeringsfase is getreden.

B. — *Nederlandse sector.*1. *Bestaande of doorgevoerde decentralisatie.*

De universiteiten, waarbij de Rijksinstellingen een verder doorgedreven autonomie genieten.

De centrale examencommissie werd gedeconcentreerd naar de universiteiten.

De verschillende onderwijsinstellingen van het Rijk zijn belast met de berekening van de wedden van de tijdelijken alsook met de uitbetaling van de wedden van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

De P. M. S.-centra van de Staat zijn bevoegd voor de bestelling van tests en boeken, voor de uitbetaling van hun dienstpersoneel alsook voor de regeling van kleine onkosten.

Het Fonds voor Schoolgebouwen werd gedeconcentreerd door de oprichting van gewestelijke besturen, met overdracht van volledige verantwoordelijkheid aan de diensthoofden. Het hoofdbestuur van deze parastatale instelling is herleid tot een coördinatie- en studiedienst.

De decentralisatie van de dienst voor studietoelagen en leningen naar de provincies, waar de aanvragen voor het secundair onderwijs reeds bij het provinciaal bestuur moeten gedaan worden.

De kantonale inspectie.

2. *Maatregelen die in de nabije toekomst verwezenlijkbaar zijn.*

Verdere decentralisatie van het Fonds voor Schoolgebouwen door oprichting van gewestelijke of provinciale diensten met concrete bevoegdheden.

Pour le département, la décentralisation par provinces est à recommander. Au départ, les matières suivantes pourraient être transférées aux directions provinciales :

- a) les conseils de personnel assument la tâche des comités de sécurité et d'hygiène;
- b) la sécurité et l'hygiène des bâtiments;
- c) le paiement du personnel enseignant en prévoyant des « terminaux » reliés au Centre de calcul;
- d) l'inspection comptable des écoles et le contrôle de la comptabilité des écoles libres.

Une décentralisation provinciale du paiement du personnel temporaire des Centres P.M.S. et le paiement des honoraires aux médecins.

Une régionalisation des services qui déterminent annuellement le nombre de prestations susceptibles d'être subsidiées.

Une régionalisation des services responsables de l'équipement en matériel des écoles, de la liquidation des frais de transport d'élèves, de l'organisation des activités sociales, culturelles et sportives.

Une subdivision régionale de l'inspection de l'enseignement secondaire.

La transformation des écoles normales moyennes en centres didactiques régionaux chargés de l'information, de l'accompagnement et du recyclage du personnel enseignant.

Le département est confronté avec l'application de la restructuration des services, ce qui entraîne des changements considérables dans les traditions du travail. Aussi peut-on procéder difficilement dans l'état actuel des choses à une déconcentration immédiate et poussée. Pour ce motif, on devra envisager d'étendre progressivement les compétences des services régionaux nouvellement créés.

Si le cadre des services provinciaux polyvalents était bien étoffé, le Ministre régionaliserait à titre d'épreuve, la gestion des services du personnel ouvrier.

IX. — Affaires économiques.

A. — Département.

En ce qui concerne les matières économiques, la décentralisation porte sur les points suivants :

- Bureau du Plan;
- Conseils économiques régionaux;
- S.D.R.;
- Régionalisation du Plan;
- Régionalisation du Budget économique.

L'état d'avancement dans ces différentes matières est le suivant :

— Bureau du Plan : l'installation complète du Bureau du Plan, en ce compris les sections régionales, est achevée;

— Conseils économiques régionaux : les Conseils ont été installés et dotés d'un subside;

— S.D.R. : les Conseils provinciaux ayant émis leurs avis au sujet des S.D.R., la procédure de constitution est actuellement en cours au niveau des différentes entités géographiques retenues;

— Régionalisation du Plan : des travaux en matière de régionalisation du Plan sont actuellement en cours;

— Régionalisation du Budget économique : un premier essai de régionalisation a été fait par le Département des Affaires économiques. Ce document est actuellement transmis aux différents organes consultatifs.

B. — Economie régionale

Le Ministre des Affaires économiques reste responsable des aspects généraux et sectoriels de la politique, tandis que le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale a la responsabilité complète des aspects régionaux de la politique.

Cela signifie e.a. que le Secrétaire d'Etat a le droit de tutelle sur les Conseils économiques régionaux, les Sociétés de développement régional et les Sections du Bureau du Plan.

Economie régionale signifie également la responsabilité de certains autres secteurs comme : les parcs industriels, la formation professionnelle, la gestion de crédits.

Voor het departement is de decentralisatie per provincie aan te bevelen. Aan deze provinciale directies zouden in het aanvangsstadium volgende materies kunnen overgedragen worden :

- a) de personeelsraden die de taak vervullen van de comités voor veiligheid en hygiëne;
- b) de veiligheid en hygiëne van de gebouwen;
- c) de uitbetaling van het onderwijzend personeel door te voorzien in terminals verbonden met het Rekencentrum;
- d) de rekenplichtige inspectie van de scholen met toevoeging van hun taak van de controle over de boekhouding van de vrije scholen.

De provinciale decentralisatie van de uitbetaling van het tijdelijk personeel van de P.M.S.-centra en de uitbetaling van de erelonen aan de dokters.

Regionalisering van de diensten die jaarlijks het aantal subsidieerbare prestaties toekennen.

Regionalisering van de diensten die instaan voor de materiële uitrusting van de scholen, de vereffening van de onkosten inzake leerlingenvervoer, de organisatie van de bijschoolse, sociaal-culturele en sport-activiteiten.

Regionale indeling van de inspectie voor het secundair onderwijs.

De omvorming van de middelbare normaalscholen in gewestelijke didactische centra belast met de informatie, de begeleiding en de recycling van het onderwijzend personeel.

Het departement wordt geconfronteerd met de toepassing van de herstructurering van de diensten, wat diepe veranderingen van werkwijzen meebrengt. Er kan dan ook in de huidige omstandigheden bezwaarlijk overgegaan worden tot een plotse en doorgedreven deconcentratie. Een geleidelijke uitbreiding van bevoegdheden voor de nieuwe territoriaal opgerichte diensten dient daarom te worden overwogen.

Indien het personeelskader van de provinciale polyvalente diensten genoeg gestoffeerd wordt, zou de Minister bij wijze van proef het beheer van de diensten van het werklidpersoneel regionaal laten gebeuren.

IX. — Economische Zaken.

A. — Departement.

In economische aangelegenheden heeft de decentralisatie betrekking op de volgende punten :

- Planbureau;
- Gewestelijke Economische Raden;
- G.O.M.'s;
- Regionalisering van het Plan;
- Regionalisering van de economische begroting.

Hoever staat men op al die gebieden ?

— Planbureau : het Planbureau — de gewestelijke afdelingen inbegrepen — is volledig geïnstalleerd;

— Gewestelijke Economische Raden : de Raden zijn geïnstalleerd en krijgen een toelage;

— G.O.M.'s : de Provinciale Raden hebben hun advies uitgebracht i.v.m. de G.O.M.'s en de procedure tot samenstelling ervan is aan de gang op het vlak van de verschillende geografische entiteiten die in aanmerking komen;

— Regionalisering van het Plan : thans wordt werk gemaakt van de regionalisering van het Plan;

— Regionalisering van de economische begroting : het Departement van Economische Zaken heeft een eerste proeve gedaan op het vlak van de regionalisering. Dit stuk is thans aan de verschillende consultatieve organen overgemaakt.

B. — Streekeconomie

De Minister van Economische Zaken blijft verantwoordelijk voor de algemene en sectoriële aspecten van het beleid, terwijl de Staatssecretaris voor Streekeconomie de volle verantwoordelijkheid voor de gewestelijke aspecten van het beleid heeft.

Dit betekent o.m. dat de Staatssecretaris voor Streekeconomie het voogdijrecht heeft met betrekking tot de Gewestelijke Economische Raden, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappijen en de Gewestelijke afdelingen van het Planbureau.

De Streekeconomie is ook verantwoordelijk voor een aantal andere sectoren zoals : industrieparken, beroepsopleiding, beheer van kredieten.

Par ailleurs, les services d'expansion économique et d'investissements extérieurs seront groupés et structurés par région.

* * *

En ce qui concerne plus particulièrement le Conseil économique régional pour la Flandre, installé provisoirement à Bruxelles, il sera transféré incessamment à Anvers.

* * *

En ce qui concerne les départements suivants, aucune décentralisation n'est intervenue :

Défense nationale, Affaires étrangères, Justice, Prévoyance sociale, Communications, Politique scientifique, Coopération au développement, Fonction publique et Commerce extérieur. En ce qui concerne ce dernier département le Secrétaire d'Etat a toutefois fait observer que, depuis de nombreuses années l'Office belge du Commerce extérieur, organisme relevant de la tutelle du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, a procédé à une large déconcentration par l'établissement de bureaux régionaux.

Aucun nouveau bureau n'a été créé au cours des quatre dernières années mais il a cependant été procédé à un renforcement des effectifs en personnel.

Verder zullen de diensten van economische expansie en buitenlandse investeringen samengevoegd worden en per gewest gestructureerd.

* * *

Wat meer in het bijzonder de Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen betreft, voorlopig geïnstalleerd te Brussel, dient gezegd dat deze binnenkort naar Antwerpen zal worden overgeheveld.

* * *

In volgende departementen werd geen enkele decentralisatiemaatregel genomen :

Landsverdediging, Buitenlandse Zaken, Justitie, Sociale Voorzorg, Verkeerswezen, Wetenschapsbeleid, Ontwikkelingssamenwerking, Openbaar Ambt en Buitenlandse Handel. In verband met dit laatste departement merkt de Staatssecretaris nochtans op dat sedert talrijke jaren de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel — een instelling die onder toezicht staat van de Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel — is overgegaan tot een uitgebreide deconcentratie door de oprichting van gewestelijke bureaus.

De jongste vier jaar werd geen enkel gewestelijk bureau meer opgericht; nochtans werd het personeel uitgebreid.

Le financement de la sécurité sociale.

Secteur pensions.

De financiering van de sociale zekerheid.

Sector pensioenen.

Année — Jaar	Travailleurs salariés — Werknemers												Indépendants — Zelfstandigen									
	Cotisations — Bijdragen									Intervention de l'Etat — Rijkstoelage			Total salariés — Gezamenlijk bedrag werknemers		Cotisations — Bijdragen			Intervention de l'Etat — Rijkstoelage			Total indépendants — Gezamenlijk bedrag zelfstandigen	
	Travailleurs (a) — Werknemers (a)			Employeurs (b) — Werkgevers (b)			Total (a) + (b) — Totaal (a) + (b)															
	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement salariés — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor werk- nemers	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement salariés — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor werk- nemers	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement salariés — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor werk- nemers	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement salariés — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor werk- nemers	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement indépen- dants — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor zelfstan- digen	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement indépen- dants — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor zelfstan- digen	1961 — 100	en mil- lions de francs — miljoenen frank	en p.c. du total du finan- cement indépen- dants — percent van de geza- men- lijke finan- ciering voor zelfstan- digen	1961 — 100	
1961	6 092,5	35,6	100	6 668,6	39,0	100	12 761,1	74,6	100	4 335,9	25,4	100	17 097,0	100	1 825,2	65,4	100	964,7	34,6	100	2 789,9	100
1962	6 646,5	35,4	109	7 291,5	38,8	109	13 938,0	74,2	109	4 858,3	25,8	112	18 796,3	110	1 477,0	59,6	81	1 002,6	40,4	104	2 479,6	89
1963	7 237,9	34,2	119	8 631,1	40,8	129	15 869,0	75,0	124	5 303,7	25,0	122	21 172,7	124	1 642,2	56,1	90	1 282,7	43,9	133	2 924,9	105
1964	8 506,2	34,3	140	10 714,8	43,1	161	19 221,0	77,4	151	5 623,9	22,6	130	24 844,9	145	2 073,5	57,3	114	1 542,4	42,7	160	3 615,9	130
1965	9 555,9	33,9	157	12 569,4	44,5	188	22 125,3	78,4	173	6 091,5	21,6	140	28 216,8	165	2 363,3	59,0	129	1 643,4	41,0	170	4 006,7	144
1966	10 441,7	34,6	171	13 925,8	46,1	209	24 367,5	80,7	191	5 824,6	19,3	134	30 192,1	177	2 584,5	55,1	142	2 103,3	44,9	218	4 687,8	168
1967	11 370,4	35,1	187	14 744,3	45,6	221	26 114,7	80,7	205	6 245,4	19,3	144	32 360,1	189	2 830,3	55,2	155	2 300,7	44,8	238	5 131,0	184
1968	12 511,1	35,6	205	16 093,5	45,8	241	28 604,6	81,4	224	6 538,5	18,6	151	35 143,1	206	3 666,4	58,0	201	2 652,1	42,0	275	6 318,5	226
1969	14 253,2	35,4	234	18 757,6	46,6	281	33 010,8	82,0	259	7 254,8	18,0	167	40 265,6	236	3 597,7	55,9	197	2 833,4	44,1	294	6 431,1	231
1970	17 673,9	36,3	290	23 903,2	49,0	358	41 577,1	85,3	326	7 155,6	14,7	165	48 732,7	285	4 231,2	56,0	232	3 326,6	44,0	345	7 557,8	271
1971 (1) ...	20 358,5	36,2	334	27 533,0	49,0	413	47 891,5	85,2	375	8 314,7	14,8	192	56 206,2	329	4 773,0	55,3	262	3 852,1	44,7	399	8 625,1	309
1972 (2) ...	22 807,6	36,2	374	30 778,7	48,9	462	53 586,3	85,1	420	9 393,5	14,9	217	62 979,8	368	5 327,0	52,5	292	4 813,0	47,5	499	10 140,0	363

Source : Rapport général sur la sécurité sociale.

(1) Evaluation.

(2) Prévisions.

Bron : Algemeen verslag over de sociale zekerheid.

(1) Ramingen.

(2) Vooruitzichten.

*Subsides de l'Etat dans le régime des allocations familiales
pour travailleurs salariés
et dans celui pour travailleurs indépendants.*

I. — Régime des salariés.

Années	Intervention de l'Etat (en millions de F)	Nombre de bénéficiaires	Part annuelle du subsidé de l'Etat par bénéficiaire (en F)
1960	585	1 465 813	399
1961	585	1 511 060	367
1962	612,7	1 558 328	393
1963	723,4	1 618 394	447
1964	728,2	1 664 911	437
1965	736,6	1 700 617	433
1966	158,1	1 716 837	92
1967	561,3	1 732 046	324
1968	757,3	1 748 573	433
1969	766,4	1 770 282	433
1970	805,5	1 809 890	445
1971	811,0	1 815 938	449
1972 (1)	1 020,1	1 914 017	533

II. — Régime des indépendants.

1960	203	488 146	416
1961	233	493 429	472
1962	271,9	496 295	548
1963	397,3	492 356	807
1964	405	489 780	827
1965	670	500 519	1 338
1966	824,6	505 784	1 630
1967	972,8	502 363	1 936
1968	1 099,5	471 321	2 333
1969	900	486 829	1 849
1970	1 009,6	487 764	2 070
1971	1 193,2	476 868	2 562
1972 (1)	1 363,7	464 791	2 934

(1) Prévisions.

*Rijkstoelagen in de kinderbijslagen
voor werknemers, resp. zelfstandigen.*

I. — Regeling voor werknemers.

Jaren	Rijkstoelagen (in miljoenen F)	Aantal recht- hebbenden	Jaarlijks aandeel van de rijkstoelage per recht- hebbende (in F)
1960	585	1 465 813	399
1961	585	1 511 060	367
1962	612,7	1 558 328	393
1963	723,4	1 618 394	447
1964	728,2	1 664 911	437
1965	736,6	1 700 617	433
1966	158,1	1 716 837	92
1967	561,3	1 732 046	324
1968	757,3	1 748 573	433
1969	766,4	1 770 282	433
1970	805,5	1 809 890	445
1971	811,0	1 815 938	449
1972 (1)	1 020,1	1 914 017	533

II. — Regeling voor zelfstandigen.

1960	203	488 146	416
1961	233	493 429	472
1962	271,9	496 295	548
1963	397,3	492 356	807
1964	405	489 780	827
1965	670	500 519	1 338
1966	824,6	505 784	1 630
1967	972,8	502 363	1 936
1968	1 099,5	471 321	2 333
1969	900	486 829	1 849
1970	1 009,6	487 764	2 070
1971	1 193,2	476 868	2 562
1972 (1)	1 363,7	464 791	2 934

(1) Vooruitzichten.

Répartition géographique du chômage.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois.

Répartition par bureau régional et catégorie.
(Septembre 1972 — Hommes.)

Geografische spreiding van de werkloosheid.

Werkaanvragers ingeschreven aan het einde van de maand.

Verdeling per gewestelijk bureau en categorie.
(September 1972 — Mannen.)

Bureaux régionaux	Chômeurs complets indemnisés — Ingeschreven volledig werklozen				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics — Door de overheid tewerkgestelde werklozen	Autres chômeurs inscrits obligatoirement — Andere verplicht ingeschreven werklozen	Demandeurs d'emploi libres — Werkaanvragers		Gewestelijke bureaus
	Aptitude — Geschiktheid			Total — Totaal			inoccupés — niet tewerkgesteld	occupés — tewerkgesteld	
	normale — normaal	partielle — gedeeltelijk	très réduite — zeer beperkt						
Anvers	1 115	645	1 627	3 387	606	709	276	112	Antwerpen.
Malines	437	350	553	1 340	247	306	79	23	Mechelen.
Turnhout	591	666	591	1 848	703	515	125	47	Turnhout.
Boom	103	92	216	411	85	72	13	13	Boom.
Bruxelles	2 521	1 521	890	4 932	787	792	791	301	Brussel.
Louvain	475	259	684	1 449	329	696	166	49	Leuven.
Nivelles	295	226	116	637	102	118	145	35	Nijvel.
Bruges	548	219	565	1 332	170	350	100	53	Brugge.
Ypres	186	160	342	688	128	143	86	45	Ieper.
Courtrai	74	56	106	236	81	255	84	70	Kortrijk.
Ostende	609	341	446	1 396	375	349	25	19	Oostende.
Roulers	83	95	375	553	151	139	76	50	Roeselare.
Alost	327	692	776	1 795	223	314	126	35	Aalst.
Termonde	151	189	607	947	199	264	45	27	Dendermonde.
Gand	631	504	847	1 982	466	522	148	69	Gent.
Audenarde	63	74	195	332	53	90	34	15	Oudenaarde.
St-Nicolas	329	266	365	960	224	201	63	17	St-Niklaas.
Charleroi	843	482	715	2 040	153	457	195	59	Charleroi.
Mons	785	610	446	1 841	249	475	166	117	Bergen.
La Louvière	463	269	280	1 012	208	264	126	52	La Louvière.
Mouscron	142	88	111	341	89	79	107	87	Moeskroen.
Tournai	376	437	165	978	247	245	171	87	Doornik.
Huy	182	166	652	1 000	109	158	64	46	Hoei.
Liège	2 194	1 499	4 813	8 506	568	1 017	509	129	Luik.
Verviers	337	412	347	1 096	104	162	203	127	Verviers.
Hasselt	991	676	1 402	3 069	616	936	199	103	Hasselt.
Tongres	357	147	685	1 189	171	318	43	2	Tongeren.
Arlon	224	196	109	529	70	228	106	58	Aarlen.
Namur	419	390	376	1 185	142	301	238	131	Namen.
Total	15 852	11 757	19 402	47 011	7 635	10 475	4 509	1 978	Totaal.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois.

Répartition par bureau régional et catégorie.

(Septembre 1972 — Femmes.)

Werkaanvragers ingeschreven aan het einde van de maand.

Verdeling per gewestelijk bureau en categorie.

(September 1972 — Vrouwen.)

Bureaux régionaux	Chômeurs complets indemnisés — Ingeschreven volledig werklozen				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics — Door de overheid tewerkgestelde werklozen	Autres chômeurs inscrits obligatoirement — Andere verplicht ingeschreven werklozen	Demandeurs d'emploi libres — Werkaanvragers		Gewestelijke bureaus
	Aptitude — Geschiktheid			Total — Totaal			inoccupés — niet tewerkgesteld	occupés — tewerkgesteld	
	normale — normaal	partielle — gedeeltelijk	très réduit — zeer beperkt						
Anvers	1 003	436	373	1 812	25	653	309	88	Antwerpen.
Malines	575	277	125	977	19	367	52	19	Mechelen.
Turnhout	594	214	88	896	36	395	58	7	Turnhout.
Boom	347	327	290	964	9	73	22	8	Boom.
Bruxelles	2 644	1 603	308	4 555	217	844	395	138	Brussel.
Louvain	756	257	131	1 146	17	609	125	14	Leuven.
Nivelles	392	208	52	652	5	136	106	13	Nijvel.
Bruges	546	96	104	746	18	281	51	18	Brugge.
Ypres	87	48	67	202	2	103	51	33	Ieper.
Courtrai	76	13	52	141	14	211	31	7	Kortrijk.
Ostende	559	115	53	727	5	169	17	12	Oostende.
Roulers	139	48	74	261	7	122	26	16	Roeselare.
Alost	470	375	446	1 291	10	341	77	19	Aalst.
Termonde	226	172	174	572	20	213	40	10	Dendermonde.
Gand	727	325	280	1 332	35	585	185	62	Gent.
Audenarde	65	74	112	251	—	72	21	9	Oudenaarde.
St-Nicolas	238	118	78	426	7	152	47	10	St-Niklaas.
Charleroi	1 839	273	124	2 236	38	551	244	27	Charleroi.
Mons	1 572	802	97	2 471	56	601	172	56	Bergen.
La Louvière	842	286	82	1 210	28	317	126	17	La Louvière.
Mouscron	151	98	36	285	5	66	50	17	Moeskroen.
Tournai	319	214	8	541	11	258	127	37	Doornik.
Huy	337	134	72	543	24	224	120	33	Hoei.
Liège	3 861	1 865	927	6 657	167	1 058	473	104	Luik.
Verviers	545	466	103	1 114	21	272	213	62	Verviers.
Hasselt	1 572	691	293	2 256	31	848	101	39	Hasselt.
Tongres	361	78	49	486	4	252	21	2	Tongeren.
Arlon	334	50	17	401	5	194	67	19	Aarlen.
Namur	735	320	137	1 192	25	405	273	50	Namen.
Total	21 914	9 987	4 744	36 645	861	10 372	3 800	947	Totaal.

Comparaison de la situation du chômage
à la fin septembre 1971-1972.

Hommes --- Femmes.

Vergelijking van de toestand inzake werkloosheid
eind september 1971-1972.

Mannen — Vrouwen.

Groupes de bureaux régionaux	Chômage complet (1) Volledige werkloosheid (1)				Chômage partiel (2) Gedeeltelijke werkloosheid (2)				Groepen van gewestelijk bureaus
	1971		1972		1971		1972		
	Nombre Aantal	Taux Percen- tage	Nombre Aantal	Taux Percen- tage	Nombre Aantal	Taux Percen- tage	Nombre Aantal	Taux Percen- tage	
Anvers + Boom	4 525	2,0	6 574	2,9	3 189	1,4	2 530	1,1	Antwerpen + Boom.
Malines	1 653	2,4	2 317	3,2	518	0,7	441	0,6	Mechelen.
Turnhout	1 906	2,3	2 744	3,1	505	0,6	547	0,6	Turnhout.
Bruxelles	6 895	1,7	9 487	2,3	453	0,1	660	0,2	Brussel.
Louvain	2 054	2,7	2 595	3,2	255	0,3	327	0,4	Leuven.
Nivelles	879	1,9	1 289	2,6	54	0,1	114	0,2	Nijvel.
Bruges	1 876	3,8	2 078	4,0	323	0,7	305	0,6	Brugge.
Ypres	861	3,5	890	3,7	142	0,6	100	0,4	Ieper.
Courtrai	319	0,5	377	0,5	183	0,3	237	0,3	Kortrijk.
Ostende	2 191	5,4	2 123	5,1	297	0,7	303	0,7	Oostende.
Roulers	729	1,4	814	1,5	413	0,8	512	1,0	Roeselare.
Alost + Audenarde	3 249	3,5	3 669	3,9	849	0,9	1 084	1,1	Aalst + Oudenaarde.
Termonde	1 349	3,1	1 519	3,5	351	0,8	478	1,1	Dendermonde.
Gand	2 507	2,0	3 314	2,6	805	0,6	857	0,7	Gent.
St-Nicolas	968	1,9	1 386	2,6	773	1,5	867	1,6	St-Niklaas.
Charleroi + La Louvière	5 082	2,8	6 498	3,5	437	0,2	692	0,4	Charleroi + La Louvière.
Mons	3 731	6,8	4 312	7,7	141	0,3	132	0,2	Bergen.
Mouscron	553	2,4	626	2,6	156	0,7	297	1,2	Moeskroen.
Tournai	1 352	2,9	1 519	3,2	347	0,7	576	1,2	Doomik.
Huy + Liège	13 799	7,5	16 706	8,9	1 063	0,6	934	0,5	Hoei + Luik.
Verviers	2 047	4,0	2 210	4,2	478	0,9	406	0,8	Verviers.
Hasselt + Tongres	5 139	3,7	7 302	5,0	419	0,3	599	0,4	Hasselt + Tongeren.
Arlon	749	2,5	930	3,0	47	0,2	63	0,2	Aarlen.
Namur	1 852	3,2	2 377	3,9	62	0,1	70	0,1	Namen.
Total	66 205	2,7	83 656	3,3	12 260	0,5	13 131	0,5	Totaal.

(1) Chômeurs complets indemnisés inscrits en fin de mois.
(2) Moyenne journalière des chômeurs partiels contrôlés.

(1) Volledig werklozen die einde van de maand geregistreerd zijn.
(2) Dagelijks gemiddelde van gecontroleerde gedeeltelijk werklozen.

ANNEXE IV.

BIJLAGE IV.

Prix moyen de la G. cal.
libre préparée.

A la page 69 de l'exposé général, sous la rubrique 4, « Valeur de la production charbonnière », il est indiqué que « depuis le début de l'année 1971, le prix moyen de la G. cal. libre préparée, déterminée par le Comité de contrôle de l'Electricité et du Gaz, a baissé constamment ».

Que faut-il entendre par « le prix moyen de la G. cal. libre préparée » ?

Réponse :

L'évolution du prix de la G. cal. libre préparée est la suivante :

Prix de la G. cal. préparée (en F).

1961	95,48		
1962	96,37		
1963	101,94		
1964	98,74		
1965	99,56		
1966	103,50		
1967	105,80		
1968	102,54		
1969	91,60		
1970	106,68(*)		
1971	112,82		
1972 janvier	88,23	1971 janvier	128,92
février	86,37	février	129,67
mars	87,94	mars	131,01
avril	89,40	avril	127,74
mai	90,20	mai	125,69
juin	90,14	juin	121,64
juillet	87,91	juillet	111,17
août	87,51	août	103,99
septembre	88,11	septembre	97,47
		octobre	97,07
		novembre	93,89
		décembre	92,55

Définition : G. cal. = Giga calorie = un milliard d'unités de calorie.

Pour la fixation de la valeur du paramètre C_g , le prix moyen mensuel, pour le mois n , de la G. cal. des combustibles consommés, y compris les frais de préparation, dénommé P_{en} ci-dessous, est défini comme suit :

$$P_{en} = R_{en} + f_{en}$$

formule dans laquelle :

a) le terme R_{en} est le prix moyen mensuel rendu quai des combustibles consommés établi de la manière suivante pour l'ensemble des sociétés de production d'électricité dont les dépenses de combustibles servent de référence pour le calcul des index C_g , H et I. B. T.

$$R_{en} = \frac{R_{an} + 0,7 R_{en-1}}{F/G. cal.}$$

relation dans laquelle :

R_{en} et R_{en-1} sont respectivement les prix moyens rendus quai de la G. cal. des combustibles consommés au cours des mois n et $(n-1)$ par cet ensemble.

R_{an} est le prix moyen rendu quai de la G. cal. des combustibles approvisionnés au cours du mois n par cet ensemble.

Le prix moyen rendu quai est la moyenne pondérée, sur la base du nombre de G. cal., des prix rendu quai de chaque combustible, qui comportent :

- le prix de départ;
- les frais de mise à bord;
- les fret, transport et raccordement;
- les taxes et assurances;

(*) L'augmentation du prix de la G. cal. préparée constatée en 1970 et 1971 était due à la crise pétrolière.

Gemiddelde prijs van de vrije G. cal.
voorbereidingskosten inclus.

Op blz. 69 van de Algemene Toelichting wordt onder rubriek 4, « Waarde van de Steenkolenproductie » gezegd dat « de gemiddelde prijs van de vrije G. cal., voorbereidingskosten inclus, vastgesteld door het Controle-Comité voor de Electriciteit en het Gas, sedert 1971 voortdurend gedaald is.

Wat verstaat men onder « gemiddelde prijs van de vrije G. cal., voorbereidingskosten inclus » ?

Antwoord :

De prijs van de vrije G. cal., voorbereidingskosten inbegrepen, ontwikkelt zich als volgt :

Prijs van de vrije G. cal. met inbegrip van de voorbereidingskosten (franken).

1961	95,48		
1962	96,37		
1963	101,94		
1964	98,74		
1965	99,56		
1966	103,50		
1967	105,80		
1968	102,54		
1969	91,60		
1970	106,68(*)		
1971	112,82		
1972 januari	88,23	1971 januari	128,92
februari	86,37	februari	129,67
maart	87,94	maart	131,01
april	89,40	april	127,74
mei	90,20	mei	125,69
juni	90,14	juni	121,64
juli	87,91	juli	111,17
augustus	87,51	augustus	103,99
september	88,11	september	97,47
		october	97,07
		november	93,89
		december	92,55

Bepaling : G. cal. = Giga calorie = 1 miljard calorie-eenheden.

Voor het vaststellen van de waarde van de parameter C_g wordt de gemiddelde maandelijkse prijs van de G. cal. der verbruikte brandstoffen, voorbereidingskosten inclus, voor de maand n , een prijs die hieronder P_{en} wordt genoemd, als volgt bepaald :

$$P_{en} = R_{en} + f_{en}$$

een formule waarin :

a) de term R_{en} de gemiddelde maandelijkse prijs uitdrukt die franco wal voor de verbruikte brandstof betaald wordt; die prijs wordt als volgt vastgesteld voor alle elektriciteitsmaatschappijen waarvan de uitgaven voor brandstoffen als referentie dienen voor het berekenen van de indexen C_g , H en I. B. T.

$$R_{en} = \frac{R_{an} + 0,7 R_{en-1}}{F/G. cal.}$$

een verhouding waarin :

R_{en} en R_{en-1} respectievelijk de gemiddelde prijzen franco wal zijn voor de G. cal. van de brandstoffen die in de loop van de maanden n en $(n-1)$ door al die maatschappen verbruikt worden,

R_{an} de gemiddelde prijs franco wal is voor de G. cal. van de brandstoffen die in de loop van de maand n door die gezamenlijke maatschappijen zijn opgeslagen.

De gemiddelde prijs franco wal is het afgewogen gemiddelde, op basis van het aantal G. cal., van de prijs franco wal van elke brandstof, waarin zijn begrepen :

- de aanvangsprijs;
- de kosten voor het aan boord brengen;
- het vrachtgeld, vervoer en aansluiting;
- taksen en verzekeringen;

(*) In 1970 en 1971 werd een verhoging geconstateerd van de prijs van de G. cal., voorbereidingskosten inclus; zij was te wijten aan de crisis in de petroleumnijverheid.

— les ristournes éventuelles;
— les redevances, commissions diverses, analyses, perte au déchargement et parc.

b) le terme f_{en} est le montant moyen des frais de préparation qui vaut, pour le même ensemble de sociétés de production :

$$f_{en} = \frac{f_{an} + 0,7_{en-1}}{1,7}$$

relation dans laquelle :

f_{en} et f_{en-1} sont respectivement les frais moyens de préparation, par G. cal., des combustibles consommés au cours des mois n et $(n-1)$,

f_{an} est les frais moyens de préparation, par G. cal. des combustibles approvisionnés au cours du mois n .

1. Les frais moyens de préparation, par G. cal., sont la moyenne pondérée, sur la base du nombre G. cal., des frais de préparation de chaque combustible, résultant de la formule suivante :

$$f = 4,5 + \frac{C2}{135} \left(1 + \frac{h}{60}\right) F/G. \text{ cal.}$$

où

f représente en francs le coût de l'ensemble de la préparation par G. cal. pour les conditions économiques caractérisées par des valeurs des index de gros et de détail, base 1936-1938 = 100, respectivement de 420 et 460.

C est, en pour cent, la teneur en cendres du combustible sec.

h est, en pour cent, la teneur en humidité du combustible brut.

Les frais de préparation couvrent les dépenses de conduite et d'entretien relative notamment :

- au déchargement;
- au broyage et au séchage;
- à la combustion, y compris la ventilation et au dépoussiérage;
- au frais de décrassage et d'évacuation des cendres.

La formule ci-dessus est valable pour les combustibles solides présentant une teneur en cendres variant de 0 à 70 % sur sec ainsi que les combustibles liquides et gazeux.

2. Les montants de frais de préparation auxquels conduit l'application de la relation ci-dessus sont ajustés aux conditions économiques du moment en les multipliant par la valeur du rapport :

$$\frac{0,45 G + 1,1 D}{0,45 \times 420 + 1,1 \times 460}$$

G et D étant les valeurs moyennes des index de gros et de détail, base 1936-1937-1938 = 100, du trimestre précédant d'un mois le mois pour lequel le coût du million de kilocalories est calculé.

Le calcul du paramètre C_g ainsi que celui du coefficient H sont contrôlés par la Fédération des Industries belges et le Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz.

La publication périodique du coefficient H est assurée par la Fédération des Industries belges.

— eventuele kortingen;
— belasting, diverse commissielonen, analyses, verlies bij het lossen en opslagplaats.

b) de term f_{en} is het gemiddelde bedrag van de voorbereidingskosten, dat voor dezelfde productiemaatschappijen als volgt wordt uitgedrukt :

$$f_{en} = \frac{f_{an} + 0,7_{en-1}}{1,7}$$

een verhouding waarin :

f_{en} en f_{en-1} respectievelijk gemiddelde voorbereidingskosten per G. cal. uitdrukken van de in de loop der maanden n en $(n-1)$ verbruikte brandstof.

f_{an} de gemiddelde voorbereidingskosten per G. cal. uitdrukt van de brandstofvoorraden die in de loop van de maand n zijn opgeslagen.

1. De gemiddelde voorbereidingskosten, per G. cal. zijn het afgewogen gemiddelde, op basis van het aantal G. cal., van de voorbereidingskosten van iedere brandstof, volgens de onderstaande formule :

$$f = 4,5 + \frac{C2}{135} \left(1 + \frac{h}{60}\right) F/G. \text{ cal.}$$

waarin

f de in franken uitgedrukte kosten van de gezamenlijke voorbereiding per G. cal. vormt, voor de economische voorwaarden die gekenmerkt zijn door de indexwaarden der groot- en kleinhandelsprizen, basis 1936-1938 = 100, zijnde respectievelijk 420 en 460,

C het percentsgewijze asgehalte van de droge brandstof is,

h het percentsgewijze vochtgehalte van de ruwe brandstof is.

De preparatiekosten omvatten de uitgaven voor de aanvoer en het onderhoud en hebben onder meer betrekking op :

- het lossen;
- het breken en drogen;
- de verbranding, met inbegrip van de verluchting en de ontstofting;
- de kosten voor het reinigen en het wegnemen van de as.

De formule hierboven geldt voor de vaste brandstoffen met een asgehalte gaande van 0 tot 70 % van het drooggewicht, evenals voor de vloeibare brandstoffen en de brandstoffen in gasvorm.

2. Het bedrag van de preparatiekosten waartoe men komt door toepassing van voormelde verhouding, wordt aangepast aan de economische omstandigheden van het ogenblik door het te vermenigvuldigen met de waarde van de verhouding :

$$\frac{0,45 G + 1,1 D}{0,45 \times 420 + 1,1 \times 460}$$

G en D zijn de gemiddelde waarden van de indexcijfers van de groot- en van de kleinhandelsprizen (basis : 1936-1937-1938 = 100) voor het kwartaal dat de maand waarvoor de kostprijs van één miljoen kilocalorieën wordt berekend, met één maand voorafgaat.

De berekening van de parameter C_g evenals die van de coëfficiënt H worden gecontroleerd door het Verbond der Belgische Nijverheid en door het Comité van toezicht voor gas en electriciteit.

Het Verbond der Belgische Nijverheid zorgt voor de periodieke publicatie van coëfficiënt H .